**Juifs
et catholiques :
l'apaisement**

Le Vatican a mis fin, mardi 19 septembre, à des semaines de tergiversations et de confusion à propos du carnet d'Auschwitz, entretenues par des déclarations bryllantes et souvent contradictoires du pape polonais. Pressé de toutes parts d'intervenir, il a tranché en faveur des négociateurs juifs et catholiques qui, depuis quatre ans, ont tout tenté pour démentir l'échec.

Malgré le flou artistique de la formule invitant les catholiques à démentir l'ancien théâtre du camp d'Auschwitz et s'insérer, au-delà du périmètre de la mort, dans un centre de prière, d'information et de rencontres sur la Shoah, dont la construction avait été décidée en 1987, mais dont seul le site, en deux ans et demi, a été trouvé.

B. Brouard d'honneur ? M. M. si le cardinal Glomp repousse quelque peu, on voit mal le pape de Pologne résister à une volonté aussi clairement exprimée. Et même si l'application des accords de Genève devait se faire avec difficulté sur le terrain, on peut déjà dire qu'il a perdu la partie et sans doute avec lui une fraction irrécusable du catholicisme polonais.

Cette intervention directe du Vatican aura une double conséquence, à la fois sur l'équilibre des pouvoirs au sein de l'Eglise polonaise et sur le dialogue international entre les juifs et les catholiques. Au centralisme du régime communiste depuis quarante ans a toujours correspondu, dans l'Eglise de Pologne, une concentration du pouvoir entre les mains du pape. Cette bipolarisation est en train de voler en éclats. Au moment où une série de laïcs catholiques accède au gouvernement à Varsovie, la polémique sur Auschwitz ternit le prestige du pape. L'intention du Vatican est, semble-t-il, de normaliser la situation de la Conférence épiscopale polonaise, notamment par la désignation des fonctions de pape et de président.

Cette affaire change surtout la nature des rapports entre l'Eglise catholique et le communisme juif. La réconciliation engagée depuis Vatican II reste, on l'a vu, d'une extrême fragilité. Les fantômes du passé ne demandent qu'à ressurgir. Mais, pour la première fois, le Vatican vient de cautionner une démarche de négociation dans laquelle juifs et catholiques ont traité ensemble d'égal à égal, et sur un thème capital : derrière le sort d'un carnet, la mémoire du génocide.

Certes, la méfiance à l'égard de Jean-Paul II n'est pas retombée. Elle est, sans doute, moins imputable au pape lui-même — dans le rapprochement entre les juifs et les catholiques, il a largement payé de sa personne — qu'à des décisions mal expliquées et mal interprétées, et à la rumeur, dans chaque camp, des intégrismes. Elle s'inspire largement d'une volonté d'affirmation de la foi chrétienne en Europe, jusque dans des lieux où le christianisme s'est compromis avec la pire idéologie païenne. Le règlement souhaité par le Vatican dans l'affaire d'Auschwitz ouvre la voie à une explication franche sur les contentieux théologique et politique (l'Holocauste, Israël), qui demeurent autant d'obstacles à une véritable réconciliation.

(Lire page 10 nos informations et l'article d'HENRI TINCQ.)

M 0147-0921 0. 4,50 F



3790147004500 09210

Deux acquisitions pour 8,5 milliards de francs

**Offensive de Rhône-Poulenc
dans la chimie américaine**

Le groupe chimique public Rhône-Poulenc a annoncé, le mercredi 20 septembre, l'acquisition, pour 8,5 milliards de francs, de deux sociétés importantes : la filiale chimique du britannique RTZ Corporation (ex-Rio Tinto Zinc) et le département « spécialités » de la société américaine GAF. En renforçant sa position aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, le groupe français se rapproche des géants mondiaux du secteur.

Après les achats d'American Can par Pechiney (pour 7 milliards de francs) et de Pennwalt par Elf (6,7 milliards de francs), le développement international des sociétés nationales françaises se poursuit. M. Jean-René Fourton, PDG de Rhône-Poulenc, a annoncé deux acquisitions importantes dans le domaine des spécialités chimiques. Rhône-Poulenc achète pour 512 millions de livres (5,3 milliards de francs) la filiale chimique de la société britannique RTZ Corporation (cinq mille employés aux Etats-Unis et au Canada, un chiffre d'affaires d'environ 6 milliards de francs). Le groupe français va en outre acquérir pour 480 millions de dollars (3,2 milliards de francs) le département « spécialités » de la firme américaine GAF (deux cent soixante-dix personnes en Amérique du Nord, 1,3 milliard de francs de chiffre d'affaires).

(Lire nos informations page 22.)

Comité central à Moscou

(Lire page 24 l'article de BERNARD GUETTA.)

C'est dans le désert du Ténéré au Niger, à 650 kilomètres au nord de N'Djamena, la capitale tchadienne, qu'un Transal militaire français basé au Tchad a découvert l'épave du DC-10 de la compagnie UTA dont on était sans nouvelles depuis la veille à 12 h 30 GMT. Les débris seraient éparpillés sur une grande superficie.

Le vol UT 772, en provenance de Brazzaville (Congo), avait redécollé de N'Djamena à destination de Paris pour un vol sans escale qui devait lui faire survoler, tour à tour, le Niger, le Sahara algérien et la Méditerranée. Vingt minutes après le décollage, le commandant Georges Ravenand, instructeur sur DC-10, entra en contact avec le contrôle aérien et ne signalait aucune anomalie à bord.

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 28.)

Sanglante répression, regroupement de populations, dérouté de la guérilla

L'ordre règne au Kurdistan irakien

Pour la première fois depuis des années, la guérilla a quasi cessé au Kurdistan d'Irak, où les forces de Bagdad sont parvenues, au prix d'une répression sans pitié, à asphyxier la rébellion. Cette répression a sévèrement touché la population, tandis que les séparatistes envisagent une nouvelle forme de lutte.

SOULEIMANYEH
de notre envoyé spécial

D'un côté, des amas de décombres le long de routes traversant des campagnes désertes, dont les collines portent encore les traces

de hameaux détruits ; de l'autre, de vastes et tristes cités neuves. Le Kurdistan d'Irak est le théâtre d'opérations de pacification menées par le régime de M. Saddam Hussein selon les méthodes les plus classiques du genre : villages rasés dans des régions aux sentiments manifestement trop séparatistes, zones rurales totalement vidées de leurs habitants pour cause de soutien aux mouvements rebelles, création d'un no man's land à la frontière de façon à isoler les guérilleros de la population et regroupement d'une partie de cette dernière dans des « villes nouvelles » aisément contrôlables.

L'ordre règne, aujourd'hui, au Kurdistan irakien après des

décennies de guérilla presque ininterrompue et de répression massive à l'encontre de mouvements séparatistes qui traversent, à l'été d'une paix encore hypothétique entre l'Irak et l'Iran, l'une des périodes les plus critiques de leur histoire depuis quinze ans. Et, lorsque le 9 septembre, dans un grand battage médiatique (pas loin de deux cents journalistes étrangers avaient été conviés à assister à l'événement), les autorités ont mené à bien les trois élections au « conseil législatif » de la région autonome du Kurdistan — créée en mars 1974 —, le chef de la police d'Erbil, centre administratif de la région kurde, a pu se réjouir de ce que cette consulta-

tion, considérée comme une « farce » par les mouvements séparatistes, se fût déroulée sans le moindre trouble.

Au-delà des déclarations et communiqués des autorités ainsi que des organisations rebelles, qui relèvent — dans un cas comme dans l'autre — trop souvent de la simple propagande, le prix de cette « paix civile » chèrement acquise, et peut-être tout à fait provisoire, est visible dès lors que l'on s'éloigne des grandes villes et que l'on pénètre dans l'arrière-pays.

YVES HELLER.

(Lire la suite page 5.)

Blocage du centre de production de Mulhouse

Peugeot : la grève un ton au-dessus

Le conflit s'est de nouveau durci le mercredi 20 septembre au matin aux usines Peugeot de Mulhouse et de Sochaux. A Mulhouse, les grévistes ont bloqué les accès du centre, empêchant ainsi toute production. Mais à Sochaux, les grévistes n'ont pas suivi la CGT qui voulait empêcher le lancement de la 605. Les syndicats haussent le ton, et aucune perspective de négociations ne se dessine.

MULHOUSE
de notre envoyé spécial

Les premières voitures sont arrivées dès 3 h 30. Réunies dans la pésoirée autour du camion sont installés sur le parking d'un supermarché de l'île Napoléon, à Mulhouse, environ cinq cents grévistes applaudissent l'action décidée par le comité de grève : le blocage total du centre de production. « Nous plaçons des voitures tout le long de la route, et personne ne passe, lance un délégué syndical. C'est la seule solution pour arrêter la production à Mulhouse. »

Les voitures partent en convoi et s'installent en travers des accès au site, quatre barrières faites de véhicules gardés en milieu de la route, doublés d'un cordon de grévistes. Il est 4 heures. Sur la route encore déserte qui mène à l'Allemagne, les grévistes jouent au football en attendant les premiers cars.

4 h 30 : les équipes du matin convergent peu à peu vers le centre. Les cars s'arrêtent ; les non-grévistes descendent et se regroupent au bord de la route : « Vous bloquez jusqu'à 13 heures ? - Réponse : « Non, jusqu'à ce soir,

et même plus. » Les non-grévistes font demi-tour sans plus de discussions. « Vu l'ambiance, il vaut mieux ne pas faire les malins. »

Sur les routes, les quatre piquets de grève s'organisent. Les numéros d'immatriculation des voitures sont recouverts d'affiches aux couleurs de la CFDT « pour éviter les relevés », et les cordons se serrent un peu plus les cordons.

ANNE CHEMIN.

(Lire la suite page 18.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dir ; Tunisie, 600 m ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 30 B ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 160 pes ; Grèce, 80 p ; Italie, 1 800 L ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 20 F ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,25 f ; Portugal, 140 esc ; Suède, 335 F SFA ; Suisse, 12,80 sc ; Taiwan, 1,00 \$; USA, 1,50 \$; USA (Canada), 2 \$.

PAYS DE L'EST

La Révolution de 1989

B IEN que fort réussies, les fêtes du second centenaire de la Révolution française ont été quelque peu éclipsées par l'espérance de voir la liberté inaugurée à l'Ouest voilà deux siècles se développer à l'Est, enfin, l'inauguration d'un véritable Parlement en Union soviétique, la naissance progressive du pluralisme en Hongrie, l'avènement d'un gouvernement dirigé par l'opposition en Pologne : voilà trois événements majeurs qui pourraient ouvrir une ère nouvelle en Europe. Si les fruits tiennent la promesse des fleurs, cette année marquera dans l'Histoire une date plus importante encore que 1789.

La Révolution de 1989 a été déclenchée par des facteurs divers, quelquefois contradictoires. En URSS et en Pologne, le bouleversement est imposé par l'économie. A Varsovie, l'effondrement de la production exige d'urgence une rénovation radicale. A Moscou, l'arrêt de la perestroïka et le retour au brejnevisme — ce stalinisme mou — conduiraient à l'enlisement dans un niveau de vie médiocre accroissant régulièrement l'écart avec l'Occident. Mais la réforme économique a plutôt réussi en Hongrie, et mieux encore en Chine, où son succès a contribué à la révolte des étudiants. Quant à la performance matérielle de la République démocratique allemande, champion des pays de l'Est à cet égard, elle coïncide avec un communisme conservateur.

par MAURICE DUVERGER

Une telle diversité montre que la Révolution de 1989 ne se déroule pas suivant un schéma marxiste. L'état des forces productives n'en est pas le facteur essentiel, même s'il y prend parfois une part importante. Le seul point commun entre les mouvements russe, polonais, hongrois et chinois, c'est un désir de liberté, particulièrement fort chez les intellectuels et les jeunes, et latent dans une partie de la population. On est dans le droit-fil de 1789 dont la commémoration a peut-être éveillé des idées qui sommeillaient au cœur des citoyens. La revendication des droits de l'homme est plus fondamentale que celle de la consommation, même quand cette dernière devient tragique, comme en Pologne. Cela rend plus impérieux le devoir des Occidentaux de prêter main forte à la démocratisation de l'Est, mais en même temps plus difficile.

L'expérience du plan Marshall atteste la possibilité d'une aide économique massive, qu'une coordination par la Communauté européenne rendrait acceptable en atténuant les susceptibilités. Certes, une telle entreprise serait plus aisée pour la Pologne que pour l'Union soviétique étant donné les dimensions respectives. Cependant, les capacités productives de l'Ouest sont si grandes qu'aucun obstacle n'est infranchissable. D'ailleurs, un tel soutien serait

facilité si les deux Grands se lançaient en même temps dans un désarmement sérieux, dont profiterait aussi le reste du monde. En permettant des transferts de crédits vers les secteurs économiques, il atténuerait les besoins de l'URSS et accroîtrait les moyens occidentaux d'y faire face.

La loi de la chute des corps

Améliorer ainsi la consommation des Polonais et des Soviétiques renforcerait certainement la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev et celle du général Jaruzelski. Mais les difficultés politiques de la démocratisation de l'Est restent considérables et ne se prêtent à aucune aide extérieure. D'abord, toute révolution tend naturellement à s'accroître, en suivant un peu la loi de la chute des corps. Dans un régime immobile et autocratique, les mécontentements ne peuvent s'exprimer, et l'habitude les rend moins insupportables. Quand un bouleversement commence à les diminuer, ce qui en reste devient moins tolérable parce qu'on le sait désormais moins immuable. Le changement tend alors à dépasser les limites de l'acceptable par la société. Si justifiés qu'ils soient, les nationalismes des minorités de l'URSS approchent de ce point critique.

D'autre part, la transformation en démocratie d'une dictature à parti unique est une entreprise très difficile. Le parti doit garder assez de pouvoir pour imposer le changement à ses cadres locaux qui en seront les victimes et susciter en même temps une opposition suffisamment forte pour devenir un contre-pouvoir efficace. Une démarche si contradictoire demande de grandes capacités stratégiques. Mikhaïl Gorbatchev la conduit jusqu'ici avec brio, suivant un schéma original de despotisme éclairé. Tout en affirmant sa autorité dans un parti qu'il contrôle désormais aussi bien que ses prédécesseurs le faisaient, il utilise cette autorité pour obliger le parti à s'incliner devant des réformes soigneusement dosées. Ainsi a pu s'établir une opposition authentique, légitime par des élections ingénieuses qui ont permis de véritables débats parlementaires, sans que le processus échappe au contrôle de son promoteur.

Au contraire, le mai 68 des étudiants chinois a traumatisé un parti par ailleurs désemparé par l'effacement de son chef réel, trop âgé pour faire face à une telle crise. D'où la violence et l'anarchie de la répression. En Hongrie, l'appareil du parti a commencé la rénovation en laissant se développer une opposition qui prend forme peu à peu. Saura-t-elle dominer une victoire que des élections libres rendent probable ? La faiblesse de son organisation fait craindre des dérapages, mais l'expérience acquise depuis l'explosion de 1959 permet d'espérer qu'ils resteront contrôlés.

Seule la Pologne dispose de structures politiques lui permettant de prendre la tête de la Révolution de 1989, malgré l'état catastrophique de son économie. Voilà plus de vingt ans, on avait décrit, dans une conférence à l'université de Varsovie, le modèle paradoxal de la démocratisation maintenant engagé sur les bords de la Vistule. Elle se fonde sur la compétition entre deux organisations monolithiques et autoritaires : le Parti communiste et l'Eglise catholique.

Plus proche de l'intégrisme religieux que de la théologie de la libération, de la reprise en main par Jean-Paul II que du dernier Concile du Vatican, l'Eglise peut équilibrer le parti et même le surpasser tout en prenant soin de ne pas aller trop loin. Que le cardinal Glemp se soit longuement entretenu avec l'ambassadeur d'URSS la veille de la nomination du nouveau premier ministre, voilà qui éclaire le processus en cours. Égales en subtilités, la diplomatie du Vatican et celle du Kremlin s'accrochent pour contrôler la démocratisation polonaise. Cela évitera des faux pas dans la phase actuelle de transition. Ensuite, le Parti communiste et Solidarité devront se débarrasser de leurs parais respectifs pour parvenir à un pluralisme complet. Parce qu'il est plus avancé que les autres, la réussite de ce modèle est fondamentale pour les progrès de la liberté en Europe de l'Est.

TÉMOIGNAGE

Marcel Degliame, la Résistance et l'amitié

par CLAUDE BOURDET

Nous avons demandé à Claude Bourdet son témoignage sur Marcel Degliame, décédé le 7 septembre, et qui fut l'un des principaux dirigeants de la Résistance (le Monde du 11 septembre).

C'EST en 1941 que ma femme et moi avons reçu, dans notre maison de Venise (Alpes-Maritimes), la visite d'un grand garçon qui arrivait de Syrie d'où il avait été rapatrié après l'occupation des territoires syro-libanais par les Britanniques et les Français libres : c'était Marcel Degliame. Il apportait une lettre de Jacques Lassaing qui dirigeait la radio de la France libre dans la région. On avait offert à Marcel de rester parmi les Français libres, au Moyen-Orient ou ailleurs, mais il voulait d'abord revoir sa famille et pensait, avec raison, qu'il y avait du travail à faire en France. Lassaing n'avait pas de nouvelles de moi mais se disait que je devais avoir une activité quelconque.

Degliame me raconta sa vie, son action de syndicaliste, sa désertion en Allemagne, et le long périple de son évasion qui l'amena en Syrie à travers l'Australie, la Hongrie, la Roumanie et la Turquie. Nous le trouvâmes, ma femme et moi, profondément sympathique. Il ne cachait pas qu'il était syndicaliste unitaire, donc communiste ou communiste, mais ne semblait pas vouloir rejoindre les organisations de ce parti qu'il d'ailleurs, en 1941 en zone sud, étaient à peu près inexistantes.

Il commença tout de suite à travailler avec nous sur les Alpes-Maritimes, puis je l'emmenai à

Le rôle de l'action ouvrière

À la fin de 1943, j'avais été désigné pour représenter Combat au Conseil national de la Résistance créé par Jean Moulin. Un peu plus tard, Frenay, partant en Angleterre puis à Alger, me confia le rôle de coordination du mouvement, et je vis plus souvent Marcel Degliame et pus apprécier ses qualités encore davantage. Après mon arrestation par la Gestapo en mars 1944, Marcel me remplaça comme représentant de Combat au CNR.

Entre-temps, il avait étendu le rôle d'Action ouvrière à un secteur plus vaste que l'on appela dès lors l'Action immédiate et qui regroupait non seulement le sabotage en usine, mais le sabotage ferroviaire (développé à l'origine par René Hardy avant l'entrée en France de Caluire), les actions des groupes français, certaines actions des maquis, enfin toute une série d'opérations qui contribuèrent à la réputation d'activisme de Combat et des Mouvements unis.

À l'automne, expédié par la Gestapo en « villégiature » dans divers camps de concentration allemands, je n'eus plus que de loin en loin des nouvelles de l'activité de Degliame. Mais à mon retour, en avril 1945, j'apprenais, sans étonnement, qu'il avait

joué un rôle capital dans l'insurrection nationale. Ce qui était remarquable chez Marcel Degliame, c'était la chaleur et la solidité des rapports qu'il était capable de lier avec des individus très différents, que ce soit des hommes de droite comme Pierre de Bénouville, des officiers de carrière comme Louis Mangin, Maurice Chervance ou Frenay lui-même, des communistes comme Serge Ravanel du mouvement Libération, chef des groupes francs des Mouvements unis, Raymond et Lucie Aubrac, aussi de Libération, Jean Prouteau et Victor Leduc de Combat, Kriegel-Varmont de Libération et bien d'autres. Cet homme symbolisait l'amitié, et c'est cela sans doute, autant que ses qualités techniques, son intelligence et son sens politique, qui explique l'efficacité de son action dans tant de domaines.

Après guerre, nommé gouverneur de Constantine, le colonel Degliame fut apprécié aussi bien par l'administration française que par la population locale. Plus tard, revenu en France, il se consacra d'abord à des activités théâtrales, créant le théâtre de Babylone où furent montées de nombreuses pièces d'avant-garde, puis s'occupa de télévision et fut pendant longtemps actif à la SFF.

Depuis quelques années, il avait pris sa retraite dans une petite maison de campagne située à Semur-sur-Ouche, près de Loches, partageant son activité entre la rédaction de ses mémoires et des travaux de menuiserie et de jardinage où il se montrait particulièrement habile, secondé par sa femme Janine, soutien et réconfort de toutes ces années.

Ses amis de la Résistance venaient souvent le voir, Janine et lui, dans leur demeure des champs. Ils y sont encore revenus le 11 septembre pour entourer Janine et sa fille Claude, et, après une courte et émouvante cérémonie militaire à Loches, l'accompagner au cimetière où il repose maintenant.

Tous étaient profondément émus. Quelqu'un disait : « Tant de courage, tant d'intelligence et tant de simplicité ! » C'était là vraiment Marcel Degliame.

FRANCE

Et que faites-vous du BNB ?

par HENRI MONTANT (*)

LA FRANCE est un curieux pays où l'addition des quidams mécontents donne un peuple globalement satisfait. Ne sommes-nous pas parmi les pays les plus industrialisés du monde ? Ce paradoxe est explicable : les Français ne connaissent pas leur bonheur. Et comment pourraient-ils le connaître, puisque — tous les hommes politiques s'accrochent — le bonheur est toujours pour demain ?

De Barre à Rocard, c'est la même antienne : rigueur, courage, solidarité devant l'ennemi commun, l'inflame concurrent nippon, asiatique, voire européen, qui menace nos positions sur le champ de bataille du commerce extérieur.

Nous arrivons donc, de trou en trou, à usiner des épées de Damoclès de plus en plus pointues : réclamer un petit pourcentage d'augmentation de salaires, c'est s'exposer inévitablement à perdre la compétition devant les sabres des samouraïs. Et à quoi bon produire, objectent les ouvriers, si les fruits de cet effort nous passent sous le nez ?

Il devient donc urgent de créer une unité de mesure nouvelle pour évaluer le BNB, le bonheur national brut. Les comparaisons internationales ne manquent pas de sel : voulez-vous, comme au Japon, faire cadeau de vos congés payés au patron ? Et, comme en Corée du Sud ou dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est, travailler pour des clopinettes, sans couverture sociale ? Aimerez-vous passer vos vacances d'été au bord de la Baltique ? Vivre au calme à New-York ? Goûter la gastronomie britannique ?

Le calcul du BNB aurait d'heureuses conséquences : le travailleur français se verrait moins calamiteux. Le patron ne serait plus obnubilé par le niveau de ses charges sociales. La quantité de vie remplissant la quantité de marchandises, nous pourrions alors exporter cet art de vivre dont nos visiteurs étrangers sont friands, l'été venu.

La France serait numéro un mondial au paradis des esthètes-sybarites — feignants-et-pas-complexés. Seulement voilà le primat de l'être sur l'avoir est une notion farfelue qui n'intéresse aucun parti, aucun syndicat. Le bonheur ne se met pas en équations. Il n'existe donc pas.

(*) Journaliste.

Record battu !

par GÉRARD EDELSTEIN (*)

POUR les sports, une odeur de grand large, venue d'Allemagne de l'Est, visait à nous convaincre que les performances se moquent des rideaux de fer des lieux que le vent de l'Histoire s'en empare. Elle séduisit d'autant plus à l'Ouest que les médias se mirent à le vaporiser à pleins flacons. Domaine réservé d'une élite qui se donnait prudemment les gants d'émigrer d'une masse comme seuls les communistes savent en principe les révéler à elles-mêmes, les records étaient faits non seulement pour être battus, mais surtout vus et commentés à la lumière de ce fameux aphorisme de Giraudoux selon lequel les nations qui triomphent aux Jeux olympiques s'adjoint également les meilleurs pères du marché économique.

Agents d'influence d'un type nouveau, objets de rêve socialiste comme les stars de Hollywood l'étaient du rêve capitaliste, les athlètes et les nageurs d'Allemagne de l'Est réussirent au fil d'un temps s'agitant en secondes, puis en dixièmes, puis en centièmes, à faire passer presque en fraude le « message »

que nous n'étions pourtant pas spécialement décidés à entendre : ce qui était impossible à la moyenne des sports du monde n'était pas pour les jeunes gens et les jeunes filles de RDA. Etant sous-entendu qu'une organisation capable d'atteindre à de tels triomphes sur les stades devait susciter obligatoirement des performances de pointe dans l'ensemble des secteurs de la vie économique et sociale du pays.

Cette illusion lyrique d'un peuple de prodiges galvanisé par des commandes de travailleurs à chaussettes à pointes aura duré près de vingt ans. En s'ouvrant aux aspirations de liberté d'un flot d'ingénieurs, d'informaticiens, mais aussi de plombiers ou de mécaniciens, la frontière austro-hongroise s'est substituée au chronomètre pour rendre un verdict sans appel : il n'y a pas d'exploits athlétiques plus faciles que ceux qui sont faits pour s'inscrire au palmarès d'une idéologie. Ni d'énergie plus grande que celle des désespoirs accumulés.

(*) Journaliste à l'Équipe.

LE MONDE diplomatique

Septembre 1989

AU SECOURS DES ÉCONOMIES DE L'EST

Ni l'appel au secours de la Pologne ni les pressantes sollicitations de la Hongrie et de l'URSS ne déclenchèrent vraiment l'enthousiasme en Occident. Bernard Cassen mesure la tâche qui attend l'Europe des Douze, chargée d'organiser l'aide à la Pologne et à la Hongrie, et les risques pour la construction européenne d'une coopération accrue avec ces pays. Marie Lavigne explique pourquoi les hommes d'affaires et le gouvernement américains s'engagent avec tant de prudence dans l'aménagement de nouveaux liens économiques avec l'URSS.

Également au sommaire :

- HUBERT BEUVE-MÉRY : Une vie à contre-courant, par Claude Julien.
- EUROPE DES AFFAIRES : Droit et justice sous la loi du marché, par Yves Dezalay.
- MAGHREB : L'agriculture en état d'urgence, par Jean-Jacques Pérenès.

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDOPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 42-23-08-81

Edité par la SARL le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publicationAnciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.Capital social :
620 000 FPrincipaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.Administrateur général :
Bernard WozniakRédacteur en chef :
Daniel VernetCorrespondant en chef :
Claude SalasReproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administrationCommission paritaire des journaux
et publications n° 51 437

ISSN : 0393-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-89-41.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	304 F	700 F
6 mois	729 F	792 F	572 F	1 400 F
9 mois	1 093 F	1 188 F	1 054 F	2 100 F
1 an	1 390 F	1 580 F	1 380 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse détaillés en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ÉTATS-UNIS : un ancien président sur le devant de la scène La « réhabilitation » de Jimmy Carter

Les négociations de paix entre représentants du gouvernement éthiopien et rebelles érythréens commenceront le 18 novembre au Kenya, à Nairobi ; les deux parties ont fait cette annonce, mardi 19 septembre, aux États-Unis, où des discussions préparatoires ont eu lieu sous l'égide de l'ancien président américain Jimmy Carter.

WASHINGTON
de notre correspondant

Lundi 18 septembre, il était au Nicaragua pour mettre au point un compromis entre le régime sandinista et les dirigeants des indiens Miskitos, et mardi, revenu à Atlanta (Géorgie), il présidait la dernière séance des conversations préliminaires entre le régime éthiopien et les rebelles d'Erythrée. Au printemps dernier, il surveillait le déroulement des élections au Panama, et, en février prochain, il « observera » le scrutin au Nicaragua. Cet été, il a parcouru l'Afrique et en a profité pour pousser à l'ouverture de négociations entre les belligères de la guerre civile soudanaise.

Dix ans après les accords de Camp David, le « chef-d'œuvre », aujourd'hui contesté d'une présidence par ailleurs ratée, Jimmy Carter a repris son bâton de pèlerin de la paix et de la bonne volonté. Mais quelque chose a changé : il n'est plus président des États-Unis, et semble, enfin, bien dans sa peau. La presse américaine, au lieu de s'apitoyer sur ses



échecs, la « Bible » pour ses succès, et ses hommes politiques, objets de commémorations, sont aujourd'hui objets d'admiration.

Les premiers indices de cette « réhabilitation » publique remontent à l'été 1988 : devant la convention démocrate qui va désigner Michael Dukakis comme candidat à l'élection présidentielle, Jimmy Carter est longuement ovationné. Quatre ans auparavant, les organisateurs de la précédente convention démocrate l'avaient presque caché, tant son image évoquait des souvenirs cuisants. Jimmy Carter était encore au fin du fond du purgatoire, personne

n'avait oublié le pénible spectacle d'un président défilant, rongé d'amertume et brisé par son échec à obtenir à temps la libération des otages américains en Iran, et qui cédait la place à un Ronald Reagan radieux, symbole d'une Amérique renaissante.

Jimmy Carter lui-même avait mis des années à « jeter l'armure à la rivière » — pour citer un autre ex-président, M. Giacobbe d'Esting — et à retrouver la sérénité et le goût de l'action. Aujourd'hui, alors même que son parti a subi une nouvelle défaite à l'élection présidentielle, le seul démocrate qui, en plus de deux décennies, ait occupé la Maison

Blanche peut savourer une étrange revanche : l'hebdomadaire *Time* croit voir en lui le « meilleur ex-président » que les États-Unis aient jamais possédé.

Qui donc, du moins parmi ses trois collègues vivants, pourrait lui contester la palme ? Richard Nixon, quel que soit son prestige intellectuel et l'intérêt qu'on porte à ses jugements, continuera toujours à brûler dans les flammes de l'enfer pour cause de « Watergate », de mensonge et de destitution. Son successeur, Gerald Ford, président non élu, ne passe pas pour un homme antipathique, et on reconnaît à posteriori certains mérites à sa présidence : mais il passe le plus clair de son temps à donner de lucratives conférences ou à jouer au golf, activités dont l'altruisme ne saute pas aux yeux.

Baptiste
missionnaire

Reste Ronald Reagan, entouré d'affection jusqu'aux tout derniers jours de sa présidence, et qui a quitté Washington couvert de fleurs, y compris par la presse « libérale » qui l'avait combattu pendant des années. Mais il faut croire qu'il est à son tour entré au purgatoire, et surtout qu'il est bien âgé pour une reconversion active. Et puis sa propension à accepter des invitations à jurements, en particulier d'industriels et d'hommes politiques japonais à la réputation compromise, a fait mauvaise impression. Certes Ronald, même dans sa retraite californienne, a toujours la manière, l'art de se moquer gentiment de lui-même et

de toucher l'opinion : quel autre « ex-grand » de ce monde aurait, avec un immense sourire, soulevé sa casquette pour découvrir un crâne à moitié rasé, après une petite opération consécutive à une mauvaise chute de cheval ?...

Mais un geste spontané ne suffit pas à soutenir la concurrence. C'est bien Jimmy Carter, et nul autre ex-président, qui s'est attelé à continuer, avec d'autres moyens et peut-être plus de réussite, ce qu'il avait cru, et croit toujours, être sa mission : rendre le monde un peu meilleur, en bon chrétien baptiste. On savait depuis longtemps qu'il prenait régulièrement ses outils de charpentier pour participer — physiquement — à divers travaux en faveur des sans-abri, que lui et sa femme enseignaient toujours le catéchisme, et aussi que le Centre présidentiel Carter d'Atlanta ne servait pas seulement à perpétuer le souvenir d'un mandat et d'une page d'histoire américaine, mais aussi mettait ses ressources au service de diverses opérations d'assistance dans le tiers-monde. L'argent pouvait bien avoir, parfois, de douteuses origines : l'un des donateurs majeurs, la Banque du crédit et du commerce international, a été compromis dans une affaire de blanchiment de narcodollars (*Le Monde* du 14 octobre 1988). Mais les intentions étaient louables, et certains résultats, sur le terrain, indéniables.

Tout cela suffisait à peine à susciter un intérêt poli : il fallait autre chose pour redorer vraiment le blason de l'ex-président. Ce fut le général Noriega qui, bien malgré lui, fit le nécessaire. Invité à cau-

donner le bon déroulement des élections du 7 mai dernier à Panama, Jimmy Carter entreprit dès l'aube une tournée des bureaux de vote, constata la fraude et la protesta haut et fort — si haut et si fort que le général dut annuler le résultat de l'élection.

Le précheur baptiste avait donné une nouvelle preuve de son intrépidité morale, mais il avait aussi démontré sa clairvoyance, en parvenant facilement au jour le tracas du scrutin, et d'autorité en le dénonçant (tout en essayant discrètement de convaincre le général Noriega de faire amende honorable). Les Américains pouvaient enfin se dire qu'après tout ils n'avaient plus à avoir honte de l'homme qu'ils avaient élu président. « Réhabilité » dans son propre pays, Jimmy Carter pouvait mettre à profit un prestige retrouvé pour s'attaquer, un peu partout dans le monde, à des problèmes particulièrement épineux — comme le conflit érythréen. Le résultat n'est pas garanti, mais l'effort mérite un coup de chapeau.

Jimmy Carter, l'homme qui avait embrassé Brejnev quelques mois avant l'intervention soviétique en Afghanistan, mais aussi la reconnaissance des dissidents soviétiques pour sa défense des droits de l'homme, le président de l'embargo sur le grain et du boycott des Jeux de Moscou, Jimmy, tel qu'en lui-même enfin, continue sa mission, pour le bonheur de l'humanité, le sien propre, et sa place dans l'Histoire.

JAN KRAUZE.

PÉROU Le maire d'Ayacucho a été assassiné

LIMA
de notre correspondant

Le maire d'Ayacucho, Fermín Azparren, ancien du parti communiste (proche de Moscou), a été assassiné mardi 19 septembre. Il a été tué de trois balles dans la tête, alors qu'il quittait son domicile.

Depuis 1986, date à laquelle il avait succédé à la mairie d'Ayacucho, représentant la gauche unie, il avait échappé à une dizaine d'attentats. Certains d'entre eux avaient été mis sur le compte des terroristes du parti communiste Sentier lumineux (maoïste), d'autres, sur celui du Commando Rodrigo Franco, une organisation paramilitaire d'extrême droite particulièrement active dans ce département, berceau de la subversion, et déclaré en état d'urgence, c'est-à-dire, sous autorité militaire, depuis janvier 1983. Fermín Azparren, et le maire adjoint, le sociologue Jaime Urrutia, avaient abandonné leur poste, depuis plusieurs mois, comme l'ont fait un grand nombre de leurs confrères de la région centrale, où sévit « la sale guerre ». M. Urrutia est en France, Fermín Azparren réside à Lima. Il venait de regagner Ayacucho pour participer à la campagne de la gauche unie pour les élections municipales de novembre prochain.

N. B.

COLOMBIE Mandat d'arrêt contre deux mercenaires israéliens

Un tribunal de Bogotá a lancé, lundi 18 septembre, un mandat d'arrêt contre deux mercenaires israéliens recherchés pour association de malfaiteurs. L'ancien colonel Yair Gal Klein et M. Arik Acck sont accusés d'avoir entraîné les hommes de main des barons de la drogue. Ils font partie de la quinzaine de mercenaires étrangers identifiés par les services de renseignement colombiens comme étant employés par les trafiquants. Rentrés en Israël, Yair Gal Klein a pour sa part toujours affirmé qu'il avait entraîné des fermiers pour les aider à se défendre contre les rebelles communistes. Il a déclaré, mardi à Jérusalem, qu'il serait heureux de se rendre en Colombie s'il est incriminé dans une de ses innocences. Un porte-parole du ministère israélien des affaires étrangères a estimé peu probable qu'Israël extradé l'ancien colonel si celui-ci peut être condamné à mort. — (AFP, Reuters.)

● Arrestation au Mexique d'un membre du cartel de Medellín. — Le responsable du cartel de Medellín pour les opérations de trafic entre le Mexique et les États-Unis, Julian Fejer Valenzuela, a été arrêté lundi 18 septembre dans la ville frontalière de Tijuana. Deux voitures de luxe, 329 kilos de cocaïne et 10 000 dollars ont été saisis au même moment. — (AFP.)

Asie

CHINE

Pékin accuse la police française d'avoir maltraité des Chinois en transit à Paris

La Chine a protesté, mardi 19 septembre, contre les « grossières violations des droits de l'homme » et autres « mauvais traitements » qui auraient été infligés à ses ressortissants en transit, le 9 septembre dernier, dans un aéroport parisien. Selon l'agence Chine nouvelle, le ministre des affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur de France, M. Charles Malo, pour lui faire part de cette protestation, qui témoigne de la dégradation des relations entre les deux pays. Pékin apprécie mal l'attitude française après la répression du mouvement démocratique chinois dont l'accueil de dissidents, qui se réunissent ce week-end à Paris.

Selon Pékin, une équipe médicale de treize personnes en route pour le Gabon et une délégation économique et commerciale de huit personnes se dirigeant vers la Mauritanie et la Sierra Leone, munis de passeports de service et

de visas de transit, ont été « maltraités » par la police des frontières. Ils ont été retenus pendant quatre heures dans les locaux de l'aéroport, soumis à « une fouille corporelle illégale », qui leur a causé « non seulement un grand préjudice physique et moral », mais aussi des « rhumes et maux d'estomac » car il faisait « très froid ».

La police de l'air de l'aéroport de Roissy a démenti ces accusations. Selon un porte-parole, « en raison de l'heure tardive, il n'a pas été possible de faire les vérifications d'usage auprès de l'ambassade de Chine et du ministère des affaires étrangères. L'hôtel de Roissy étant plein, ils ont été invités à attendre dans la zone de transit que les vérifications soient faites le lendemain matin ». Il a souligné qu'un membre de l'ambassade de Chine était à Roissy ce soir-là pour accueillir

une autre délégation et qu'il n'était pas intervenu.

Le porte-parole a justifié l'attitude de la police par le renforcement des contrôles depuis qu'un groupe de Chinois, également munis de visas de transit, a disparu entre Roissy et Orly il y a deux mois. « C'est pour éviter cette immigration sauvage que les contrôles pour les Chinois sont renforcés ».

[L'immigration clandestine de Chinois en France se poursuit en effet depuis des années. Elle touche des milliers de personnes, dont beaucoup originaires de Wenzhou (Zhejiang), et qui ont souvent bénéficié de la complicité d'autorités chinoises qui leur ont fourni des passeports, et même de faux visas français.]

Il est par ailleurs réconfortant que les dirigeants de Pékin se préoccupent des « violations des droits de l'homme » contre leur propre peuple à l'étranger. Mais peut-être devraient-ils commencer par s'en préoccuper dans leur propre pays...]

AFGHANISTAN

Selon le chef du Hezb-I-Islami Washington tente d'affaiblir son parti

Le chef du Parti fondamentaliste islamique Hezb-I-Islami, M. Gulbuddin Hekmatyar, s'est livré à une attaque sans précédent contre les États-Unis, accusés de « trahison » son parti. Dans une déclaration publiée lundi 18 septembre à Peshawar par son parti, il a affirmé que Washington « a décidé de lâcher ceux qu'il a appelés ses amis pour installer le gouvernement de son choix en Afghanistan ». Les États-Unis veulent empêcher la renaissance islamique en Afghanistan et dans d'autres pays.

M. Gulbuddin a également rejeté sur la Maison Blanche et sur la CIA la responsabilité des difficultés d'approvisionnement en armes des moudjahiddines. Quelques heures avant la publication des propos du chef du Hezb, le « chef d'état-major » de la résistance, le général Yahya Nuroz, avait annoncé que l'aide américaine avait recommencé à arriver et qu'elle était destinée aux commandants de l'intérieur en fonction de leur position sur le terrain et non plus de leur affiliation à tel ou tel parti.

Une modification de l'aide militaire

À début du mois, le *Washington Post* avait annoncé que Washington avait décidé de modifier son aide militaire à la résistance, jusque-là en majeure partie destinée aux extrémistes de M. Gulbuddin. Ce dernier, qui reçoit également une assistance considérable de la part de pays islamiques a été accusé par d'autres partis de la résistance d'être plus préoccupé de lutter contre des groupes rivaux que contre le régime de Kaboul.

D'autre part, le directeur du bureau du haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) en Afghanistan a indiqué que les réfugiés afghans n'avaient pratiquement rien reçu des 3,95 milliards de francs d'aide que l'URSS avait promis d'accorder après le retrait de ses troupes. Cette aide a en fait été distribuée par le régime de M. Najibullah à l'armée, aux fonctionnaires, aux membres du parti au pouvoir, ainsi qu'aux groupes rebelles qu'il espère ainsi convaincre de renoncer à la guérilla. — (AFP, AP.)

Jacques Leconte
Philippe Cibois

Que vive l'orthographe !

avant-propos de
Michel Masson
linguiste, professeur à Paris-III

postface de
Jean-Claude Barbarant
secrétaire général du
Syndicat national des instituteurs

A LIRE SANS FAUTE... AVANT D'EN PARLER !

Réformer l'orthographe n'est pas l'amoindrir mais contribuer à la garder vivante. La langue française est victime d'une sclérose qui remonte à la Révolution. Aimer cette langue, la vouloir convenablement pratiquée, préserver la francophonie, impliquent qu'on sache et qu'on souhaite faire évoluer un minimum de conventions.

Ce livre-manifeste plaide pour une évolution modérée, pratique et progressive de notre orthographe.

79 F

Editions du Seuil

Europe

URSS : les suites de l'affaire Eltsine

« Il était la plupart du temps sobre » affirme l'organisateur de la tournée américaine

Washington (AFP). — L'organisateur américain de la tournée de M. Boris Eltsine aux États-Unis a affirmé mardi 19 septembre que le politicien soviétique était « la plupart du temps sobre », démentant partiellement les affirmations du quotidien italien la Repubblica, selon lesquelles M. Eltsine était presque toujours saoul durant son voyage. (Le Monde du 20 septembre).

« Pour M. Eltsine, l'Amérique est un bar de 5 000 kilomètres de long », avait notamment écrit M. Vittorio Zucconi, correspondant à New-York de la Repubblica, dans son commentaire sur la tournée de neuf jours du député de Moscou.

« S'il y a eu un seul problème pour M. Eltsine, c'est celui du décalage horaire », a rétorqué M. Jim Garrison, directeur de l'Institut Eltsin pour les échanges soviéto-américains. Commentant l'affirmation selon laquelle le député soviétique aurait vidé une bouteille et demie de whisky avant une conférence à Baltimore, M. Garrison a déclaré : « Il n'a certainement pas bu autant. La délégation entière, composée de cinq Soviétiques, a fini une bouteille. Mais pour cinq Soviétiques, boire une bouteille de whisky, c'est normal. C'est leur culture ».

Neues Deutschland, organe du Parti communiste est-allemand, a

accusé mardi Boris Eltsine d'avoir « participé à la campagne de diffamation » contre la RDA, lors de sa visite aux États-Unis. Mais que peut-on attendre, poursuit le journal, de ce « Russe déchaîné » qui fait « du porte à porte à Washington pour mendier une aide financière », qui « ne tient que des propos critiques contre sa patrie et déclare sans cesse aux Américains que les États-Unis sont supérieurs à l'Union soviétique ».

« On espère que les partisans que M. Eltsine compte chez lui jusqu'à présent sont renvoyés en détail sur ses escapades en Amérique. Ils tomberont des nues », conclut Neues Deutschland.

M^{me} Thatcher prendra la parole en juin devant le Soviet suprême

LONDRES
de notre correspondant

Mme Margaret Thatcher a été invitée à prendre la parole en juin prochain devant le Soviet suprême pour tenter de faire partager aux Soviétiques son optimisme quant à la poursuite des réformes de M. Gorbatchev. Elle sera ainsi le premier dirigeant occidental à parler du haut de cette tribune depuis la révolution d'octobre, et son intervention sera télévisée. Mme Thatcher doit se rendre en visite officielle en juin à Moscou et à Kiev.

Cette offre étonnante a été faite lorsque le premier ministre britannique a fait brièvement escale à Moscou, mardi 19 septembre, en se rendant au Japon. Comme elle s'entretenait avec M. Primakov, président d'une des chambres du Soviet suprême, elle a exprimé sa confiance à long terme dans les réformes économiques en cours. « Pourquoi ne pas le dire devant le Soviet suprême ? », lui a alors demandé M. Primakov. Ce der-

nier se plaignait que ses concitoyens voulaient « tout, tout de suite ».

Mme Thatcher aura l'occasion d'en savoir encore plus sur les difficultés de l'économie soviétique lorsqu'elle rencontrera samedi prochain M. Gorbatchev au Kremlin, en rentrant du Japon. Le président soviétique souhaiterait s'entretenir avec elle des négociations en cours en matière de contrôle des armements. Même si Mme Thatcher se défend de jouer le rôle de médiatrice, il est probable qu'il lui demandera également de plaider auprès de M. Bush pour que la date d'une rencontre au sommet soit rapidement fixée.

La presse populaire britannique n'y a pas de main-morte avec l'invitation faite à la « Dame de fer » de s'exprimer devant le Soviet suprême. « Le dirigeant communiste aux abois a désespérément besoin que Mme Thatcher soutienne publiquement ses réformes économiques devant la population russe tout entière », écrit le Sun.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Deux policiers lynchés par la foule en Azerbaïdjan

Deux militaires ont été tués lundi 18 septembre en Azerbaïdjan par une foule de deux cents à trois cents personnes, près du Haut-Karabakh, a annoncé le ministère soviétique de l'intérieur, cité mardi par l'agence Tass.

L'incident s'est produit au village de Ghizyali, dans le district d'Agdam, où des groupes de manifestants empêchent le trafic routier et ferroviaire vers Stepanakert, le chef-lieu du Haut-Karabakh. Le sort de cette région autonome dépendant de l'Azerbaïdjan est l'enjeu d'affrontements violents entre Azeris et Arméniens depuis plus de dix-huit mois.

Un groupe de soldats a été bloqué par la foule et a tiré pour se dégager blessant deux personnes aux jambes. Une heure plus tard quatre militaires sont venus de Stepanakert pour enquêter, ils ont pris des photos.

Sommés par la foule de rendre la pellicule, ils ont refusé et leur voiture a été renversée. Ils ont été battus et deux d'entre eux ont été grièvement blessés par des coups de couteau. L'un est mort sur la route de l'hôpital, l'autre peu après son hospitalisation. Leurs armes ont été volées. — (AFP.)

HONGRIE

Accord partiel à la table ronde sur la transition vers la démocratie

Les principaux partenaires de la table ronde hongroise — Parti communiste (PSOH), mouvements d'opposition indépendants et organisations sociales officielles — ont conclu, lundi 18 septembre, un premier accord partiel sur les modalités de la transition vers la démocratie.

Trois importants mouvements indépendants, sur les neuf qui participent à la réunion, ont refusé de souscrire à l'accord : l'Alliance des démocrates libres, la Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ) et la Ligue des syndicats indépendants, c'est-à-dire les organisations d'opposition radicales. Leur refus atténue la portée de l'accord, bien que le mouvement le plus important numériquement, le Forum démocratique, soit signataire.

L'accord porte sur six projets de loi qui doivent être soumis au Parlement ; ils concernent notamment la modification de la Constitution, la création d'une cour constitutionnelle, l'aménagement du multipartisme, le mode d'élection des députés et la modification du code pénal. La date des prochaines élec-

tions parlementaires, qui doivent être totalement libres, n'a pas été fixée.

La « question » du président

L'accord prévoit, en outre, que l'élection d'un président de la République se fasse dès cette année. C'est là que le bât blesse, puisque les trois mouvements, qui ont refusé de signer, demandent que le président de la République ne soit élu qu'après les élections législatives prévues en 1990. Leur raisonnement est simple : le président de la République étant élu par le Parlement, il serait logique d'attendre que la nouvelle Assemblée soit élue, démocratiquement, pour procéder à l'élection du chef de l'État, plutôt que de « pérenniser » l'ancien régime communiste en le faisant élire par un Parlement non démocratique. Le PSOH a déjà fait connaître son candidat : Imre Pozsgay, ministre d'État et chef de file des réforma-

teurs, qui aurait toutes les chances d'être élu par l'actuel Parlement. Une partie de l'opposition craint que l'on ne transfère ainsi l'hégémonie du Parti communiste dans un système démocratique. Personnalité dominante du processus de renouveau en Hongrie, M. Pozsgay entretient des relations étroites avec le Forum démocratique ; pour les organisations plus radicales, comme l'Alliance des démocrates libres, il reste néanmoins l'un des principaux dirigeants du Parti communiste.

Ouverte en juin, la table ronde, qui doit poursuivre ses travaux jusqu'aux élections parlementaires, avait déjà buté fin juillet sur la question du président de la République. Le PSOH avait même à l'époque menacé de quitter la table de négociations si l'opposition ne suivait pas ses propositions sur l'élection du président. D'autres points de désaccord subsistent encore aujourd'hui, notamment le refus du PSOH de se retirer des entreprises et de dissoudre la milice ouvrière.

S. K.

Devant l'afflux de réfugiés est-allemands

La RFA a fermé son ambassade à Varsovie

La RFA a décidé, mardi 19 septembre, de fermer provisoirement son ambassade à Varsovie, devant l'afflux de candidats est-allemands à l'émigration. Cent dix ressortissants de RDA y ont en effet trouvé refuge ces derniers jours.

Le porte-parole du ministère ouest-allemand des affaires étrangères, M. Jaergen Chabog, a qualifié d'« insupportable » la situation dans le petit bâtiment de la mission diplomatique de RFA en Pologne. La même raison avait été invoquée les 7, 13 et 23 août pour justifier la fermeture des ambassades de RFA à Berlin-Est, Budapest puis Prague : à Prague, où les réfugiés est-allemands sont maintenant au nombre de cinq cents dans l'ambassade de RFA pourtant fermée, l'atmosphère est devenue très difficile, car

aucune lueur d'espoir n'est perceptible sur un départ possible de Tchécoslovaquie. Le renforcement des contrôles à la frontière hongaro-tchécoslovaque explique en partie cette nouvelle vague de réfugiés de RDA à Prague, car les Allemands de l'Est peuvent se rendre sans autorisation spéciale en Tchécoslovaquie, alors qu'une telle autorisation leur est nécessaire pour la Hongrie. L'ambassade à Budapest, elle, était ouverte le 13 septembre.

Interpellations à Leipzig

Par ailleurs, plus de cent trente personnes ont été interpellées, lundi soir 18 septembre à Leipzig, dans le sud de la RDA, avant et après un

service religieux, qui avait rassemblé quelque mille cinq cents fidèles à l'église Saint-Nicolas. Chaque lundi soir, cet office est une occasion de rencontre pour les membres de groupes pacifistes et de défense des droits de l'homme, ainsi que des candidats à l'émigration. Quatre personnes ont été blessées au cours de ces interpellations. — (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

LES COULEURS D'AIR FRANCE FLOTTENT SUR 11 VILLES AUX ETATS-UNIS

Plus de 60 fois par semaine, grâce à ses vols réguliers, Passagers et fret, Air France relie Paris à 11 villes des USA, en vous offrant sur chaque destination la qualité reconnue de son service.

NEW YORK	20 fois par semaine
BOSTON	2 fois par semaine
PHILADELPHIE*	2 fois par semaine
WASHINGTON**	5 fois par semaine
MIAMI	4 fois par semaine
HOUSTON	4 fois par semaine
LOS ANGELES***	6 fois par semaine
SAN FRANCISCO	2 fois par semaine
CHICAGO	3 fois par semaine
ANCHORAGE	3 fois par semaine
PORTO-RICO	1 fois par semaine

* Via New York ** 3 via New York - 2 via Boston
*** 2 via San Francisco

AIR FRANCE N°1 VERS LES USA



Proche-Orient

Sanglante répression, regroupement de populations, déroute de la guérilla

L'ordre règne au Kurdistan irakien

(Suite de la première page.)

Nul besoin d'entrer dans la zone de sécurité délimitée par le pouvoir central sur une bande de trente kilomètres de large le long des frontières irakiennes et turques (où, de l'eau même de Bagdad, il n'y a plus une qui vive hormis les forces armées), pour mesurer l'ampleur des opérations de pacification engagées par le pouvoir central.

A quelque 130 kilomètres au nord-est de Souleimanyeh, l'un des trois chefs-lieux de la région autonome kurde (divisée en trois gouvernorats : Erbil, Souleimanyeh et Dohok, la ville de Rania vit dans une apparente insouciance. Ses rues bordées de multiples boutiques et encombrées de charrettes à bras entre lesquelles stationnent les voitures commencent une activité débordante. Sur les trottoirs, les marchands ambulants proposent vêtements ou fruits entre les petits restaurants aux terrasses bondées. Mais, sous le visage paisible qu'offre la ville, l'inquiétude est perceptible.

Car Rania et les quelques villages qui piquent encore la plaine environnante ne représentent plus qu'un îlot de vie dans ce qui est devenu un véritable désert du fait de la pacification. A 5 kilomètres à l'est, commence la zone de sécurité (une dénomination que les autorités évitent d'ailleurs d'utiliser en arabe pour éviter toute malentendu confusion avec la zone du même nom établie par Israël dans le sud du Liban). Et le sort de la cité sœur de Rania, Qaladiza, au cœur de cette zone de 30 kilomètres, est visiblement dans tous les esprits.

Totalement vidée de sa population en juin, comme le reste de la région, cette ville d'environ 70 000 habitants est maintenant rasée, selon un officiel du ministère de l'Information. Au printemps dernier, Qaladiza avait fait l'objet d'informations contradictoires jusqu'à ce que le gouvernement annonce officiellement la création d'un nouveau mandat le long de la frontière et reconnaisse l'évacuation de ses habitants. Aujourd'hui encore, certains responsables locaux —

par pudeur ou par ignorance ? — assurent que la ville est toujours debout. Mais ces mêmes responsables n'hésitent pas à affirmer aussi, contre l'évidence, qu'aucune localité n'a été détruite hors de la zone de sécurité.

Ruines et désert

Bien que les habitants de Rania — situés en bordure de la bande frontalière fatidique — n'aient encore reçu, à ce jour, aucun avis d'évacuation, certains d'entre eux ne cachent pas leur crainte de devoir, à leur tour, quitter dans une camionnette les quelques biens qu'ils pourront sauver avant de se voir regroupés, comme des centaines de milliers d'autres, dans une « ville nouvelle ». Car à l'ouest et au sud, c'est-à-dire vers l'intérieur du pays, certaines régions n'ont rien à envier à la zone de sécurité. Au-delà d'une douzaine de kilomètres de la ville, en direction de Souleimanyeh, et passés trois gros villages encore habités, la campagne offre soudain l'image d'un désert.

Les seuls êtres vivants ou presque, que l'on peut y voir, outre de très rares civils autour de quelques anciens jardins, sont les silhouettes immobiles des djachs (bourricots), ces hommes de la milice gouvernementale kurde — suppléants de l'armée irakienne — gratifiés de ce nom peut-être glorieux par la population, qui veillent, une kalachnikov au pied, sur la route. De là des tas de grilles sont vidées à proximité de boyaux d'arbrus et de jardins abandonnés : les restes de villages, hameaux ou maisons isolées réduits à des tas de pierres ou à des amas de ciment. Comment reconnaître le Khalikan que signale la carte dans cet enchevêtrement de pontrelles, ces tiges de métal émergeant du sol retourné, ce béton pilé débordant sur la chaussée ? Il ne subsiste, de part et d'autre de la route, que deux bouts de trottoir couverts de gravats ainsi

que quelques pans de murs que la dynamite ou les bulldozers ont oubliés.

Un peu plus loin, Dokan a eu plus de chance. Quelques maisons basses ont été épargnées, restées debout ou ne soit pour quoi derrière une rangée de bâtiments effondrés. Cette localité et ses environs sont pratiquement réduits à une succession de casernes et à un village touristique aux portes duquel viennent mourir des ruines. Leur tournant le dos, plantés sur un piton face à un paysage magnifique, le Ashur Hotel fait rocaille. C'est la seule manifestation de vie autre que militaire dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres. Son parking encombré de nombreuses limousines, sa piscine dominant le lac de Dokan qui enserrant des montagnes arides, sa longue terrasse où des corps se prélassent au soleil : tout, ici, est décalé.

Puis c'est un nouveau et brutal changement de décor avec Soudach la bannière. Soudach rayée de la carte après avoir, un temps, servi de quartier général à l'un des chefs de la rébellion kurde, M. Djafar Barzani, alors que celui-ci négociait avec le gouvernement de Bagdad (négociations qui ont échoué, avant que la guérilla ne reprenne en janvier 1985). Zone militaire aux abords minés, Soudach — ou plutôt ce qui en reste, au pied d'une barrière montagneuse derrière laquelle se trouvent l'essentiel des régions tenues par les partisans de M. Talabani avant que ceux-ci n'aient été chassés en 1988 — est occupée par l'armée qui en interdit l'accès.

Villes nouvelles

Si tout le Kurdistan d'Irak n'a, évidemment, pas été transformé en désert, si l'ensemble de la population kurde n'a pas été déportée, le nombre exact de localités ainsi détruites est impossible à connaître. Les mouvements séparatistes citent le chiffre de quatre à cinq mille depuis 1974. À en croire le gouverneur (kurde) de Souleimanyeh, M. Djafar Barzani, ce sont au moins deux cent mille personnes qui ont été « déplacées » au sein du gouvernement et reléguées dans des villes nouvelles, soit le cinquième de la population, qu'il évalue à un million d'habitants.

Centres de regroupement, ces villes nouvelles — au nombre d'une dizaine dans le gouvernorat de Souleimanyeh, selon M. Barzani — ont été manifestement implantées et conçues pour être facilement contrôlées. Faites de constructions presque identiques les unes aux

autres, blocs de parpaings sans étage alignés en quartiers tracés au cordeau, elles sont traversées de larges avenues rectilignes. Situées à proximité de grandes villes, comme Souleimanyeh, dans des zones très accessibles, elles se succèdent le long de grands axes routiers, au centre de larges plaines à la maigre végétation, où les militaires sont très présents (un tiers de l'armée irakienne est stationnée au Kurdistan).

Une guérilla asphyxiée

Un terrain à bâtir dans l'une de ces villes nouvelles, un lopin de terre à cultiver et une indemnité de transfert : c'est le prix payé par le gouvernement à chaque famille kurde déplacée. Encore cette indemnité varie-t-elle en fonction de la provenance de ladite famille — 3 000 dinars (9 000 dollars) pour les citadins, 1 500 dinars (4 500 dollars) pour les ruraux.

Cette somme a été triplée pour les familles déportées de Qaladiza (la ville dont on a le plus parlé à l'étranger lorsque son sort fut scellé), qui se sont vu octroyer 30 000 dollars pour les citadins et 15 000 pour les ruraux, selon des documents officiels qui justifient cette différence par les souffrances que les habitants ont endurées pendant la guerre et leur attitude courageuse.

Certaines de ces familles déplacées — hormis celles de Qaladiza — doivent incontestablement connaître des problèmes financiers puisque, selon le directeur de « New Halabja », l'une de ces villes de regroupement situées au sud-est de Souleimanyeh, la construction d'une maison y coûte de 5 000 à 10 000 dinars. C'est dans cette ville nouvelle que sont regroupés les habitants de l'ancienne Halabja (localité située sur la frontière irakienne et aujourd'hui détruite) qui ont échappé aux bombardements chimiques irakiens après la prise de la ville, en mars 1988, par les forces combinées de M. Talabani et des gardiens de la révolution irakiens.

Le succès militaire des Irakiens au Kurdistan est indéniable. Les routes qui, il y a quelques temps encore, étaient à ce point exposées aux coups de main de la guérilla qu'elles ne pouvaient être empruntées, de jour, que sous forte escorte et étaient fermées la nuit, sont maintenant sèches. Les anciennes zones libérées, celles qui étaient implantées les deux mouvements séparatistes — le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Massoud Barzani et l'Union

patriotique kurde (UPK) de M. Talabani — sont maintenant contrôlées par l'armée.

Repliés du côté irakien de la frontière (tandis que les partis autonomistes kurdes irakiens sont basés côté iranien), les Peshmergas (littéralement, « ceux qui font face à la mort ») du PDK et de l'UPK ne peuvent plus mener d'opérations de quelque importance. Leurs dernières actions remontent au mois d'avril dernier et relèvent plus de coups de main menés par de petites unités contre des postes de garde irakiens que d'opérations d'envergure.

Cette mise en sommeil de la guérilla est confirmée par les rebelles eux-mêmes, qui reconnaissent avoir, pour le moment, perdu toute initiative en même temps que leur terrain d'action. Dans ce succès irakien, un nom tient une grande place, aux yeux des partisans de M. Talabani : Halabja. Le bombardement chimique de cette ville par l'aviation de Bagdad a, en effet, eu un impact énorme, tant sur la population que sur les Peshmergas. Intervenant alors que les hommes de l'UPK venaient, avec les forces irakiennes, de prendre la ville, ce bombardement a fait un nombre important de victimes parmi la population civile (évalué par les irakiens à environ quatre mille morts, sans que l'on dispose de bilan exact de sources indépendantes) et a suscité une véritable psychose, facilitant, par la suite, la tâche de l'armée dans ses opérations de répression.

Après Halabja, les forces gouvernementales ont réussi à reprendre les zones libérées que les Peshmergas tenaient encore, repoussant ces derniers en territoires irakiens. Puis, justifiant la dureté de la répression par l'alliance militaire passée par M. Talabani (bien après que M. Barzani ait fait de même) avec l'ennemi irakien, les Irakiens ont pu jouer sur la terreur causée dans la population, ainsi que chez les combattants kurdes, par les gaz de combat pour terminer le « nettoyage » du Kurdistan. Ce qui fut fait à

l'été et l'automne de 1988, immédiatement après que les canons se furent tus sur le front irakien.

Il semble bien, toutefois, que, lors de cette dernière campagne, l'armée irakienne n'ait pas eu à utiliser de gaz de combat, dont l'emploi, en cette circonstance, n'a jamais pu être prouvé, en dépit des thèses avancées à l'époque. Selon le témoignage de Kurdes, les Irakiens se seraient contentés de répandre la rumeur qu'ils allaient rééditer l'opération Halabja sur une vaste échelle et de larguer des gaz irritants — non mortels — pour déclencher un exode massif des populations et des Peshmergas vers la Turquie et l'Iran.

Coupée de tout support local dans des campagnes vidées de leur population, isolée derrière la zone de sécurité frontalière, la guérilla est, à l'heure actuelle, asphyxiée. Pour combien de temps ? « Ce n'est pas la première fois que la révolte kurde entre en sommeil, avant de se réveiller un jour ou l'autre », dit-on dans l'entourage de M. Talabani. On y évoque le risque d'une dérive toujours possible vers le terrorisme, surtout de la part des jeunes militants. « Nous allons suivre une stratégie que nous n'avons pas encore utilisée : saper l'infrastructure économique de l'Irak en attaquant des objectifs tels que les oléoducs, les installations pétrolières », annonce pour sa part M. Barzani dans un entretien publié en août par le *Jane's Defence weekly*.

Quels que soient les choix auxquels devront se résoudre les chefs de la rébellion, les révisions seront d'autant plus déchirantes au sein du mouvement séparatiste (en Iran comme en Irak) qu'une paix irano-irakienne à toutes les chances de se faire, une fois de plus, sur le dos des Kurdes en les privant des derniers sanctuaires (de part et d'autre de la frontière) dont les Peshmergas peuvent encore bénéficier.

YVES HELLER.

LIBAN

Les épreuves du baccalauréat français ont pu se dérouler

BEYROUTH
de notre correspondant

Les épreuves du baccalauréat français se sont déroulées du 11 au 16 septembre au Liban. Après que la session de juin ait été annulée, personne n'était sûr que les épreuves pourraient se dérouler dans une semaine de calme, même relatif. « Mais, explique le conseiller culturel près l'ambassade de France, M. Jacques Verger, nous avions pris un engagement, celui de permettre aux candidats libanais de passer leur baccalauréat. Nous devions le tenir. Au Liban, cela prenait l'allure d'un pari. Nous avons pris des risques calculés après avoir établi les contacts nécessaires, de part et d'autre de la ligne de démarcation. »

Crédible et rigoureux

En quinze ans de guerre, jamais le bac français n'avait dû être organisé dans des conditions aussi précieuses. Il l'a été, néanmoins, avec les mêmes impératifs de rigueur que partout ailleurs. Dans sa version libanaise, il devait, en effet, ne rien perdre de sa crédibilité, tout en s'adaptant aux contraintes. Ainsi y eut-il une seule épreuve par jour afin que les candidats puissent rentrer chez eux « avant que ça ne chauffe », car en ces jours de quatraine, les bombardements reprenaient en fin d'après-midi. Ainsi également, une salle spéciale avait-elle été prévue pour accueillir les retardataires rentrés de Chypre et ayant subi les aléas de l'hydrogène.

Bien que les élèves libanais n'aient pas eu une année scolaire normale. La correction sera assurée par les académies de Lyon et d'Alger-Marseille, après que les copies auront été acheminées de Beyrouth sous bonne garde.

Compte tenu des circonstances, le taux de participation est exceptionnel : plus de 80 %. Trois centres étaient ouverts : dans chacun des

deux secteurs de Beyrouth, à Champville dans le réduit chrétien (586 candidats), en collée protestante à Beyrouth-Ouest (270), ainsi qu'à Tripoli (110). Malgré son millier de candidats, le baccalauréat français ne concerne que 5 % de la population scolaire des classes terminales. Laquelle, avoisine 20 000 élèves. Le baccalauréat libanais n'a pu être organisé depuis trois ans. Pour la masse des élèves libanais, le problème d'une scolarité, non seulement continuellement perturbée, mais aussi sans diplôme final, reste donc posé.

LUCIEN GEORGE.

Elections étroitement surveillées

ERBIL
(Kurdistan d'Irak)
de notre envoyé spécial

Honnêtement, si mal y pense : si l'on ne trouvait aucun isolat au Kurdistan d'Irak lors des élections qui s'y sont déroulées le 9 septembre, et si de nombreux bulletins de vote de Kurdes présentaient comme anomalies des traits remplis directement par des scrutateurs ou si ceux-ci gardaient un œil attentif sur les bulletins que remplissaient — en public — les électeurs plus instruits, ce n'était pour d'autre raison que de recueillir le style des citoyens.

Y voir quelque entorse aux pratiques démocratiques en vigueur sous d'autres latitudes ne serait que pure malice. Et c'était sans doute aussi pour aider les citoyens à bien voter que les cent soixante-quinze candidats aux cinquante sièges du conseil législatif de la région autonome du Kurdistan se présentaient tous en « indépendants ». Des candidats, donc, n'appartenant officiellement à aucun parti, mais dont l'inscription devait répondre à de stricts critères de loyauté au régime de Bagdad. Ils étaient notamment tenus d'avoir eu une attitude loyale pendant la guerre (dans une région où les rebelles ont abondamment collaboré avec les Irakiens) et de prouver leur adhésion aux principes de la révolution irakienne.

A en croire les apparences, le régime n'avait aucune raison de douter de la loyauté des Kurdes ce jour-là : du moins, si l'on mesurait cette loyauté au nombre de portraits du président Saddam Hussein présents à l'Assemblée et à l'Assemblée des bureaux de vote. Dans l'un de ceux-ci, à Erbil, centre administratif de la région autonome, on pouvait en compter trente, accrochées ou collées aux murs.

L'air martial ou bonhomme, en uniforme ou en civil, seul ou entouré d'enfants, à la parade ou prenant le thé, le président était omniprésent, comme il l'est, d'ailleurs, à travers tout le pays — dans les bâtiments publics, mais aussi à l'intérieur d'immeubles privés, aux carrefours

comme le long des autoroutes. Et le 9 septembre au conseil législatif, le gouverneur de Souleimanyeh, M. Djafar Barzani, ne peut nier ses affinités. Pas moins de huit portraits de M. Saddam Hussein ornent son bureau.

Autonomie culturelle

Créée en mars 1974, la région autonome kurde se dotait d'un conseil législatif sans grand pouvoir et d'un conseil exécutif étroitement contrôlé par Bagdad (le président Saddam Hussein nomme, notamment, le chef de cet exécutif, qu'il peut aussi révoquer). Ces deux organes administrèrent les affaires locales, la sécurité relevant directement du gouvernement irakien.

Les mouvements rebelles demandant vainement une modification de la loi d'autonomie et réclamant un nouveau découpage de la région, de façon à y inclure Kirkouk, qu'ils revendiquent comme kurde, ce que conteste Bagdad. La rumeur des autorités centrales d'Irak qu'il n'y avait pas de réserves de pétrole à la région autonome avait contribué à relancer la guérilla sur une grande échelle en 1974.

Le Kurdistan d'Irak vit ainsi en plein paradoxe : c'est certainement dans cet Etat, qui n'a reculé devant aucun moyen pour éteindre la rébellion, que les Kurdes bénéficient du sort le plus enviable sur le plan culturel. Ainsi, contrairement à ce qui se passe en Turquie (où les Kurdes sont désignés sous l'appellation de « Turcs de la montagne ») et en Iran (où Téhéran ne veut même pas entendre parler du mot « autonome »), la langue kurde est reconnue à l'intérieur de la région autonome comme langue officielle — aux côtés de l'arabe, — ainsi que comme langue d'enseignement dans le primaire et le secondaire. En outre, la région autonome compte près de dix journaux et magazines, de même qu'une radio et une télévision qui diffusent exclusivement en kurde.

Y.H.



Entretiens avec Anna Freud

Par J. Sandler

Invitée aux discussions organisées à la Hampstead Clinic sous la direction du Dr. Joseph Sandler, Anna Freud s'explique. Ces nouveaux regards sur « le moi et les mécanismes de défense » nous donnent cette œuvre exemplaire, ce texte de référence.

« Bibliothèque de psychanalyse » dirigée par Jean Laplanche

432 pages - 225 F.

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Diplomatie

L'ouverture de la quarante-quatrième session de l'assemblée générale

L'ONU doit se saisir des problèmes de la drogue et de l'environnement, en plus des conflits régionaux estime M. Perez de Cuellar

M. Joseph Nannes Garba, du Nigeria, a été élu mardi 19 septembre par acclamation, président de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale de l'ONU, qui s'est ouverte à New-York. M. Garba, présenté par le groupe des pays africains de l'ONU, était le seul candidat. Il est le représentant permanent du Nigeria auprès de l'ONU depuis 1984.

NEW-YORK
correspondance

Se félicitant de l'influence de la personnalité, le secrétaire général M. Javier Perez de Cuellar, a attribué, mardi 19 septembre, les récents succès de l'ONU au rapprochement entre les « deux blocs ». Dans la conférence de presse qu'il a donnée à l'occasion de l'ouverture de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, M. Perez de Cuellar a ajouté que l'amélioration des relations entre l'Est et l'Ouest

l'avait beaucoup aidé dans ses efforts pour résoudre différents conflits régionaux. La seule doléance du secrétaire général concerne la situation financière de l'Organisation internationale. Alors que l'on demande constamment aux Nations unies d'accroître leurs opérations de maintien de la paix, les pays membres ne répondent pas aux obligations financières qu'impliquent de telles opérations, a-t-il estimé. Le déficit des opérations de maintien de la paix est de 400 millions de dollars. A la fin du mois d'août, les Etats-Unis, le plus important bailleur des Nations unies, devaient 491,1 millions de dollars à l'Organisation; cela représente les deux-tiers d'une dette globale de 688 millions de dollars. Les Etats-Unis doivent également 251,2 millions de dollars aux forces de maintien de la paix.

Le secrétaire général a mis l'accent sur les thèmes sociaux qui domineront cette quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, revenant sans cesse au « tragique problème du trafic de

drogue ». Interrogé sur le fait de savoir si le projet brésilien de réunir une session spéciale de l'Assemblée générale, consacrée uniquement à la drogue, ne constituerait pas trop cher, M. Perez de Cuellar a dit que « toute initiative sera la bienvenue ». « Il faut des milliards de dollars pour lutter contre des milliards de dollars », a-t-il ajouté, en faisant allusion aux énormes sommes d'argent sur lesquelles porte le trafic.

Le secrétaire général a aussi évoqué les droits de l'homme, l'environnement, le sida et le terrorisme international. Quant aux thèmes politiques de la quarante-quatrième session, M. Perez de Cuellar ne s'est pas montré préoccupé par les récentes déclarations du président iranien, M. Hachemi Rafсандjani, qui a menacé d'utiliser la force si les Irakiens ne quittaient pas le territoire iranien. Le chef des Nations unies a annoncé que son représentant spécial, le diplomate suédois M. Jan Eliasson, commencerait une navette entre Téhéran et Bagdad, à la fin du mois d'octobre. Sur la question namibienne, le secrétaire gé-

ral de l'ONU a dit qu'il s'apprêtait à demander l'envoi de cinq cents policiers qui s'ajouteraient aux mille déjà sur place. M. Perez de Cuellar a déclaré, d'autre part, que les Nations unies n'étaient pas impliquées dans une solution politique au problème du Liban : « Les Libanais, a-t-il dit, doivent régler leurs problèmes entre eux ». Il a rappelé que l'ONU avait toujours soutenu la volonté « coexistente » de la mise en place d'un cessez-le-feu global et sérieux.

Indiquant que la question du Proche-Orient était « une source constante de frustrations », le secrétaire général a de nouveau montré son intérêt pour la réunion d'une conférence internationale. Il rencontrera le président égyptien, M. Hosni Moubarak, durant son séjour à New-York. Le secrétaire général a aussi indiqué que les négociations sur Chypre n'étaient, en aucun cas, mortes et qu'il va rencontrer M. Denktash, le chef de la communauté turque de Chypre, ainsi que le président Vassiliou.

ASFANE BASSIR POUR.

A la veille de la venue de M. Chevardnadze

Les Etats-Unis modifient leur position pour faire avancer les négociations sur le désarmement stratégique

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a annoncé, mardi 19 septembre, à Washington, que les Etats-Unis entendaient modifier leur position sur les missiles balistiques intercontinentaux afin de faciliter les négociations sur le désarmement stratégique.

A deux jours de ses entretiens dans le Wyoming avec son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, le secrétaire d'Etat avait convoqué impromptu une conférence de presse, manifestement destinée à répondre aux critiques du Congrès sur l'attitude de l'administration. M. Baker a jugé trop timorée, à l'égard des changements dans les pays de l'Est. Le sénateur démocrate George Mitchell avait ainsi reproché la veille au gouvernement de paraître « nostalgique de la guerre froide ».

M. Baker s'est défendu en insistant particulièrement sur les avancées dans les différents domaines du désarmement. Il a en premier lieu annoncé qu'il exposerait à son homologue soviétique la nouvelle position

américaine dans les négociations sur les armes stratégiques : les Etats-Unis abandonnent leur opposition aux missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) mobiles. Leurs négociateurs à Genève auront pour instruction d'entamer des pourparlers sur les plafonds adéquats pour les différents types de missiles et sur les mesures de vérification. M. Baker a toutefois précisé que cette décision devrait recevoir l'assentiment du Congrès.

Nouvelles initiatives

Ce dernier devra accepter, comme le lui a demandé le président Bush, le financement nécessaire pour placer sur rails le missile à dix têtes MX, actuellement dans des silos, et pour construire un nouveau missile à une tête, le Midgetman. Les Etats-Unis ne possèdent pas pour l'instant de missiles intercontinentaux mobiles (alors que l'URSS dispose du SS 24 et du SS 25) et c'est pourquoi ils réclamaient jusqu'à présent l'interdiction de ce type d'armes dans le cadre d'un

accord sur les armements stratégiques. D'autre part, dans le domaine du désarmement conventionnel, M. Baker a confirmé que les Occidentaux allaient déposer jeudi 21 septembre sur la table des négociations de Vienne le dernier volet de leurs propositions qui porte sur les questions de vérifications et de contrôle. Ces dernières propositions occidentales qui complètent les initiatives prises à Vienne en mars sur la réduction des armements terrestres et en juillet sur la réduction des avions et des effectifs, auraient dû être présentées à Vienne dès la reouverture des négociations, début septembre. Les pays membres de l'OTAN n'avaient toutefois pas pu se mettre d'accord en temps voulu.

Les principales divergences portaient sur le moyen d'éviter le contournement d'un traité : les Européens voulaient une clause très stricte empêchant l'URSS de pouvoir concentrer des troupes au-delà de l'Oural, dans la partie de son territoire non concernée par le traité; les Etats-Unis redoutaient que les Soviétiques ne réclament en échange un droit de regard sur le

territoire des Etats-Unis et sur leurs forces navales. Il semble que les Etats-Unis, soucieux d'accélérer la négociation, aient fait des concessions, indiquant-on à Bruxelles au siège de l'OTAN.

A l'inverse, les Européens, Français et Britanniques en particulier, refusent des procédures de vérification qui auraient permis aux Soviétiques de contrôler de trop près leurs industries de production.

Le chef de la diplomatie américaine a enfin annoncé de nouvelles propositions américaines sur la vérification de deux traités, signés en 1974 et 1976, limitant à 150 kilotonnes la puissance des essais nucléaires qui permettraient enfin leur ratification « l'année prochaine ». Des progrès sont possibles dans la voie du contrôle des armes chimiques, avec un accord pour l'échange d'informations sur les stocks américains et soviétiques, a-t-il estimé.

Des progrès dans le domaine du désarmement sont une façon d'aider les Soviétiques, puisqu'ils leur permettent de faire de réelles économies, a déclaré le secrétaire d'Etat. (AFP, Reuters.)

En visite au Portugal

M. François Mitterrand annonce « une série de propositions » pour coordonner l'aide européenne à la Pologne

Le président François Mitterrand a souhaité, mardi 19 septembre à Lisbonne, une plus grande coordination des Douze dans leur aide économique à la Pologne et a fait part de son intention de soumettre à ses partenaires de la CEE « une série de propositions » dans ce sens. Il a même évoqué la possibilité d'un « plan d'ensemble » tout en remarquant aussitôt que le terme de « plan » est peut-être un peu ambitieux.

Le président français, qui s'adressait à la presse à l'issue de ses entretiens avec le premier ministre portugais, M. Cavaco Silva, a insisté sur la nécessité d'aider les Polonais à former des cadres dans tous les domaines. « C'est de cela que la Pologne a le plus besoin. Les Polonais doivent se sauver eux-mêmes,

mais il faut leur en apporter les moyens », a-t-il dit.

Interrogé sur les conséquences des départs de citoyens allemands vers la RFA sur la construction européenne, M. Mitterrand a répondu : « C'est plutôt un encouragement. Une invitation à faire plus, mieux et plus vite. »

M. Mitterrand a indiqué que, au cours de son déjeuner de travail avec M. Cavaco, il avait abordé les quatre grands dossiers communautaires : le progrès de l'union économique et monétaire, la charte sociale, l'audiovisuel et l'environnement.

Interrogé sur l'éventualité d'une Europe « à deux vitesses », le chef de l'Etat, président en exercice du Conseil européen, a observé : « Il

faut se méfier de tout esprit dogmatique. Il faut permettre les transitions, les délais, les provisoires dérogations. L'Europe ne doit pas être une sorte de caserne avec des soldats d'une même compagnie marchant du même pas, au même moment et au son de la même musique », a-t-il dit avant de noter : « Il faut garder une attitude de souplesse pour garder l'Etat donné. »

De son côté, le chef du gouvernement portugais a souligné « l'importance de l'Europe des citoyens » et estimé que « les travailleurs doivent pouvoir profiter » de la construction européenne.

Avant de regagner Paris, en fin d'après-midi, M. Mitterrand est allé saluer le président Mario Soares au palais présidentiel de Belem. (AFP.)

Accord de principe des Douze sur la création d'une agence de l'environnement

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les ministres de la CEE responsables de l'environnement ont accueilli favorablement, mardi 19 septembre, le projet de la Commission européenne sur la création d'une agence commune des Douze dans ce secteur. M. Brice Lalonde, président en exercice des travaux des Douze, n'a pas écarté l'idée d'un accord définitif lors de la prochaine réunion ministérielle fixée au 28 novembre.

Après l'adhésion, voilà quelques jours, du Royaume-Uni au principe d'une telle agence, plus rien ne s'opposait à ce que l'exécutif communautaire obtienne un consensus sur l'initiative lancée en janvier dernier par M. Jacques Delors devant le Parlement européen.

Mardi, le débat des Douze s'est toutefois limité aux orientations générales. A ce stade, il est prévu que la mission de l'agence s'articulera autour de deux axes : l'information et l'expertise. En fin de compte, c'est un rôle relativement modeste que s'est envisagé dont M. Carlo Ripa di Meana, le commissaire chargé de ce dossier, n'a visiblement pas l'intention de se contenter. Pour lui, l'agence devra, d'ici trois ou quatre ans, étendre ses compétences et sans doute disposer de pouvoirs contraignants. Cette évolution éventuelle suscite déjà des craintes dans certaines capitales, notamment à Londres.

Dans les deux mois qui viennent, les Douze devront aussi définir les liens à établir avec les pays tiers. L'idée de la Commission est de les associer, compte tenu du caractère international de la protection de

l'environnement. Au départ, on songeait surtout aux Etats de l'Europe occidentale et orientale, mais l'Italie et le Portugal ont demandé que la coopération s'étende à l'ensemble du monde méditerranéen.

En supposant que toutes ces questions soient réglées le 28 novembre, il restera à trouver une réponse à celle du siège. A l'exception du Luxembourg, tous les Etats membres sont candidats. Dans l'entourage de M. Lalonde, on prévoit de demander l'arbitrage du Conseil européen de Strasbourg (8 et 9 décembre). L'affaire n'est peut-être pas aussi aisée qu'il y paraît. L'Office européen des marques, dont la création a été décidée il y a un an et demi, n'est toujours pas installé en raison de la compétition entre Londres, Madrid et Luxembourg.

MARCEL SCOTTO.

A travers le monde

Danemark

Mort d'un dirigeant d'extrême droite

Président du groupe parlementaire du Parti du progrès (extrême droite), M. Helge Dohnmann est mort subitement, mardi 19 septembre, peu après avoir assisté à une réunion politique. Il était âgé de cinquante ans.

Helge Dohnmann était devenu l'un des figures les plus familières du Folketing (Parlement). Au début des années 70, il avait été l'un des fondateurs du Parti du progrès créé par l'avocat Mogens Glistrup pour lutter contre le système fiscal et le bureaucratie. C'est quand Mogens Glistrup avait dû abandonner (momentanément) son siège à l'Assemblée pour purger une peine de deux ans de prison pour fraude fiscale qu'il avait commencé à s'imposer comme un tacticien habile. Adoptant un style moins agressif que son chef de file, cet homme calme et affable avait contribué à faire du Parti du progrès, boudé jusque-là par toutes les autres formations, un interlocuteur valable avec lequel le cabinet de centre-droit (minoritaire) du conservateur Poul Schlüter avait accepté de négocier. Ainsi était né le premier des grands compromis qui, à la fin de décembre 1983, allait permettre au gouvernement de faire passer une série de réformes économiques essentielles.

Au début de septembre, des discussions qui opposaient au sein du Parti durs et modérés avaient entraîné le remplacement d'Helge Dohnmann à la tête du groupe parlementaire (qui compte aujourd'hui seize mandats). Mais à la suite de protestations vigoureuses des militants de base, il avait quelques jours plus tard retrouvé la présidence.

Iran

La presse se félicite du rapprochement avec la France

L'heure du dégel paraît avoir sonné entre Paris et Téhéran, du moins si l'on en croit les propos à cet égard, mardi 19 septembre, la visite de trente-six heures que le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Scheer, vient d'effectuer en Iran. Après les déclarations du haut fonctionnaire français faisant état d'un « tournant » dans les relations bilatérales (le Monde du 20 septembre), la presse iranienne a, à son tour, non sans une pointe d'autocritique, salué l'ère nouvelle dans laquelle semblent s'engager les rapports entre les deux pays.

« Certes, écrit ainsi le *Tehran Times*, il ne fait aucun doute que la France a pris stratégiquement parti pour l'Irak au cours de la guerre mais celle-ci fut responsable des relations tendues que l'Iran a eues avec de nombreux pays. Il y a donc eu des points faibles dans notre politique et nous pouvons aujourd'hui retirer cette arme que nous avons donnée

aux Irakiens ». Et le journal de langue anglaise de demander « aux factions politiques iraniennes » de ne pas torpiller les initiatives des dirigeants du pays. Pour sa part, la radio officielle a qualifié de « constructives » les négociations menées par M. Scheer sur le contentieux bilatéral.

Pologne

Le ministre de l'économie prévoit une forte progression du chômage

La progression des salaires polonais va être freinée, le programme de privatisation engagé dès le 1^{er} janvier 1990, et le chômage va rapidement se développer : telles sont les principales informations données par le professeur Witold Trzeciakowski, ministre de l'économie, dans une entretenu public, mercredi 20 septembre, par la Tribune de l'Expansion.

Le nouveau dirigeant polonais indique que « le conseil des ministres a décidé (lundi 18 septembre) de diminuer la portée de l'indexation des salaires. Actuellement, ceux-ci sont revalorisés trimestriellement sur la base de 80 % de l'augmentation des prix ». « Nous allons exclure, explique-t-il, de l'indexation les salaires qui sont parvenus à accroître leurs revenus d'une façon ou d'une autre ».

M. Trzeciakowski confirme l'intention du gouvernement polonais d'engager le processus de privatisation à compter du 1^{er} janvier 1990. Après « la création d'une Bourse de valeurs » et « la mise en place d'un système bancaire privé », les sociétés d'Etat polonaises seront privatisées, le ministre indique que « les titres [des] entreprises d'Etat pourraient être échangés contre des ordres » dans le cadre d'opérations de conversion de la dette en investissements. En partance pour Washington — où il doit négocier le programme d'ajustement demandé par le FMI —, le ministre explique enfin que la politique du nouveau gouvernement pourrait se traduire par un fort chômage touchant « pratiquement un tiers de la population active ».

M^{me} Niesabitowska nommée porte-parole du gouvernement. — Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, a nommé la semaine dernière, une femme âgée de quarante ans, journaliste de Solidarité, M^{me} Małgorzata Niesabitowska porte-parole du gouvernement. M^{me} Niesabitowska a collaboré à la presse clandestine, à l'hebdomadaire catholique de Cracovie *Tygodnik powszechny* et à l'hebdomadaire que dirigeait jusqu'à il y a peu M. Mazowiecki, *Tygodnik Solidarnosc*. Elle a notamment travaillé sur les relations entre la communauté juive polonaise et les catholiques.

M^{me} Niesabitowska sera assistée d'un autre journaliste, M. Henryk Wozniakowski, de Cracovie, qui est nommé porte-parole adjoint. M. Wozniakowski, trente-huit ans, était rédacteur en chef adjoint du mensuel catholique *Znak*.

Afrique

BURKINA-FASO : après la découverte d'une tentative d'assassinat du chef de l'Etat

Les ministres de la défense et de l'économie ont été exécutés

OUAGADOUGOU
correspondance

Le commandant Jean-Baptiste Lingani, ministre de la défense populaire et de la sécurité, ainsi que le capitaine Henri Zongo, ministre de la promotion économique, ont été passés par les armes, après avoir été accusés d'être les auteurs d'une tentative de coup d'Etat contre le capitaine Blaise Compaoré, président du Burkina-Faso (ancienne Haute-Volta). Selon la version officielle donnée, mardi 19 septembre, par le capitaine Arsène Ye, coordinateur des comités de la révolution, le complot a été déjoué grâce à la vigilance du capitaine Gilbert Dienguerre, chargé de la sécurité présidentielle. L'homme de confiance du capitaine Compaoré aurait été mis dans la confidence du putsch ourdi par le commandant Lingani.

L'attentat préparé par les ministres de la défense et de l'économie, était prévu, lundi soir, à l'aéroport de Ouagadougou, au retour du capitaine Compaoré d'une tournée de deux semaines en Asie, qui l'avait notamment conduit en Chine et au Japon. Les autorités ayant été prévenues, les personnalités convoquées pour accueillir le chef de l'Etat ont été invitées à rester chez elles. L'avion s'est posé tous feux éteints. Les comploteurs avaient déjà été arrêtés.

Dans un communiqué, le commandant Jean-Baptiste Lingani, le parti unique au pouvoir, traite les comploteurs de « militaires fascistes », « ambitieux », « réactionnaires, antidémocratiques, antipopulaires », et les accuse d'avoir voulu la « restauration d'un pouvoir

fasciste » et la « dissolution du Front populaire de toutes les organisations politiques ». Les quelque huit millions de Burkinabés ont accueilli avec ferveur l'annonce de la tentative de coup d'Etat par la radio. Celle-ci a convoqué les militants du parti dans différents endroits, dans la capitale et en province. Elle a décommandé un grand meeting prévu à Ouagadougou, mardi soir, à l'occasion du retour du capitaine Compaoré.

Un homme seul

Les deux auteurs de la tentative de coup d'Etat avaient, en août 1983, porté au pouvoir le capitaine Thomas Sankara. Mais ils s'étaient trouvés aux côtés du capitaine Compaoré pour l'en chasser en octobre 1987.

Des rumeurs circulaient, depuis plusieurs mois dans la capitale burkinabé, selon lesquelles ces deux compagnons du chef de l'Etat

s'étaient mis en marge du processus en cours de « réaffirmation » révolutionnaire. Jean-Baptiste Lingani et Henri Zongo avaient, depuis fort longtemps, été neutralisés au sein du régime. Le pouvoir était détenu principalement par le bataillon de parachutistes de Po, dans le sud du pays, dont le capitaine Compaoré avait assuré le commandement dans le passé.

A Ouagadougou, l'élimination physique des deux chefs historiques de la révolution burkinabé, qui a suivi de deux ans l'assassinat de Thomas Sankara, n'a surpris personne. Aujourd'hui, le capitaine Compaoré se retrouve seul maître à bord. La rapidité avec laquelle les putschistes ont été liquidés va sans doute ternir l'image du chef de l'Etat. Celui-ci s'était employé, depuis deux ans, à obtenir une certaine légitimité non seulement dans son pays, mais encore dans les autres Etats africains, choqués par ces règlements de comptes sanglants.

R. M.

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15. LEMONDE

Les Professionnels

Politique

... Le Monde • Jeudi 21 septembre 1989 7

A la commission des lois de l'Assemblée nationale

Le gouvernement souhaite « un large consensus » sur le financement des partis

Les membres de la commission des lois de l'Assemblée nationale ont commencé, mardi 19 septembre, l'examen du projet de loi sur le financement des partis politiques, qui sera débattu en séance publique à partir du mardi 10 octobre. Après l'audition de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, les députés ont rejeté l'exception d'irrecevabilité déposée par M. Pierre Mazeaud au nom du groupe RPR. Ils ont ensuite adopté plusieurs amendements abaissant notamment le plafond des dons et celui des dépenses de campagnes électorales.

Entendu mardi en fin de matinée par la commission des lois, M. Pierre Joxe a déclaré que le gouvernement n'entend pas supprimer, de sa propre initiative, les dispositions d'amnistie qui selon lui ne sont « pas l'essentiel » et sont même « accessoires ».

Contrairement à ce qui avait été un moment évoqué, nulle lettre rectificative du premier ministre n'est venue modifier le projet, en supprimant la disposition d'amnistie. Dans un entretien accordé au *Nouvel Observateur* (du 14 au 20 septembre), M. Michel Sapin (PS, Haute-Saône) président de la commission des lois, avait défendu la thèse de l'irrecevabilité de l'amnistie puisqu'en droit pénal s'applique le principe de « la rétroactivité de la loi pénale la plus douce ».

On ne saurait donc, expliquait M. Sapin, poursuivre demain des personnes inculpées de délits qui, par la nouvelle loi sur le financement des partis politiques, n'en seront plus (par exemple, le versement de sommes par une entreprise sur le compte de campagne d'un candidat).

Le gouvernement entend donc laisser au législateur le soin de décider. Une manière de demander à chacun — tant à droite qu'au sein du groupe socialiste — de prendre ses responsabilités. La commission devait aborder mercredi la discussion sur l'article 18 du projet de loi mais d'ores et déjà, deux amendements de suppression ont été déposés, à l'initiative du groupe communiste et du groupe UDF.

Cosigné au départ par MM. Gérard Longuet (UDF, Meuse), Pierre L'Évêque (UDF, Yvelines), Francis Delattre (UDF, Val-d'Oise) et Pascal Clément

(UDF, Loire), cet amendement n'est actuellement revendiqué que par M. Clément. Au sein du groupe socialiste, comme le soulignait M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), les députés restent encore très divisés sur le dépôt d'un tel amendement de suppression.

Le RPR hostile « de toute façon »

M. Joxe a par ailleurs souligné que « le gouvernement [était] ouvert à toute modification car il veut aboutir à un texte de large consensus ». Interrogé par M. Pierre Mazeaud sur l'affaire des fausses factures de Marseille et la mutation de l'un des inspecteurs de police judiciaire chargé de l'enquête, révélée par le *Monde* le ministre de l'Intérieur a déclaré qu'« aucune mutation n'avait interrompu aucune enquête ».

L'audition de M. Joxe était jugée « très très bonne » par M. Michel

M. Pezet met indirectement en cause M. Joxe

M. Michel Pezet, député socialiste des Bouches-du-Rhône, explique, dans un entretien accordé au *Quotidien de Paris* du mercredi 20 septembre, que son inculpation dans l'affaire des fausses factures de la SORMEA, est un « complot ». Comme on lui demande « qui sont les comploteurs ? », il répond : « Je n'ai pas de noms, mais je remarque que l'on dirige les feux de l'enquête en voulant éclaircir certains côtés et en voulant en laisser d'autres dans l'ombre ».

Pezet (PS, Bouches-du-Rhône) actuellement inculpé dans l'affaire des fausses factures de Marseille. M. Pierre Mazeaud estimait pour sa part que « ce texte n'apportait rien, si ce n'est l'amnistie » et que son groupe s'y opposait « de toute façon ». M. Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne) observait que le « débat de fond s'était bien engagé » et que son groupe, hostile à l'amnistie, était « tout à fait d'accord pour améliorer la loi de 1988 en votant un texte d'équilibre ».

Au nom du groupe communiste, M. Gérard Millet (Gard) a exprimé « les plus extrêmes réserves » sur un projet qui « au nom de la transparence, établit un contrôle de la vie des partis ». Le groupe communiste a pourtant voté contre l'exception d'irrecevabilité, estimant que ce sujet était « trop important pour ne pas être discuté au Parlement ».

Ces réserves n'ont pas empêché les députés de discuter et d'amender largement, et consensuellement, le projet qui leur était soumis. Ils ont notamment précisé la définition du « candidat », abaissé les plafonds des dons (passés de 50 000 à 20 000 francs pour les personnes physiques et limités, pour les personnes morales, à 10 % du plafond de dépenses autorisées). Parallèlement, l'ensemble des députés présents en commission a adopté un amendement déposé par M. Robert Savy (PS, Haute-Vienne), rapporteur du projet de loi, et M. Jean-Jacques Hyst, limitant à 500 000 francs les dépenses de campagne pour un député (au lieu de 800 000 francs actuellement) et supprimant la distinction pour les circonscriptions dont la population est inférieure à quatre-vingt mille habitants. Le groupe communiste n'a pas été suivi, qui proposait de plafonner ces dépenses à 400 000 francs.

La commission des lois devait aborder mercredi 20 octobre, le débat sur les autres articles du projet, notamment la composition de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques. M. Savy a d'ores et déjà déposé un amendement modifiant la composition de cette commission, en faisant passer de cinq à neuf le nombre de ses membres, qui seraient

issus, pour un tiers, respectivement du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation et de la Cour des comptes, et nommés par leur chef de corps d'origine. Les dispositions actuelles, prévoyant la nomination de ces membres par le président de la République avaient, en effet, soulevé l'hostilité de l'ensemble des partis politiques et de M. François Mitterrand lui-même.

PASCAL ROBERT-DIARD.

Les renovateurs communistes et le PS

M. Claude Liabres contesté

La proposition de M. Claude Liabres, coordinateur national du Mouvement des renovateurs communistes (MRC) d'envisager un rapprochement avec le PS (*le Monde* du 19 septembre) est loin de faire l'unanimité dans la direction.

M. Louis Aminot, adjoint au maire de Brest et membre du bureau exécutif du MRC, a estimé, mardi 19 septembre, que le Parti socialiste « n'est pas et ne sera pas toute la gauche. Il n'y a pas d'avenir pour la gauche dans cette voie là. Bien sûr, il ne s'agit pas de nier la réalité que constitue le courant socialiste. Mais celui-ci ne peut seul résoudre les problèmes posés à la société française ».

Ancien membre de la direction de la fédération du PCF du Finistère dont il a été écarté en 1986, M. Aminot pense que « s'associer à ce qui compte » [expression utilisée par M. Liabres] c'est s'associer au mouvement social, au monde du travail, et contribuer à ouvrir une perspective ».

Un autre membre de la direction (qui en compte quatorze), M. Gilbert Wasserman, également hostile à l'orientation de M. Liabres, déclare dans le dernier numéro de *Vendredi*, hebdomadaire du PS, que l'expérience du PC italien lui « semble particulièrement intéressante ». Rédacteur en chef de la revue *M*, il estime que « le PCF n'a pas réussi à séduire ceux qui auraient pu être déçus par la gestion socialiste, parce qu'il n'a jamais vraiment engagé la déstalinisation de ces conceptions politiques, ni son fonctionnement interne (...) ».

« Personnellement, poursuit-il, je n'accorde pas de grandes chances au PCF de pouvoir reprendre une place importante dans la société française, de pouvoir influencer sur elle ».

En Haute-Saône

Démission du président du conseil général

VESOUL de notre correspondant

« Ce départ est tout à fait réfléchi, volontaire, serein », a précisé lundi 18 septembre M. Jean Reyboz en président pour la dernière fois le conseil général de la Haute-Saône. C'est ainsi que M. Reyboz, qui se qualifie de « centriste-divers droite », a annoncé sa démission qui sera effective le 8 octobre.

Agé de soixante-neuf ans, ancien haut fonctionnaire de l'équipement, membre du Conseil supérieur de la fonction publique, il était conseiller général de Vanvillers depuis 1976 et

président de l'assemblée départementale depuis 1982. Il semble que le RPR représenté par quatre conseillers généraux sur trente-deux, a fait pression pour permettre au premier vice-président M. Christian Bergelin, député, ancien secrétaire d'Etat de 1986 à 1988, d'accéder à la présidence.

La droite dont la majorité départementale s'était effritée aux dernières cantonales, entend ainsi « redynamiser » le conseil général avant l'échéance prévue pour 1991 où elle craint un revirement à gauche.

A. M.

● M. Gayet nouveau secrétaire général de l'ENA. — M. François Gayet, conseiller de tribunal administratif, vient d'être nommé secrétaire général de l'Ecole nationale d'administration, que dirige M. René Lenoir. Il remplace M. Claude-France Fournet-Amoult, conseiller des affaires étrangères, déléguée en juillet dernier dans les fonctions de sous-directeur au ser-

vice de coopération économique au Quai d'Orsay. [Né en septembre 1942, M. François Gayet (MRC) est conseiller général du Val-d'Oise depuis 1967 et maire de Saint-Leu-la-Forest depuis 1977. Après ses études à l'ENA, il avait été nommé en juin 1965 conseiller de tribunal administratif affecté à Amiens en décembre 1965. D'octobre à décembre 1968, il avait dirigé le service des publications de l'information et de la documentation à la direction générale des collectivités locales.]



Si vous vous sentez coincé dans vos bureaux...

Visiblement, vous manquez de place: surélévateurs, équipements encombrants, restructuration... En bref, toute une série de maux qui rongent l'entreprise et influencent tôt ou tard sur son fonctionnement. Pourtant, à vous entendre, votre discours est plein d'avenir: projets de développement, ouverture de filiales, conquête de nouveaux marchés. Il est temps pour vous de trouver la solution immobilière.

Pour tout achat, vente ou location de bureaux, PRIMM met à la disposition des chefs d'entreprise, investisseurs, ou promoteurs, son expérience du marché et un service de conseil privilégié à l'écoute et l'échange permanent. Pour un choix immobilier encore plus rentable, quels que soient vos critères, PRIMM ne trouvera pas une solution mais votre solution.

Les Professionnels de l'immobilier d'entreprise



48, rue de Bassano 75008 Paris
Tél.: 40 70 00 98
3, rue Jules César 75012 Paris
Tél.: 43 43 50 11

Politique

La préparation des élections sénatoriales

Vingt et un des trente-huit départements métropolitains renouvelables, dimanche 24 septembre, sont uniquement représentés par des élus de l'opposition UDF-RPR, tandis que la gauche est en situation de monopole dans treize autres. Par-delà les habituels combats droite-gauche, cette configuration politique se traduit, au sein de chaque camp, par nombre de candidatures dissidentes et de mises sur la touche déclinantes, surtout lorsque des sénateurs sortants ou ne se représentant pas ou n'ont pas été investis.

Tel est, cette fois-ci, le cas dans vingt et un départements, et notamment dans l'Ain, les Hautes-Alpes, le Cantal et le Gers, où tous les sortants ne sont pas candidats. Au total, vingt-huit sénateurs ne briguent pas un nouveau mandat ou se représentent en qualité de suppléant, comme M. François Lesclapart (RDE) dans l'Aisne et M. Joseph Raybaud (RDE) dans les Alpes-Maritimes.

Afin de prévenir les luttes fratricides, des tentatives de règlement amiable ont été lancées dans

certain départements, comme l'Ain, où l'opposition de droite avait organisé une primaire, ou l'Aveyron et l'Ailier, où les instances locales de l'UDF et du RPR ont désigné leurs candidats au cours d'un « mini-congrès ». Cela n'a pas empêché, dans ces deux cas, les candidatures isolées.

Certains sénateurs sortants entrent parfois eux-mêmes en dissidence. MM. Eugène Boyer (PS) en Haute-Garonne, Henri Portier (RPR) dans l'Aube ou Pierre Lafitte (UDF-rad.) dans les Alpes-Maritimes sont, par exemple, entrés en

lice sans avoir reçu l'investiture de leur parti. De même, en Gironde, M. Jacques Boyer-Andrivet, sénateur sortant (divers droite), a constitué sa liste, puisqu'il ne s'était vu proposer qu'une place réputée inéligible sur la liste officielle de l'opposition. Il s'agissait, en effet, de permettre à M. Jacques Valade (RPR), ancien secrétaire d'Etat, premier adjoint au maire de Bordeaux, de revenir au Sénat.

Alpes-Maritimes : rien n'arrête le système Médecin

Rénovateur à sa façon, M. Jacques Médecin, quelle que soit l'élection, est rarement pris au dépourvu. Foin de CSO (Conseil supérieur de l'opposition) d'états généraux, de primaires à la française ou à la riposte ou de quelques autres artifices d'union. Voilà belle lurette que, sous le soleil de la Côte d'Azur, les personnalités RPR et UDF ont été sagement remises sous le large auvent médiatique du Rassemblement républicain.

NICE
de notre envoyé spécial

M. Médecin soigne l'union à la Diotisme et ne se fie qu'à ses ordonnances personnelles, prescrivant les potions de son cru ou, quand il le faut, quelques levures, remède bien sûr démodé mais toujours efficace. Cette thérapeutique a incontestablement porté ses fruits.

Ainsi les dernières élections législatives de 1988 : neuf sièges en jeu, neuf députés de droite sans que la gauche ait eu la moindre chance au scrutin. Un grand chahut qui a toutes chances de se répéter encore pour ces élections sénatoriales.

Car si pas plus qu'ailleurs ce rendez-vous électoral n'intéresse l'opinion, M. Médecin naturellement s'y est, lui, beaucoup intéressé. Pour la simple et bonne raison qu'il n'y a rien de tel qu'un confortable siège de sénateur pour récompenser bon et loyal serviteur. M. Médecin a d'ailleurs tellement le cœur sur la main qu'on peut imaginer que lui ministre de l'Intérieur, le nombre de sénateurs de cette région s'en serait trouvé décuplé. Hélas ! la Haute Assemblée n'admet encore et toujours que quatre représentants des Alpes-Maritimes. Une misère !

Le bon docteur Médecin a donc dû, une nouvelle fois, manier le scalpel avec cette technique, si particulière chez lui, consistant à ne jamais mettre de gants. Seule précaution : le maire de Nice se rapproche du mandarin Pasqua, disposant de quelques attaches dans ce département. Tous deux étaient convenus que les quatre couples titulaires-suppléants respecteraient la stricte parité RPR-UDF. Mais l'on verra comment M. Médecin a fini par manger cette consigne, au grand courroux du président du groupe sénatorial du RPR.

L'histoire locale en a pris d'abord un sérieux coup, avec la mise sur la touche de l'inusable sénateur Joseph Raybaud. Maire de Lumbardie - attachante bourgade haut perchée dans l'arrière-pays nicois - depuis... soixante ans, conseiller général depuis un demi-siècle et sénateur depuis trente-

quatre ans : un personnage taillé dans le roc de sa montagne, une gueule à la Vanel, une figure du département. « Fais de la politique en l'occupant des maires », lui avait enjoint son grand-père, médecin sous l'Empire. Le père Joseph s'y est appliqué et assure qu'il connaît quatre cent mille personnes dans le département par leur prénom, si ce n'est pas leur date de naissance. Son étiquette : « radical libéral ». Il a fait des problèmes permanents d'adduction d'eau dans l'arrière-pays sa plateforme électorale. « Toute ma vie, raconte-t-il avec fierté, j'ai prêché l'eau ». Mais, au pays, l'eau n'est plus un problème. D'aucuns ont considéré le père Joseph comme inutile. A quatre-vingt-cinq ans, il pensait avoir encore la santé solide pour reprendre à Paris un nouveau bail de neuf ans. Comme Molière, il prétendait secrètement mourir dans son fauteuil. Cette représentation est terminée. Homme discipliné, médeciniste par obligation mais profondément républicain, le père Joseph doit se retirer, emportant, sous la semelle de ses souliers de passionnés souvenirs.

Une seconde victime

Deuxième victime de cette opération Médecin : un autre sénateur sortant, Pierre Lafitte devenu sénateur en 1985 en remplacement de M. Francis Palmero, décédé. Un autre personnage lui aussi dont la réputation a largement franchi les frontières du pays. M. Lafitte est connu dans tous les milieux économiques internationaux pour être le fondateur - voilà vingt ans déjà - de Sophia Antipolis, cette technopole si enviable de par le monde : dix mille emplois créés sur place, 15 milliards de francs de valeur ajoutée. Soixante-quatre ans, polytechnicien de la promotion Giscard, ancien directeur de l'Ecole des mines, croulant sous une avalanche de titres et de décorations, M. Lafitte est évidemment un personnage encombrant du décor nicois. Tant qu'il se contentait de son poste de conseiller municipal dans son village natal de Saint-Paul-de-Vence, de son mandat de sénateur suppléant acquis en 1971, l'homme faisait l'unanimité à gauche comme à droite. Sans qu'il ait, depuis, affiché quelque ambition, le voici soudainement banni par ce milieu politique qui supporte difficilement la qualité supérieure. A vrai dire, M. Lafitte a toujours donné le sentiment d'être une sorte de professeur Nimrod perdu dans les couloirs du Luxembourg. Election libre supposant mal l'apaisement médiatique, il n'a jamais voulu faire partie du système. Pour ne rien arranger, son amié pour M. Ray-

mond Barre n'a guère favorisé son rachat. Pas étonnant, donc, que le système Médecin l'ait rejeté. Mais M. Lafitte n'a pas voulu abdiquer. Il a maintenu sa candidature, garantie officiellement par le label UDF.

Le père Joseph mis à la retraite, le professeur Lafitte mis au ban de l'opposition locale, le main Médecin a frappé. Mais cette main de fer peut parfois faire partie de velours. Car, au dernier moment, n'apparut pas qu'un poste de suppléant avait été réservé, derrière le maire d'Antibes, M. Pierre Merli, au voisin de Cannes, « le Kennedy de la Côte », M. Michel Mouillot ? Non seulement ce choix convenait aux accords passés avec le RPR, mais il fut pris par les compagnons comme une provocation. Choisir l'homme qui, au bout d'une campagne municipale éprouvante, rejeta à la mer M^{me} Anne-Marie Dupuy, pompidolienne historique ! M. Pasqua faillit en perdre son accent, mais M. Médecin encouragea la manœuvre.

Depuis chacun s'interroge. Soudain le maire de Nice s'avère son turbulent voisin avec lui plutôt qu'un contre lui, ou volontairement tempère les ardeurs des jeunes « boys » médiocristes se disputant déjà le titre de dauphin ? Car, confortablement installé dans sa mairie, M. Mouillot, l'ami de Léo, le copain de Michel Chassagne, dissimule à peine ses ambitions.

Dans sa tête, sa feuille de route est déjà dessinée. Mais en 1989, conseiller général en 1991, député en 1993. « J'ai donné un grand coup dans la fourmière », dit-il, « aujourd'hui les fourmis se réveillent ». Toute cette agitation semble le ravir : M. Médecin aura un jour besoin d'un successeur, le département aura un jour besoin d'un patron. Pourquoi pas lui ? A quarante ans, M. Mouillot affiche toutes ses dents. Ces élections sénatoriales vont lui mettre un peu plus le pied à l'étrier. Tout va bien.

M. Médecin est décidément un gars bien... Dimanche, il ne sera pas le seul à le penser. Si M. Lafitte se voit dans sa tentative de franc-tireur, il sera quatre à pouvoir remarquer le supergénéral de l'ombre : M. José Ballestrero, ci-devant président de l'office d'HLM de Nice, M. Charles Ginesy, vice-président du conseil général, M. Honoré Baillet, premier adjoint de la ville de Nice, et M. Pierre Merli. Après un détour de deux ans par l'Assemblée nationale, le maire d'Antibes revient au Sénat. Radical bon teint, ami de Résistance de M. François Mitterrand, il s'est toujours défendu de prendre le maquis devant l'offensive Médecin. Le Rassemblement républicain est une affaire qui marche...

DANIEL CARTON.

Aveyron : « Les voies du Seigneur sont impénétrables ! »

Convoités par deux socialistes, deux communistes et un Front national, les deux sièges de sénateur de l'Aveyron devraient revenir à la droite, compte tenu de la prédominance de l'opposition nationale chez les grands électeurs du département. A moins que la division de la droite n'entraîne une élection triangulaire qui pourrait permettre à l'un des candidats socialistes, M. Denys Jaudon, d'arracher un des sièges au second tour.

Candidat à sa propre succession, M. Jean Puech, président PR du conseil général, président de l'association des présidents de conseils généraux, n'est contesté par personne dans la majorité départementale. Il peut espérer une réélection au premier tour. Pour le second siège, détenu aussi par la droite, dont le titulaire, M. Louis Lazuech, ne se représente pas, compte tenu de son âge, M. Puech a comme colistier

M. Bernard Seillier, énarque, ancien directeur général des services du département, puis de la région.

M. Seillier a été désigné au cours d'un « mini-congrès » de la majorité départementale, le 24 juillet dernier. Parmi les candidats potentiels, l'un d'eux, qui conteste les modalités de cette désignation, a décidé de maintenir sa candidature. Le problème se pose donc pour le second siège, en cas de ballottage et de maintien des deux candidats de droite.

Le concurrent de M. Seillier - qui a annoncé qu'il adhérerait au groupe UREL, s'il est élu, et s'inscrira au PR - est M. Albert Allès, PR également, transfuge du RPR. M. Allès, qui, à la différence de M. Seillier, est depuis longtemps une « figure » de la vie politique locale, a la particularité d'être ecclésiastique.

RODEZ
de notre envoyé spécial

« Les voies du Seigneur sont impénétrables. Je le dis souvent, mais il ne faut pas forcer la providence. » C'est sans cure, conseiller général, conseiller régional et candidat aux sénatoriales, l'abbé Allès joue avec délices sur les deux tableaux. Le bon abbé aveyronnais ne montre guère la retenue de langage qui sied à un homme d'Eglise. Mais, sans même forcer le trait, il peut expliquer, ravi : « Je suis un anticommuniste, je ne suis pas un déni-oui-oui. »

L'abbé politicien est un peu cabotin. Il ne faut pas le supplier beaucoup pour qu'il raconte comment, depuis un quart de siècle, il s'emploie à jouer les trouble-fête, à la fois dans l'Eglise et dans la société politique aveyronnaise. En 1953, déjà turbulent, il se voit confier par son évêque - à titre de pénitence - Badassou, une paroisse perdue dans la montagne, sans même une route pour y accéder. Principal commandement de l'évêque : « Faites-en une ! ». L'abbé s'exécute, ce sera le premier geste de ce futur curé-bâtisseur qui, en 1971, privé de paroisse pour avoir une première fois présenté sa candidature aux sénatoriales, soignera la dépression déclinée par cette sanction en se lançant dans... l'immobilier.

Lui qui n'y connaît évidemment rien se fait expliquer par un collègue averti, qui n'avait « jamais vu de si près » un curé, comment vendre des maisons sur la côte méditerranéenne. A deux, « on n'a pas vendu une maison de la sorte ». Mais, à la rentrée, l'abbé est chargé de vendre un nouveau programme immobilier à Montpellier. Et, là, Dieu retrouve l'adresse de son serviteur : « Est-ce parce que le programme était bâti sur l'emplacement de l'ancien couvent des bénédictines ? En tout cas, je vendais quatre ou cinq appartements par jour ! »

L'abbé rigole lui-même de la façon qu'il a de raconter sa vie, d'expliquer comment, hospitalisé après un accident... de pyrotechnie, il a presque dû faire le mur, avec l'aide d'un interne, pour échapper aux bonnes sœurs : celles-ci voulaient le boucler à l'hôpital pour l'empêcher de déposer sa candidature à des élections cantonales... « Vous êtes un véritable don Camillo ! », lui lance, ravi, un de ses paroissiens. « D'ailleurs que j'ai eu un communiste en face de moi », renchérit le héros qui, de fait, pour sa première élection à la mairie de Belmont - où il est toujours à la tête de la paroisse - a battu un candidat communiste. Chantier chrétien ou intérêt bien compris, l'abbé a fait de son rival malheureux jusqu'au bout des ongles, au point de susciter parfois une certaine perplexité chez ses interlocuteurs. M. Puech, lui, affirme qu'il a voulu former, avec l'ancien secrétaire général de la région, un tandem « moderne », alliant sérieux et compétence, qui tienne aux grands électeurs le langage qu'ils attendent. Même si le président du conseil général reconnaît qu'il peut « se tromper ».

L'ambiance est plutôt fraîche

Aujourd'hui, dans la lutte pour entrer au Sénat, tout oppose l'abbé Allès à son frère ennemi du PR, M. Bernard Seillier. Rond et truculent, avec un accent où roulent tous les cailloux des ruisseaux de l'Aveyron - comme on dit quand on fait le portrait d'un enfant du pays, - conduisant comme un fou, sur les routes sinueuses du département, une mercedes - grise quand même, clergé oblige ? - l'abbé, homme de terrain, est l'exacte antithèse de l'homme de dossier, sec et méticuleux, sérieux - à la limite du tristone, - sans une pointe d'accent dans la voix, qu'est M. Seillier.

Quand l'abbé terrible s'aventure dans les problèmes européens, pour finir, au terme d'un discours tourbillonnant, sur les pompiers du département, dont il a la charge au conseil général, et qui, « eux non plus, ne sont pas des enfants de chœur », l'énarque signe un exposé impeccable, en trois parties, sur les enjeux de l'aménagement du territoire appliqué à l'Aveyron. Une passion pour

M. Seillier, « presque une cause », dit-il.

Même l'Eglise sépare les deux hommes. Il y a longtemps, l'abbé a bousculé quelques tabous en réunissant, dans un même camp de vacances, enfants de l'école privée et de l'enseignement public. M. Seillier, lui, s'avoue proche des catholiques charismatiques (1), ce qui permet aux paroissiens de l'abbé de le taxer d'intégrisme.

Il est évidemment facile de reprocher à M. Seillier - comme le fait le socialiste M. Jaudon - d'être un « technicien ». Le colistier de M. Puech, au fond des petites mairies rurales, là où se mène une campagne sénatoriale, reste haut fonctionnaire jusqu'au bout des ongles, au point de susciter parfois une certaine perplexité chez ses interlocuteurs. M. Puech, lui, affirme qu'il a voulu former, avec l'ancien secrétaire général de la région, un tandem « moderne », alliant sérieux et compétence, qui tienne aux grands électeurs le langage qu'ils attendent. Même si le président du conseil général reconnaît qu'il peut « se tromper ».

« Je reviendrai dire la messe »

Il est vrai que, à force de vanter la sagesse de M. Seillier, le sénateur sortant se voit suspecter d'avoir moins cherché à l'émulation qu'un collaborateur précieux pour servir ses ambitions au palais du Luxembourg. Rôle - « de portier-serviettes », dit-il aimablement - que l'abbé ne pouvait, et ne voulait, pas tenir.

Entre les concurrents de la majorité départementale, l'ambiance, on le voit, est plutôt fraîche. Avec une pointe de dédain, le tandem Puech-Seillier se refuse à commenter les faits et gestes de celui qui n'est pas pour eux « l'abbé », mais « Albert Allès », et affirme que la présence du candidat « sauvage » n'a jamais été évoquée dans les quelques trois cents communes qu'il visite.

Néanmoins, quand M. Seillier, sans, y croire une seconde, dit-il, accepte d'envisager l'hypothèse que son concurrent le devance, en cas de second tour, c'est pour affirmer qu'il se désisterait, alors, pour barrer la route au socialiste.

Dans un premier temps, l'abbé Allès avait affiché la même position. Maintenant, à la grande frayeur de son entourage, il est beaucoup moins catégorique et libère, du moins en privé : « Je garde ma liberté ». Une seule chose est sûre : « Le dimanche 1^{er} octobre, sénateur ou pas, je reviendrai dire la messe ». Et l'abbé ajoute, en clignant de l'œil : « Le service de Dieu avant le service des hommes ! ». Car l'abbé, privé de paroisse par sa hiérarchie, dit la messe tous les dimanches au petit village de Saint-Vincent, avec l'autorisation du maire. « J'ai gardé toute ma foi, dit-il avec un sérieux appuyé, je n'ai rien rendu de ma vocation sacerdotale ». Devant l'air problématique dubitatif du journaliste, il éclate de rire : « Vous en doutez ? »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) NDLR. Le terme « charismatique » désigne des communautés nouvelles de prêtres et de laïcs lutant pour le renouveau spirituel de l'Eglise catholique.

La bataille pour la présidence du groupe UDF

MM. Millon et Mestre poussent les feux contre M. Léotard

A quelques jours du scrutin pour l'élection du futur président du groupe UDF (il aura lieu à Vichy le 25 septembre, lors des journées parlementaires UDF), les trois candidats officiellement en lice affinent leurs derniers arguments et décochent leurs ultimes flèches. Parti favori dans cette course pour la succession de M. Jean-Claude Gaudin - en route vers le Sénat - M. François Léotard est pris en tenaille entre le candidat giscardien, M. Philippe Mestre (ex-barriste), et M. Charles Millon, barriste et renouveau.

Les « challengers » de M. Léotard insistent, dans leurs dernières interventions, sur le fait que l'arrivée de ce dernier dans le fauteuil de M. Gaudin reviendrait à concentrer dans les mêmes mains la présidence du Parti républicain et la direction du groupe. Pour M. Mestre, cette dernière fonction n'est « guère compatible » avec celle de chef de parti politique. Le député de la Vendée a affirmé, mardi 19 septembre sur RTL, qu'il était, en

revanche, « très disponible » : « Il faut être pour pouvoir exercer convenablement les fonctions de président du groupe ».

Il s'est défendu d'être soutenu dans sa campagne par les amis de M. Valéry Giscard d'Estaing : « Je suis un homme libre », a-t-il affirmé. C'est donc, sans doute, pure coïncidence si l'un des fœux de M. Giscard d'Estaing, M. Michel d'Ornano, fait activement campagne depuis plusieurs semaines en faveur de M. Mestre (en froid depuis l'élection présidentielle de 1988 avec M. Barre, dont il avait été le directeur de campagne). Quant à l'énergie déployée par M. Michel d'Ornano pour faire monter la poussière à M. Léotard, certains députés UDF l'attribuent entre autres choses au fait que le premier avait été dépossédé brutalement par le second, il y a quelques années, du dossier « élections » de l'UDF.

C'est également sur le registre de la disponibilité et de l'indépendance que M. Millon a poussé ses pions en faveur de M. Mestre. Le député de la Vendée a affirmé, mardi 19 septembre sur RTL, qu'il était, en

telle ambition ni de promouvoir telle image, il est, tout simplement, de participer concrètement, quotidiennement, à la constitution d'une force de son propre crédo et de redonner espoir aux Français (...).

Le président du conseil régional de Rhône-Alpes estime que l'opposition ne sera « crédible » que si elle est capable « de rassembler et d'être pluraliste : ce ne sera ni un parti, ni une fraction, ni un clan, qui pourra mener l'alternance. Seul le rassemblement de tous les partis attachés à notre conception libérale et sociale permettra de constituer une force d'alternance crédible ». Il détaille dans sa missive les points forts de son programme présidentiel : « Le groupe UDF doit approfondir sa culture d'opposition pour s'affirmer comme le moteur de l'opposition parlementaire », précise-t-il en proposant le renforcement de « structures intellectuelles » du groupe, insistant sur la notion de « travail d'équipe », le député de l'Ain souhaite réorganiser l'activité du groupe autour de quatre pôles : une direction des études (suivi des textes, équipe d'experts, etc.) ; un service d'assis-

tance aux députés (démarches auprès des cabinets ministériels, etc.) ; une direction de la communication (publication d'une lettre du groupe, bulletin interne, relations presse, etc.) ; un secrétariat général pugnace.

Devoir de réserve

Face à cette double offensive, le président du PR marquée depuis plusieurs semaines les mêmes arguments : « Je ne suis candidat ni à des galons ni à des étoiles, mais à un service. Je suis convaincu que ce que j'ai fait pour le PR depuis 1982 (la progression a été constante), je peux le faire pour le groupe UDF, et l'assurer ainsi d'une place éminente dans la perspective de 1993 », a-t-il déclaré dans un entretien à l'hebdomadaire *Profession politique*. Répondant aux critiques dont il est l'objet, le président du PR estime que son parti fonctionne, au quotidien, grâce au secrétaire général Alain Madelin et au délégué général Gérard Longuet, ce qui le rend disponible. « En ce qui me concerne, je souhaite respecter le caractère plu-

raliste de l'UDF. C'est pourquoi je m'astreindrai à un devoir de réserve vis-à-vis du Parti républicain, au sens où on l'entend dans la fonction publique (...). Le président du groupe UDF devra manifester qu'il est ouvert sur ses partenaires, le RPR d'un côté, l'UDC de l'autre. Cette position-là est à proprement parler au centre, mais au centre de l'opposition... »

M. Léotard part favori sur le papier, les députés PR non giscardiens et non barristes étant majoritaires au sein du groupe. Pourtant, un doigt de suspense demeure. Certains députés pourraient manifester leur mécontentement en votant blanc. Même si l'idée, avancée par le député barriste Pierre-André Wiltzer, d'une majorité qualifiée des deux tiers n'a pas été acceptée, un faible score constituerait pour M. Léotard un camouflet susceptible de relancer le processus de succession de M. Gaudin. D'autant que nombre de députés seront partagés entre la fidélité à l'égard de leur parti et l'amitié et l'estime qu'ils peuvent porter à tel ou tel, les deux ne se recouvrant pas toujours... PIERRE SERVANT.

ALPHAPAGE LA

صلى الله عليه وسلم

Société

... Le Monde • Jeudi 21 septembre 1989 9

La situation en Guadeloupe et les inquiétudes sur la côte est des Etats-Unis

Reconstruire Port-Louis

PORT-LOUIS
de notre envoyé spécial

A Port-Louis, dans le nord-ouest de la Grande-Terre, une cellule de crise a été mise en place dès mardi 19 septembre. Ici, la « résistance » s'organise, comme l'explique M. Nadir Rousseau, ancien résistant, maire de Port-Louis, à la Libération.

Des voitures sonorisées appellent la population à se rendre à la mairie pour aider les services techniques à dégager les routes et les rues du bourg. Port-Louis est coupée du monde. Le téléphone ne fonctionne plus. Seules restent les radios des gendarmes et des pompiers. En début de matinée, un noyé a été retrouvé dans la commune de Petit-Canal. Plus tard, une fillette, blessée par une plaque de tôle, a été transportée chez le médecin du village. Les secours locaux sont débordés car les spécialistes de la « sécurité civile » ne sont pas encore arrivés.

Mercredi 20 septembre, la cellule de crise (composée d'un gendarme, un pompier, un représentant de la DDASS, un membre du bureau municipal et un opposant) doit annoncer son plan.

Il s'agit notamment de faire garder vingt-quatre heures non

scolarisés par des mères de famille, de faire reconstruire la commune par des spécialistes et de pouvoir doter chaque famille d'une petite plantation de légumes à cycle court (patates, pois ou ignames). Pour l'instant, l'économie de Port-Louis est anéantie. Quatre-vingt pour cent de la population est sans abri, l'eau potable n'existe plus, le pain vient à peine d'être ramené en vente, la baguette coûte 6 francs, la bouteille d'eau, 9 francs.

Mais, à plus long terme, il faudra reconstruire les maisons totalement détruites, selon une technique différente de celle des cases antillaises traditionnelles. « Il faut, explique un élu, revenir sur le problème fondamental. Les gens ne sont pas propriétaires de la terre sur laquelle ils bâtissent et ne peuvent donc pas emprunter. Ils se contentent de fait des logements précaires. Il faut profiter de cette catastrophe pour rénover définitivement l'habitat, rénover la Guadeloupe ».

Quant au corps médical de la commune, de son côté, il se dit prêt à signer une convention avec la sécurité sociale et la DDASS afin d'être payé directement à la vacation pour éviter aux malades d'avancer le montant des soins.

ANDRÉ LÉGER.

Les météorologistes s'interrogent sur la trajectoire du cyclone Hugo

Après avoir balayé la Guadeloupe, Antigua, Montserrat, Nevis, Saint-Kitts, Sainte-Croix, les îles Vierges et Porto-Rico, le cyclone tropical Hugo a effleuré la République Dominicaine puis « évité » les îles Turks et Caicos. Il semble faire de même pour les Bahamas, mais les Etats-Unis ont évacué six cents personnes du centre de l'US Navy de l'île Andros (une des Bahamas). La course actuelle de Hugo dirige le cyclone vers la côte est des Etats-Unis. Les météorologistes ne peuvent dire s'il touchera la Floride, la Caroline du Nord ou s'il prendra un virage vers le nord-est et l'est, ce qui l'amènerait directement sur l'Atlantique tempéré. La course d'un cyclone tropical, en effet, est imprévisible.

Dans le doute, au Cap Canaveral, les responsables de la NASA se préparent pour transférer, si besoin est, la navette Atlantis de son pas de tir dans un hangar géant. Atlantis devait partir le 12 octobre pour envoyer vers Jupiter la sonde Galileo. De même, à la base voisine de l'US Air Force, on a repoussé le vendredi 22 septembre au dimanche 24 le lancement d'une fusée Atlas-Centaur qui doit mettre sur orbite un satellite militaire de communications.

Le passage de Hugo sur les Antilles, aurait fait vingt-cinq morts (douze à Porto-Rico, six à Montserrat, cinq à la Guadeloupe, deux à Antigua) et cinquante mille sans-abri.

A Porto-Rico, les pillards sont entrés en action dès que Hugo a obligé la population à se mettre à l'abri. En Guadeloupe, le tribunal de Pointe-à-Pitre a condamné, le 19 septembre, quatre pillards à deux ans de prison ferme. Dix-huit pillards ont été interpellés à Pointe-à-Pitre depuis le 16 septembre.

A Genève, le Bureau du coordinateur des Nations-unies pour les secours en cas de catastrophes (UNDRO) a confirmé que, sur l'île de Montserrat, 90 % de la population étaient sans abri, étant donné que 80 % des bâtiments ont été détruits ou endommagés. A la Dominique, Hugo a coupé des routes, compromis la distribution d'eau et endommagé l'aéroport. A Saint-Kitts, l'alimentation en électricité et en eau a été interrompue.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article « La Guadeloupe ne baisse pas les bras » paru dans le Monde du 20 septembre, nous avons écrit que M. Pierre Fournier était sous-préfet de la Grande-Terre. M. Fournier est en fait ancien sous-préfet.

La journée sur « les abus sexuels à l'égard des enfants »

L'agression au masculin

Pour la deuxième année consécutive, M^{me} Hélène Dorihac, secrétaire d'Etat chargée de la famille, a réuni, mardi 19 septembre, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), des spécialistes de l'enfance pour une journée sur « les abus sexuels à l'égard des enfants ». Cette année, présidents de conseils généraux, ministres des affaires sociales, ministère de l'éducation nationale et ministère de l'intérieur, qui font partie du comité interministériel chargé du programme de prévention, étaient représentés. C'est le ministère de l'intérieur, M. Joxe, qui devait clore la journée, fortement orientée vers les expériences étrangères. Canadiens, Grecs, Italiens, Britanniques, Belges, Suisses et Portugais se sont succédés à la tribune.

Un sondage commandé à l'Institut BVA par le ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, réalisé dans la région Rhône-Alpes auprès des dix-huit-soixante ans, lève enfin une partie du voile qui masque les abus sexuels dont les enfants et les adolescents sont victimes.

Selon les résultats présentés par M. Bernard Bouhet, sociologue, et M. Michel Zisman, chargé de mission auprès du recteur de l'université de Grenoble, lors de la journée nationale sur les abus sexuels, 6,2 % des personnes interrogées déclarent avoir subi un ou plusieurs « abus » avant l'âge de dix-huit ans (4,5 % des hommes et 7,7 % des femmes). L'abus est compris ici dans un sens large, puisque sont pris en considération des agressions non physiques (« conversation et appels téléphoniques obscènes », « représentations forcées d'images pornographiques », « exhibition d'organes sexuels d'adultes »), à côté des agressions physiques : « Attouchements sexuels ou masturbation forcée », « participation à des scènes pornographiques », « relations sexuelles imposées ». Pour les spécialistes, il est important d'étudier les agressions physiques, « car il n'y a pas toujours proportionnalité entre la gravité de l'acte et ses conséquences psycho-affectives ». Suivant l'âge de la victime et les circonstances, la rencontre avec un exhibitionniste pourra — ou non — être traumatisante. Dans le sondage, n'ont répondu que ceux qui ont vécu ces agressions comme un abus.

Mais on constate que dans 45 % des cas il s'agit d'agressions physiques (arrivent largement en tête les attouchements puis des actes de pénétration, la participation à la por-

nographie étant beaucoup plus rare). Dans les autres cas (55 %), les victimes signalent surtout des actes d'exhibitionnisme. Quant aux conversations obscènes, elles sont plutôt vécues comme des abus par les femmes.

On constate sans étonnement que ce sont les femmes qui sont plus fréquemment les victimes d'abus sexuels, mais on découvre qu'un tiers des victimes interrogées sont des hommes. Une proportion nettement plus élevée que ce que l'on pouvait attendre.

Si près de 40 % des victimes disent s'être confiées à quelqu'un après les faits, un dixième des agressions ont fait l'objet d'une intervention de la police, de la justice, d'un médecin, d'un psychologue ou d'une assistante sociale. Ce silence s'explique : beaucoup d'abus sexuels sont en effet commis par des personnes connues de la victime. Sur 93 cas, l'abus sexuel a été commis 4 fois par le père, 6 fois par l'ami ou le conjoint du père ou de la mère, 6 fois par un frère ou une sœur, 42 fois par « une personne connue ». Dans 34 cas seulement il s'agit d'une « personne inconnue ».

Cette indication devrait avoir une influence sur les futures campagnes de prévention, ce qui devrait compliquer la tâche des concepteurs : comment, en effet, inciter à se méfier de son entourage ? Pour intéresser que soit ce sondage, il mérite cependant d'être affiné par une enquête nationale plus large sur les abus sexuels et les mauvais traitements en général. C'est en tout cas ce que demandent à présent les spécialistes de l'enfance.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

M. Mitterrand annonce « de nouvelles dispositions »

Le président de la République, M. François Mitterrand, a envoyé un message à M. Dominique Laffla, président du conseil général de la Guadeloupe. « Contre la cruauté des éléments, vous pouvez être assurés que nous reconstruirons, ensemble et rapidement, ce qui a été détruit », a notam-

ment déclaré le chef de l'Etat. Le président Mitterrand a également assuré les familles des victimes qu'il prenait part à leur « deuil cruel », affirmant « que de nouvelles dispositions interviendront rapidement pour que se manifeste plus encore la solidarité nationale envers les sinistrés ».

De son côté, le premier ministre a adressé ses condoléances « émus, attristés et sympathiques » aux familles des cinq morts de la Guadeloupe. Et il a félicité toutes les équipes de sauveteurs. Il a également annoncé, à propos des autres îles, indépendantes ou possession d'autres

pays, proches de la Guadeloupe, qui ont subi, elles aussi, les conséquences du cyclone, que M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire est « chargé de voir comment solidarité de la France peut dépasser les frontières de la République ».

LES NOUVEAUX COMMUNICANTS SE MULTIPLIENT A VITESSE GRAND V.

Le nouveau communicant ne se fait pas de souci. Il sait qu'avec Alphapage, il peut être joint par Minitel... et du monde entier !

Les oreilles du nouveau communicant entendent toujours le signal sonore l'avertissant de l'arrivée d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Le nouveau communicant a le sourire. Depuis qu'il a tapé 3614 code Alphapage sur son Minitel, il connaît tous les services Alphapage.

Attention ! Le nouveau communicant est très rapide à la détente. Informé grâce à son Alphapage, il peut réagir à la seconde près.

La poche du nouveau communicant contient systématiquement un récepteur Alphapage, parfois les clés de chez lui, éventuellement d'autres accessoires.

Au fond de lui, le nouveau communicant sait qu'il n'est jamais seul. Il sait même qu'il est plus de 50 000 abonnés Alphapage répartis dans toute la France.

Le nouveau communicant est bourré d'idées. La meilleure qu'il ait eue c'est de s'être abonné à Alphapage.

Sur son territoire, le nouveau communicant n'aime pas bouger. Grâce à son Alphapage il peut être joint 24 h sur 24, 365 jours par an.

Alphapage vous livre tous les secrets du nouveau communicant. Tapez 3614 code Alphapage sur votre Minitel ou téléphonez au **NUMERO VERT 05 10 36 09**.

RENDEZ-VOUS 18H

ALPHAPAGE

TELECOM SYSTEMES MOBILES
filiale de CDECOM - groupe FRANCE TELECOM

Starter Concellie

ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES

FRANCE TELECOM

Société

Après la décision du Vatican sur le transfert des carmélites d'Auschwitz

Les organisations juives ont accueilli avec satisfaction, mardi 19 et mercredi 20 septembre, le communiqué du cardinal Johannes Willebrands, président de la commission pontificale pour les relations avec le judaïsme, en date du 19, favorable à l'application des accords de Genève, signés le 22 février 1987 par deux délégations catholique et juive. Ceux-ci prévoient notamment le transfert du carmel d'Auschwitz dans un centre de rencontres et de prières qui reste à construire, en dehors du périmètre du camp. Cet accord de Genève est « accueilli positivement », quoique tardivement, par le Saint-Siège. Si cette intervention directe du Vatican est en mesure d'apaiser le conflit né, à propos de ce carmel contesté, entre l'Eglise catholique et les organisations juives, elle risque d'être accueillie avec des réserves en Pologne.

En visite en Grande-Bretagne, le cardinal Glemp lui-même, primat de Pologne, a enregistré la décision romaine avec un certain plaisir, rappelant que, s'il n'était pas hostile au principe de la construction d'un cen-

tre de prières, il ne fallait pas « forcer » les religieuses à déménager.

Quoi qu'il en soit, l'arbitrage du Vatican paraît être défavorable au cardinal Glemp, qui s'était explicitement prononcé pour une « renégociation » du texte mis au point à Genève, niant la « compétence » des quatre cardinaux Macharski (Cracovie), Decourtray (Lyon), Lustiger (Paris) et Dannaels (Bruxelles), qui avaient accepté de traiter directement avec les organisations juives.



Le cardinal Glemp désavoué

« Elles iraient au pôle nord, si le pape le leur demandait ! » Ce prêtre de Cracovie, qui connaît bien les quatorze carmélites d'Auschwitz, ne doute pas un instant de leur esprit d'obéissance. Certes, elles n'ont pas encore pris congé du sinistre théâtre qui longe le camp et d'Angleterre où il se trouve en visite, le cardinal Glemp continue de regretter. L'affaire du carmel d'Auschwitz n'est pas terminée. Mais sans rébellion locale, l'arbitrage rendu mardi 19 septembre par le Vatican ne laisse plus guère de doute sur son issue.

La déclaration du cardinal Willebrands met un terme à toutes les spéculations sur le « silence » du pape et les atermoiements du Vatican. Plus ceux-ci se prolongeaient, plus ils étaient interprétés comme une caution apportée à Mgr Glemp, hostile à ces accords et au transfert du carmel qu'il avait même qualifié, devant des étudiants en théologie à Lublin, d'« expulsion ». Cette intervention de Rome est tardive, si elle n'est pas, à proprement parler, surprenante.

Une telle déclaration aurait pu être faite, en effet, dès le lendemain des accords signés à Genève, le 22 février 1987. Le Vatican, dit-on, s'est montré soucieux de respecter l'autorité de juridiction de l'évêque local, Mgr Macharski, archevêque de Cracovie, dont dépend la ville d'Auschwitz. Officiellement, le Saint-Siège n'est pas habilité à intervenir dans la gestion d'un diocèse. On voit mal le pape arbitrer tous les contentieux liés à des établissements religieux. Cette thèse n'a pour autant jamais convaincu l'opinion juive, ni une bonne partie de l'opinion catholique. A tort ou à raison, Jean-Paul II passe pour interventionniste. Qui plus est — ironie ou diablerie de cette histoire — celle-ci touche un diocèse qui, pendant vingt ans (1958-1978), a été le sien comme évêque auxiliaire, puis comme archevêque.

La raison de ce retard est à chercher dans les relations entretenues entre le pape et le primat de Pologne, incompréhensibles en dehors du pays. C'est Jean-Paul II qui, moins de deux ans après son

élection à Rome, a nommé le cardinal Glemp archevêque de Varsovie et de Gniezno, c'est-à-dire au siège primate. Mais le cardinal Wyszynski, son prédécesseur, primat vénéré, figure symbolique de la résistance au communisme, avait quasiment désigné Mgr Glemp, son ancien secrétaire particulier, comme dauphin.

Le communiqué du Saint-Siège

Voici le texte du communiqué publié le 19 septembre par le cardinal Willebrands : « La commission du Saint-Siège pour les relations religieuses avec le judaïsme a pris acte avec satisfaction du communiqué publié le 6 septembre 1989 par Mgr Henryk Muszynski, président de la commission de l'épiscopat polonais pour le dialogue avec le judaïsme.

« L'intention exprimée de procéder à l'établissement d'un centre d'information, de rencontres, de dialogue et de prière, tel que le prévoit la déclaration de Genève de février 1987, est accueillie positivement, car le Saint-Siège est convaincu qu'un tel centre contribuerait de manière significative au développement de bonnes relations entre les chrétiens et les juifs.

« Le Saint-Père, en effet, dans son allocution à la communauté juive de Vienne, le 24 juin 1988, a exprimé l'espoir que « ce centre produise de féconds résultats et serve de modèle à d'autres nations ».

« La prière et la vie consacrée des carmélites, dont le monastère sera en quelque manière au cœur de ce centre, contribueront de façon décisive à sa réussite.

« Afin de soutenir la réalisation de ce projet important mais coûteux, le Saint-Siège est disposé à apporter sa propre participation financière. »

l'unité d'une nation écartelée par l'appétit de ses voisins.

Le cardinal Glemp est un évêque de terrain, plus apprécié dans les milieux populaires que chez les intellectuels catholiques. Ses dernières interventions ne faisaient que refléter l'opinion moyenne des Polonais, au moins ceux de la région de Cracovie-Auschwitz, mal informés et incertains devant les prétentions des organisations juives, soutenues par des cardinaux occidentaux, à faire déménager quatorze religieuses. On comprend mieux les raisons de cette longue prudence du Vatican, liée aussi à un contexte politique en plein bouleversement.

Un rééquilibrage interne

Aujourd'hui, le nom du cardinal Glemp n'apparaît même pas dans le communiqué du Vatican. C'est un désaveu complet. Le seul nom qui apparaisse est celui de Mgr Henryk Muszynski, évêque de Wrocław, président de la commission épiscopale polonaise pour les relations avec le judaïsme. La création de cette commission est récente. Elle est peu nombreuse, travaille sans moyens et presque sans interlocuteurs. C'est elle qui, le 6 septembre dernier, en pleine polémique, n'avait pas craint de braver l'autorité du primat et de proposer une « reprise des pourparlers dans l'esprit des rencontres de Genève ». C'est presque mot pour mot le texte du Vatican.

Même embarrassé, le soutien du Vatican à une telle solution ne faisait guère de doute. A Vienne, le 24 juin 1988, au cours d'une rencontre avec les communautés juives autrichiennes, le pape avait loué la principale décision des négociateurs de Genève, à savoir la construction à Auschwitz, en dehors des limites du camp internationallement reconnues, de ce nouveau centre de rencontres et de prières sur la Shoah, incluant le carmel, le présentant comme « un modèle devant servir à d'autres nations ».

Ainsi comprenait-on d'autant plus mal que Jean-Paul II accepte

une telle brisure du processus de rapprochement avec les juifs engagé au dernier concile. Un rapprochement pour lequel, malgré des gestes ambigus, mal expliqués et mal interprétés, il avait aussi payé de sa personne. Mgr Théobald Klein ne s'y est pas trompé. Sans crier victoire aujourd'hui, le responsable de la délégation juive aux négociations de Genève nous a déclaré, après la publication du communiqué du Vatican : « Je n'ai jamais douté qu'en signant avec quatre cardinaux, je signais avec l'Eglise. »

En Pologne, chez les intellectuels catholiques, dans le mouvement Solidarité et le nouvel appareil gouvernemental, qui, sans craindre de déplaire au primat, réclamaient de plus en plus énergiquement qu'on respecte les accords de Genève et qu'on en finisse avec cette irritante affaire du carmel, la satisfaction est grande aujourd'hui. On pense même que le gouvernement pourrait apporter une aide pour accélérer les travaux de construction du nouveau centre de prières d'Auschwitz.

Le désaveu infligé à Mgr Glemp et le coup de pouce donné à une commission de la conférence épiscopale ne pourront pas rester sans conséquence au sein de l'Eglise polonaise. Ils pourraient bien précipiter le projet déjà ancien de découpage de l'immense diocèse primate, comprenant Varsovie et le siège historique de Gniezno. Le primat exerce traditionnellement la fonction de président de la conférence épiscopale. Mais, comme en France, les deux rôles pourraient être distingués, au moyen d'une élection qui ne serait plus formelle. L'arrivée prochaine à Varsovie du premier nonce apostolique, Mgr Kowalczyk, nommé en août par Jean-Paul II, pourrait accélérer le rééquilibrage interne des pouvoirs à l'intérieur de l'Eglise.

L'histoire récente de la Pologne a longtemps été celle d'une bipolarisation entre secrétaire du PC-primat. Cet été 1989 aura été fatal à tous les deux.

HENRI TINCO.

Les organisations juives sont satisfaites

Les principales organisations juives ont réagi avec satisfaction au communiqué du Vatican.

« M. Théobald Klein, vice-président du Congrès juif européen, a déclaré : « Le Vatican a une position très claire. Personne ne peut douter que la parole du cardinal Willebrands est celle du pape. Il a déclaré le responsable de la délégation juive aux discussions de Genève. J'ose espérer que cette déclaration mettra un terme au conflit dans l'Eglise, dont nous ne nous sommes jamais séparés. J'avais souhaité que le pape parle fort et en polonais. » La déclaration de Mgr Willebrands sera-t-elle suffisante pour faire comprendre que les accords doivent être exécutés ?

Dans l'attente de « mesures concrètes », exprimant la bonne

volonté polonaise, M. Klein a ajouté : « Le mieux pour nous serait que les religieuses soient relogées provisoirement hors du camp en attendant que le centre soit construit. »

« M. Jean Kahn, président du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), a déclaré : « Il s'agit d'un premier pas dans un processus de règlement de cette douloureuse affaire qui, contrairement à ce que l'on a souvent dit, n'affecte pas les relations entre juifs et catholiques, mais se situe au sein de l'Eglise elle-même. » M. Kahn regrette cependant que le communiqué romain ne mentionne pas de délai.

« M. Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial, a déclaré : « La déclaration du Vatican est un pas important vers le rétablissement de la confiance dans la parole de l'Eglise et un retour à des relations plus positives. Nous espérons maintenant engager des discussions sur la réelle application de l'accord de Genève. » Le CRJF est « prêt à recommander la levée du gel des relations entre organisations internationales juives et le Vatican ».

Réaction favorable de l'épiscopat français

Le Père Jean Dujardin, secrétaire de la commission épiscopale française pour les relations avec le judaïsme, s'est réjoui de la décision « très nette » du Vatican. « On savait que le Saint-Siège était favorable au déplacement du carmel, a-t-il ajouté, mais désormais les doutes sont levés. A présent, il faut enlever des pourparlers sur les conditions pratiques de la construction de ce centre. Dans cette perspective, l'établissement de ce centre et le déménagement des carmélites sont, selon moi, concomitantes. Je ne crois pas qu'on puisse penser reloger provisoirement les sœurs. »

Quatre ans de polémiques

14 juin 1984 : Le gouvernement polonais autorise l'installation de carmélites dans l'ancien théâtre proche du camp d'Auschwitz, mais faisant partie, depuis 1978, du patrimoine mondial de l'UNESCO.

5 décembre 1986 : Le Journal de la communauté juive de Belgique, *Regards*, révèle l'affaire en Occident. La polémique commence.

22 juillet 1986 : Une première journée de négociations réunit à Genève des personnalités juives — comme M. Théobald Klein, alors président du Congrès juif européen, et M. Siret, grand rabbin de France — et catholiques, notamment les quatre cardinaux Macharski (Cracovie), Dannaels (Bruxelles), Decourtray (Lyon) et Lustiger (Paris). Dans une déclaration intitulée « Zakhor, souviens-toi », les deux délégations expriment leur « désir commun de prendre en compte la réalité incontestable du caractère symbolique d'Auschwitz, monument et mémoire de la Shoah ».

22 février 1987 : Les deux délégations, de nouveau à Genève, s'engagent à réaliser, dans un délai de deux ans, un centre d'information, d'éducation, de rencontres et de prières, à distance du camp d'Auschwitz où sera « transférée » la communauté de carmélites.

28 juin 1988 : Pour la première fois, à Vienne, le pape intervient officiellement pour souligner le caractère exemplaire du projet de construction d'un centre de réflexion et de prières sur l'Holocauste, à Auschwitz.

14 février 1989 : le cardinal Decourtray, responsable de la délégation catholique, annonce que le délai de deux ans ne sera pas tenu et demande un sursis jusqu'au 22 juillet. Une procédure d'achat d'un terrain, à 500 mètres du camp, est en cours, mais les travaux de construction du nouveau centre de prières n'ont pas commencé.

14 juillet : un rabbin de New-York, Abraham Weiss, et six autres juifs américains, pénètrent par effraction dans le couvent. Des violences s'ensuivent avec des ouvriers.

22 juillet : M. Teo Klein souhaite un « gel » des relations entre les organisations juives et l'Eglise catholique.

10 août : invoquant la dégradation du climat, le cardinal Macharski, archevêque de Cracovie, suspend l'application des accords signés à Genève.

28 août : devant 100 000 fidèles réunis à Czestochowa, le cardinal Glemp, primat de Pologne, s'en prend à l'« antipolonisme » des juifs et à leur « pouvoir sur les mass media ».

2 septembre : dans un entretien avec un journal italien, la *Repubblica*, le primat de Pologne nie toute compétence aux négociateurs de Genève, étrangers au pays, et réclame la renégociation des accords. Les cardinaux mis en cause répliquent avec fermeté.

19 septembre : dans un communiqué du cardinal Willebrands, le Vatican exprime son souhait de l'application de l'accord de Genève.

EDUCATION

Un million de questionnaires...

Le ministère engage une vaste consultation sur la réforme des programmes

Une vaste consultation nationale sur les contenus d'enseignement a été lancée, mardi 19 septembre, par le ministère de l'Éducation nationale. Inscrite dans la loi d'orientation sur l'éducation votée en juillet dernier, cette « réflexion en profondeur sur les contenus et les programmes » s'appuiera sur les principes énoncés par MM. François Gros et Pierre Bourdieu, professeurs au Collège de France, dans un rapport préliminaire remis à M. Lionel Jospin au mois de mars (Le Monde du 9 mars).

Comment concilier les exigences des apprentissages fondamentaux et celles d'un enseignement diversifié ? Comment développer la réflexion et le travail personnel de l'élève ? Comment améliorer le suivi de l'élève et moderniser les modes d'évaluation ? Ces grandes interrogations font l'objet d'un questionnaire intitulé « Quel enseignement pour demain ? » que le ministère a entrepris de diffuser à un million d'exemplaires aux partenaires institutionnels du système éducatif, aux établissements scolaires et universitaires, aux associations liées à l'école, mais aussi aux élus locaux et à toute personne qui le demandera. Les particuliers peuvent se le procurer directement auprès du ministère par minitel en composant le 36-14 Edutel.

Les questionnaires, dépourvus par les recteurs, nourriront les débats de colloques régionaux organisés dans chaque académie les 25 novembre, 2 et 9 décembre. Les propositions qui jailliront de ces discussions seront ensuite soumises, courant janvier, au Conseil national des programmes, une instance nouvelle qui, selon la loi d'orientation, « donne des avis et adresse des propositions au ministre de l'Éducation nationale sur la conception générale des enseignements, les grands objectifs à atteindre, l'adéquation des programmes et des champs disciplinaires à ces objectifs ».

Reste à savoir comment les résultats de cette consultation massive de la base vont s'articuler avec les travaux menés depuis de longs mois par les commissions thématiques pilotées par MM. Gros et Bourdieu. Les spécialistes qui réfléchissent aux contenus d'enseignement, discipline par discipline, ont-ils pris du retard ? Le rapport de synthèse qui devra servir de base de travail aux différents colloques régionaux risque de ne pas être prêt à temps. Le Conseil national des programmes aura le temps de s'y référer par la suite, car « la démarche audacieuse » voulue par le ministère est lourde, donc lente, elle s'étendra sur toute l'année scolaire 1989-1990. Aucun changement dans les contenus et les programmes n'est à prévoir avant la rentrée de 1991.

JUSTICE

L'enquête sur le meurtre de Bruno Dassac

Un nouveau compte bancaire de M^{me} Cons-Boutboul découvert en Suisse

M. Michel Beaulieu, juge d'instruction au Havre, a découvert en Suisse un nouveau compte bancaire utilisé par M^{me} Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, inculpée depuis le 8 juin à la prison Bonne-Nouvelle de Rouen sous l'inculpation de complicité d'homicide volontaire dans l'affaire du meurtre de Bruno Dassac, dont le corps avait été retrouvé le 5 mai 1988 dans les eaux de l'avant-port du Havre.

Le juge, qui vient de se rendre une seconde fois en Suisse pour y enquêter sur les mouvements de fonds entre les comptes bancaires de M^{me} Cons-Boutboul et celui de Bruno

Dassac, a appris auprès de son homologues genevois, M. Vladimir Stemberger, que l'inculpée disposait d'un compte numéroté dans une banque de Genève, l'Algemeine Bank Nederland. Un intermédiaire du nom de Nitrant aurait, entre février 1985 et mars 1989, effectué sur ce compte une dizaine de retraits pour un montant total de 1,5 à 2 millions de francs. Au mois d'août dernier, lors de son premier voyage à Genève, le juge français avait établi que M^{me} Cons-Boutboul avait versé, en deux fois, l'équivalent de 140 000 francs français à Bruno Dassac.

« Agitation à la prison de Fresnes. — Un mouvement de protestation est actuellement observé à la prison de Fresnes par vingt-cinq détenus, des détenus particulièrement surveillés (DPS), qui depuis plusieurs jours, refusent leurs plateaux-repas. Selon la Commission pour l'organisation des prisonniers en lutte (COPEL), ces vingt-cinq détenus entendent protester ainsi contre leurs conditions de détention et demandent notamment « la cessation de toutes les mesures vexatoires, le droit à la santé et à l'hygiène, l'abolition de l'arbitraire du prétoire et du mitard ». A la chancellerie, tout en confirmant la réalité de ce mouvement de protestation, on indique que ces détenus, considérés « comme très dangereux et qui sont fréquemment changés de cellule », font l'objet du traitement normal de DPS et ne sont pas placés à l'isolement.

« Le représentant du FN à Charvieu-Chavagnieux condamné à trois mois de prison avec sursis. — M. Jacky Portocarrero, quarante-six ans, responsable local du Front national (FN) à Charvieu-Chavagnieux (Isère), a été condamné, mardi 19 septembre, à trois mois de prison avec sursis, par le tribunal de grande instance de Vienne. Le 25 août, M. Portocarrero avait tiré une cartouche de fusil de chasse chargée avec des grains de riz en direction d'un groupe de jeunes Maghrébins, sans toutefois atteindre quiconque. L'incident avait eu lieu juste après la visite de M. Bruno Mégret, député national du FN, à Charvieu-Chavagnieux, où la destruction au bulldozer de la mosquée, quelques jours avant, avait provoqué une vive émotion.

LA CRISE DU RECRUTEMENT DES PROFESSEURS

Des concours en chute libre

Est-on en train de brader les concours de recrutement de professeurs ? Certains le redoutent. Mais comment faire lorsque le nombre des postes augmente beaucoup plus vite que celui des candidats ?

JURYS trop sévères, regrets que tous les postes mis aux concours n'aient pu être pourvus : Lionel Jospin n'a pas hésité à l'émission « L'Heure de vérité » sur Antenne 2 à dénoncer la « contradiction » entre la politique volontariste de recrutement de professeurs mise en œuvre par le gouvernement et l'attitude, à ses yeux mathématique, d'un certain nombre de jurys du CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré) et de l'agrégation. Et s'il a rappelé son respect de la « souveraineté des jurys », le ministre de l'éducation n'en a pas moins — fait rarissime — publiquement jeté le doute sur les décisions du CAPES d'espagnol.

La charge a de quoi surprendre : comment peut-on, parler d'excessive sévérité quand on sait que cette année la « barre d'admission » aux CAPES de mathématiques, d'histoire-géographie, ou d'anglais était à 6,5/20 ; en espagnol, elle se situait à 6,35. Il y a quelques années, la situation était encore plus stupéfiante : en 1985, on était admissible au CAPES de mathématiques avec 5,4/20 et admissibles au CAPES de physique-chimie avec 5/20. De là à penser que le niveau des candidats au professorat décline, et que le ministère accentue les pressions pour « brader » le recrutement des enseignants de demain, le pas est vite franchi.

Pou de

« sang neuf »

Cette inquiétude sur l'attitude des jurys est d'autant plus sensible qu'elle se développe dans un contexte marqué par une sévère crise de recrutement : d'ici une quinzaine d'années, il faudra recruter 180 000 enseignants du secondaire, à la fois pour compenser les départs massifs à la retraite et pour faire face au gonflement des effectifs de lycéens. En 1989, 6 500 professeurs auront quitté l'enseignement du second degré, près de 5 000 d'entre eux partant à la retraite, les autres passant dans l'enseignement supérieur, devenant chefs d'établissement ou obtenant une période de disponibilité. Ces « sorties de corps », selon l'expression des techniciens du ministère, vont s'accroître dans les prochaines années, puisque l'on devrait atteindre 9 000 départs par an autour de 1994 et plus de 10 000 à la fin de la décennie.

L'Etat a finalement pris la mesure du problème. Après les années de vaches maigres (1979

et 1980 où l'on ne comptait qu'un peu plus de 2 000 postes ouverts aux concours du CAPES), on est remonté, dès 1981, à 5 000 à 6 000 postes de capésiens créés chaque année, avant d'atteindre, en 1989, 9 000 postes aux concours du CAPES, du CAPET (technique) et du CAPES (éducation physique). Mais, malgré ce quadruplement en dix ans, il est évident que l'on ne parvient toujours pas à répondre aux besoins.

Des jurys

déboussolés

D'abord parce que tous les postes offerts ne trouvent pas preneur. Au CAPES externe, cette année, 6 189 candidats ont été reçus, soit une forte augmentation par rapport aux années précédentes (4 796 en 1988 et 4 225 en 1987). Mais on est très loin des 9 004 postes proposés : le déficit entre les postes créés et les candidats reçus atteint 31 % en moyenne, mais dépasse 33 % en lettres modernes ou en anglais, 50 % en espagnol, 45 % en économie, plus de 50 % en physique-chimie.

D'autre part, les candidats reçus sont loin de représenter, dans leur totalité, du « sang neuf » pour les lycées et collèges. Plus du quart des admis au CAPES cette année exercent déjà la profession d'enseignant (PECC, maîtres auxiliaires, ...) et recherchent une promotion par le biais des concours. Autant dire que les quelque 4 600 « vraies » nouvelles recrues compensent à peine le nombre des départs à la retraite. Et qu'elles ne permettront pas de faire face à l'augmentation du nombre de postes de professeurs que le ministère estime indispensable pour l'année 1990. Ce décalage explique le recours croissant aux maîtres auxiliaires. (Voir notre article ci-dessous.)

Dans un tel contexte, la position des jurys de concours est des plus délicates. « Tout notre problème est de savoir comment concilier les légitimes exigences de qualité et la pression démographique due à la poussée scolaire », souligne M. Becquelin, inspectrice générale et présidente du jury de CAPES d'anglais. Il y a dix ans, nous avions moins de 200 postes à pourvoir ; cette année, nous en avons 1 254. Devant un tel changement d'échelle, peut-être serait-il temps de clarifier la fonction des jurys. » On bien ceux-ci conservent leur traditionnelle fonction sélective et s'attachent à certifier,

aux yeux de la nation, les compétences et la qualité des enseignants de demain. Ou bien ils se cantonnent dans un simple rôle de classement, à charge pour l'Etat de piocher dans ce vivier le nombre d'enseignants qu'il estime nécessaire.

M. Chalme, qui préside le jury du CAPES d'histoire-géographie, va dans le même sens. « Nous sommes dans une situation d'urgence. Il y a quelques années, on recevait les meilleurs candidats. Maintenant on a le sentiment de prendre les moins mauvais, tous ceux qui nous paraissent améliorables », pense-t-il. L'année dernière, l'épreuve pratique qui suit l'admission aux épreuves théoriques du CAPES. Entre 1988 et 1989, le nombre de postes offerts au CAPES d'histoire est passé brutalement de 800 à 1 450. « C'est un bond en avant démesuré par rapport à l'augmentation du nombre de candidats potentiels », souligne M. Chalme. Le décalage est en effet patent entre les besoins de recrutement et la capacité du système universitaire à former des étudiants de licence ou de maîtrise susceptibles de passer les concours. « Du fait des années de basses eaux, mais aussi à cause de la dévalorisation de la profession, il y a aujourd'hui trois fois moins de jeunes diplômés qu'il y a quinze ans qui se préparent aux concours », confirme Jean-Michel Maillard, du SNES (Syndicat national des enseignants du second degré).

Un jeu

très codé

Ce rétrécissement du vivier des candidats est particulièrement sensible en mathématiques. Dans cette discipline, le jury de CAPES a donc été d'un très grand réalisme depuis quelques années. « La pénurie est tellement profonde en maths qu'il aurait été scandaleux de faire la fine bouche et de rejeter des candidats qui, bien souvent, se seraient retrouvés maîtres auxiliaires. Nous avons donc écarté les candidats qui présentaient des insuffisances graves, mais nous avons admis beaucoup de candidats très moyens qui nous semblaient capables de faire d'honorables enseignants après un an de formation pratique », explique Jean-Louis Gavert, inspecteur général, président pendant quatre ans du jury de CAPES et qui a maintenant rejoint celui de l'agrégation de mathématiques.

Mais cette compréhension a des limites : comment espérer remplir les cinq cents postes suppléentaires offerts cette année au CAPES de maths (1 599 contre 1 100 l'an dernier), alors que l'université produit à peine 1 100 licences et 500 maîtrises de maths par an ? « Le système ne peut encaisser de pareils coups. » Pour susciter des voca-



tions, le ministère a brutalement augmenté le nombre de postes, au risque de déstabiliser le système de recrutement et de transformer la nature même du concours.

Dans ces conditions, n'est-on pas en train de brader de prestigieux concours, pour assurer coûte que coûte le recrutement des professeurs de demain ? Bien des présidents de jury le craignent. Au-delà des « perles » et des « énormités » qui agrémentent traditionnellement leurs rapports de concours, beaucoup estiment que l'on a atteint la limite de l'indulgence. L'analyse détaillée des « barres d'admission » montre pourtant à quel point ces notes sont aléatoires. Avec la même barre de 6,5/20, plus de la moitié des candidats qui se sont présentés au CAPES de maths ont été reçus, contre un candidat sur quatre en histoire-géographie et un candidat sur cinq en espagnol.

Si différentes d'une discipline à l'autre, les notes ont-elles encore une signification ? D'autant qu'aux bourses relevées avec gourmandise ou tristesse par les examinateurs, répondent celles dénotées avec sursourire par les candidats. Comme ce maître auxiliaire d'anglais exerçant depuis des années après avoir travaillé dans une entreprise d'import-export britannique qui se voit coller un zéro éliminatoire à l'oral. « Les oraux de ces concours sont d'une grande fragilité, reconnaît un président de jury. Il est trop fréquent que des examinateurs régissent des comptes avec des candidats et que l'on assiste à de véritables mises à mort. Le propos peut paraître outré, il est malheureusement réaliste. Les règles du jeu de ces concours sont très codées. Et si l'on ne fait pas partie d'une « équipe », d'une préparation dirigée par un nombre de jury, il n'est

pas facile de répondre aux attentes des examinateurs ». Cruel aveu qui montre à quel point le système des concours est aujourd'hui déboussolé. La pénurie des postes offerts a, pendant des années, entretenu ce jeu de roulette russe. A partir du moment où l'on passe à un recrutement de masse, les règles du jeu anciennes deviennent caduques. L'affichage prochain, annoncé par le ministère, d'un plan de recrutement sur cinq ans devrait permettre de rationaliser un peu le système. De même que l'amélioration de la préparation aux concours grâce aux allocations d'enseignement offertes à un certain nombre d'étudiants et aux efforts réalisés dans les universités. Reste à mieux définir le rôle précis des jurys, voire les frontières de leur souveraineté. Epineuse question !

GÉRARD COURTOIS.

Le retour des maîtres auxiliaires

On les avait supprimés en 1983. Ils sont à nouveau 30 000 cette année. En pleine crise de recrutement, l'éducation nationale ne peut pas se passer de ses intérimaires.

C'ÉTAIT en 1983. L'éducation nationale avait cru trouver la solution du lancinant problème qui entachait en permanence sa réputation : celui des maîtres auxiliaires. Les 45 000 « M.A. » qu'elle employait alors, dans des conditions peu reluisantes, s'étaient vu proposer, progressivement mais systématiquement, leur titularisation dans la fonction publique en vertu de la loi Le Pors. Six ans après leur « mise en extinction », tout est à recommencer. Les M.A. sont à nouveau environ 30 000, dans les lycées et collèges en cette rentrée,

pour un total de 330 000 enseignants du second degré.

Le chiffre de 35 000 sera vraisemblablement atteint en fin d'année scolaire par le jeu des remplacements. Les auxiliaires sont proportionnellement plus nombreux dans les disciplines scientifiques et technologiques, où la concurrence des salaires du privé joue à fond : 12 % des professeurs de mathématiques sont aujourd'hui des auxiliaires, et, parmi eux, un tiers environ sont de nationalité étrangère. Les M.A. sont, en outre, concentrés dans les régions du Nord et de

l'Est, jugées les moins attractives. Mais Créteil, Nantes, Caen ou Versailles comptent aussi parmi les académies qui sont réduites à passer des petites annonces dans la presse et à multiplier les sollicitations téléphoniques pour que chaque élève ait son contingent de professeurs, parfois quelques jours après la rentrée officielle. Aucun renversement de tendance n'est à prévoir : toute une génération d'enseignants va partir à la retraite dans les prochaines années, au moment où un flot jamais vu de jeunes déferle sur les lycées. Même « revalorisés », les rémunérations des enseignants restent peu motivantes pour de nombreux diplômés. L'éducation nationale est redevenue l'une des plus grosses entreprises d'intérim de France.

PHILIPPE BERNARD.
(Lire la suite page 12.)

INSTITUT POUR LE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL D'ENTREPRISE

Un passeport pour les métiers du conseil

3e CYCLE A FINALITE PROFESSIONNELLE

CONSULTANT - INGENIEUR CONSEIL

- ADMISSION : BAC + 4/5, Maîtrise, Mastère... Ecoles d'ingénieur, de Gestion... IEP
- ETUDES : 10 mois, avec 5 mois réels de missions, projets, chantiers
- PROGRAMME NOVATEUR D'ACTIVITES et de RECHERCHES - HAUT NIVEAU

- Parrainage professionnel : cabinets-conseils et entreprises
- Observatoire des Métiers du Conseil
- Positionnement européen

Recrutement sur dossier • Jury de sélection

Départ de candidature au appel N° vert : 05.41.49.49

IDCE - Ecole des Consultants - 106, rue de Frémur - BP 624 - 49006 ANGERS Cédex

Membre du Réseau Business Corporation Network • Promoteur d'un système européen d'institut du conseil

LA CRISE DU RECRUTEMENT DES PROFESSEURS

Le retour des maîtres auxiliaires

(Suite de la page 11.)

Les auxiliaires ne servent plus seulement à compenser l'insuffisance du nombre de postes budgétaires ou à remplacer des titulaires souffrants; la grande majorité d'entre eux sont nommés sur des postes de titulaires bel et bien financés, mais qui n'ont pas trouvé preneurs par la voie normale des concours de recrutement, faute d'un nombre suffisant de vocations. Le phénomène est aussi pervers que permanent: aux candidats qui échouent de justesse au CAPES et à l'agrégation l'éducation nationale préfère des auxiliaires, souvent moins diplômés, mais qu'elle peut parachuter n'importe où, congédiés éventuellement à la fin de l'année et payer, avec parcimonie, de 5 300 F à 6 000 F « net » par mois. Situation terriblement inconfortable que celle de ces indispensables intermédiaires sur lesquels l'administration comme les syndicats versent régulièrement des larmes de crocodile sans totalement dissiper le soupçon d'incompétence, le plus souvent injuste, qui pèse inamoviblement sur eux. « Nous nous sentons complexés en permanence par rapport aux agrégés et certifiés. Certains nous regardent de haut, assure une M.A. qui enseigne l'anglais depuis sept ans avec passion. J'adore rentrer en classe car mes élèves sont les seuls à reconnaître mon travail; mais quand je sors, je repense à la galère qu'est ce système pourri et à mon salaire de septembre - 6 000 F - qui ne me sera versé que fin octobre à cause des lenteurs administratives. »

Depuis que les auxiliaires sont revenus en force, l'administration a tenté de rationaliser et de moraliser leur gestion. Chaque candidat à un poste de M.A., dans une discipline où des

besoins existent, est désormais soumis à un entretien avec un inspecteur pédagogique régional qui émet un avis sur son éventuel embauche. « Par malheur, nous ne pouvons pas toujours nous montrer extrêmement difficiles, reconnaît l'un de ces agents de recrutement spécialisés en mathématiques. D'ailleurs, les besoins sont tels que l'admi-

stration passe parfois outre notre avis défavorable et accepte des candidats en dessous du niveau théoriquement exigé, la licence ou un diplôme équivalent pour enseigner en lycée par exemple. On retrouve ensuite, dans les classes, des professeurs qui font des dégâts mais qu'il est ensuite, humainement, bien difficile de renvoyer. Car comment arguer de l'incompétence après plusieurs mois de loyaux services ? »

3 000 allocations d'enseignement

POUR favoriser les vocations d'enseignants, le ministère de l'éducation a créé des allocations d'enseignement d'un montant de 48 000 F par an. Ce système très incitatif doit porter cette année sur 3 000 allocations (1 000 pour de futurs instituteurs et 2 000 pour de futurs professeurs du secondaire). Concentrées d'abord sur deux des académies qui manquent le plus cruelle-

ment d'enseignants (Nord-Pas-de-Calais et Picardie), ces allocations sont ensuite étendues à celles de Besançon, Rouen, Caen, Versailles et Créteil. Les conditions d'obtention seront précisées dans une circulaire à paraître au Bulletin officiel de l'éducation nationale. Le ministère a reporté au 15 octobre la date limite de dépôt des candidatures.

nommés à temps plein sur un poste éloigné d'un centre universitaire. Mais à Versailles, par exemple, on leur propose des sessions spéciales de préparation, et tous les M.A. ont désormais la possibilité de passer le CAPES interne après trois ans de fonctions.

En revanche, aucun débouché de ce genre n'est offert à une catégorie, de plus en plus nombreuse, à propos de laquelle l'administration reste discrète: les auxiliaires étrangers. La nationalité française est en effet exigée pour entrer dans la fonction publique. Maghrébins, Africains, étudiants venus du Proche-Orient ou d'Asie, ils ne constituent qu'une part infime du vivier global des M.A., mais leur présence est désormais non négligeable dans quelques académies et pour certaines disciplines

comme les mathématiques. (Voir ci-contre).

Les inspecteurs chargés de la sélection vérifient en premier lieu la pratique courante du français, mais le contrôle des diplômes est parfois problématique. « Le rapport entre le parchemin présenté et la compétence devant des élèves est parfois aléatoire, constate un inspecteur. Certains étudiants, venus en France pour préparer un doctorat, ont des connaissances très décevantes. A l'inverse, des Africains ou des Marocains produisent des diplômes non vérifiables, mais se révèlent d'excellents professeurs, d'un dévouement exemplaire. » Choix difficile, d'autant qu'il s'effectue parfois sous la pression des parents d'élèves furieux de la vacance d'un poste.

« Quand le prof de maths finit par arriver, les parents sont tellement soulagés qu'ils l'accueillent généralement les bras ouverts, même s'il est étranger », poursuit l'inspecteur.

Des difficultés linguistiques peuvent apparaître. Mais ce ne sont pas les seules. Le décalage culturel peut aboutir à de curieuses situations. Tel professeur, originaire d'un pays arabe, faisait réciter en chœur à ses lycéens de grandes classes les corrections de problèmes mathématiques, comme à l'école coranique. Un étudiant afghan avait argué de la guerre dans son pays pour justifier l'impossibilité où il se trouvait de produire les diplômes dont il se prévalait. L'administration s'est précipitée d'une déclaration sur l'honneur. Son incapacité à mûrir la puce à l'oreille des lycéens. Devant l'inspecteur, le professeur a fini par reconnaître qu'il avait bluffé et son contrat a été rompu. Ses élèves relèvent, cette année, du cours de rattrapage intensif.

PHILIPPE BERNARD.

listes, politologues, sociologues et historiens, exposent l'évolution des outils d'analyse et des modèles d'interprétation, et expliquent le système des relations entre le vote et des variables telles que l'âge, le sexe, la religion, la classe sociale ou la profession.

★ Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, collection « Références », 450 p., 80 F.

HISTOIRE
La Révolution, la France et l'Allemagne, deux modèles opposés de changement social ?

Études rassemblées et publiées sous la direction de Helmut Berding, Éditions François et Hans Peter Ullstein.

Les voix suivies par les sociétés française et allemande entre 1770 et 1820 ont-elles été des voies contraires d'accès à la modernité ? Une équipe d'historiens allemands et français réexaminent la thèse classique de l'opposition entre le modèle révolutionnaire et le modèle réformiste mis en œuvre outre-Rhin. Ils étudient et comparent les « coûts et profits » de ces deux modèles de changement dans trois grands domaines : population et économie, État et société, culture et mentalités.

★ Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 424 p., 250 F.

Un clandestin

DECIZE (Nièvre). Tout bien réfléchi, M. R. préfère garder l'anonymat. L'exercice du métier de professeur de mathématiques dans un lycée de province serait-il désormais insupportable ? À l'instar de la plupart des maîtres auxiliaires, il préfère rester discret, de crainte de mettre en danger une situation professionnelle éminemment précaire. Mais M. R. n'est pas un auxiliaire comme les autres. C'est un travailleur immigré de l'éducation nationale. Signe particulier : l'Etat l'emploie, tout en refusant de régulariser sa situation administrative d'étranger. M. R. est un « clandestin » qui passe chaque jour des cours de mathématiques à des dizaines d'élèves dans un lycée public.

A Decize, comme dans des dizaines d'autres lycées, des postes de professeurs ne sont pas pourvus faute de candidats titulaires du CAPES ou de l'agrégation. Même les maîtres auxiliaires ne se bousculent pas au portillon. Inauguré voici deux ans seulement par le conseil régional de Bourgogne, le lycée de cette petite agglomération rurale d'à peine 10 000 habitants a pourtant fière allure avec son atrium, ses salles aux formes ondulantes, sa terrasse suspendue et son centre de documentation aux allures de cathédrale.

Prototypé de la nouvelle génération d'établissements nés de la décentralisation, ce « lycée à la campagne » est un lieu essentiel de la démocratisation de l'enseignement secondaire. Bien équipé et de taille humaine avec ses 550 élèves, logés en moyenne à trente-trois par classe, ce beau vaisseau scolaire vogue beaucoup trop loin d'un centre universitaire (deux heures de mauvaises routes pour se rendre à Dijon) pour attirer les professeurs titulaires du territoire. Alors on cherche plus loin, beaucoup plus loin. Sur les cent maîtres auxiliaires de mathématiques employées par l'académie de Dijon, soixante-quinze sont étrangers. Sur les quatre enseignants de mathématiques en poste l'an dernier, l'un était afghan et un autre syrien.

Pas de cadeau pour les auxiliaires

M. R., né voici trente-quatre ans en Syrie, vient donc de faire sa deuxième rentrée scolaire en France profonde. Il enseigne les équations du second degré et la géométrie dans l'espace aux lycéens bourguignons qui, comme ses collègues, ne tarissent pas d'éloges sur son enseignement. Son DEA de l'université de Lyon-I le met à l'abri de tout soupçon d'incompétence. Son expérience d'enseignant en Syrie, son allure sérieuse et son expression posée l'ont sans doute aidé à se faire adopter très vite par les élèves, qui ne font généralement pas le moindre cadeau, surtout à un auxiliaire. Ils savent que, sans lui, ils seraient réduits à attendre l'hypothétique nomination d'un prof de maths.

Au début, son fort accent a surpris, et certains ont sourcillé lorsqu'il a parlé de « la polygone ». Son français est presque impeccable à présent. En ville, son teint bruni le fait passer pour un ouvrier immigré,

ce qui ne lui vaut pas que des amabilités. Mais le communisme enseignant l'a vite adopté, l'aidant à améliorer sa diction et à trouver un logement pour qu'il puisse vivre avec son épouse et ses trois enfants, dont le dernier est né en France.

Dans sa HLM modestement meublée, M. R. raconte sereinement comment, en 1988, il a été amené à demander un poste d'enseignant pour pouvoir survivre et préparer sa thèse une fois épuisée sa bourse d'études franco-syrienne. Decize avait besoin d'un mathématicien pour son nouveau lycée : M. R. n'avait pas le choix. Pour 6 000 F net par mois, en vertu d'une affectation qui peut être « modifiée voire annulée par nécessité de service », il donne le même nombre de cours que ses collègues titulaires. Une fois par semaine, il fait le voyage de Lyon (deux heures et demi aller) pour assister aux séminaires de thèse. Une vie incertaine et ingrate qui ressemblerait à celle de beaucoup d'auxiliaires si, au surplus, sa situation d'étranger ne relevait de l'imbroglio administratif le plus épais.

Ils auront

besoin de nous

Pour troquer son statut d'étudiant étranger contre une carte de travail en bonne et due forme, il lui faut produire un contrat de travail à durée indéterminée. Or l'éducation nationale ne connaît pas ce type d'engagement. Les professeurs sont soit des fonctionnaires titulaires, soit des auxiliaires, embauchés pour une seule année scolaire. Les services de M. R. ont donc dû dévaler à M. R. une carte de travail, ce qui n'empêche pas l'éducation nationale de faire appel à ses services à temps plein (alors que les étudiants étrangers ne peuvent en principe travailler qu'à mi-temps) pour enseigner les mathématiques là où les jeunes Français ne veulent pas aller.

Ce cas est loin d'être isolé : on a pu voir, l'an dernier, un enseignant de mathématiques tunisien nommé en classe terminale dans la Midi menacé d'expulsion à quelques mois du baccalauréat. Elle confirme le profond de la crise de recrutement, mais révèle aussi une certaine incompétence de l'éducation nationale à en assumer toutes les conséquences. « Ils savent qu'ils auront besoin de nous pendant plusieurs années encore, alors pourquoi ne nous régularisent-ils pas ? », plaide notre Syrien des bords de Loire. (1) Décidé à s'installer en France, il a déposé un dossier de demande de naturalisation qui, seule, lui permettrait de passer les concours de recrutement. « Je suis presque étonné d'être si bien accueilli ici. Mes enfants régularisent à l'école. Pour moi, qui suis le fils de paysans arabes, c'est capital. Mais je ne veux pas travailler dans le clandestin. »

Ph. Be.

(1) Le ministère de l'éducation vient de prendre contact avec le ministre de l'Intérieur pour tenter de trouver des solutions plus souples à ce problème épineux des enseignants étrangers.

RENTREE OCTOBRE

MAXIM'S
FAMOUS ALL OVER THE WORLD
INSTITUT INTERNATIONAL
DE MANAGEMENT
HOTELIER

Pour vous ouvrir les grandes carrières de l'hôtellerie internationale

3 ANNEES DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE MANAGEMENT HOTELIER

STAGES ET MISSIONS PROFESSIONNELLES

ADMISSION :
1^{re} Année : BAC.
2^e Année : BTS, DUT, DEUG, Licence ou diplômes étrangers équivalents.

MAXIM'S
INSTITUT INTERNATIONAL
MAXIM'S DE PARIS

INFORMATION
(1) 42 66 66 82
71, rue du Fg-St-Honoré,
75008 Paris

LIVRES

MATHÉMATIQUES
Les maths au collège 6-5^e
par Jean-Pierre Gram

Cet ouvrage est destiné aux parents ayant « quelques souvenirs de leurs études secondaires », et désirant accompagner le travail de leur enfant. Après plusieurs chapitres d'informations et de conseils sur les rythmes de travail, les devoirs ou l'usage de la calculatrice et de l'ordinateur, il présente les principales notions du programme de mathématiques et propose des exercices types avec corrigés accompagnés de commentaires.

(Publié par)
AUX BACHELIERS F1, F2 et F3

De nombreux débouchés vous sont offerts dans l'industrie en préparant un DUT (Bac + 2) « Gestion et maintenance des outils de production » qui vient d'être créé à l'Université de Picardie à Saint-Quentin - 02.

Pour tous renseignements et inscriptions, s'adresser à :
L.N.S.S.E.T.
48, rue Raspail
02100 SAINT-QUENTIN
Tél. : 23-62-54-46

mentaires. Un autre ouvrage est consacré aux maths en classe de 4^e et de 3^e.

★ Albin Michel, collection « Le livre des parents », 319 p., 95 F.

Les mathématiques
par Ian Stewart

Ian Stewart, professeur de mathématiques à l'université de Warwick, et auteur notamment de bandes dessinées sur le sujet, n'hésite pas à citer William Shakespeare, ou à faire dialoguer un mathématicien et un androïde pour montrer que les maths sont avant tout des idées et une grande aventure de l'intelligence. Rasant les avancées de domaines tels que les géométries non euclidiennes, la théorie des nombres premiers ou la logique, son livre introduit à l'univers des théories les plus récentes comme le chaos, les fractales et les catastrophes.

★ Pour la science, diffusion Belfin, collection « Sciences d'avenir », 266 p., 96 F.

SCIENCES POLITIQUES
Explication du vote, un bilan des études électorales en France
sous la direction de Daniel Gade

Publication en format de poche d'un ouvrage faisant un bilan des travaux consacrés à l'étude du comportement électoral. Vingt-cinq spécia-

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF
16, rue du Delta, 75009 Paris. Tél. : (1) 48.74.65.94
Depuis 1993, l'établissement dispose d'un bâtiment technique moderne situé à Paris 13, rue de la Chapelle, 131. Permettant une pédagogie innovante.

eslsca

3^e CYCLE SPÉCIALISÉ EN "TRADING"

Formation professionnelle de haut niveau débouchant sur une nouvelle fonction de management particulièrement adaptée à l'Europe d'après 1992. Du négoce international aux dernières techniques financières et boursières et au risk management.

Pédagogie et corps professoral :
Spécialistes experts et entreprises partenaires.

Renseignements et inscriptions : Philippe GINSBERG

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Fondée en 1949 - reconnue par l'Etat
1, rue Bougainville - 75007 PARIS
Tél. : (1) 45 51 32 59

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Enseignements juridiques, diplomatiques, économiques et linguistiques

Durée des études : 4 ans - Statut étudiant

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES
Etablissement d'enseignement supérieur libre

12, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS - Tél. (1) 42-96-51-48

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF
16, rue du Delta, 75009 Paris. Tél. : (1) 48.74.65.94
Depuis 1993, l'établissement dispose d'un bâtiment technique moderne situé à Paris 13, rue de la Chapelle, 131. Permettant une pédagogie innovante.

eslsca

3^e CYCLE SPÉCIALISÉ EN "TRADING"

Formation professionnelle de haut niveau débouchant sur une nouvelle fonction de management particulièrement adaptée à l'Europe d'après 1992. Du négoce international aux dernières techniques financières et boursières et au risk management.

Pédagogie et corps professoral :
Spécialistes experts et entreprises partenaires.

Renseignements et inscriptions : Philippe GINSBERG

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Fondée en 1949 - reconnue par l'Etat
1, rue Bougainville - 75007 PARIS
Tél. : (1) 45 51 32 59

Comment a

Les sta

Informations
Pour tous renseignements et inscriptions, s'adresser à :
L.N.S.S.E.T.
48, rue Raspail
02100 SAINT-QUENTIN
Tél. : 23-62-54-46

Informations
Pour tous renseignements et inscriptions, s'adresser à :
L.N.S.S.E.T.
48, rue Raspail
02100 SAINT-QUENTIN
Tél. : 23-62-54-46

سكنى من الامم

Comment aider les filles

De nouvelles mesures vont être prises pour améliorer la formation professionnelle des filles et leur orientation vers les filières scientifiques et techniques.

Les femmes sont plus touchées que les hommes par le chômage (13 % en juillet 1989 contre 7,1 %). C'est pourquoi le conseil des ministres vient d'adopter un dispositif destiné à améliorer la formation professionnelle et l'orientation des jeunes filles, présentés par les trois ministres concernés : M^{me} Michèle André, secrétaire d'Etat, chargée des droits des femmes, M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat, chargé de l'enseignement technique, et M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

« Le taux d'activité des femmes ne cesse de croître et l'évolution du marché du travail d'ici à l'an 2000 va être profondément marquée par la place qu'elles vont y prendre. Mais, parallèlement, constate M^{me} Michèle André, leur part dans le chômage est en augmentation constante et les jeunes femmes de moins de vingt-cinq ans sont les plus touchées (23,5 % contre 13,5 % chez les hommes). Elles mettent beaucoup plus de temps à retrouver un emploi et n'ont pas bénéficié de la baisse récente du chômage. De juillet 1988 à juillet 1989, le nombre des femmes inscrites à l'ANPE a légèrement augmenté (+ 0,6 %), alors que celui des hommes a diminué. Des multiples causes de ce phénomène, le gouvernement en dégage une sur laquelle il espère influer : l'orientation sélective des filles, qui réduit considérablement l'éventail des professions auxquelles elles peuvent prétendre. La majorité d'entre elles sont concentrées dans 10 % de l'ensemble des métiers.

Les filles réussissent mieux que les garçons à l'école. Elles redoublent moins souvent et sont proportionnellement plus nombreuses à accéder en terminale. Et pourtant, elles ne choisissent que très peu les formations les plus valorisées : les filières scientifiques et techniques.

Dans l'enseignement professionnel court, 80 % des filles se trouvent dans cinq formations : administration, comptabilité, secrétariat, commerce, sanitaire et social. En revanche, elles sont peu nombreuses dans le secteur

industriel. Dans l'enseignement long, on observe la même tendance, avec 82 % de filles dans la série A (lettres) et 97 % dans la série G (technique). Dans le supérieur, elles représentent 68 % des effectifs en lettres et sciences humaines, contre 16 % dans les écoles d'ingénieurs.

Briser

les stéréotypes

Depuis le passage de M^{me} Yvette Roudy au ministère des droits des femmes (1981-1986), les gouvernements qui se sont succédés ont souligné la nécessité de briser les stéréotypes selon lesquels il y aurait des métiers plus féminins et d'autres réservés aux hommes. Mais, comme le souligne M. Chapuis, « changer la mentalité de nos concitoyens n'est pas une mince affaire. Il faut de l'opiniâtreté et de la persévérance ». Il vient donc de signer avec la secrétaire d'Etat aux droits des femmes une convention pour favoriser l'orientation et l'accueil des jeunes filles dans l'enseignement technique industriel. Cette convention comprend notamment des mesures pour l'information et l'accueil. « Nous allons mettre en œuvre des actions d'information et de sensibilisation en direction de l'opinion, des familles et des élèves, en insistant sur la transformation des métiers et sur les débouchés offerts dans les différents secteurs professionnels, les options à choisir et les filières à privilégier. »

Les ministres souhaitent que les enseignants profitent des heures de technologie pour sensibiliser les jeunes filles. Il sera demandé aux rectorats et aux établissements d'adopter « une politique volontariste et positive », en se fixant des objectifs chiffrés pour un accroissement sensible des jeunes filles dans les formations techniques, en créant, s'il le faut, de nouvelles classes, voire des classes d'adaptation. Les ministres comptent demander aux collectivités locales d'adapter les bâtiments scolaires aux nouvelles recrues (vestiaires, sanitaires, internats, ateliers). De même,

sera élaborée une « nouvelle pédagogie » répondant mieux aux souhaits des filles.

« Une place significative » sera faite dans la formation des enseignants, des chefs d'établissement et des conseillers d'orientation à l'orientation des jeunes filles. Des universités d'été seront également organisées sur ce thème. Enfin, les deux secrétariats d'Etat se proposent d'aider les filles possédant un diplôme technique industriel à s'insérer dans la vie professionnelle, en agissant auprès des employeurs.

Une cellule nationale de pilotage, créée à la direction des lycées et collèges, en liaison avec le secrétariat aux droits des femmes, sera chargée de suivre la mise en œuvre de ces projets et d'effectuer chaque année un bilan. Parallèlement, le ministère de M. Soisson, et le secrétariat d'Etat de M^{me} André prendront des mesures pour mieux adapter la formation professionnelle des femmes au marché du travail et soutenir celles qui désirent créer leur propre entreprise. « En 1990, dans cinq régions tests choisies parmi celles où le chômage féminin est le plus élevé, les préfets de région mèneront une réflexion sur les formations permettant l'accès des femmes aux métiers techniques, et définiront une démarche d'ensemble. » Un crédit de 1,5 million de francs sera réservé au soutien des actions innovantes dans les régions tests.

Les stages du Fonds national pour l'emploi organisés pour les femmes isolées (programmes locaux d'insertion des femmes et stages pour femmes isolées) seront regroupés. Onze mille places seront ouvertes en 1990, contre 9 000 en 1989, ce qui représente un effort financier supplémentaire de 56 millions de francs et un coût total de 390 millions de francs.

Le montant de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise sera doublé pour les femmes percevant l'allocation d'insertion au taux majoré (21 500 F au lieu de 10 750 F) ; et les femmes non indemnisées pourront accéder aux subventions à la création d'entreprise attribuées par le Fonds départemental pour l'initiative des jeunes.

Selon le secrétariat d'Etat aux droits des femmes, un crédit supplémentaire de 93 millions devrait ainsi permettre de financer ces trois dernières mesures.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Réédition d'un roman scandaleux

Considéré comme calomnieux pour l'éducation nationale, l'Os de Dionysos avait été retiré de la vente dès sa parution. Il est maintenant réédité.

L'INSTITUTION Notre-Dame de Garaison, dans les Hautes-Pyrénées, n'en saurait plus de donner le bon Dieu sans confession à Christian Laborde... L'enseignant soufisant, qui affectionnait le jazz et les écrivains surréalistes, est devenu l'homme par qui le scandale est arrivé, dans cet établissement scolaire dirigé par des religieux. Auteure, en 1987, d'un roman érotico-satirique jugé calomnieux pour l'institution et retiré de la vente, Christian Laborde réitère aujourd'hui en faisant rééditer l'ouvrage. L'Os de Dionysos, qui met en scène un collège ressemblant étrangement à Notre-Dame de Garaison, se trouve de nouveau dans les vitrines des librairies, et son auteur doit être reçu le vendredi 22 septembre sur le plateau d'Apostrophes. Bravade, courage ou sens aigu de la manœuvre publicitaire, cette opération soulève le problème de la censure dans un cadre scolaire.

Christian Laborde, se définit lui-même comme « un anarchiste, tendance Christian Dior ». Ce professeur de lettres, qui affirme avoir « le divin comme dieu et la beauté comme maître », estime s'être comporté comme un écrivain, et unique ment cela, en rédigeant l'Os de Dionysos. Ses détracteurs, malheureusement, semblent avoir été peu sensibles à cette forme d'esthétique, qui s'apparente souvent à une série d'apparences personnelles à peine voilées. Dans un établissement privé baptisé « Notre-Dame-des-Frondaisons », un enseignant très imbu de sa virilité s'applique à tourner ses collègues en ridicule, et, notamment, sa directrice qu'il a surnommée « la Pétause ».

Entre deux scènes érotiques, Christophe Laporte — puisque tel est le nom du héros — exhale sa haine des professeurs de mathématiques, expédie ses cours en un temps record, et rêve d'assassiner sa directrice à coups de compas. A ses moments perdus, il imagine d'écrire sur le collège un « roman au viril, un fait de dixième ». Cet ouvrage, explique-t-il, aura pour cible principale Ursula Ossi,

la directrice abhorrée, et s'intitulera élégamment *Portrait de la Pétause*. Les risques ? Il n'y en a pas. En fin d'ouvrage, le héros s'en explique en affirmant : « Elle [la directrice] ne pourra faire condamner *Portrait de la Pétause* sans avouer : « la Pétause, c'est moi ! ». Ça, elle ne peut pas, c'est au-dessus de ses forces. De plus, elle sera bien embarrassée pour trouver dans le livre une phrase disant clairement : la pétause, c'est elle. Le roman sera ambigu, c'est elle. La littérature, c'est le crime parfait. »

La perfection n'étant pas de ce monde, Christian Laborde a pourtant présumé des « forces » de ses adversaires. A peine paru, le 6 mars 1987, aux éditions Eché, de Toulouse, l'ouvrage est vivement attaqué par les responsables de l'institution et l'association des parents d'élèves. Frappé d'une assignation en référé, l'Os de Dionysos, fait l'objet d'une saisie décidée par le tribunal de Tarbes et disparaît prématurément des vitrines le 12. Dans son ordonnance, le juge parle de « pornographie la plus triviale » et considère que l'ouvrage porte atteinte à l'image de l'établissement. Parallèlement, une commission consultative académique mixte se réunit par le recteur de Toulouse, à la demande du chef d'établissement. A l'unanimité moins une voix, Christian Laborde est suspendu de ses fonctions à Notre-Dame-de-Garaison.

« Tout le monde

avait la trouille »

Alors que l'affaire, encore en cours, devait être jugée au fond le 20 septembre à Tarbes, les éditions Ramsay-Régine Deforges ont décidé de rééditer l'ouvrage. « J'ai commencé à faire des démarches dès la mi-juin 1987 pour publier l'Os de Dionysos », se souvient Jean-Jacques Pauvert, responsable de Ramsay ; mais tout le monde avait la trouille, y compris Laborde et son avocat. En pratique, l'ordonnance de saisie ne concerne pas l'ouvrage lui-même, mais une édition précise. L'éditeur peut donc légalement publier le livre, en sachant que seule une nou-

velle demande de saisie, donc un second procès, pourrait entraver l'opération. Les responsables de Notre-Dame-de-Garaison ne semblent toutefois pas désireux d'intenter une deuxième action contre celui qui a choisi de « clouer au pilori » ses collègues.

L'enseignant, qui exerce aujourd'hui dans une autre institution religieuse située à Pau, ne nie pas l'aspect autobiographique de son livre, mais proteste contre la réaction « répressive » de ses adversaires. « On parle de diffamation, affirme-t-il, mais c'est l'image et la réputation de l'école qui étaient en cause. Quand on me parle de la violence de mon ouvrage, il faudrait aussi parler de celle de leur démarche ». Son avocat, pour sa part, rappelle qu'une saisie sur la totalité du territoire n'était pas justifiée.

Le problème de la compatibilité entre la mission de l'enseignant et son travail d'écrivain reste donc entier. « Je ne souhaitais pas un procès de la liberté d'expression », affirme M. Jean-Claude Maestre, recteur de l'académie de Toulouse, mais je me plaçais sous l'angle de la relation entre un professeur et un établissement. « De son côté, M. Maxime Kebbati, qui conduisait la délégation de la FEN au sein de la commission consultative académique, affirme que « la liberté de création, sans jugement sur le fond, a été le principal souci de la FEN. Mais il fallait bien constater qu'il y avait un problème au niveau de l'établissement ». M. Kebbati se souvient pourtant, à titre personnel, d'avoir été choqué par l'ouvrage. « Sans être un père la pudeur, observe-t-il, j'ai une autre image de l'enseignant que celle-là. »

Christian Laborde a-t-il terni le corps professoral dans son entier ? S'est-il contenté de vider des querelles personnelles ou a-t-il exprimé un malaise général ? Son livre, explique-t-il, n'est rien d'autre qu'une caricature de l'éducation nationale, la représentation imagée de stéréotypes. C'est l'œuvre d'un « homme déçu », affirme-t-il, d'un enseignant écœuré par « l'impérialisme des mathématiques », le « côté utilitaire et carriériste de l'école », la mesquinerie de ses collègues et le confinement hiérarchique. Christian Laborde, qui ne doute pas de son charisme, affirme sans rire que la réédition de l'Os de Dionysos est une question de « courage », une façon de redorer l'image des enseignants dans l'esprit des élèves.

Et de leur apprendre, aussi, que le scandale est la meilleure façon de sortir de l'ombre.

RAPHAËLE RÉROLLE.
★ CHRISTIAN LABORDE.
L'Os de Dionysos. Régine Deforges.
200 p. 89 F.

Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement la CDTF, association responsable de ce service, lancée en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 3615 JOBSTAGE.

Les entreprises désireuses de poster les offres sont priées de consulter le questionnaire cette association au : (1) 47-35-43-43.

MARKETING

Lieu : Nanterre. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à négocier. Profil : Bac + 1. Mission : réalisation d'études de marché. BTS ou DUT Action Com. 14 569.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil : Bac + 2. Mission : mise en place et suivi de mailing. 14 568.

Lieu : Gif-sur-Yvette. Date : Octobre. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : 3 000 à 4 000 F/mois. Profil : Bac + 1. Mission : prise de rendez-vous pour journées portes ouvertes auprès de responsables de bureaux. 14 567.

Lieu : Sophia-Antipolis. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : Bac + 2. Mission : enquêteurs pour enquêtes par téléphone. 14 566.

Lieu : Sarcelles. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 5 000 F + prime. Profil : Bac + 2 marketing. Mission : réalisation de contact en phoning. 14 560.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 30 F net de l'heure. Profil : Bac + 2 mini. Mission : marketing téléphonique pour vérification d'information. 14 558.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F/mois. Profil : Bac + 2. Mission : service commercial saisi informatique. Restructuration d'un fichier vérification des données et envoi de fax. 14 571.

Lieu : Paris la Défense. Date : Novembre. Durée : 3 mois mini. Profil : Bac + 2. Ind. : 4 500 F à 8 500 F/mois. Mission : gestion des commandes, suivi des actions du service marketing des concours vendeurs. Utilisation après formation de logiciels informatiques. 14 552.

Lieu : Montreuil. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : 3 500 F/mois. Profil : Bac + 1. Mission : action commerciale, vente d'espaces et relations publiques. 14 548.

COMMUNICATION

Lieu : Evry. Date : Novembre. Durée : 3 mois. Ind. : 5 \$MIC. Profil : Bac + 1.

Mission : montage d'un réseau de prestataires de services. Conception et système de fonctionnement. Mise en place d'un plan de communication. Formation Communication + Marketing. 18 578.

Lieu : Nanterre. Date : octobre. Profil : Bac. Ind. : à négocier. Durée : ind. Mission : conception de graphiques télématiques pour réalisation de maquettes d'applications. Connaissances artistiques et informatiques. Art Déco Formation Communication et Info. 18 577.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil : Bac + 2. Mission : Assistant attaché de presse. 18 576.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 3 000 F et +. Profil : Bac + 3. Mission : suivi d'opérations de marketing, traitement de texte. 18 575.

Lieu : Paris. Date : octobre. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : Bac + 2. Mission : participation à relations publiques. Connaissances informatiques. 18 574.

Lieu : Paris. Date : Octobre. Durée : à définir. Profil : Bac + 1 à 3. Ind. : 4 000 F/mois. Mission : travaux de secrétariat dans une grande compagnie d'assurances. 18 572.

Lieu : Paris. Date : Octobre. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : Bac + 2. Mission : documentaliste. Plusieurs postes. 18 571.

INFORMATIQUE

Lieu : Paris. Date : Novembre. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil : Bac + 2. Mission : étude sur le tableau de conception de fonctions macro. 17 578.

Lieu : Paris. Date : Novembre. Durée : 3 mois. Ind. : 30 % du SMIC. Profil : Bac + 2. BTS, DUT informatique. Mission : support technique sur logiciels auprès de la clientèle. Formation assurée. Connaissance DBase et Multiplan. 17 577.

Lieu : Gif-sur-Yvette. Date : Octobre. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : 3 000 à 4 000 F. Profil : Bac + 2. Mission : CAO et connaissances Micro-ordinateurs. Informatique et marketing profil BTS. 17 576.

Lieu : Paris. Date : Octobre. Durée : 2 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : Bac + 2. Mission : connaissance turbo pascal et informatique industrielle. 17 575.

Lieu : Paris. Date : Octobre. Durée : 3 mois. Ind. : 3 500 F/mois. Profil : Bac + 2. Mission : mise en place d'une informatique. Mi-temps, BTS ou DUT. 17 574.

Lieu : Paris. Date : Octobre. Durée : 12 mois. Ind. : 3 500 F/mois ou contrat de qualification. Profil : Bac. Mission : rédacteur d'un journal informatique et télématique. 17 573.

Lieu : Nice. Date : immédiat. Durée : indifférent. Ind. : à négocier. Profil : Bac + 1. Mission : opérateur de saisie ayant des connaissances en informatique. 17 572.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil : Bac + 4. Mission : support technique à la vente. Connaissances MS DOS. 17 571.

COMMERCIAL

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 à 3 mois. Ind. : 175 F/jour. Profil : Bac + 2 Vente. Mission : Vente de services en milieu jeunes dans une entreprise leader. Débats acceptés. Excluse présentation requise. Sans de contact. 15 562.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 +++. Profil : Bac + 2 Action commerciale. Mission : Réalisation d'opérations commerciales. 15 561.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : Environ 6 500 F. Mission : participation à la diffusion de produits dans le monde éditorial. 15 560.

VENTE

Lieu : Paris. Date : Octobre. Durée : indéterminée. Ind. : à négocier. Profil : Bac. Mission : service commercial. Mailing et traitements de texte. Distribution dans des commerces. Etudiant CEE. 16 564.

GESTION

Lieu : Neuilly. Date : 15 novembre. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil :

UNIVERSITÉ PARIS-NORD

av. J.-B. Clément, 93340 Villiers-sur-Meuse

ouverture de 2 stages formation de formateurs

1. - PROBLÉMATIQUE INTERCULTURELLE

7 004 entre janv. 1990 et juillet 1990

validation : diplôme universitaire 3^e cycle

2. - LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME

6 004 entre fév. 1990 et juin 1990

validation : diplôme universitaire 1^{er} cycle

Sélection sur C.V. et entretien

Téléphoner : 49-40-32-22.

(Publicité)

Le Centre de Formation pour l'Audiovisuel
et de la Télévision
Contactez-nous au : (1) 30 69 00 17

Le Centre de Recherche Européen
et
Création Hypermédiat
(CRECH)
vous propose un enseignement supérieur (Bac+) pour apprendre
un vrai nouveau métier d'avenir :
Editeur Hypermédiat
Les études : 8 mois, plus un stage en entreprise
I- Matin : cours et séminaires
1- Culture générale : la logique pré-cartésienne, l'Opéra en Europe, Shakespeare, histoire de la pensée européenne, histoire de l'Europe 1450-1550, le monde aujourd'hui etc...
2- Culture Hypermédiat : les hypertextes, la sémantique des scénarios interactifs, les sciences cognitives, l'intelligence artificielle, le graphisme à l'écran, les bases de données, etc...
3- L'économie et l'industrie des Hypermédiat.
II- Après-midi : ateliers
Apprentissage des hypertextes et des bases de données sur micro-ordinateurs (1). Réalisation de maquettes de projets demandés par les entreprises.
Le CRECH ouvrira le 15 Novembre prochain.
Ecrire :
CRECH
6 rue Saint-Séverin
75005 Paris
Téléphoner : (1) 45 49 06 14
(1) La connaissance de l'informatique n'est pas indispensable

Le malaise dans la gendarmerie

Le capitaine Barril suggère la création d'un secrétariat d'Etat

Eternel franco-tireur de la gendarmerie nationale, le capitaine Barril serait-il devenu syndicaliste ? Bien qu'il se soit placé en disponibilité depuis 1983, après les mésaventures de la « cellule antiterroriste » de l'Elysée, rien de ce qui touche ses personnels ne lui est apparemment étranger. « Le ministre fait de la politique, le directeur général fait tourner la machine, moi j'applique la tactique du gendarme : je vais au contact. » Argumenté, le discours est à la fois corporatiste et novateur, nourri de fiches et de dossiers étalés devant le capitaine et issu, pour certains, de la direction générale de la gendarmerie elle-même.

Appétit médiatique d'un homme désormais en marge ? Pourtant ses activités présentes réclameraient plutôt la discrétion. Car Paul Barril n'a pas décroché : son monde est toujours celui des « missions très

Le capitaine Paul Barril a sèchement réagi à l'annonce de la publication d'un livre du lieutenant-colonel Jean-Michel Beau sur l'affaire des Irlandais de Vincennes le mettant en cause (*Le Monde* du 20 septembre). « Je n'ai pas lu le livre, je n'ai surtout pas l'intention de l'acheter, nous a-t-il déclaré. Le cri d'amertume d'un officier retraité, agité et inculpé ne m'intéresse pas. Seul compte pour moi le devenir de la gendarmerie nationale. » Intarissable sur les récents états d'âme de cette arme, le capitaine propose des solutions, parmi lesquelles la création d'un secrétariat d'Etat à la gendarmerie nationale. Audacieux, il ne verrait pas d'inconvénient à ce que celui-ci soit rattaché au ministère de l'Intérieur, à condition que les gendarmes gardent leur statut militaire.

spéciales », titre de son autobiographie parue en 1984 aux Presses de la Cité. Officier « sans commandement et sans primes », mais touchant son salaire et appartenant encore, formellement, à la légion de gendarmerie d'Ile-de-France, il est à la tête d'une SARL qui, assure-t-il, emploie une centaine de personnes. Le « GCB », autrement dit : le Groupe capitaine Barril... est habilité défense nationale. Raison sociale : la sécurité au sens le plus large possible. « Nous travaillons pour des pays et des amis alliés de la France », résume brièvement le capitaine dont on signale souvent le passage dans tel ou tel pays africain ou maghrébin, aux Comores ou au Maroc.

Cependant le capitaine, qui voit se profiler une éventuelle mise à la retraite d'office en août 1990, aime-rait encore « servir ». « Ce qui me fait mal au cœur, c'est que mon talent sert plus à des pays étrangers qu'à mon propre pays. » Esprit dissident, populaire aussi, il saisit l'occasion offerte par la crise de l'institution et se lance dans un discours inattendu : résolument aux côtés de la base, choisissant le camp des sous-officiers plutôt que celui de ses collègues officiers ; farouchement républicain et... élyséen :

« Tout va bien pour les officiers, il n'y a pas de malaise chez eux. Ils ont une vie agréable, confortable, certains gendarmes les surnomment les seigneurs. Le problème vient surtout de ceux issus d'autres armes, ceux qui ne sont pas, comme moi, des « OG », des officiers de gendarmerie, venus de la base. Ils ne sont pas punis comme nous. Certains débarquent de Saint-Cyr très jeunes pour diriger des simples gendarmes qui sont parfois grand-pères. On ne commande pas un gendarme comme un deuxième classe. A 70 %, la crise est due à un manque de psychologie des officiers. Il manque une courroie de transmission entre eux et les sous-off, c'est-à-dire la masse. Elle existe sur le papier, c'est le président des sous-officiers, mais il est nommé et, le plus souvent, c'est l'adjoint du commandant de compagnie. Chaque unité devrait avoir un

Manque de psychologie

De quoi faire jaser dans les casernes et les brigades. Surtout si l'on ajoute que le capitaine a un nouveau modèle : M. Deleplace, le syndicaliste. « Il a été d'une parfaite correction. Il a tout compris. J'ai beaucoup apprécié son ton de modération et de rapprochement. Il a raison, il faut une partie : le travail est le même. Dans l'ensemble du personnel, ce qu'il a dit est bien passé. »

EDWY PLENEL.

Un exercice franco-ouest-allemand dans la Marne

Les panzers sont de retour

MAURUPT-LE-MONTOIS (Marne)
de notre envoyé spécial

Là où ils s'étaient entretués il y a trois quarts de siècle, presque jour pour jour, Français et Allemands se sont retrouvés côte à côte pour réduire une résistance ennemie dans le bourg de Maurupt-le-Montois, à une quinzaine de kilomètres à l'ouest de Saint-Dizier (Marne). Cette fraternité d'armes s'est passée, mardi 19 septembre, en présence du ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement.

C'était l'une des séquences de la manœuvre « Champagne-89 », au cours de laquelle la 15^e brigade blindée ouest-allemande du colonel Dieter Stöckmann est venue, avec une centaine de chars Leopard 2, depuis sa garnison de Coblenze, donner un coup de main au 1^{er} corps d'armée français, basé à Metz et commandé par le général Christian Clarke de Dromantin. C'est la première fois qu'une unité, forte de 4 600 hommes, de la Bundeswehr franchit le Rhin, avec ses panzers, pour se mettre aux ordres du haut commandement français.

Dans la foule des spectateurs, beaucoup d'enfants auxquels on avait donné congé. Son bérêt noir sur le crâne, l'inspecteur primaire en retraite se souvient. Maurupt-le-Montois conserve encore des stigmates de la première bataille de la Marne : un monument aux morts où s'érigent les noms des combattants de 14-18 sous la simple phrase « Souvenez-vous » taillée dans la pierre, une église incendiée et reconstruite sans son clocher, qui a disparu sous la canonnade, une stèle en bas du village qui rappelle les durs combats du 6 au 11 septembre 1914 et, non loin, un ossuaire de quatre cent quarante-quatre du 128^e régiment d'infanterie. Maurupt-le-Montois est cet éternel verrou qu'il faut tenir pour préserver l'agglomération voisine de Saint-Dizier. Une place que le ministre de la guerre André Maginot, à cité à l'ordre de l'armée et qui a reçu la croix de guerre 1914-1918 en septembre 1920.

Aujourd'hui, c'est le 8^e groupe de chasseurs français, normalement cantonné à Wittlich, en Allemagne fédérale, qui a été chargé d'investir la rue centrale de ce bourg de six cents villageois réunis autour de leur fabrique de tuiles, la seule qui lui reste de sa prospérité d'antan. Une heure pour reconquérir la localité, devant M. Chevènement. Avec l'appui de treize chars Leopard 2 du 154^e bataillon de chars, qui appartient à la 15^e brigade blindée ouest-allemande et qui est précisément jumelé en temps normal avec le régiment français. Une opération en famille en quelque sorte, au milieu d'une foule très bon enfant.

Il en sort de partout. Des soldats français, au visage noir, qui se montrent soudain depuis les fenêtres de chez l'habitant. D'autres qui font irruption dans le café, sur la place centrale. Au carrefour, des Leopard recouverts de branchages jouent de leur canon de 120 qu'ils pointent, comme pour soutenir l'action, sur les spectateurs. Depuis ses loges, le village sera repris. Ici, on fait mine de détruire une barricade. Là, on évacue les blessés.

Une doctrine défensive

Le ministre de la Défense est très entouré. Il se félicite plus tard de ce test censé mesurer « l'interopérabilité » des forces françaises et ouest-allemandes, c'est-à-dire leur capacité à couvrir ensemble sur le terrain. Il remercie les habitants de Maurupt-le-Montois d'avoir bien voulu accepter de mettre leurs maisons à la disposition des combattants. Aux observateurs étrangers — il y en a trente-six au total, y compris de pays de l'Est — qui assistent à d'autres séquences de « Champagne-89 », il dira que c'est un exercice qui se déroule d'est en ouest, histoire de démontrer que la France a choisi une doctrine défensive.

C'est la dernière grande manœuvre en terrain libre du 1^{er} corps d'armée. D'ici à 1991, en effet, ce corps d'armée sera dissous dans le cadre du plan « Armées 2000 » de réorganisation des forces françaises, et ses unités réparties entre le corps d'armée de Lille et celui de Baden, outre-Rhin.

JACQUES ISNARD.

FAITS DIVERS

A Liège

Une angoissante épreuve de force entre la police et les preneurs d'otages

TILLS (Belgique)
de notre envoyé spécial

« Nous avons fait le maximum. Plus même que le maximum. Nos propositions sont fermes, et nous avons donné les garanties qu'elles seront respectées. » Le procureur général de Liège, M. Léon Giet, expliquait ainsi, mardi 19 septembre, que les négociations avec les trois malfaiteurs qui détenaient en otage une mère et ses deux filles, à Tills, dans la banlieue de Liège, depuis samedi en fin d'après-midi, étaient rompues. Du moins officiellement, car nul ne peut savoir ce qui se passe exactement entre les ravisseurs et les forces de l'ordre.

Celles-ci avaient donc proposé aux malfaiteurs 30 millions de francs belges (environ 4,5 millions de francs français) et les moyens nécessaires pour s'enfuir, à condition qu'ils relâchent les deux enfants prisonniers : Gaëlle, dix ans, et Françoise, douze ans, et demi. Le Français Philippe Delaire et ses deux complices ont répondu par un « non » catégorique. Seul geste de leur part — pied de nez cynique ou volonté de montrer leur sang-froid ? — ils ont rendu aux policiers le perroquet qui se trouvait dans la maison.

Que se passe-t-il dans la villa ? Les otages ne donnent pas l'impression d'être en danger de mort, se borne à dire le procureur général, qui a laissé entendre que les trois malfaiteurs et ses deux filles pourraient être constamment tenues en respect par leurs ravisseurs. Si la présence de Philippe Delaire est maintenant établie avec certitude, un léger doute subsiste encore sur l'identité de ses deux complices. Ceux-ci pourraient être, selon différents informations, Jean Lacote et Jean Lombardo, deux malfaiteurs français aussi. Considéré comme le meneur, Philippe Delaire est né en 1961 à Busnes (Pas-de-Calais), et son « palmarès », bien qu'il n'ait que vingt-huit ans, est déjà éloquent. Au point qu'un commissaire de police n'avait pas hésité à crier aux preneurs d'otages, dès lundi matin :

« Vous êtes des professionnels, comportez-vous en pros ! » Philippe Delaire a une grande spécialité : les prises d'otages, en Belgique notamment. La liste de ses méfaits est longue : en mars 1983, dans une bijouterie ; en octobre 1986, à Herstal, après un hold-up à Grivegnée ; en février 1987, après s'être échappé de la prison de Lanin, il fait coup double : une échangée contre d'autres otages ; en juillet 1989 enfin, échappé de la prison d'Yzeure (Allier), il prend un gendarme en otage et s'enfuit après avoir blessé un autre policier...

Que vont faire désormais les forces de l'ordre ? A Tills, mercredi matin, après quatre nuits et trois jours d'angoisse, la question se posait. La réponse dépend de l'attitude des malfaiteurs, mais si certains policiers semblent déterminés à intervenir le plus rapidement possible, les ordres du procureur restent les mêmes : protéger les otages quel qu'il arrive ! Reste à savoir combien de temps encore peut durer cette angoissante épreuve de force.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Christian et Christiane HERMELIN, sont heureux d'annoncer la naissance de leurs petits-enfants,

Jules,
chez
Jean-Marie HERMELIN,
Nathalie MAINGUY
et Thémis,
Alice,
chez
François-Xavier HERMELIN
et Valérie GEOFFROY.
54, rue de Torcy,
75018 Paris.

Mariages

— M. et M^{me} Pierre BAILLY,
M. et M^{me} Pierre MARCHAL,
ont la joie d'annoncer le mariage de
Sylvie et Jean,
qui a eu lieu le 16 septembre 1989, à La
Trinité-de-Réville.

646, rue de Montamets,
78630 Orgueil.
38, rue du Cardinal-Lemoine,
75005 Paris.

Décès

— La société du Rorschach et des méthodes projectives de langue française a la douleur de faire part du décès du
docteur
Robert DURAND de BOUSINGEN,
directeur du service de psychologie
de la clinique psychiatrique du CHU
de Strasbourg,
son trésorier,
secrétaire général
de la Société internationale
du Rorschach
et des méthodes projectives
(1977-1987).

survenu le 5 septembre 1989, après une
brève et grave maladie.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité, le 7 septembre.

55, allée de la Robertsau,
67000 Strasbourg.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

— M. Ahmad Farouhy et M^{me},
née Soumaya Mouam,
ont la douleur de faire part de la mort
de leur fille et belle-fille,
Aboukhla FAROUGHY,

survenue à Londres, le 12 septembre
1989, dans sa vingt-troisième année.

— Autry-le-Châtel.
M^{me} Marcel Legras,
son épouse,
M. et M^{me} Henry Courtois,
ses enfants,
Eveline, Laurent et Thierry Courtois,
ses petits-enfants,
Ses frères et sœur
Et toute la famille.
ont la tristesse d'annoncer le décès, dans
sa quatre-vingt-troisième année, de
M. Marcel LEGRAS,
commandeur de la Légion d'honneur,
médaillé de la Résistance,
directeur honoraire de la Caisse
nationale de Sécurité sociale,
ancien maire de Suresnes
(Hauts-de-Seine),
ancien conseiller général du Loiret,
ancien maire d'Autry-le-Châtel
(Loiret).

L'inhumation a eu lieu dans le caveau
de famille, à Autry-le-Châtel, dans
l'intimité familiale.
11, rue des Vallées,
Autry-le-Châtel,
45500 Gien.

1946 à 17 août 1994 à Autry-le-Châtel
(Loiret). Marcel Legras (PS) a été élu
conseiller municipal de Suresnes (Hauts-de-
Seine) en 1946. Réélu six ans plus tard, il
est devenu maire de cette commune en
1958 et l'est demeuré jusqu'en 1982. Il a,
parallèlement, été en 1946 et 1948 le
conseiller national de la Seine. Maire de sa
commune natale de 1971 à 1983, Marcel
Legras a été élu, de 1967 à 1979, le
conseiller de l'Assemblée nationale au conseil
général du Loiret.

— Le Prieur provincial des dominicains
de la province de France,
Le Prieur
Et les Pères du couvent de la Sainte-
Famille de Rouen.
Les membres de sa famille,
font part du décès du

Père Antonin MOTTE,
survenu le 18 septembre 1989.

Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

Ses obsèques seront célébrées le jeudi
21 septembre, à 16 heures, en la basilique
Notre-Dame-de-Bonsecours, près de
Rouen.
Une messe sera célébrée ultérieurement
à Paris.

— Nous apprenons le décès de
M. Michel PICHARD,
compagnon de la Libération,

dont les obsèques ont eu lieu dans la
plus stricte intimité familiale.

[Né le 27 juin 1918 à La Rochelle et officier de réserve dans l'artillerie, Michel Pichard rallie Londres en août 1941. Sous le pseudonyme de guerre de « Gasp », « Pic » ou « Bob », il court au sein du Bureau central de renseignements et d'action (BCRA), les services secrets français. En 1942, il travaille en Bretagne avec les résistants de résistance et de sabotage du colonel Rémy. En 1943, au titre de l'Organisation clandestine nationale (OCN), il est responsable, dans les départements de l'est de la France, des grandes opérations aériennes de parachutage de matériel, de parachutes, de radios, etc. En août 1944, il est parti dans les maquis des Ardennes. Il a été fait compagnon de la Libération, le 16 juin 1944, comme commandant du BCRA. Il avait été, après la fin de la guerre, attaché commercial dans une société parisienne.]

— Le président de l'université
Antilles-Guyane.
Le doyen de la faculté de droit et
d'économie de Martinique,
Les enseignants,
Le personnel administratif, technique
et ouvrier de service,
Les étudiants,
ont le regret de faire part du décès du
professeur
Georges PIERRE-FRANÇOIS,
survenu à Toulon, dans sa soixante-
cinqième année.

— Il y a un an
Eugène REUCHSEL,
pianiste, organiste, compositeur,
nous quittait.

Une pensée est adressée à tous ceux
qui l'ont connu et estimé.

18, quai Jean-Monnet,
69002 Lyon.

— Pour l'anniversaire de sa mort, une
pensée est adressée à tous ceux qui ont
connu et aimé

Jean ROYNER.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques 83 F
Abonnés et actionnaires 73 F
Communications diverses 86 F

Après le discours de M. Mitterrand à Valmy

Le RPR souligne les « maladrotes » et les « incohérences » du discours socialiste

Dans un communiqué au nom du RPR, publié mardi 19 septembre, l'ancien secrétaire d'Etat à la Défense et secrétaire national de son parti pour la question de défense, M. Jacques Boyon, s'en prend aux « maladrotes » et aux « incohérences » de la politique militaire définie à Valmy, samedi 16 septembre, par M. François Mitterrand, qui en avait appelé au gouvernement pour qu'il améliore la condition des militaires de métier.

« Le Rassemblement pour la République souligne l'incohérence entre ces propos et la réduction des crédits militaires décidée par le chef de l'Etat au printemps dernier, est-il dit dans ce communiqué. La mission

impossible impartie aux responsables militaires : améliorer, avec moins de crédits, la condition matérielle des troupes sans renoncer aux programmes d'équipement nécessaires à l'indépendance de notre défense, ne paraît pas de nature à apaiser la crise morale actuelle. »

« Toutes ces maladrotes et incohérences résultent directement de l'incapacité du gouvernement socialiste à marquer autrement que dans des discours contradictoires les priorités de la Nation, malgré les marges de manœuvre budgétaires considérables dont il dispose », conclut le RPR.

Journée de grève dans les établissements civils de la défense nationale

Les trois syndicats CGT, FO et CFTC des travailleurs de l'Etat ont appelé à une grève, le jeudi 21 septembre, dans les arsenaux et les services du ministère de la Défense pour protester contre les projets de restructuration d'organismes industriels et administratifs ouvrant au profit des armées. La CGT prévoit, en outre, des « actions de harcèlement » contre « la politique nœuf » de M. Jean-Pierre Chevènement qu'elle accuse de viser « à liquider l'ensemble des statuts et des droits sociaux » à la défense.

Par ce mouvement, les personnels civils de la défense entendent protester contre les conséquences du plan « armées 2000 » et le projet de loi qui modifie le statut du Groupement

industriel des armements terrestres (GIAT).

Le plan « armées 2000 » de réorganisation de l'ensemble des forces françaises suppose, en effet, un changement de l'infrastructure territoriale des armées et, notamment, des dissolutions de garnisons et des fermetures de bases.

Le projet de loi adopté par le conseil des ministres du 16 août propose de transformer le GIAT (14 600 personnes réparties en neuf établissements industriels) en une société nationale à capitaux publics, pour lui donner plus de souplesse de gestion face à la concurrence privée. Le personnel pourra choisir entre le maintien des droits acquis ou une nouvelle affectation au sein de la défense.

America est n

Sports

VOILE : décision des juges de New-York

La Coupe de l'America est rendue à San-Diego

La division d'appel de la Cour suprême de l'Etat de New-York a infirmé, mardi 19 septembre, la décision du juge Carmen Ciparick et redonné la Coupe de l'America au Yacht-Club de San-Diego (Californie). Le 28 mars, ce juge de la Cour suprême avait déposé les Américains du trophée au profit des Néo-Zélandais, estimant que le catamaran avec lequel ils avaient remporté la vingt-septième édition, les 7 et 9 septembre 1988, à San-Diego, n'était pas conforme au règlement de l'épreuve. L'arrêt, décidé par quatre voix contre une, devait normalement mettre un terme à deux années d'imbroglio juridique à propos du plus vieux trophée sportif du monde.

En se référant au Deed of Gift (acte de donation) de la Coupe, établi en 1887 par Georges Schuyler, dernier des cinq copropriétaires de la golette *America*, pour l'année 1917, le 17 juillet 1987 au nom du Mercury Bay Boating Club de Nouvelle-Zélande, un défi au Yacht-Club de San-Diego, le banquier Michael Fay ne se doutait sans doute pas de l'imbroglio juridique qu'il allait créer. La Coupe de l'America a même dû retourner à New-York, où elle avait séjourné cent trente-deux ans jusqu'à sa conquête par les Australiens en 1983, dans l'attente de l'arrêt de la Cour suprême de l'Etat de New-York.

Alors que les Californiens préparaient le vingt-septième défi programmé au printemps 1991 à San-Diego sur les 12 mètres J1 utilisés depuis trente ans, les Néo-Zélandais avaient surpris en se référant à l'antique Deed of Gift pour les défer sur un monocoque géant de 90 pieds à la flottaison.

Devant le refus du Yacht-Club de San-Diego de prendre leur défi en considération, les Néo-Zélandais avaient fait appel, le 31 août, devant la Cour suprême de l'Etat de New-York. Par deux jugements rendus les 25 novembre et 28 décembre 1987, le juge Carmen Ciparick avait estimé le défi des Néo-Zélandais conforme au Deed of Gift et les désigné comme challenger unique pour

une compétition qui devait se disputer dans les dix mois.

Prié de courtiser ces jugements, le Yacht-Club de San-Diego avait alors décidé d'exploiter les imprécisions du Deed of Gift pour opposer au monocoque de 90 pieds, manœuvré par trente-quatre Néo-Zélandais, un catamaran de 60 pieds avec cinq hommes d'équipage. L'issue de la régate ne pouvait être de doute et incitait les Néo-Zélandais à retourner aussitôt devant la Cour suprême.

Pour tenter de faire interdire le catamaran, les Néo-Zélandais essayaient de démontrer l'impossibilité de faire disputer des match-racing (duels) entre deux voiliers aussi dissimilaires et estimaient la réplique américaine contraire à l'esprit du Deed of Gift. Le 25 juillet 1988, le juge Ciparick ordonnait pourtant aux deux protagonistes « d'aller de l'avant avec la course et de réserver leurs protestations éventuelles à une date postérieure à la course de la Coupe de l'America ».

Le monocoque néo-zélandais et le catamaran américain se sont donc affrontés sur le plan d'eau de San-Diego les 7 et 9 septembre 1988. Comme prévu, Dennis Conner, skipper de *Stars-and-Stripes*, a trop facilement gagné les deux régates. A peine jouée sur l'eau, la Coupe de l'America revenait, dès le 30 novembre, devant la Cour suprême à la demande des Néo-Zélandais.

Aux arguments de ces derniers plaçant pour le *mis-match* (non-match) entre les deux voiliers et le non-respect de l'esprit du Deed of Gift, les Américains avaient répliqué en montrant que monocoques et multicoques sont souvent opposés dans une même course, notamment dans les Transats.

Le jugement de M^{re} Carmen Ciparick, enfin rendu le 28 mars 1989, avait fait l'effet d'une bombe. Pour la première fois dans l'histoire de la Coupe de l'America, longue de cent trente-sept ans, le trophée était retiré à son vainqueur par une décision de justice. Le juge estimait qu'en alignant leur catamaran contre le monocoque, les Américains avaient « violé l'esprit » du Deed of Gift et fait preuve d'un « manque de sportivité ». Elle jugeait que le « but évident » du Yacht-Club de San-

Diego était de « garder le trophée à l'importe quel prix afin de pouvoir accueillir une compétition selon ses termes ».

Soutenu par la municipalité de San-Diego, qui évalue les retombées économiques de la Coupe de l'America à plus d'un milliard de dollars, le yacht-club californien a contesté ce jugement devant la division d'appel de la Cour suprême le 4 mai. C'est cette instance, composée de cinq juges, qui vient d'informer, le 19 septembre, la décision de M^{re} Ciparick et de rendre la coupe au Yacht-Club de San-Diego.

La Cour estime que « le catamaran du SDYC [est] un bateau acceptable et qu'il [a] gagné les deux régates en accord avec les termes et les conditions du Deed of Gift ». Le document de trente pages reproche à M^{re} Ciparick d'avoir joué l'esprit contre la lettre en édictant une règle qui n'était « ni exprimée ni sous-entendue dans le Deed of Gift ».

A l'économie de ce verdict, Michael Fay l'a qualifié de « déshonneur pour le sport ».

Concédant du préjudice apporté à la Coupe par cette interminable bataille juridique, tous les challengers avaient profité de leur présence à San-Diego à l'occasion des régates pour s'engager à ne plus recourir aux tribunaux pour régler les prochains conflits.

Un comité des tuteurs, composé des représentants des trois Yacht-Clubs vainqueurs de la Coupe (New-York, Perth et San-Diego) a été créé dans ce but. Mais sa compétence n'est effective que pour la vingt-huitième édition, probablement organisée au printemps 1992 à San-Diego.

GÉRARD ALBOUY.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié en Journal officiel du mercredi 20 septembre 1989 : UN DÉCRET.

● Du 18 septembre 1989 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de construction de la section Seine-Troyes de l'autoroute A-5, mettant en compatibilité les plans d'occupation des sols de douze communes.

Culture

Le New York City Ballet à Paris

Balanchine, ton style f... le camp

On attendait impatiemment une troupe qui fut naguère la plus excitante du monde. Ce premier soir, elle n'était plus tout à fait cela.

« Je ne veux pas que mes ballets restent », déclarait George Balanchine dans un entretien en 1973 — il l'a redit cent fois ailleurs. Ce genre de souhait n'est pas toujours exaucé par la postérité. Kafka imita à Max Brod de brûler tous ses manuscrits, celui-ci n'en fit rien et comme nous l'en remercions ! Et puis, cesser de danser du Balanchine après sa mort, en 1983, ne serait-ce pas une manière de sabotage pour le New York City Ballet, qui fut son enfant, sa chère, sa pitié à modeler, son Stradivarius ?

Résumons-nous donc aux chefs-d'œuvre, comme dit Bertoz. Les ballets de Mister B. continuent de former l'essentiel du répertoire du NYCB, et quatre d'entre eux constituaient le programme de sa soirée de gala inaugurale à Paris. On ne se plaindra pas ? Si : ils eussent pu être mieux choisis. Disons-le tout de go, cette soirée a été un tantinet décevante.

Serenade (sur la *Serenade* en ut majeur de Tchaïkovski) est historique, ce fut la première création de Balanchine en Amérique. Il fut présenté par les élèves de l'American School of Ballet en 1934, repris par les Ballets russes de Monte-Carlo en 1940, l'Opéra de Paris en 1947 et le NYCB en 1948. Mais *Serenade* vieillit mal, parce qu'il relève de la veine la plus académique de Balanchine.

Ce n'est pas faire injure à la mémoire du plus grand chorégraphe du siècle que de le redire : il y a Balanchine et Balanchine. On le savait de son vivant. Sa sensibilité musicale était telle qu'il se posait comme un caméléon sur les partitions, reflétant étroitement leur époque, leur esprit, leur manière. Disons, en simplifiant grossièrement, qu'il était académique lorsqu'il choisissait des musiques du XIX^e siècle (Tchaïkovski, Pauré, Verdi), et « moderne » — incisé, corréolé, subversif — quand il abor-

daît le XX^e siècle, en particulier son cher complice Stravinski.

Serenade, donc, en longues jupes de taille tristement, fait un peu bâiller aujourd'hui avec ses ports de bras, ses arabesques, ses guirlandes qui se nouent et se dénouent. Sous l'apparente abstraction du propos affleure soudain le drame — un homme déchiré entre deux femmes, un fugitif instant. Déployant une danse fine mais un lyrisme un peu appliqué, ni Maria Calegari, ni Darcé Kistler, ni Kyrä Nichols ne nous arrachent de notre fauteuil.

Allions-nous vibrer davantage avec *Rubies*, sur le *Capriccio pour piano et orchestre* de Stravinski ? On gardait le souvenir d'escarboucles, d'étincelles d'enfer volant sur le plateau. Cette fureur s'est subrepticement alangui ; les attaques sont moins coupantes, les accents moins nets que naguère. Et surtout la soliste principale, Heather Watts, est d'une vulgarité stupéfiante, que B. n'eût jamais tolérée : il faut une suprême élégance pour exécuter les déhanchements provocants de *Rubies*. Élégance que garde au moins Diana White, seconde soliste de l'affaire.

Le véritable style balanchinien, c'est Merrill Ashley, reine de la soirée, qui allait en faire la démonstration éblouissante dans *Tchaïkovski*, par de deux. Virtuosité toujours habitée d'esprit, d'humour et de décontraction, rapidité, musicalité s'autorisant d'imperceptibles changements de vitesse et des rubatos ravageurs (elle fait songer sur ce point à l'inoubliable Violette Verdy, qui est justement son professeur), c'est un régal. Son partenaire ? Adam Liders, danseur de grand format, pas démeritant mais toujours un peu terne.

Western Symphony, qui terminait la soirée, c'est l'hommage amosé de Balanchine à sa nouvelle patrie. Musique plus country que nature de Hershy Kay, décor (pas très réussi) de petite ville de l'Ouest, cow-boys à chapeaux noirs courtisant des belles aux jupes froissantes. C'est joli, mais à l'excès, sans le dynamisme excitant de naguère, nous semble-t-il. La nouvelle génération de solistes — Nichol Hlinka, Damian Woetzel, Helen Alex-

poulos, Peter Boal — n'a pas vraiment assez à faire pour qu'on puisse la juger. Et le ballet folklorique, même transcédé par Balanchine, n'est-ce pas un peu démodé ?

Les filles du NYCB sont superbes, la morphologie balanchinienne, elle au moins, demeure : minuscules têtes d'infusoires au chignon impeccable sur d'interminables jambes de poulain.

Les soirs suivants, le NYCB nous propose, à côté d'autres Balanchine, des ballets de Jerome Robbins et de Peter Martins, acteurs copistes de la troupe. Il doit nous prouver d'urgence qu'il n'entend pas rester un musée Balanchine, et d'abord qu'il sait conserver leur éclat aux œuvres du maître.

SYLVIE DE NUSSAC.

CINÉMA

Studio 43, dernière

A la suite de la vente de l'immeuble où il avait élu domicile en 1945, le Studio 43, l'un des fleurons parisiens du cinéma d'art et d'essai, ferme ses portes jeudi 21 septembre. Installé au 43 de la rue du Faubourg-Montmartre, le Studio 43 avait succédé au Théâtre du Parchoir, où Arletty avait fait ses débuts en 1917. Promoteur du « cinéma national populaire », il s'intéressait aux cinémas étrangers et présentait régulièrement le Festival du film arménien. « L'administration aurait pu empêcher la fermeture. Il suffisait de le classer, ou de faire fonctionner le droit de préemption », assure Gérard Vaugois, gérant du Studio 43.

Le Studio 43 célèbre jeudi sa dernière séance avec la projection de quelques *Cinémations*, de Gérard Courant, une vingtaine de portraits de personnalités ayant compté dans l'histoire de la salle : Jean-Luc Godard, Wim Wenders ou Sandrine Bonnaire. ★ Studio 43. Jeudi 21 septembre, à 20 heures.

Calculez juste.

Pour bénéficier de 1 an de tranquillité.

LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT SUR 12 MOIS

	SUPERCINQ FIVE 3 portes-essence	RENAULT 19 TR 5 portes ou 19 CHAMADE TR	RENAULT 21 TL 4 ou 5 portes	RENAULT 25 TS
Prix tarif TTC clés en main au 08.09.89 (TVA 25%)	47.000 F	64.900 F	75.300 F	97.700 F
Dépôt de garantie	7.850 F	9.735 F	11.295 F	14.655 F
1 ^{er} loyer majoré	11.750 F	16.225 F	18.825 F	24.425 F
1 ^{er} versement	18.800 F	25.960 F	30.120 F	39.080 F
12 loyers x 0 F	12 x 0 F	12 x 0 F	12 x 0 F	12 x 0 F
47 loyers de	47 x 993 F	47 x 1.371 F	47 x 1.591 F	47 x 2.064 F
Option d'achat finale (égale au dépôt de garantie)	7.850 F	9.735 F	11.295 F	14.655 F
Coût total en cas d'acquisition au terme de la location	65.471 F	90.397 F	104.397 F	136.088 F

Location avec option d'achat sur 60 mois sur tous les VP neufs. Ex : 1^{er} versement comptant de 40% (15% de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale - 25% de 1^{er} loyer majoré), 12 loyers de 0 F, 47 loyers de 2,113 %, coût total en cas d'acquisition au terme de la location 139,311 % du prix TTC du véhicule. Offre valable jusqu'au 05.10.89. Sous réserve d'acceptation par la DIAC. SA au capital de F 321.490.700 - 27-33, quai Le Gallo. 92512 Boulogne Cedex. RCS Nanterre B 702 002 221.

Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au **NUMERO VERI 05.25.25.25**



M. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

Diac
Financements Renault

PARIS

ILE-DE-FRANCE

Selon les dernières estimations de l'INSEE

La population s'est accrue de 240 000 habitants en six ans

• Paris continue de se dépeupler • Forte croissance des villes nouvelles

Selon les estimations de l'INSEE (1), l'Ile-de-France compte au 1^{er} janvier 1988 près de 10 320 000 habitants. Depuis 1982, date du dernier recensement, la population s'est accrue de 240 000 habitants, soit environ 40 000 par an. Au cours de cette période, la croissance semble avoir été plus rapide au cours des trois dernières années qu'au cours des trois premières.

Ce regain confirme ce que fait apparaître l'évolution de l'emploi : la position de l'Ile-de-France dans l'ensemble national, qui avait décliné entre 1975 et 1982, tant par la population que par l'emploi, s'est stabilisée depuis le milieu des années 80.

Au sein de la région, la tendance au desserrement se poursuit. Paris perd environ 20 000 habitants chaque année. A ce rythme, la population pourrait descendre au-dessous de deux millions d'habitants au début de la prochaine décennie.

Dans les trois départements de petite couronne la situation est globalement stable. Le Val-de-Marne reste au voisinage de

1,2 million d'habitants, la Seine-Saint-Denis progresse légèrement, mais les Hauts-de-Seine perdent des habitants : quelque 20 000 en six ans. L'expansion démographique se porte uniquement sur la grande couronne.

Depuis 1982, la Seine-et-Marne bénéficie de la plus forte croissance. Au 1^{er} janvier 1988, elle dépasse très légèrement le million

d'habitants. Département le plus rural de la région, elle offre davantage de possibilités d'expansion. Le Val-d'Oise vient aussi de franchir la barre du million d'habitants malgré une croissance plus lente : en 1982, il était plus peuplé que la Seine-et-Marne. L'Essonne et les Yvelines progressent à un rythme légèrement plus lent.

Seine-Saint-Denis en petite couronne, Seine-et-Marne et Val-d'Oise en périphérie : les départements du Nord et de l'Est profitent de l'accroissement le plus rapide. Les gains profitent surtout aux villes nouvelles. Dans la délimitation actuelle, leur population totale est passée de 444 000 en 1982 à 595 000 en 1988, en augmentation de près d'un tiers. Les villes nouvelles ont donc absorbé près de 60 % de la population nouvelle.

Melun-Sénart a enregistré les gains les plus nets : plus de 44 %. A Saint-Quentin-en-Yvelines, la croissance, qui fut vive avant 1982, s'est ralentie, mais elle reste très supérieure à celle des Yvelines, dont elle fait partie. A Marne-la-Vallée, les communes, déjà partie prenante de la ville nouvelle avant 1983, ont fortement progressé entre 1982 et 1988.

(1) Chiffres et commentaires de Guy Desplanches dans le dernier Bulletin de la direction régionale de Paris, 7, rue Stéphenon, Montigny-Le Bretonneux, 78188 Saint-Quentin-en-Yvelines.

	Population		Variation (1)	
	1982	1988	1975-1982	1982-1988
Paris	2 178 000	2 057 000	- 0,8	- 1,0
Hauts-de-Seine	1 388 000	1 388 000	- 0,5	- 0,3
Seine-Saint-Denis	1 325 000	1 348 000	- 0,3	0,3
Val-de-Marne	1 185 000	1 202 000	- 0,3	0,1
Seine-et-Marne	989 000	1 073 000	2,3	2,1
Yvelines	1 187 000	1 279 000	1,4	1,1
Essonne	989 000	1 062 000	1,0	1,2
Val-d'Oise	921 000	1 004 000	1,3	1,5
Ile-de-France	10 320 000	10 560 000	0,3	0,4
(1) En pourcentage par an.				
Villes nouvelles	444 000	595 000	5,7	4,8
Marne-la-Vallée	153 000	201 000	7,1	8,3
Melun-Sénart	48 000	69 000	9,4	4,2
Saint-Quentin-en-Yvelines	47 000	68 000	11,0	6,0
Evry	103 000	141 000	5,7	5,3
Cergy-Pontoise	44 000	58 000	7,1	5,0

Canaliser plutôt que réprimer

Boissy-Saint-Léger gagne la bataille des graffitis

Ce qu'on ne peut maîtriser, effaçons-nous de le canaliser. Faute de pouvoir briser les vagues de graffiti qui noyent sous les « tags » et les « graphes » (1) les murs du grand ensemble de la Haise-Griselle, la ville de Boissy-Saint-Léger (municipalité socialiste), dans le Val-de-Marne, a décidé de détourner à son profit une forme de délinquance en encourageant les artistes à peindre sur les murs.

Depuis trois ans, la Haise-Griselle, qui abrite environ la moitié des 1 500 habitants de la ville (dont 50 % ont moins de vingt-cinq ans), est devenue un champ de bataille d'une guerre des graffitis version 1980 de la Guerre des Boutons. Les bandes locales ou venues de l'extérieur se disputent les murs à coups de bombe de peinture, les fresques des uns recouvrant celles des autres.

Excédée et impuissante, la commune a engagé, il y a deux ans, un processus destiné à stopper la dégradation des immeubles. Isabelle Bichon, responsable du secteur jeunes au sein de l'association paramunicipale Champ libre, a été chargée de sa conception et de sa mise en place.

Tout d'abord, il a fallu recenser les bandes. Elles sont trois et

regroupent une trentaine de « taggers » : l'Art Drawing Gang (ADG) dont les membres sont âgés de seize à dix-huit ans, The Fourstars Boys (de quatorze à seize ans) et The Wronx (de douze à quatorze ans).

Une fois compris leur fonctionnement et leurs motivations, un patient travail de relations où la curiosité le disputait à la méfiance a permis d'engager un dialogue. « On leur a dit : vous êtes des artistes, mais contrôlez vos mouvements au lieu de faire n'importe quoi. Respectons-nous les uns les autres. On vous donnera des surfaces, on vous fournira les bombes. » Trois projets de fresques sont retenus : la confection de panneaux mobiles, la réalisation d'un nouveau logo sur le mur du centre social et la création de peintures diverses au collège Blaise-Cendrars.

L'ADG, qui affichait déjà des ambitions artistiques, est le leader de l'opération. Les panneaux mobiles tournent maintenant depuis la fin de 1988 dans divers lieux de la ville où ils sont exposés. La fresque du centre social, un des bâtiments les plus dégradés de la ville, a été exécutée à l'automne dernier. Quant au hall et au préau du collège Blaise-Cendrars, ils ont été peints à partir de décembre 1988. Résultat, aucune dégradation n'a été constatée, ni sur les fresques ni ailleurs. Mieux, les jeunes se sont faits aujourd'hui les gardiens de l'environnement urbain. Selon Michèle Ansay, secrétaire générale de la mairie, les seuls qui ont souillé les murs pendant les élections municipales furent les membres du Front national. « Les jeunes continuent à le menacer pour demander l'autorisation de nettoyer toutes les dégradations sur les bâtiments publics. »

Les bandes extérieures n'ont pas disparu. Un accord tacite a été conclu avec elles leur permettant de venir travailler si elles le souhaitent.

Aujourd'hui, d'autres projets sont envisagés. Ils concernent des murs mais aussi des cars de la ville. Et puis une idée fait actuellement son chemin : associer les habitants et, éventuellement, travailler sur des parties communes, des bâtiments privés, comme des halls d'immeuble.

FRANCIS GOUGE.

(1) Il faut distinguer deux sortes d'inscriptions : les « tags » qui se rapprochent des lettres, des mots ou des sigles. Ce sont les marques avec lesquelles les taggers se lancent des défis. Les « graphes » sont des dessins parfois stylisés, souvent en couleurs. Leurs auteurs s'autodéfinissent « graphistes » et se veulent des artistes.

L'Essonne et la francophonie

Le département de l'Essonne organisera en 1993 les deuxièmes Jeux de la francophonie, dont la première édition a eu lieu du 8 au 31 juillet dernier, à Casablanca, au Maroc.

Les Jeux ont été créés lors du sommet des pays francophones de Québec, en 1987. Ils ont pour but de resserrer les liens entre les peuples francophones et de promouvoir la francophonie au travers de rencontres sportives et d'événements culturels. Les rendez-vous, au rythme calqué sur celui des JO, doivent alternativement avoir lieu dans un pays du Sud puis dans un pays du Nord. Pour 1993, l'Essonne était, depuis le 1^{er} juin, le seul candidat après le retrait de deux provinces canadiennes. Le choix du département de l'Ile-de-France a été confirmé à Casablanca par le Comité international des Jeux (CLIF), à la clôture des Jeux de 1989.

« L'attribution de cette manifestation va nous permettre d'affirmer l'identité de notre

département, tant auprès de ses habitants qu'à l'extérieur. Ce sera également un élément moteur pour la pratique du sport », se félicite Xavier Dugoin, le jeune président du conseil général de l'Essonne. « Avec deux cent dix mille licenciés (pour un million d'habitants), l'Essonne figure en effet parmi les départements les plus sportifs de France. »

Dans le domaine culturel, nous ne nous contenterons pas de célébrer la francophonie durant les quinze jours des Jeux, précise encore Xavier Dugoin. Le domaine de Chamarande, propriété départementale, accueillera un institut de la francophonie comprenant notamment une bibliothèque et un institut de recherche. L'Essonne prévoit enfin d'organiser chaque année, peut-être à partir de 1990, un grand festival de musique francophone rassemblant les meilleurs groupes et chanteurs d'expression française du moment.

Agences de voyages

Les étrangers arrivent

UNE réforme de la loi du 11 juillet 1975 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages ou de séjours est à l'étude au ministère du tourisme. Les pouvoirs publics veulent, en effet, améliorer les garanties offertes aux clients des agences.

Actuellement, on recense près de mille agences de voyages en Ile-de-France (soit les deux tiers du total français) et cent associations de tourisme. A côté des plus grosses agences (Wagons-Lits, Havas, Nouvelles Frontières...), on trouve de petits revendeurs plus fragiles, même si, dans l'ensemble, la profession est dans une phase de croissance liée au développement du tourisme, notamment des voyages aériens.

La préfecture d'Ile-de-France remarque que des agences de voyages d'origine étrangère manifestent actuellement l'intention d'ouvrir une antenne dans la région. C'est notamment le cas de Péruviens, de Japonais, d'Espagnols, d'Algériens, de Grecs, de Tunisiens et d'Anglais.

Le Front national et la réforme du mode de scrutin

Après le point de vue de Jean-Pierre Fourcade sur la réforme régionale de l'Ile-de-France (le Monde du 14 septembre), Jean-Yves Le Gallou, président du groupe Front national au conseil régional, nous a adressé la lettre suivante :

« Jean-Pierre Fourcade revient sur la réforme du mode de scrutin et déclare : « Tous les groupes politiques acceptent l'idée d'un scrutin proportionnel corrigé, c'est-à-dire donnant une prime à la liste arrivée en tête. »

« Qu'il me permette de lui dire qu'il prend ses désirs pour des réalités : je doute que le PC et les écologistes soient favorables à une incorporation d'une dose de scrutin majoritaire dans le mode d'élection régional ; je suis sûr que le Front national y est lui-même hostile. Il est donc faux de parler de « consensus » quand celui-ci exclut des partis représentant près de deux électeurs sur cinq dans notre région !

« J'ajoute que je comprends mal les raisons qui poussent à changer un mode de scrutin établi il y a à peine trois ans. Il est

parfaitement inexact de dire que le scrutin proportionnel départemental empêche les régions de fonctionner normalement. La preuve en est apportée par le fait que jusqu'ici les vingt-deux régions de France ont, depuis 1986, toujours voté en temps et en heure leur budget et que l'intervention de l'autorité préfectorale dans la vie des conseils régionaux n'a jamais été requise.

« Le fait que ces votes aient parfois été acquis après de longs débats et des négociations entre élus n'est pas choquant ; bien au contraire, c'est l'expression même de la démocratie représentative. On ne peut pas à la fois refuser au peuple la démocratie directe et nier aux assemblées le droit de débattre ! Quant au scrutin municipal, il présente de nombreux inconvénients : en réduisant à la portion congrue la représentation des groupes minoritaires, il permet aux maires de se comporter en « roitelets », en « despotes » refusant bien souvent dans les faits toute possibilité d'action de contrôle et d'expression à leur opposition... »

SOU'AL

Été 1989 - N° 10

Le monde musulman face à lui-même

DOSSIER : Affaire Rushdie, faits et opinions

ALGÉRIE : Après Octobre

IRAN : Genèse du code islamique du travail

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

Le Monde

de la
Révolution française

au sommaire du n° 9



L'ALMANACH DE 1789 :

• Septembre 1789 : Politique : que faire d'un roi dans la nouvelle société des individus libres et égaux ? La grève des canapés bretonnes contre les villes « patriotes » • L'homme du jour : Jean-Paul Marat et les débuts de l'Ami du Peuple • Théâtre : faut-il tuer Charles IX de Marie-Joseph Chénier ? • Étranger : la révolution belge, de Liège au Brabant.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

La Nation, ou comment l'idée de nation s'impose au cosmopolitisme des Lumières, et comment elle triomphera à la suite des armées de l'An II, du Directoire et de l'Empire, au travers de la « Grande Nation » • Portrait : Brissot, l'homme par qui une guerre de vingt ans est arrivée • En 1989, l'Europe des nationalités doit-elle céder la place à celle des citoyens ?

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

Entretien exclusif : Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, révèle comment il souhaiterait réorganiser la vie parlementaire • Potemkine : une exposition sur la sellette, « Les savants et la Révolution » • Les livres du mois et toutes les manifestations à Paris et en Province.

SEPTEMBRE 1989

30 F - Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

سكس من التحليل

Économie

Durcissement du conflit chez Peugeot

La CGT menace de bloquer le lancement de la 605

La tension chez Peugeot ne cesse de monter. Mercredi 20 septembre au matin, le centre de Mulhouse était totalement paralysé à la suite d'un blocage de tous les accès du site par cinq cents grévistes. A Sochaux, la situation demeurait bloquée. La veille à Mulhouse, M. Jacques Pompanon, responsable des relations sociales, avait indiqué à une délégation CGT, CFDT, FO et CFTC qu'il n'y avait pas d'ouverture de négociations salariales en 1989. La section CFE-CGC de l'usine a souligné qu'elle souhaitait « se poser en médiateur interne à l'entreprise » entre la direction et les syndicats ouvriers. Enfin, selon la CFTC, un employé intermédiaire à l'atelier de carrosserie et de montage aurait été licencié par son entreprise de travail temporaire « pour avoir parlé à un journaliste » du quotidien l'Alsace.

A Sochaux, le ton monte également. La CGT a menacé, dans la soirée du 19 septembre, de proposer à l'assemblée générale des grévistes de mercredi le blocage du lancement de la 605, en raison du refus de négocier de M. Calvet mais aussi de « l'utilisation systématique de l'illégalité par la direction », notamment avec le recours à du personnel intérimaire pour faire

fonctionner les chaînes. La CFE-CGC est également plus dure qu'à Mulhouse puisqu'elle a menacé de « couper les ponts » avec la direction : « M. Calvet doit intervenir publiquement avant vendredi pour dire qu'il s'engage à négocier si le travail reprend ». Sinon, « nous cesserons tout contact avec la direction ». La CGT a appelé à des débrayages à Poissy mercredi.

A l'issue d'un entretien avec le premier ministre, le 19 septembre, M. François Pericot a estimé que « le conflit Peugeot est un conflit grave », intervenant « dans un des secteurs les plus fragiles de l'économie ». Mais le président du CNPF a souligné qu'il avait « un devoir de réserve absolu » vis-à-vis des présidents de sociétés, et donc de celui de PSA : « Je dois le laisser complètement responsable de ce qu'il fait et faire confiance à son discernement. Je laisse M. Calvet prendre les responsabilités qui sont les siennes ». Reçu également par M. Rocard, M. Paul Marchetti, président de la CFE-CGC, qui a dénoncé par ailleurs « l'offensive caractérisée et déterminée » du gouvernement contre l'encadrement, a parlé de « front commun gouvernement-patronat » dans le conflit Peugeot après

les déclarations de M. Fauroux sur les risques de « dérapage des salaires ». « Il est indispensable que la négociation s'ouvre », a ajouté M. Marchetti, et l'encadrement de Peugeot est décidé à mettre tout son poids pour l'ouverture de cette négociation en se passant d'une médiation extérieure.

La fédération de la métallurgie CGT a estimé de son côté que, « par son silence, le gouvernement couvre et encourage le gâchis économique et social » que constitue le conflit Peugeot. M. Jean-Marie Rocco, le maire socialiste de Mulhouse, devait rencontrer le 20 septembre M. Calvet au lendemain de « l'appel au dialogue » lancé par les maires, de toutes tendances politiques confondues, d'une trentaine de communes de la région. Quant à M. Pierre Mauroy, il a affirmé le 19 septembre que le PS était « solidaire » des ouvriers de Peugeot, qui « ne sont pas des abrutis à la grève ». Le premier secrétaire du PS a dénoncé l'attitude de M. Calvet, qui est « sourd, aveugle et muet ». « On attend au moins l'ouverture de négociations », a-t-il conclu en s'en prenant aux « relations sociales archaïques et brutales ».

La grève, un ton au dessus

(Suite de la première page.)

« Nous vous invitons à nous rejoindre, lance un responsable CFDT aux non-grévistes à travers son mégaphone, mais que tout le monde reste calme, y compris les grévistes. N'oubliez pas que ceux qui veulent travailler aujourd'hui sont parfois restés plusieurs jours avec nous. Souvent leur cœur est de notre côté. »

Mais autour des premiers cordons le ton monte : « Vous êtes contents avec 80 F de plus par mois ? Ça vous suffit ? Vous n'en avez pas marre des chaînes ? Si alors, venez avec nous. » Les non-grévistes restent silencieux, mais beaucoup commencent à s'écarter. Ils attendent « pour voir », disent-ils, mais les apostrophes des grévistes sont de plus en plus mal acceptées.

« Jusque-là, ce s'était bien passé. En partie parce qu'ils nous laissent travailler, lance un non-gréviste. Mais maintenant c'est différent, on est vraiment face à face. »

La veille, les grévistes, au nombre d'un millier, avaient bloqué les autocars qui déposent à l'usine les ouvriers de l'après-midi. Ceux qui voulaient se rendre à leur poste de travail n'avaient pas le choix : il leur fallait descendre du car et traverser ensuite une allée envahie de militants, parfois sous les quolibets.

Vingt mètres de face à face que les plus prudents préféraient éviter en faisant un détour par les broussailles. « Ils n'ont pas de cœur, ceux-là, soupire un gréviste. Ils se plaignent toute l'année et maintenant ils nous laissent tomber. Nous, on souffre, et si on gagne quelque chose, ce sera aussi pour eux. »

La maîtrise était là elle aussi. Groupée aux abords des autocars, elle guidait les arrivants vers le site avec une obligeance inhabituelle. « Vous pouvez aller travailler, madame, il n'y a pas de problème. C'était vrai. »

Mais autour des autocars, beaucoup de grévistes trépignaient. « On est trop gentil, lançaient-ils, on devrait faire des piquets de grève maintenant. »

Mesures disciplinaires

Les grévistes sont épuisés. Depuis le début du mouvement, le 3 septembre, beaucoup ont passé des jours entiers à l'usine. Le site ne porte pas une seule banderole et l'usine avait monté encore mardi 550 voitures, soit un peu moins de la moitié de la production normale qui s'élevait à 1 300 véhicules par jour avant le mouvement. Beaucoup par-

laient de lassitude et parfois de découragement. D'autres, au contraire, ne voyaient plus qu'une issue à ce conflit : « monter d'un cran ». « Maintenant, il faut bloquer la chaîne toute la journée et verrouiller les portes, lançait l'un d'eux, sans plus pour les sanctions. » Car les premières lettres sont arrivées. Au cours de l'assemblée générale de l'après-midi, devant le bâtiment de la sécurité incendie, les représentants ont rassemblé les promesses de « mesures disciplinaires » reçues par les grévistes « répétés ». Aucune n'est venue au rendez-vous imposé par la direction : il était fixé au lundi 18 septembre, le jour de la montée des Peugeot à Paris. Un choix, disent-ils, qui ne doit rien au hasard. Malgré tout, les menaces font peur.

ANNE CHEMIN.

Les principales usines

— Sochaux (Doubs), production : 205, 405, 505 ; 23 371 salariés.
— Mulhouse (Haut-Rhin), production : 205 ; 12 279 salariés.
— Poissy (Yvelines), production : 309, 205 ; 8 525 salariés.
— Vesoul (Haute-Saône), production : pièces de rechange ; 2 826 salariés.
— Vieux-Condé (Nord), frappe à froid, décolletage ; 1 190 salariés.
— Lille (Nord), production : moteurs Diesel ; 1 185 salariés.
— Sapperois (Yonne), fondrie de ferrures ; 944 salariés.
— Chiffres de la fin 1988.

Les soudeurs en grève chez Renault V.I. à Annonay

Le conflit des « singes »

LYON
de notre bureau régional

« On avait prévu une simple heure d'arrêt de travail, on n'a toujours pas repris », raconte un militant CGT. Depuis le lundi 11 septembre, cent cinquante soudeurs, sur les deux cents qu'emploie l'usine RVI d'Annonay (Ardèche), observent un mouvement de grève. Soulevés par la CGT, la CFDT et FO, ils déclenchent l'ouverture de négociations pour l'obtention d'une prime de 600 francs et l'établissement d'une grille spécifique. La direction de l'entreprise veut seulement discuter de l'amélioration des conditions de travail de cette catégorie de personnel.

Aucune rencontre n'a encore eu lieu. Trois cent cinquante salariés, sur les deux mille que compte l'usine, spécialisée dans la production de cars et d'autobus, devaient être touchés, mercredi 20 septembre, par des mesures de chômage technique prises par la direction.

Entre eux, les soudeurs s'appellent les « singes ». « Il faut voir les contorsions, les postures acrobatiques qu'on fait pour souder les treillis des châssis. Personne ici dans l'usine ne veut prendre notre place », explique Christian Bernart, soudeur et militant CGT.

Le travail effectué sur les cars et les autobus s'apparente plus, selon eux, à de l'artisanat. « Il est pratiquement impossible de mettre des robots tant la production est diversifiée. Chaque modèle est composé d'options », poursuit François Hegge, de la CFDT. Sous leurs masques et leurs vêtements de protection, dans la chaleur et la poussière de l'atelier, l'éblouissement des

postes à souder, les fumées toxiques, ils se sentent comme les laissés-pour-compte de l'entreprise.

Primes comprises

« Avant, le plus dur, c'était la peinture : maintenant, c'est nous », résume l'un d'eux. Sur un panneau installé dans le local du comité d'entreprise où ils se réunissent chaque jour, ils ont affiché des photocopies de fiches de paie : un soudeur avec trente ans d'ancienneté a perçu 5570 francs net en août, primes comprises. Actuellement, elles oscillent, suivant les postes, entre 100 francs et 300 francs par mois.

Par deux fois déjà, l'intersyndicale a appelé les autres salariés à suivre un arrêt de travail d'une heure, avec plus ou moins de succès. Les syndicats veulent aussi préparer la réunion de négociations salariales prévue avec la direction générale de RVI, vendredi 22 à Lyon. Parmi leurs revendications, « pas de salaires à moins de 6000 francs ». Ils rappellent que l'entreprise a réalisé 1 milliard de francs de bénéfices en 1988.

Indépendamment de ce conflit, le syndicat CGC de RVI Annonay observe, dans une récente lettre ouverte à la direction, que « l'ensemble de l'encadrement considère que la politique salariale de RVI est rétrograde et n'est pas celle d'une entreprise qui se veut performante ». Les soudeurs savent que l'issue de leur mouvement dépendra du personnel des autres ateliers d'Annonay et de ses capacités à accepter des pertes de salaires dues au chômage technique.

BRUNO CAUSSÉ.

SOMMAIRE

■ Alors que les salariés de Mulhouse bloquent l'accès de l'usine, le conflit se durcit chez Peugeot (lire ci-contre).

■ Le groupe chimique nationalisé Rhône-Poulenc acquiert les activités chimiques de RTZ (ex-Rio Tinto Zinc) et celles d'une autre société américaine GAF, renforçant ainsi sa position mondiale sur le marché des spécialités (lire page 22).

■ Le conseil des ministres devait, mercredi 20 septembre, adopter le projet de loi de finances pour 1990, prévoyant notamment un ralentissement de la progression de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales (lire page 20).

■ L'accident du DC-10 d'UTA (lire page 20).

ENERGIE

Les crédits d'impôt sont rétablis pour les travaux d'isolation

Les crédits d'impôt pour les travaux d'isolation supprimés en 1986 par M. Madelin, alors ministre de l'Industrie, sont rétablis. La mesure, qui devrait s'inscrire dans le projet de loi de finances et annoncée en conseil des ministres mercredi 20 septembre, coûtera environ 300 millions de francs en année pleine au budget de l'Etat.

Les ménages pourront inscrire les travaux d'isolation dans les « grosses réparations » donnant droit à une déduction du revenu imposable de 25 % des dépenses qu'ils ont effectuées avec un plafond de 8000 F pour un célibataire et de 16000 F pour un couple, plus 2000 F par personne à charge. Le dégrèvement ne porte que sur les immeubles antérieurs à 1982, car on estime les autres déjà conformes aux normes d'isolation.

Plus généralement, M. Roger Fauroux, qui tenait à cette mesure, veut relancer en partie les programmes d'économie d'énergie trop vite abandonnés à ses yeux depuis deux ans après le « contrechoc » pétrolier. Le ministre de l'Industrie a obtenu aussi que le budget de l'Agence nationale pour la maîtrise de l'énergie (APME) soit accru de 40 millions de francs en 1990.

Jorge Luis Borges

Ultimes dialogues

avec Osvaldo Ferrari

Traduit par Claude Couffon

éditions 20e

éditions de l'aube

(Publicité)

Le préfet de la Sarthe communique :

AUTOROUTE ALENÇON-TOURS

Par décision du 28 juin 1989, M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer a approuvé l'étude préliminaire d'avant-projet de l'autoroute Alençon-Tours.

Cette décision et le plan qui lui est annexé peuvent être consultés à :

- La préfecture de la Sarthe, Direction des actions de l'Etat ;
- La Direction départementale de l'équipement de la Sarthe, service des routes.

MICHEL NOBLECOURT.

Mérite et malaise

Après des années de calme social, ce soudain réveil de l'action revendicative était-il prévisible ? Certains chez Peugeot admettent que des signes avant-coureurs étaient perceptibles à l'usine de Mulhouse depuis dix-huit mois. Un mécontentement que l'on avait tenté d'atténuer en prenant quelques mesures d'avancement sur les bas salaires et dont on pensait qu'il ne se concrétiserait qu'un peu plus tard. Quant à l'examen de la grève à Sochaux, elle a, en revanche, pris au dépourvu la direction de l'entreprise.

Au-delà des questions salariales, les grévistes mettent en cause l'ensemble de la politique sociale de Peugeot, notamment le « fossé » qui sépare le personnel d'exécution de la maîtrise et des cadres (dont un grand nombre se sont mobilisés à la demande de la direction pour « assurer la liberté du travail » à Mulhouse comme à Sochaux). Selon les syndicats, les responsabilités confiées aux agents de maîtrise pour l'attribution des primes « au mérite » ne feraient qu'amplifier le malaise. La direction de l'entreprise résume cette analyse en faisant valoir sa politique d'information interne et de décentralisation de la gestion du personnel.

Le groupe PSA maintiendra-t-il le cap de la rigueur salariale ? M. Jacques Calvet, son PDG, affirme que cela est indispensable. Bien au-delà du secteur automobile, d'autres chefs d'entreprise suivent avec la plus grande attention le déroulement de ce conflit.

J.-M. N.

Jean-Marie Chauvrier

URSS : Une société en mouvement

Un regard libre sur un peuple en quête de libertés

Claude JULIEN, dir. Monde Diplomatique (in préface)

Un livre riche et un excellent radar

François SCHLOSSER, Le Nouvel Observateur

420 p., 129 F.

éditions de l'aube

PROMO

IMMOBILIER RESIDENTIEL

6200 BOULEVARD

MARSEILLE ANNECY MONTPELLIER

STRASBOURG ROCHETEAU

سكنى فى الراجل

ent de la 605



Domaine des Lys : Dans l'ouest parisien, à Triel, entrez dans de Domaine des Lys. Sur ce site résidentiel, découvrez dans un jardin, des maisons d'exception de 4 et 5 pièces, dont l'architecture s'harmonise avec le calme et la tranquillité des lieux.

Pour tous renseignements, prenez contact avec Promogim où venez visiter notre bureau de vente ouvert tous les jours de 14 h à 19 h (sauf mardi et mercredi), ainsi que le week-end de 10 h 30 à 19 h. Grande rue de Pissefontaine, 78510 Triel-sur-Seine. Tél. 39 70 73 56.

Promogim vous propose, dans les meilleurs sites des grandes villes de France, des immeubles résidentiels et des maisons en village bénéficiant d'un rapport qualité/prix exemplaire. Pour savoir où se situe la réalisation Promogim la plus proche de votre domicile, il vous suffit de nous téléphoner ou de nous envoyer votre carte.

PROMOGIM

L'IMMOBILIER RESIDENTIEL EN FRANCE

22, rue de Bellevue - 92100 BOULOGNE - Tél. (16-1) 48 25 46 25

ILE-DE-FRANCE. MARSEILLE. ANNECY. MONTPELLIER. DIJON. NICE. METZ.
TOULOUSE. STRASBOURG. ROUEN. LILLE. LYON. BORDEAUX. NANCY

REPR

Économie

TRANSPORTS

171 personnes à bord du vol N°Djamena-Paris

Les débris du DC 10 d'UTA repérés au Niger

(Suite de la première page.)

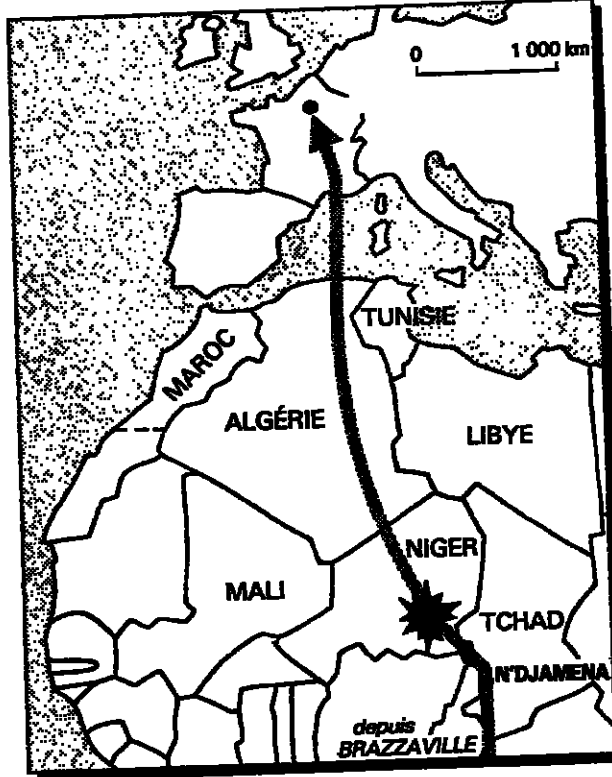
Vingt minutes plus tard, il aurait dû rappeler à nouveau le contrôleur pour indiquer sa position. Il ne le faisait pas et les recherches étaient déclenchées dans l'après-midi pour localiser l'appareil.

Il y avait, semble-t-il, quinze membres d'équipage et cent cinquante-six passagers à bord, parmi lesquels le ministre tchadien du plan et de la coopération, M. Soumahila Mahamat, qui se rendait à la réunion du Fonds monétaire international, à Washington, ainsi que l'épouse de l'ambassadeur des États-Unis à N'Djamena. Des « cerbilles de crise » ont été mises en place à Paris, tant au Quai d'Orsay qu'au ministère de l'Équipement, du logement et des transports.

Cette catastrophe aérienne sera d'autant plus durement ressentie que les ailes françaises internationales ont été longtemps épargnées. La compagnie UTA n'a jamais eu d'accident en vol et, si l'on excepte l'accident de l'Airbus A-320 à Hab-

sheim (Haut-Rhin) qui fit trois morts en juin 1988, Air France n'a pas connu de sinistres graves depuis le 3 décembre 1969, date à laquelle un de ses Boeing-707 s'était écrasé au décollage de Caracas (Venezuela) avec soixante-deux personnes à son bord.

Si l'on en croit les premiers témoignages des sauveteurs qui font état de débris très dispersés sur les lieux de la chute, l'avion aurait explosé en vol. Cette thèse est confirmée par l'absence de message de détresse de l'équipage. L'explosion peut, elle-même, avoir plusieurs explications. La première qui vient à l'esprit après le sabotage du Boeing-747 de PanAm, en décembre 1988, au-dessus de Lockerbie, en Écosse, est qu'une bombe a pu être déposée dans la soute de l'appareil provoquant la rupture instantanée du fuselage. Rappelons qu'en 1984, un DC-8 d'UTA avait été endommagé par une explosion peu avant de décoller de N'Djamena : il n'y avait pas eu



de victimes. La thèse du missile est peu vraisemblable, l'épave de l'avion se trouvant en territoire nigérien et loin de la Libye qui, au demeurant, s'est réconciliée avec le Tchad.

Reste l'hypothèse de la défaillance structurelle (rupture d'une aile ou décompression explosive due à l'arrachement d'une partie vitale de la carlingue ou du poste de pilotage). Certains font état de l'âge du DC-10, qui allait sur ses seize ans, pour s'interroger sur la résistance du métal. Pourtant, l'avion n'était pas particulièrement usagé : il avait accompli 60 000 heures de fonctionnement en 14 700 vols, ce qui représente pour ce type d'appareil les deux tiers de la vie commerciale garantie par le constructeur, qui a soumis un prototype à des essais de fatigue représentant au moins une fois et demie la durée de vie de l'avion.

Rien ne permet de croire que le DC-10 ait été mal entretenu : il avait subi sa dernière « grande visite » réglementaire en mai 1987, et la filiale UTA Industries, qui est chargée de ce genre de révision, est considérée dans le monde aéronautique comme l'un des spécialistes les plus sérieux.

Les accidents survenus aux États-Unis obligent à la prudence. On a vu, le 24 février dernier, un Boeing-747 d'United Airlines perdre sa porte de soute, et neuf passagers aspirés en vol dans le Pacifique ; il ne se passe pas de mois sans que la flotte américaine — la plus vieille du monde — ne connaisse des incidents graves. En réalité, nul ne peut prédire avec une certitude absolue comment réagira, au fil des années, les éléments des réacteurs ou du fuselage soumis à des contraintes thermiques et physiques énormes.

La commission d'enquête internationale, qui a été immédiatement formée, devra trancher entre ces hypothèses pour trouver une parade à la cause catastrophique initiale. Elle aura à sa disposition les deux « boîtes noires » classiques (conversations à l'intérieur du poste de pilotage et paramètres de l'avion) et une « boîte noire » simplifiée, que nous les avions français emportent de façon à permettre un contrôle a posteriori de la sécurité des vols par les compagnies.

ALAIN FAUJAS.

La série noire

Le DC-10, triréacteur subsonique, construit depuis 1971 par l'Américain McDonnell Douglas, aurait pu connaître une belle carrière. C'est un excellent appareil capable de transporter de 270 à 380 passagers jusqu'à 9 800 kilomètres. De conception plus moderne que le Boeing 747, il présente, par rapport à celui-ci, l'avantage de transporter moins de passagers et, donc, d'être plus rentable sur des

lignes moins fréquentées. Pourtant, McDonnell Douglas en a arrêté la fabrication, en 1985, après avoir construit 429 exemplaires civils et militaires (KC-10), et il lui a fallu le débaucher en MD-11 et redessiner son fuselage pour le mettre à nouveau en vente et le livrer à partir de 1991.

Car le DC-10 n'a pas eu de chance. Il a été l'objet de catastrophes qui ont dissuadé nombre de compagnies de l'acheter. En 1973, un DC-10 de Turkish Airlines s'est écrasé peu après avoir décollé de Roissy-Charles-de-Gaulle : 345 personnes sont tuées ; l'enquête fait apparaître que la porte de soute, mal conçue et mal fermée, a cédé, provoquant une décompression explosive et la perte du contrôle de l'avion. Six ans plus tard, en 1979, un DC-10 d'American Airlines, mal entretenu, perd un réacteur au décollage de Chicago : 273 personnes sont tuées.

Depuis le début de 1989, le DC-10 connaît à nouveau une série noire : le 19 juillet, un appareil d'United Airlines connaît une défaillance d'un de ses réacteurs, qui provoque des dégâts dans les circuits des gouvernes ; il s'écrase à Sioux City dans l'Iowa (États-Unis) et 112 personnes périssent. Le 27 juillet, l'équipage d'un DC-10 de Korean Air Lines commet une erreur d'appréciation, manque son atterrissage à Tripoli (Libye) et s'écrase sur des habitations : 78 victimes sont dénombrées.

Les conclusions du rapport d'enquête sur l'accident de Sioux City ont conduit l'administration américaine à demander des inspections approfondies sur les ailes des réacteurs CF-36 de General Electric et des modifications sur la protection des circuits de l'avion en cas d'explosion d'un moteur.

AL F.

CONJONCTURE

Le projet de budget pour 1990

L'Etat veut ralentir la progression des transferts aux collectivités locales

A partir de l'an prochain, le régime d'indexation de la dotation globale de fonctionnement (DGF), versée par l'Etat aux collectivités locales, va être profondément modifiée. C'est ce qu'a annoncé M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, mardi 19 septembre devant le comité des finances locales.

Depuis la loi du 3 janvier 1979, la DGF était calculée en fonction des taux de TVA en vigueur il y a dix ans. Comme ces taux étaient plus élevés à cette époque qu'aujourd'hui, et comme les recettes de TVA, grâce à la croissance économique, sont abondantes, les collectivités locales, surtout depuis deux ans, se voient attribuer de ce fait par l'Etat des sommes très confortables : 70 milliards de francs en 1987, 73,3 milliards en 1988, et 80,1 milliards en 1989, soit, pour cette dernière année, une augmentation de 9,28 %.

Le gouvernement a donc décidé de mettre un terme à ce système de guichets ouverts qui coûte cher aux finances publiques et qui est automatique. D'autant que d'autres transferts, eux aussi indexés sur la TVA, par ricochet progressent très vite (1). Il serait ainsi estimé-t-on au ministère des finances, qu'au moment où l'Etat, pour cause d'harmonisation européenne, est obligé de réduire les taux de TVA, donc ses recettes, les collectivités locales, elles, continuent à bénéficier d'un système remontant à 1979. Il faut aussi, ajoute-t-on, que dans l'effort général de compression des dépenses publiques, les communes, les départements et les régions prennent leur part et apportent leur pierre à l'assainissement financier et à la lutte contre l'inflation.

Une hausse de 4,5 % seulement

M. Charasse propose donc de remplacer le système actuel par une autre indexation de la DGF sur la moyenne annuelle des prix de la consommation des ménages, avec possibilité d'opérer avant le 31 juillet une régularisation en fonction de la hausse constatée des prix. Des garanties de progression minimale sont en outre prévues, en cas

de très faible hausse des prix, notamment par référence à l'évolution des traitements de la fonction publique. En vertu de ces dispositions nouvelles, M. Charasse a inscrit dans le projet de budget de l'année prochaine une DGF de 82,15 milliards de francs, en hausse de 2,5 % par rapport à 1989, alors qu'avec l'application du système actuel c'est une somme de 87 milliards de francs qui aurait dû être mentionnée.

Comme il fallait s'y attendre, le projet gouvernemental, en l'Etat, a rencontré l'hostilité générale des élus locaux. « Le Comité des finances locales a adopté à l'unanimité, toutes tendances politiques des élus confondues, une délibération rejetant le texte de M. Charasse », a déclaré M. Jean-Pierre Fourcade, son président. Selon lui, le gouvernement est sans doute fondé à demander une révision du système actuel mais son projet est par trop draconien.

« Il faut, estime l'ancien ministre des finances, rechercher une indexation sur une valeur réellement représentative de l'activité économique du pays, la seule hausse des prix étant un critère insuffisant qui ne prend pas en compte, notamment, la croissance en volume ». De nombreuses suggestions ont été présentées ici ou là. Pour les uns, l'indexation la plus judicieuse devrait être faite sur le produit intérieur brut (PIB) en valeur, pour d'autres, sur la moyenne des recettes fiscales de l'Etat. Pour d'autres enfin, parmi lesquels M. Fourcade, sur les recettes réelles de TVA aux taux actuels.

En mettant la barre très bas, le gouvernement se ménage donc toute une panoplie d'ouvertures et de négociations qui lui sera fort utile à l'occasion du débat budgétaire au Parlement.

Fr. Gr.

Les dépenses publiques augmentent de 5,3 % et le déficit prévu revient à 90,2 milliards de francs

Le projet de budget pour 1990, présenté mercredi 20 septembre par M. Bérégovoy au conseil des ministres, prévoit 1218,5 milliards de francs de dépenses publiques, 1 128,3 milliards de francs de recettes, soit un déficit de 90,2 milliards de francs, inférieur de 10,3 milliards de francs à l'impasse de 100,5 milliards de francs retenue il y a un an à la même époque dans la loi de finances initiale pour 1989.

Les dépenses de l'Etat progressent de 5,3 %, soit un peu moins rapidement que l'augmentation envisagée de la croissance nationale en termes produits intérieurs bruts (+ 5,5 %). Cette progression assez forte des dépenses publiques s'explique notamment par l'alourdissement spectaculaire des intérêts de la dette publique qui augmentent de 138 milliards de francs en progression de 21 milliards de francs d'une année sur l'autre, soit + 17,6 %. Depuis 1985, les intérêts de la dette publique augmentaient de 8 % à 10 % l'an. Ils représenteront à eux seuls l'année prochaine 11,3 % du total des dépenses de l'Etat.

Autres charges en forte progression : les dépenses civiles de fonctionnement, d'intervention qui atteignent 764,9 milliards de francs contre 730,3 milliards de francs dans la loi de finances pour 1989, soit une hausse de 4,7 %. Les seules dépenses de fonctionnement (qui pour une bonne part représentent des rémunérations) progressent de 7,3 %.

En revanche, les dépenses civiles en capital (investissements) ne progressent que de 2,1 %, contrairement aux dépenses militaires d'équipement (+ 4,2 %). Globalement, le budget des armées atteint 230 milliards de francs et augmente — fonctionnement compris — de 4 %.

Après avoir diminué les années passées, les emplois publics recommencent à augmenter : de 7 800 à l'an. On tient compte des suppressions effectuées ici et là, mais qui ne suffisent pas à compenser un fort mouvement de création dans quelques ministères et notamment à l'éducation nationale qui gagne 13 540 emplois et est la grande bénéficiaire du budget de 1990.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



REMBOURSEMENT ANTICIPÉ au GRE de l'EMETTEUR de l'EMPRUNT FONCIER 16,40 % NOVEMBRE 1982

Le Crédit Foncier de France informe les détenteurs des titres de l'emprunt foncier 16,40 % novembre 1982 (code 15389) que, conformément à son contrat d'émission et aux conditions d'amortissement publiées au BALO du 8 novembre 1982, il a décidé de rembourser par anticipation, le 22 novembre 1989, la totalité des obligations restant en circulation.

Au prix du remboursement de 5 420 francs par obligation s'ajoutent les coupons d'intérêt de 820 francs brut à l'échéance du 22 novembre 1989. Radiation, le 22 novembre 1989, des obligations CRÉDIT FONCIER de FRANCE 16,40 % novembre 1982 de 5 000 francs (code 15389).

Av. publié au J.O. du 9 septembre 1989 (n° 210, page 11478). S.A. au capital de 2 996 555 310 F. Siège social : 19, rue des Capucines, 75001 PARIS.

Les douze catastrophes aériennes les plus meurtrières

Voici, classées par ordre décroissant de gravité, les douze catastrophes aériennes les plus meurtrières de l'histoire de l'aéronautique civile :

- 27 mai 1977. — 582 morts dans la collision par temps de brouillard de deux Boeing-747 de Pan Am et de KLM sur l'aéroport de Tenerife, aux Canaries.
- 12 août 1985. — 520 morts dans un Boeing-747 de Japan Airlines à l'ouest de Tokyo, à la suite d'une rupture de la cloison arrière de l'appareil due à une réparation défectueuse.
- 3 mars 1974. — 346 morts dans un DC-10 de Turkish Airlines tombé près d'Ermenonville (Val-d'Oise), la porte de la soute, mal fermée, ayant provoqué une explosion et la rupture des gouvernes.
- 23 juin 1985. — 323 morts dans un Boeing-747 d'Air India tombé au large de l'Irlande, une bombe ayant vraisemblablement provoqué l'explosion de l'appareil.
- 19 août 1980. — 301 morts dans l'atterrissage d'urgence d'un TriStar de Saudi Arabian Airlines à Ryed (Arabie saoudite).
- 7 juin 1989. — 174 morts, dont vingt-trois footballeurs hollandais, dans l'accident d'un DC-8 de la Surinam Airways en provenance d'Amsterdam, qui s'est écrasé à l'atterrissage sur l'aéroport de Paramaribo.
- 3 septembre 1989. — 170 morts après qu'un Illyouchine-62 des lignes aériennes cubaines s'écrase au décollage sur un quartier proche de l'aéroport de La Havane. Parmi les victimes, quarante-cinq habitants du quartier.
- 8 février 1989. — 145 morts dans l'accident sur l'île de Santa-Maria, aux Açores, d'un Boeing-707 de la compagnie américaine Independent Air Corporation, affrété par la compagnie dominicaine Dominair.
- 3 juillet 1988. — 280 morts dans l'Airbus A-300 d'Iran Air abattu par un croiseur américain dans le Golfe.
- 25 mai 1979. — 273 morts à Chicago dans un DC-10 d'American Airlines dont un réacteur s'était détaché au décollage.
- 1^{er} septembre 1983. — 269 morts dans un Boeing-747 de Korean Airlines abattu par un chasseur soviétique au large de la presqu'île de Sakhaline.
- 28 novembre 1979. — 267 morts dans un DC-10 d'Air New Zealand qui avait percuté une montagne dans l'Antarctique à la suite d'une erreur de navigation.
- 12 décembre 1985. — 256 morts dans un DC-8 d'Arrow Air retombé au décollage à Gander (Terre-Neuve), à la suite d'une panne de réacteur.
- 1^{er} janvier 1978. — 213 morts dans un Boeing d'Air India, qui avait explosé peu après avoir décollé de Bombay.
- 4 décembre 1974. — 191 morts dans un DC-8 affrété par une compagnie néerlandaise et pris dans une tempête près de Colombo (Sri-Lanka).

... et en 1989

aériennes cubaines s'écrase au décollage sur un quartier proche de l'aéroport de La Havane. Parmi les victimes, quarante-cinq habitants du quartier.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AXA MIDI ASSURANCES

AXA-MIDI ASSURANCES a décidé de proposer aux actionnaires de ses filiales DROUOT ASSURANCES, LA PATERNELLE RISQUES DIVERS, PRÉSENCE ASSURANCES et PRÉSENCE VIE, d'échanger leurs actions contre des actions AXA-MIDI ASSURANCES.

L'Offre Publique d'échange portant sur les actions DROUOT ASSURANCES sera étendue aux obligations convertibles DROUOT ASSURANCES restant en circulation.

Ces Offres Publiques ont pour objectif de regrouper les activités d'assurances du groupe AXA-MIDI autour d'un pôle qui sera son principal vecteur boursier pour ses activités d'assurance. Les actionnaires minoritaires des quatre filiales d'AXA-MIDI ASSURANCES pourront ainsi participer à l'ensemble du développement du groupe dans le secteur de l'assurance, et seront notamment associés à son expansion internationale. Ils bénéficieront également pour leurs titres d'un large marché.

Les parités d'échange proposées par AXA-MIDI ASSURANCES sont les suivantes :

- 8 actions AXA-MIDI ASSURANCES pour 5 actions DROUOT ASSURANCES et 52 actions AXA-MIDI ASSURANCES pour 5 obligations convertibles DROUOT ASSURANCES
- 6 actions AXA-MIDI ASSURANCES pour 1 action PATERNELLE RISQUES DIVERS
- 9 actions AXA-MIDI ASSURANCES pour 4 actions PRÉSENCE ASSURANCES
- 6 actions AXA-MIDI ASSURANCES pour 1 action PRÉSENCE VIE

Les Conseils d'Administration de ces cinq sociétés, dans leur séance du 18 septembre 1989 ont approuvé le principe et les modalités de ces opérations.

Les projets d'Offres Publiques sont en cours d'examen par les autorités boursières. Ces offres débiteront dès qu'elles auront été jugées recevables par le Conseil des Bourses de Valeurs.

Le Conseil d'Administration d'AXA-MIDI ASSURANCES s'est engagé à convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire pour approuver les apports résultant de ces quatre O.P.E.

MINITEL 36 16 AXA

Économie

TEXTILE

Restructuration dans le Nord

Près de mille emplois pourraient être supprimés

Les annonces de licenciements et de suppressions d'emplois dans les entreprises textiles de Roubaix-Tourcoing se succèdent depuis le retour des vacances.

LILLE
de notre correspondant

La direction des Etablissements Louis Lepoutre a convoqué un comité d'établissement le 25 septembre - au cours duquel elle devrait annoncer 362 licenciements sur un effectif de 850 personnes (1 000 l'an dernier) dans les usines de Roubaix, Tourcoing et Wattrelos. Les tissages Lepoutre, qui faisaient partie du groupe Prouvost depuis vingt ans, sont devenus des filiales du groupe Chargeurs de M. Jérôme Seydoux à la suite de la bataille boursière qui avait opposé M. Seydoux et M. Christian Derville pour le contrôle du groupe Prouvost et de la Linière de Roubaix.

Après avoir repris le négoce et le peignage de laine du groupe Prouvost, Chargeurs est devenu le

numéro un du tissage de la laine en France en prenant le contrôle de Paul et Jean Tiberghien, à Tourcoing. Une véritable stratégie d'encerclement de la Linière par le groupe Chargeurs, qui engage une restructuration chez Lepoutre que rien n'annonçait il y a six mois.

Une autre coupe sévère, et d'importance, s'annonce à la Linière de Roubaix, dont M. Derville, président de Prouvost-VEV (Vitos Els Vitoux), vient d'abandonner le poste de PDG pour le confier à M. Christophe Mujagic, directeur général de Bouasse-Saint-Frères. Les syndicats ont fait état d'une menace de 500 à 700 licenciements et de la suppression de certains services (informatique et entretien). M. Derville a démenti cette dernière information. En revanche, il a confirmé que « des mesures concernant l'emploi devront être prises », tout en estimant prématuré de les évoquer.

Il y a dix ans, l'industrie textile employait 45 500 salariés sur le secteur de Roubaix-Tourcoing. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 23 200.

JEAN-RENÉ LORE.

REPÈRES

Consommation

Les prix de détail n'ont pas augmenté aux Etats-Unis en août

Les prix à la consommation sont demeurés stables aux Etats-Unis en août par rapport à juillet, mois où, comme en juin, leur hausse mensuelle s'était élevée à 0,2%. C'est la première fois depuis juillet 1988 que l'indice mensuel des prix à la consommation n'augmente pas. Cet excellent résultat est principalement imputable à la baisse de 4,2% du prix des carburants en août et à la hausse modérée des prix alimentaires (+ 0,2%). Ces deux composantes majeures de l'indice des prix avaient contribué à la nette poussée de l'inflation aux Etats-Unis en début d'année; la hausse des prix de détail en glissement annuel a ainsi été ramenée à 4,8% en août, contre près de 7% en début d'année.

FMI

L'Angola devient le 152^e membre de l'institution

L'Angola est officiellement le cent cinquante deuxième membre du Fonds monétaire international. L'accord d'adhésion qu'on attendait pour couronner août a finalement été signé, mardi 19 septembre, par le ministre des finances angolais, M. Augusto Taboada. L'intégration de ce pays d'Afrique australe au FMI avait été votée début juillet par l'ensemble des pays membres de l'institution financière internationale, à l'exception des Etats-Unis qui s'étaient prononcés contre. La quote-part de l'Angola s'élève à 145 millions de DTS (180 millions de dollars). Ce pays obtient du même coup un accès aux prêts de la Banque mondiale. L'Angola figure parmi les pays les plus pauvres de la planète. Sa dette extérieure, contractée pour la plus grande partie auprès des pays de l'Est, est estimée à 3 milliards de dollars.

COMMUNICATION

La bataille pour le contrôle de la chaîne privée

L'avenir de la Cinq : incertitude sur le rôle de Groupama

Le tribunal de commerce de Paris devait examiner, mercredi 20 septembre, le référé déposé par M. Robert Hersant deux jours auparavant. Ce référé a permis au président de la Cinq d'obtenir la transmission au report du conseil d'administration qui aurait pu le mettre en minorité (le Monde du 20 septembre).

La stratégie de M. Robert Hersant a le mérite de la clarté : dans son assignation en référé, le patron de la Cinq demande au conseil d'administration de la chaîne toute remise en cause des équipes dirigeantes, de placer éventuellement les actions de Groupama sous séquestre et de nommer un administrateur ad hoc. Ce dernier serait chargé de vérifier les accords liant les actionnaires entre eux et le respect des procédures à l'égard du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

« Rien ne justifierait qu'on change un président pour trois semaines », explique en effet M. Yves de Chaise-martin, administrateur directeur général du groupe Hersant. Car pour lui, aucun doute, l'arithmétique joue en faveur du patron de presse.

M. Hersant (25% des parts) sait aujourd'hui qu'il peut compter au minimum sur son allié Jean-Marc Vernes (10,89% du capital) et fort probablement sur la holding Expar et SMA, une filiale du CIC. Des appuis qui le placeraient devant le bloc rival regroupant M. Silvio Berlusconi (25% des parts), M. Jérôme Seydoux et le groupe canadien Vidéotron (10,76% à eux deux) si une compétition s'engageait pour le rachat d'un bloc d'actions. En vertu du droit de préemption prévu par les statuts de la chaîne, tout actionnaire peut se porter acquéreur, au prorata des parts qu'il détient, d'actions mises en vente. Et tout vendeur est tenu d'informer l'ensemble des partenaires de la chaîne de ses intentions.

Depuis l'action en justice de M. Hersant, les positions des petits

actionnaires se sont clarifiées. Et à l'exception du Crédit lyonnais - neutre - et des Echos - vendeurs - chacun a choisi son camp. Le centre de la bataille s'est déplacé, et les intentions réelles de Groupama en détermineront largement l'issue.

Les Mutuelles agricoles ont toujours nié avoir vendu leurs parts à M. Jérôme Seydoux. Et elles n'ont jamais publiquement fixé d'échéance à leur éventuel retrait de la chaîne. Qu'elles se contentent - dans l'immédiat - de rester actionnaires, de joindre leurs votes à la coalition Seydoux-

Berlusconi, et tous les calculs du groupe Hersant s'effondrent. Leurs deux voix au conseil d'administration suffisent à renverser le président actuel, et leurs 16,83% du capital font passer la barre des 50% au camp italo-français des fondateurs de la Cinq. Si, en revanche, le tribunal de commerce suit l'argumentation de M. Hersant et gèle le bloc d'actions de Groupama, cette coalition devrait rouler son frein, pour moins de 1% du capital.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA
et PIERRE-ANGEL GAY.

Successeur du quotidien concurrent de « l'Equipe »

Parution en octobre de l'hebdomadaire « le Sport »

Le Sport, quotidien spécialisé disparu en juillet 1988 après dix mois d'existence (le Monde du 29 juillet 1988), va renaître de ses cendres le 20 octobre. Mais son éditeur, le groupe Entreprendre, qui publie le mensuel économique du même nom, a choisi de ne plus concurrencer l'Equipe : le Sport nouvelle version aura une périodicité hebdomadaire. Il comprendra 48 pages en noir et blanc encadrées dans une jaquette de 16 pages imprimées en quadrichromie.

Vendu le vendredi (8 F), il souhaite être le complément du quotidien du groupe Amaury. « Le Sport va s'adresser aux « fêlés » de sports qui lisent déjà l'Equipe mais qui ont envie de lire des enquêtes approfondies et de découvrir des angles nouveaux », explique M. Robert Lafont, PDG du groupe Entreprendre. Il souhaite aussi toucher un public masculin, plutôt formé de cadres supérieurs qui n'ont pas le temps de lire un quotidien sportif.

Lancé avec 15 millions de francs souscrits par des banques et par Entreprendre (51%), le nouvel hebdomadaire, dont le rédacteur en chef est Hervé Dutu, doit vendre 50 000 exemplaires et recueillir une dizaine de pages de publicité pour

atteindre son équilibre. Mais le promoteur du Sport, tablant sur le succès des magazines sportifs britanniques et allemands et notamment de Sport Bild, diffusé à 600 000 exemplaires par l'éditeur ouest-allemand Springer, espère vendre rapidement 100 000 exemplaires par semaine.

La renaissance du Sport laisse l'Equipe de marbre. Le quotidien a vendu 226 160 exemplaires en moyenne en 1988 (1,6% de hausse par rapport à 1987) et prévoit une augmentation des ventes de 5% en 1989. C'est à l'Equipe du samedi, livrée avec son supplément magazine, que le Sport pourrait porter tort. Mais l'Equipe Magazine a accru ses ventes de 2% en 1988 (259 862 exemplaires) et a préparé sa cure de jeunesse avant que la date de relance du Sport soit connue : rénovation de la maquette, « grands dossiers », restructuration sur son lectorat masculin et nomination d'un nouveau rédacteur en chef - Jérôme Bureau, parti en 1987 pour tenter l'aventure du quotidien le Sport et revenu à ses premières amours - ont en lieu d'être, septembre. Le nouvel hebdomadaire aura donc fort à faire pour se créer une place au soleil.

Y.-M. L.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

LES COULEURS D'AIR FRANCE FLOTTENT SUR 11 VILLES AUX ETATS-UNIS

Plus de 60 fois par semaine, grâce à ses vols réguliers, Passagers et fret, Air France relie Paris à 11 villes des U.S.A. en vous offrant sur chaque destination la qualité reconnue de son service.

NEW YORK	20 fois par semaine
BOSTON	2 fois par semaine
PHILADELPHIE*	2 fois par semaine
WASHINGTON**	5 fois par semaine
MIAMI	4 fois par semaine
HOUSTON	4 fois par semaine
LOS ANGELES***	6 fois par semaine
SAN FRANCISCO	2 fois par semaine
CHICAGO	3 fois par semaine
ANCHORAGE	3 fois par semaine
PORTO-RICO	1 fois par semaine

* Via New York ** 3 via New York - 2 via Boston
*** 2 via San Francisco

AIR FRANCE N°1 VERS LES USA



مكتبة المصطفى

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués à la fin de matinée par une grande banque de la place.

صَبَّحْنَا مِنَ الْإِجْلِ

Marchés financiers

BOURSE DU 19 SEPTEMBRE

Cours relevés
à 17 h 34

VALEURS						Règlement mensuel						VALEURS											
Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
2620	C.A.E. 95 *	2704	3772	3772	- 0.06	1120	DAI Ind. Ind.	1180	1180	1180	+ 0.08	2630	Chama Bank	248	248	248	0.00	2250	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
1980	B.L.P. P.T.	1071	1071	1071	- 0.06	1180	C.B.E.E. Ind.	1180	1180	1180	+ 0.08	2640	Chama Bank	248	248	248	0.00	2260	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
1990	C.C.P. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1200	C.B.E.E. Ind.	1200	1200	1200	+ 0.08	2650	Chama Bank	248	248	248	0.00	2270	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2000	C.C.P. Lys. P.T.	1180	1180	1180	- 0.06	1210	C.B.E.E. Ind.	1210	1210	1210	+ 0.08	2660	Chama Bank	248	248	248	0.00	2280	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2010	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1220	C.B.E.E. Ind.	1220	1220	1220	+ 0.08	2670	Chama Bank	248	248	248	0.00	2290	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2020	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1230	C.B.E.E. Ind.	1230	1230	1230	+ 0.08	2680	Chama Bank	248	248	248	0.00	2300	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2030	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1240	C.B.E.E. Ind.	1240	1240	1240	+ 0.08	2690	Chama Bank	248	248	248	0.00	2310	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2040	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1250	C.B.E.E. Ind.	1250	1250	1250	+ 0.08	2700	Chama Bank	248	248	248	0.00	2320	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2050	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1260	C.B.E.E. Ind.	1260	1260	1260	+ 0.08	2710	Chama Bank	248	248	248	0.00	2330	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2060	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1270	C.B.E.E. Ind.	1270	1270	1270	+ 0.08	2720	Chama Bank	248	248	248	0.00	2340	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2070	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1280	C.B.E.E. Ind.	1280	1280	1280	+ 0.08	2730	Chama Bank	248	248	248	0.00	2350	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2080	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1290	C.B.E.E. Ind.	1290	1290	1290	+ 0.08	2740	Chama Bank	248	248	248	0.00	2360	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2090	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1300	C.B.E.E. Ind.	1300	1300	1300	+ 0.08	2750	Chama Bank	248	248	248	0.00	2370	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2100	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1310	C.B.E.E. Ind.	1310	1310	1310	+ 0.08	2760	Chama Bank	248	248	248	0.00	2380	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2110	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1320	C.B.E.E. Ind.	1320	1320	1320	+ 0.08	2770	Chama Bank	248	248	248	0.00	2390	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2120	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1330	C.B.E.E. Ind.	1330	1330	1330	+ 0.08	2780	Chama Bank	248	248	248	0.00	2400	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2130	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1340	C.B.E.E. Ind.	1340	1340	1340	+ 0.08	2790	Chama Bank	248	248	248	0.00	2410	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2140	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1350	C.B.E.E. Ind.	1350	1350	1350	+ 0.08	2800	Chama Bank	248	248	248	0.00	2420	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2150	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1360	C.B.E.E. Ind.	1360	1360	1360	+ 0.08	2810	Chama Bank	248	248	248	0.00	2430	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2160	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1370	C.B.E.E. Ind.	1370	1370	1370	+ 0.08	2820	Chama Bank	248	248	248	0.00	2440	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2170	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1380	C.B.E.E. Ind.	1380	1380	1380	+ 0.08	2830	Chama Bank	248	248	248	0.00	2450	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2180	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1390	C.B.E.E. Ind.	1390	1390	1390	+ 0.08	2840	Chama Bank	248	248	248	0.00	2460	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2190	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1400	C.B.E.E. Ind.	1400	1400	1400	+ 0.08	2850	Chama Bank	248	248	248	0.00	2470	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2200	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1410	C.B.E.E. Ind.	1410	1410	1410	+ 0.08	2860	Chama Bank	248	248	248	0.00	2480	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2210	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1420	C.B.E.E. Ind.	1420	1420	1420	+ 0.08	2870	Chama Bank	248	248	248	0.00	2490	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2220	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1430	C.B.E.E. Ind.	1430	1430	1430	+ 0.08	2880	Chama Bank	248	248	248	0.00	2500	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2230	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1440	C.B.E.E. Ind.	1440	1440	1440	+ 0.08	2890	Chama Bank	248	248	248	0.00	2510	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2240	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1450	C.B.E.E. Ind.	1450	1450	1450	+ 0.08	2900	Chama Bank	248	248	248	0.00	2520	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2250	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1460	C.B.E.E. Ind.	1460	1460	1460	+ 0.08	2910	Chama Bank	248	248	248	0.00	2530	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2260	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1470	C.B.E.E. Ind.	1470	1470	1470	+ 0.08	2920	Chama Bank	248	248	248	0.00	2540	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2270	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1480	C.B.E.E. Ind.	1480	1480	1480	+ 0.08	2930	Chama Bank	248	248	248	0.00	2550	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2280	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1490	C.B.E.E. Ind.	1490	1490	1490	+ 0.08	2940	Chama Bank	248	248	248	0.00	2560	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2290	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1500	C.B.E.E. Ind.	1500	1500	1500	+ 0.08	2950	Chama Bank	248	248	248	0.00	2570	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2300	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1510	C.B.E.E. Ind.	1510	1510	1510	+ 0.08	2960	Chama Bank	248	248	248	0.00	2580	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2310	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1520	C.B.E.E. Ind.	1520	1520	1520	+ 0.08	2970	Chama Bank	248	248	248	0.00	2590	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2320	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1530	C.B.E.E. Ind.	1530	1530	1530	+ 0.08	2980	Chama Bank	248	248	248	0.00	2600	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2330	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1540	C.B.E.E. Ind.	1540	1540	1540	+ 0.08	2990	Chama Bank	248	248	248	0.00	2610	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2340	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1550	C.B.E.E. Ind.	1550	1550	1550	+ 0.08	3000	Chama Bank	248	248	248	0.00	2620	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2350	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1560	C.B.E.E. Ind.	1560	1560	1560	+ 0.08	3010	Chama Bank	248	248	248	0.00	2630	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2360	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1570	C.B.E.E. Ind.	1570	1570	1570	+ 0.08	3020	Chama Bank	248	248	248	0.00	2640	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2370	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1580	C.B.E.E. Ind.	1580	1580	1580	+ 0.08	3030	Chama Bank	248	248	248	0.00	2650	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2380	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1590	C.B.E.E. Ind.	1590	1590	1590	+ 0.08	3040	Chama Bank	248	248	248	0.00	2660	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2390	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1600	C.B.E.E. Ind.	1600	1600	1600	+ 0.08	3050	Chama Bank	248	248	248	0.00	2670	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2400	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1610	C.B.E.E. Ind.	1610	1610	1610	+ 0.08	3060	Chama Bank	248	248	248	0.00	2680	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2410	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1620	C.B.E.E. Ind.	1620	1620	1620	+ 0.08	3070	Chama Bank	248	248	248	0.00	2690	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2420	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1630	C.B.E.E. Ind.	1630	1630	1630	+ 0.08	3080	Chama Bank	248	248	248	0.00	2700	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2430	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1640	C.B.E.E. Ind.	1640	1640	1640	+ 0.08	3090	Chama Bank	248	248	248	0.00	2710	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2440	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1650	C.B.E.E. Ind.	1650	1650	1650	+ 0.08	3100	Chama Bank	248	248	248	0.00	2720	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2450	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1660	C.B.E.E. Ind.	1660	1660	1660	+ 0.08	3110	Chama Bank	248	248	248	0.00	2730	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2460	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1670	C.B.E.E. Ind.	1670	1670	1670	+ 0.08	3120	Chama Bank	248	248	248	0.00	2740	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2470	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1680	C.B.E.E. Ind.	1680	1680	1680	+ 0.08	3130	Chama Bank	248	248	248	0.00	2750	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2480	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1690	C.B.E.E. Ind.	1690	1690	1690	+ 0.08	3140	Chama Bank	248	248	248	0.00	2760	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2490	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1700	C.B.E.E. Ind.	1700	1700	1700	+ 0.08	3150	Chama Bank	248	248	248	0.00	2770	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2500	Chama Lys. P.T.	1206	1206	1206	- 0.06	1710	C.B.E.E. Ind.	1710	1710	1710	+ 0.08	3160	Chama Bank	248	248	248	0.00	2780	Deutsche Bank	2221	2282	2282	+ 0.00
2510	Chama Lys. P.T.	1206																					

Comptant

Reflection

SICAV (collection)

19/9

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Evolution Préc. incl.	Rachet net	VALEURS	Evolution Préc. incl.	Rachet net
Obligations																	
Emp. 8,80 5/77	122 80	2 888	C.I.C. Franc. d.	218		Magnat S.A.	51 85 d		Vier	184 90		A.A.A.	115 81	108 40	France Générale	288 34	287 90
8,80 5/78/79	102 60		C.I.C. Maritime	896		M&A. Par.	421		Wierman S.A.	822		Actifon	248 82	241 87	France Index Scur	114 70	117 34
10,80 5/78/79	104 70	4 04	Chaux 8000	1300		Chaux 8000	1300		Reus. de Marne	222		Actifon France	657 80	658 85	France Indes	478 83	482 27
13,25 5/82/80	102 80	3 821	Catolite S.p.	1182		M&A. S.p.	228 80					Actifon Informatique	697 80	698 85	France Obligat.	600 94	602 38
16,20 5/82/80	102 11	31 082	Catolite	273		Opting	487					Actifon Ind.	887 81	884 84	France Prime	510 48	498 82
19 5/82 82	104 89	4 41	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
24,40 5/82 82	104 89	4 41	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
32,40 5/82 82	118 76	8 888	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
32,20 5/82 82	118 76	11 888	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
31 5/82 82	119 80	6 228	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	489 17					Actifon Ind. (ex-CP)	128 81	128 85	France Prime	118 44	114 88
30,25 5/82 82	107 22	5 339	Catolite	1428 85		Opting	48										

Cote des changes

Marché libre de l'or

Marché Officiel	Cours prix.	Cours 10/8	Cours des Balles Asiat.	Cours des Balles Ventes	Monnaies et Divises	Cours prix.	Cours 10/8
Indes (50 lb)	7 863	8 616	8 400	8 880	Dr de l'Inde au Paris	77200	76800
C2U	7	7 601			Dr de l'Inde au Londr.	77400	76800
Indes (100 lb)	337 360	327 880	328 500	348 900	Pièce Singapour (50 lb)	444	442
Indes (100 lb)	10 124	10 148	10 000	10 000	Pièce Singapour (100 lb)	870	
Indes (100 lb)	226 610	226 730	226 730	241 500	Pièce Singapour (100 lb)	461	461
Indes (100 lb)	86 560	86 940	86 500	91 500	Pièce Singapour (100 lb)	461	461
Indes (100 lb)	32 710	32 670	32 600	34 500	Souverain	563	557
Indes (100 lb)	10 396	10 362	10 300	10 300	Pièce de 20 dollars	2310	2340
Indes (100 lb)	8 920	8 920	8 900	9 400	Pièce de 10 dollars	1350	1380
Indes (100 lb)	4 086	4 086	4 080	4 080	Pièce de 5 dollars	680	
Indes (100 lb)	280 080	280 300	276 500	400 500	Pièce de 50 pence	2675	2680
Indes (100 lb)	100	98 800	97 000	98 000	Pièce de 10 pence	480	486
Indes (100 lb)	40 210	40 210	40 200	40 200	Dr de l'Inde		
Indes (100 lb)	5 406	5 406	5 400	5 780	Dr de l'Inde		
Indes (100 lb)	4 023	4 023	4 020	4 020	Dr de l'Inde		
Indes (100 lb)	5 613	5 604	5 600	5 600	Dr de l'Inde		
Indes (100 lb)	4 586	4 581	4 580	4 600	Dr de l'Inde		

.....	180
.....	372
.....	184

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, page 433

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 États-Unis : la réhabilitation de Jimmy Carter. 4 URSS : deux policiers tués en Azerbaïdjan. 5 L'ordre règne au Kurdistan irakien. 6 L'ouverture de la 44 ^e session de l'Assemblée générale de l'ONU. — M. Mitterrand au Portugal.	7 Le financement des partis. 8 La préparation des élections sénatoriales dans les Alpes-Maritimes et dans l'Aveyron. — Présidence de l'UDF : MM. Millon et Mestre poussent les feux contre M. Léotard.	9 Après le passage du cyclone en Guadeloupe. — La journée sur les « abus sexuels » à l'égard des enfants. 10 Après la déclaration de Valéry sur le transfert des cendres d'Auschwitz. 14 Le malaise dans la gendarmerie.	15 Le New York City Ballet à Paris. COMMUNICATION 21 La bataille pour le contrôle de la Ciné. — Parution en octobre de l'hebdomadaire Le Sport.	18 Durcissement du conflit ouest-poussé. 20 Le projet de budget pour 1990. — L'accident du DC-10 d'UTA. 22-23 Marchés financiers.	Abonnements 2 Carnet 14 Météorologie 17 Mots croisés 17 Radio-télévision 17	Tout sur la Bourse 3615 tazes LEMONDE Les offres d'emplois du Monde 3615 tazes LM

URSS : le plénum du comité central

M. Gorbatchev veut accroître son emprise sur le parti

Le comité central du PCUS a repris ses travaux en réunion plénière, mercredi 20 septembre, pour la seconde journée consécutive. Il devrait adopter une « plate-forme » sur la politique des nationalités, qu'une commission a été chargée de rédiger. Il n'est pas exclu que la réunion se poursuive jeudi.

MOSCOU
de notre correspondant

Imperturbablement, à coup d'offensives, replis et nouvelles offensives, M. Gorbatchev continue de dynamiser de l'intérieur le système soviétique et à faire endosser chaque nouvelle explosion par un appareil aux jours désormais courts.

Car, en faisant avancer de six mois par le comité central la convocation du prochain congrès du parti, M. Gorbatchev n'a pas seulement réussi, mardi 19 septembre, à reprendre une maîtrise durable de l'échiquier politique, il a également engagé une nouvelle étape de la perestroïka : la redéfinition du parti, sans laquelle la poursuite du changement devenait incertaine.

Notamment chargé de modifier les statuts et de jeter les bases d'un nouveau programme politique du PCUS, ce vingt-huitième congrès aura en effet pour tâche, a expliqué M. Gorbatchev, de « renforcer l'unité idéologique du parti sur la plate-forme de la perestroïka et de réorganiser son fonctionnement sur la base des principes démocratiques ». En clair, les adversaires des réformes n'ont plus leur place dans le parti qui doit s'adapter à l'évolution politique du pays.

Et là-dessus, comme s'il était maintenant sûr de la nécessité et de la possibilité d'en débattre avec les conservateurs, M. Gorbatchev ne s'abstient pas de mots. « Le pays, dit-il, nous a permis de faire ce que nous voulions. Mais la vie et la perestroïka sont allées de pair. Le pays nous a permis de laisser [nous, le parti] en arrière [de sorte que] nous devons maintenant aller encore plus loin [qu'au précédent congrès de 1986 et qu'à la conférence de 1988] et chercher de nouvelles approches et solutions ».

« Injecter du sang frais »

Car, que cela plaise ou non, poursuit-il, « la nécessité de lancer une discussion créative dans le Parti » n'est plus à démontrer puisque « le défi est déjà son plein ». Sur son thème, aussi fondamentaux que « la redéfinition de notre état fédéral, la nature du pouvoir à cette étape de la perestroïka, la poursuite de la démocratisation, le rôle du parti dans les conditions actuelles » ou encore « la nature et la propriété sociale sur laquelle se concorde l'attention de l'opinion ».

Et que fait le Parti pour être à la hauteur de ce défi ? Alors qu'il devra « agir avec vigueur et imagination », constate M. Gorbatchev devant un comité central aussi dépourvu de l'une que de l'autre, « le travail de ses instances et organisations est entravé par des structures vieillies, des règles dépassées, et l'attachement d'une partie de son encadrement aux vieux stéréotypes en du aussi long ».

Le plénum vient juste de s'ouvrir, mardi matin 19 septembre. M. Gorbatchev s'exprime avec une voix forte et sans réplique de patron auquel on est habitué à obéir. Personne ne proteste. La décision d'avancement du congrès est adoptée sans coup férir et ce spectacle d'hommes auxquels le secrétaire général dit froidement, et sans qu'ils se révoltent, que « la préparation du congrès permettra d'injecter du sang frais » à tous les niveaux de direction du Parti et que « cela s'applique aussi au comité central » est simplement fascinant.

La discipline staliniennne et l'impassibilité absolue à laquelle elle a conduit peuvent décidément, se dit-on, avoir du bon puisqu'elles permettent de faire une telle violence à l'ordre ancien. Mais s'il est autoritaire, le ton de M. Gorbatchev n'est pourtant nullement agressif. Son propos est au contraire équilibré. Il renvoie des à dos ceux qui présentent le Parti comme une force conservatrice et ceux qui

voient dans son « autocritique » un abandon des positions idéologiques.

Parant à l'assaut, M. Gorbatchev est plus contrasté que jamais et parvient à son discours de ces formules de la langue de bois (« responsabilité du Parti devant la classe ouvrière », « importance du Parti pour le destin du pays », etc.) qui font tout passer comme le miel la cigale. Très médiocre dans son discours idéologique de routine, le secrétaire général est, là, parfaitement à son aise et c'est évidemment qu'il explique quel futur programme du parti ayant besoin pour s'élaborer de toute l'expérience pratique et théorique de la perestroïka (de tenir compte, en d'autres termes, des piliers qu'il n'a pas encore fait avaler à l'appareil) on se contentera pour l'instant d'une « plate-forme » qui sera redigée pour le printemps prochain.

Pourquoi le printemps ? Le secrétaire général ne le dit pas. Mais à cette date, les élections locales devraient être achevées, l'appareil un peu plus défilé et un peu plus souple encore. Quant au changement des statuts, et bien ce n'est que logique puisqu'il s'agit de « donner force de loi aux mesures prises par la XIX^e conférence sur la démocratisation du parti et de formaliser nombre des pratiques auxquelles ont déjà recourus ses organisations ».

Contre la fédération du Parti

« Nous avons également besoin, ajoute M. Gorbatchev, d'innovations majeures dans les domaines des droits et obligations des communistes, du statut des différentes structures du Parti, des principes de leur interaction et de leurs relations avec les organisations étatiques et publiques, et de l'élargissement des droits des partis communistes des Républiques de l'Union ». Le dernier point est de taille car si M. Gorbatchev — il le dira dans un second discours sur la question des nationalités — est totalement opposé à une fédération du parti, il se prononce en revanche pour le droit des partis républicains (lettin, arménien, etc.) à « adopter leur propre programme d'action dans le cadre du programme du parti ».

Sous le chapeau unique du PCUS vont ainsi se développer des partis nationaux qui accéléreront encore un peu plus l'indivisible marche de l'URSS vers un pluripartisme de fait puis, un jour sans doute, de droit.

C'est une perestroïka dans la perestroïka qui se prépare là, mais si l'objectif est de taille, la manœuvre à laquelle le secrétaire général a recours a aussi son importance propre. Convoqué dès cet hiver, comme le réclamaient certains réformateurs radicaux, le Congrès aurait inévitablement tourné à une victoire des conservateurs puisqu'ils auraient alors pu organiser sa préparation et l'élection de ses délégués avant d'être ébranlés par les élections locales.

Convoqué seulement à la date prévue (mars 1991), il n'aurait pas permis à M. Gorbatchev de tirer immédiatement avantage du renouvellement des cadres intermédiaires qu'il attend des élections locales. L'instance suprême du parti, l'actuel comité central serait resté encore une longue année en place durant laquelle l'écart entre la radicalisation du pays et le statu quo du parti se serait dangereusement aggravé jusqu'à l'automne où il serait possible à M. Gorbatchev de faire évoluer assez profondément le second pour que le premier n'entre pas en révolution.

La question des nationalités

Tenu en octobre, le congrès devrait, en revanche, être préparé (très largement en tout cas) par une nouvelle génération de cadres, débarrassés sur un renouvellement du comité central et permettre en conséquence plus d'urgence.

Autre avantage de poids : la perspective de l'affrontement ouvert et direct (tant dans les élections locales que dans celles des délégués au congrès) entre réformateurs et conservateurs devrait pousser derrière le secrétaire général le Parti du mouvement et légèrement freiner peut-être aussi l'emballement général dans le pays.

L'affaire du congrès vite réglée, le plénum en est donc passé au second point de l'ordre du jour : la question des nationalités. Là, M. Gorbatchev n'avait pas besoin de traîner plus encore le comité central, puisque le document sur les réformes envisagées a déjà été présenté par la presse il y a longtemps et que tous les membres du CC l'ont en main (le Monde du 20 septembre). Le secrétaire général n'a plus qu'à exposer politiquement la démarche et, s'il ne fait silence sur aucun point des réformes envisagées, plus que sur celles-ci est sur les apaisements nécessaires à l'appareil qu'il s'étend.

Le fond est totalement novateur. La musique frise l'orthodoxie tant le balancement entre les grandes réalisations du communisme et la nécessité de revenir sur ses déformations est savant, et M. Gorbatchev réussit (en attendant le débat, qui pourrait se poursuivre jusqu'à jeudi et comporter des coups de théâtre) à se faire applaudir, ovationner parfois.

C'est qu'il explique, et parfois longuement, pédagogiquement et dans le but évident aussi de tenter de calmer la fièvre nationaliste, que « le droit à l'autodétermination » reconnu aux républiques n'est pas simplement un droit à la sécession mais un droit à « la souveraineté et à décider comme il leur convient de tous les aspects, économiques, politiques et culturels, de leur développement ». Abordant cependant les circonstances de l'annexion des pays baltes par l'URSS, M. Gorbatchev affirme qu'il n'y a pas lieu de mettre en doute cette décision, un choix fait par leurs peuples ».

Il ne faut pas, va-t-il expliquer, jeter le bébé avec l'eau du bain et décider, à tort, que la sécession est le fait éternel de mal, que l'immense marché commun de l'URSS ne présenterait aucun avantage pour ses Républiques ou que les réseaux de transports et de communications seraient à démanteler. Les chiffres pleuvent sur la totale imbrication des économies des quinze Républiques, et le plaidoyer pour la souveraineté des Républiques devient plaidoyer pour le

maintien — réformes faites — de l'Union.

Au passage, mais l'enjeu n'est pas secondaire, M. Gorbatchev se fait le porte-parole d'un nationalisme russe dans lequel xénophobie, anti-occidentalisme, antisémitisme et passivisme n'ont pas leur place. Il tente, autrement dit, de ne pas laisser le créneau à l'extrême droite en détaillant les maux écologiques, culturels, économiques et moraux dont la Russie, comme les autres Républiques, dit-il, a souffert sous les années de Brejnev et de Staline.

Il faut, dit-il, prendre des mesures de grande portée pour réparer ces injustices-là aussi et il propose, en conséquence, d'envisager, « dès à présent », la création d'un Parti communiste spécifiquement russe (il est jusqu'à présent confondu avec celui de l'Union) et de prendre des décisions immédiates sur un renforcement des instances étatiques et gouvernementales de la fédération de Russie.

Tout comme la création d'un poste de secrétaire du comité central chargé de la question nationale, dont M. Gorbatchev se dit aussi partisan. Cela devrait logiquement impliquer des changements de personnes à la direction.

On saura mercredi soir ou jeudi s'il aura été l'occasion de modifications des rapports de force au sommet du Parti.

BERNARD GUETTA.

Le général Germanos nouveau « patron » du SIRPA

Le colonel Raymond Germanos, promu général de brigade par le conseil des ministres du mercredi 20 septembre, sera nommé, par le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, chef du service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA), en remplacement du général de brigade Jean-Bernard Pinatel. Le général Germanos était chef adjoint du cabinet militaire de M. Chevènement.

Sur le vif

Très grande pagaille

J'étais écroulée de rire en lisant hier dans le Monde, à la veille de l'inauguration, la fiche météorologique lancée à la gusle de nos voisins à moitié morts de dépit, la description des gares coquées à l'heure de la vitesse. Ces gares qui sont l'encre où l'on s'embrasse le plus et qui doivent servir de décor à ces émotions, je cite la SNCF.

J'en venais, moi, de Montparnasse ; j'étais allée chercher une copine chargée de bagages et de gamins au train de Guingamp. Vous pouvez pas imaginer le bordel que c'est. Hallucinant ! Un gigantesque, un interminable chantier, ça dure depuis des semaines, et c'est loin d'être fini, où on pense pas tellement à se faire des câlins vu qu'on erre, affolée, hagard, déboussolé, en traînant ses valises à la recherche d'une indication, d'un tableau, d'une flèche. Pour la banlieue, c'est où ? A Vaugrard, vous êtes sûr ? Et les grandes lignes ? Personne n'en sait rien. A commencer par les employés.

Enfin, c'est pas pensable ! Ça fait des mois qu'on nous la coupe aux oreilles, l'heure de départ de

la huitième merveille du monde. Alors pourquoi on les a pas commandés plus tôt, les travaux ? A quoi ça ressemble cet invraisemblable foutoir qui paralyse, de Toulouse à Lille et de Lorient à Mulhouse, le réseau ferroviaire, ce modèle de ponctualité qu'on nous enviait, ça oui, à l'étranger ? Grèves, incidents techniques, trafic perturbé ou réduit, arrêts imprévus en pleine campagne, retards continus : c'est pas à l'heure de la vitesse qu'il s'est mis, le rail dans ce pays, c'est à l'heure du Far West.

Et tout ça, sans un mot d'excuse, d'explication ; pire que dans nos aéroports où les salles d'embarquement ressemblent déjà à un quel que gare à Calcutta. Remarque, ça va s'arranger. Le ministre des transports a chargé un groupe de travail de réfléchir aux mesures à prendre pour répondre à la curiosité des voyageurs ! Je voudrais pas anticiper sur le résultat de vos longues et intenses cogitations, messieurs, mais qu'est-ce que vous diriez d'un simple haut-parleur ?

CLAUDE SARRAUTE.

Mouvement de grève aux NMPP

Un mouvement de grève de vingt-quatre heures a été lancé par la CGT aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) à partir de 16 heures, mardi 19 septembre. Ce mouvement demande l'intégration de travailleurs saisonniers (la CGT estime le sous-effectif à 250 personnes), des améliorations salariales et l'application des accords liés à la modernisation des imprimeries parisiennes. Les syndicats s'inquiètent notamment des conditions de distribution des journaux Hésant ; l'imprimerie de Roubaix entraînera la suppression de certains centres de fao-similé pour l'impression en province des quotidiens du groupe.

Le mouvement de grève a surtout affecté la distribution des magazines et des quotidiens traités au centre de La Villette des NMPP.

[Les mouvements revendicatifs aux NMPP ont perturbé aussi la distribution du cahier « Emploi » du Monde (numéro daté 20 septembre). Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.]

Cinq projets de télévision locale à la Réunion devant le CSA

Presque deux ans après la CNCL, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a lancé un nouvel appel à candidatures pour l'exploitation d'une télévision privée à la Réunion. En réponse à cet appel, cinq candidats se sont fait connaître et devraient être auditionnés dans les semaines qui viennent. Il s'agit des projets : Antenne Réunion, soutenu notamment par deux groupes de BTP locaux, Apvoca et la Société bourgeoise de travaux publics et de construction, ainsi que les Sucreries de Bourbon ; Télé Réunion, émanant de M. Mario Lechat, et des sociétés SILEX et Mauritius Invest ; TV Bourbon (TVB), organisée par M. Daniel Jabin ; TV Réunion, œuvre d'un steward d'Air France passionné de télévision, M. Jean-Paul Pain ; et enfin Télé-Freedom, télévision dirigée par M. Camille Sauter, médecin et conseiller municipal de Saint-Denis-de-La-Réunion.

Les trois derniers candidats étaient déjà en lice lors du précédent appel de la CNCL, interrompu par la suppression de cette institution. Et l'un d'eux est plus qu'un projet. Télé-Freedom émet régulièrement — mais illégalement — depuis 1986, à la Réunion (le Monde du 12 février 1988), et a su, chaque fois qu'elle était menacée, mobiliser des manifestations populaires qui ont dissuadé toute intervention des pouvoirs publics. M.-C. I.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

ECONOMIE MAGAZINE

LES JEUX-CONCOURS FONT-ILS VENDRE ?

Pressé, télé, grandes surfaces... partout, des jeux et des concours nous sont proposés à chaque instant. Pourquoi les hommes de marketing préfèrent-ils cette arme commerciale à la publicité classique ? Quand et comment l'utilisent-ils ?

EGALEMENT AU SOMMAIRE :

- le combat des géants de l'agroalimentaire.
- Mrs Thatcher, la Livre et le SME.
- Comment produire japonais en France.

SCIENCE ET VIE ÉCONOMIE
COMPRENDRE POUR AGIR

BOURSE DE PARIS

Matinée du 20 septembre

Calme

À la veille de la liquidation mensuelle de septembre, le calme était de mise rue Vivienne. L'indicateur instantané perdait 0,13 %. Les plus fortes hausses étaient enregistrées par Béghin-Say (+2,8 %), Comptoirs modernes (+2,5 %) et Ciments français (+2,5 %). En baisse, on notait Céléfem (-2,5 %), Rhône-Poulenc CIP (-2,5 %) et SAT (-2,4 %).

Le numéro du « Monde » daté 20 septembre 1989 a été tiré à 528 444 exemplaires

3617
tarifmedia

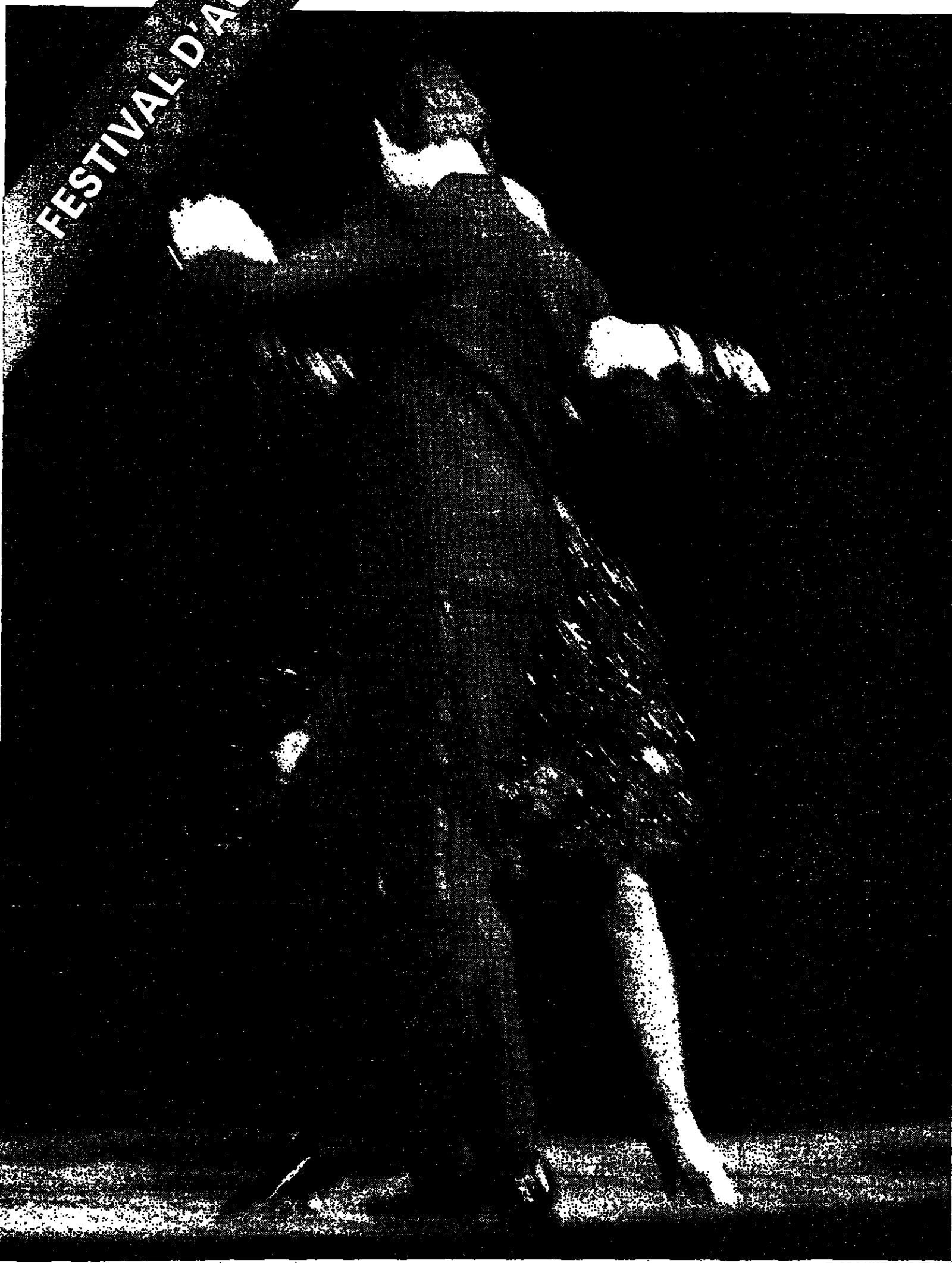
Les performances de la télématique en plus

MICHEL SWISS

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'AU TOURISTES ÉTRANGERS
PARFUMS, ACCESSOIRES
PRODUITS DE BEAUTÉ
TOUTES LES GRANDES MARQUES
16, rue de la Paix (Paris 75002) 2^e étage asc.
TEL. : 42.61.61.11

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



TRISTAN VALLER/EMMERAND

TROIS MOIS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CRÉATIONS A PARIS

« Tango argentino », à nouveau

Ils reviennent. Avec leurs bandonéons camailles et désespérés, avec leurs enlacements — regards, mains, jambes, — avec leurs voix des rues, leurs affrontements fiévreux.

Le spectacle de Claudio Segovia et Hector Orezzoli, *Tango argentino*, a fait du chemin depuis sa première apparition en 1983, déjà pour le Festival d'automne. Six jours au Châtelet qui ont lancé une aventure formidable — et à vrai dire inattendue : premier retour à Paris l'année suivante, tournée en Europe, triomphe sur Broadway, tournée encore aux États-Unis, au Japon où le spectacle a dû augmenter le nombre de ses représentations, et revenir de nouveau tourner en Europe...

A Mogador, cette fois, voici l'étrange musique de la passion, de la possession. Le tango, c'est, dit-on, la chanson de l'homme au cœur déchiré qui marche seul et se souvient. C'est aussi la plus raffinée, la plus sauvage des danses de séduction.

Habillé de neuf avec une éclatante somptuosité, le *Tango argentino* toujours chaloupe avec une nervosité insolente, et fait une fois encore surprendre le secret de cette ville magique, imprévisible, excessive : Buenos Aires.

Le Festival d'automne ouvre presque simultanément par ce *Tango argentino* et le *Mort de Danton* de Büchner, mise en scène en français par Klaus-Michael Grö-

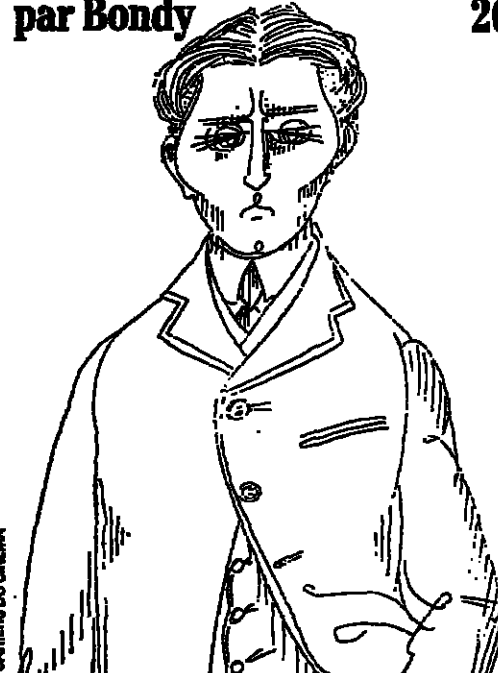
ber, également présent avec *Affaire de la rue de Lourcine*, de Labiche, mais en allemand... Ce ne sont pas seulement les grands de la mise en scène, les Bondy, Syberberg (avec Edith Clever) ou Peter Brook qui font le Festival d'automne, mais aussi les pas encore assez connus : Novarina, Pessoa, Tanguy, Zaorko, Guyotat improvisant. Et autour de Peter Brook, tout un ensemble des musiques d'Afrique du Sud, dont la déjà fameuse comédie musicale *Sarafina*.

La musique est particulièrement riche au Festival d'automne, c'est le résultat de commandes passées à des compositeurs inconnus. Mais, de Boulez à Stravinski en passant par Berio, Busotti, Kagel, Xenakis, entre autres, il y aura aussi bien sûr des stars. (Spécial Festival d'automne : pages 26 à 32).

COLETTE GODARD.

Schnitzler
par Bondy

26



Après *Terre étrangère*, Luc Bondy met en scène une pièce inédite en France d'Arthur Schnitzler : *Le Chénin solitaire*. Il faut croire qu'entre l'auteur autrichien et le metteur en scène suisse (d'ailleurs bilingue allemand-français) existe une similitude de caractère compliqué, fébrile. Une même lucidité, un même humour pervers.

Cassavetes,
rétrospective

31



John Cassavetes, né à New-York, émigré grec de la seconde génération. Ce qu'il n'a jamais oublié dans sa manière d'être, de vivre entouré de son clan, de jouer sans crainte d'exprimer très fort ses sentiments. Il a filmé les dérivés, les visages, les rues, l'invisible charme de sa ville. Plus que tout autre, il possédait le don de liberté.

Et aussi :

ARTS 33 et 34
Cézanne et ses baigneurs à Bâle
La rentrée des musées parisiens

THÉÂTRE ET DANSE 35 et 36
La saison chorégraphique
Les meilleures pièces
et leurs salles

MUSIQUES 37 et 38
Le « sauvetage »
de la salle Favart
Les principaux concerts

CINÉMA 39
Les films de la semaine

LUC BONDY ET L'AUTRICHE « OCCIDENTALE »

Schnitzler et les quadragénaires

Le Festival d'Automne poursuit un travail sur le théâtre allemand, notamment à travers la prestigieuse Schaubühne, qui envoie une surprise : *Affaire de la rue de Lourcine* de notre Labiche, mise en scène, ce n'est pas le moins surprenant, par Klaus-Michael Grüber. Il a plutôt habillé le public aux déchirements et aux violences, que l'on va retrouver, sans doute, dans sa mise en scène de la *Mort de Danton*, en français cette fois, qui ouvre le Festival ce 20 septembre. Le spectacle devait commencer le 26, mais il a été avancé.

C'est sans doute la première fois qu'un tel fait se produit. Klaus-Michael Grüber est imprévisible.

Edith Clever et Syberberg poursuivent ces sortes de récitals où la comédienne, seule en scène, semble surgir de la nuit pour interpréter de grands textes. Voici donc la *Marquise d'O*, de Kleist, qu'Edith Clever avait jouée déjà, dans le film de Rohmer.

Et enfin, venant lui aussi de la Schaubühne, mais de tant d'autres lieux, Luc Bondy. Avec une pièce de Schnitzler.

On se souvient de *Terre étrangère*, son premier spectacle à Paris. On découvrait un jeune metteur en scène particulièrement aigu, subtil au point d'en être pervers.

Lacide, avec un sourire un peu triste, un peu cruel. Il a choisi de donner son âge — juste le début de la quarantaine — aux personnages.

Et sans doute aussi ses angoisses. Le titre de la pièce (insolite) qu'il présente est *Le Chemin solitaire*.

C.G.

Le théâtre de Schnitzler est apparemment désinvolte, en réalité, il est plein d'inquiétudes mortelles. Une sorte de boulevard mordant, plus désespéré que mélancolique, plus franchement comique que souriant. Pour Luc Bondy, l'homme qui s'en rapproche le plus est Max Ophüls.

Schnitzler raconte les gens qu'il connaît le mieux : doués mais gâchant leurs dons, orgueilleux et vaniteux, frivoles mais suicidaires. Moins égoïstes peut-être qu'enfermés dans un rituel social depuis longtemps dépassé. Il décrit le premier décor de la pièce comme un jardin clos qui ne laisse rien voir de l'extérieur. Et des personnages qui vont y apparaître, trois seront morts à la fin du spectacle. D'abord, la mère. Puis sa fille, Johanna se suicide ainsi que l'homme — plus âgé — qu'elle aime.

« Mais, dit Luc Bondy, Sala ne se suicide pas à cause d'elle. Pas seulement. Son angoisse : il est malade, et les autres vont le découvrir. Pour un aristocrate comme lui, qui toujours doit paraître impeccable, sans faiblesse, c'est inconcevable. Quant à Johanna, son suicide a plusieurs motifs. Elle hait la mort. La mort la dégoûte, elle en a peur. Elle porte, finalement, les stigmates de la mort, et ne voit pas d'autre solution. Il est curieux que Schnitzler ait focalisé là-dessus, car sa fille effectivement se suicidait, peu de temps après qu'il eut écrit la pièce.

« La mère, on peut dire qu'une longue maladie d'amour l'a détruite. Elle a eu un fils adultère, et l'a toujours caché à son mari. L'arrivée de son ancien amant achève. Cette pièce représente, en somme, une sorte de « psychanalyse inverse ». Habituellement, la psychanalyse apporte une connaissance qui permet de survivre en coexistence avec ses problèmes. Ici, c'est le contraire. Dès que les gens savent, ils meurent. Ils ne peuvent supporter la connaissance. Comme si le mensonge les faisait exister. Plus exactement, le mensonge est le reflet d'une vérité impossible à regarder directement. Ils ne disent pas : « Je ne veux pas le savoir », mais « Je veux bien savoir, à condition que les autres ne sachent pas ».

« Sauvegarder le rituel social est nécessaire, sans doute, et même vital, pour eux comme pour tout être civilisé. Mais ce n'est pas tout, ça va plus loin. Il y a un retournement des relations entre fils et père. Le fils adultère héros son père tant qu'il est loin, le méprise dès qu'il l'approche, le refuse et choisit, cette fois en toute connaissance de cause, l'homme avec qui il a jusqu'à présent vécu, son faux père.

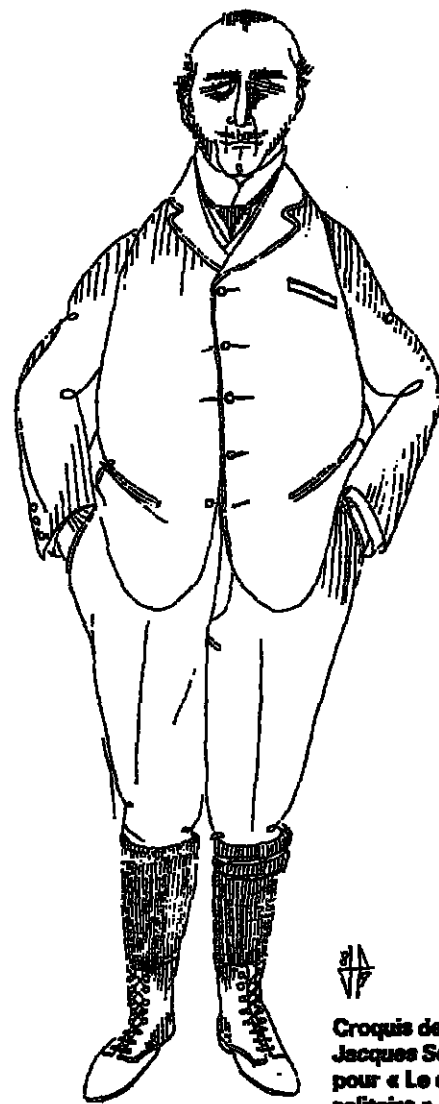
« Schnitzler prend les gens à un moment de leur existence où ils font face aux conséquences de leur passé, tout juste à la quarantaine. Souvent, quand on monte cette pièce, c'est avec des acteurs plus âgés. Mais je m'intéresse au comportement de deux artistes qui se cognent à leurs ratages. L'un est un auteur dramatique qui a eu un commencement de succès et se trouve dans une position établie. L'autre — le père — est un peintre tombé dans le fonctionnarisme. Tous deux sont confortables mais, devenus incapables de créer, sont obligés de ramer.

« Entre quarante et cinquante ans, les gens regardent volontiers en arrière, difficilement en avant, et refusent le présent. Là, dans cette pièce, on voit que les deux artistes en question ont manifesté un talent auquel ils ont sacrifié leur vie affective et familiale. Ils ont voulu la liberté totale pour l'épanouissement de leur créativité, mais ça n'a pas fonctionné, elle les a trahis. Ils se trouvent là, démunis. L'un, avec une maladresse véritablement égoïste, veut amener à lui un fils qu'il connaît à peine, mais qui lui est devenu indispensable, car c'est la seule chose qui lui reste. Naturellement, il échoue.

FREUD ÉTAIT ARCHÉOLOGUE

« L'autre veut se débarrasser de ses responsabilités, entraîne le suicide de la jeune fille. Il a d'abord voulu entraîner le frère dans une expédition archéologique — l'archéologie représente une recherche de racines, d'identité. Une tentative pour pénétrer l'énigme de soi-même. — Freud était archéologue. Le frère refuse, finalement, au cours d'une scène qui peut être vue comme un duel de mots. Il est normal qu'un frère provoque en duel l'amant de sa sœur...

« Ce frère, ce fils, est un personnage intéressant, parce qu'il appartient à une génération au bord du gouffre. Militaire comme il se doit, il est prêt à changer de condition. Il pense qu'il aurait pu vivre dans une période de guerre où il aurait rencontré l'occasion de se couvrir de gloire, mais enfin il est content, ce n'est pas un révolté. Sala lui propose le voyage archéologique, comme pour lui transmettre un message : mieux vaut partir que s'enfermer dans des problèmes édiptiens. En fait, la mère était le pilier de cette famille, elle en détenait le secret, maintenait l'équilibre entre vérité et



Croquis de Jacques Schnitzler pour « Le chemin solitaire »

mensonge. Quand elle meurt, il y a comme une porte généralisée d'identité, les vérités deviennent imprécises, floues comme des couleurs délavées...

« Chez Botho Strauss aussi — en particulier dans la dernière pièce que j'ai montée à la Schaubühne, la *Chambre et le Temps* (le Monde du 18 février), les gens ne cessent, tout en mentant, de chercher la vérité. Mais la structure de fiction est fondée sur l'amnésie. Ce qui est formidablement théâtral, car on peut alors recréer des situations, les fragmenter. Écrire aujourd'hui en continuité, comme Tchekhov ou Schnitzler, me paraît difficile.

« Ces auteurs, Schnitzler ou Botho Strauss, me permettent à moi un type de travail que j'apprécie de plus en plus : j'utilise les acteurs. J'aime installer des situations qui racontent — ou semblent raconter — leur histoire. Ils sont tout le temps là, ensemble, et des liens secrets se discernent, les choses se décentrent, chacun trouve sa vérité singulière. Les acteurs qui ne se connaissent pas ont tendance à amener des trucs, raffinés d'ailleurs quand ils sont bons. Mais ce qu'ils font est alors moins rare. La vérité d'un acteur, c'est quand j'ai l'impression qu'il n'est pas là seulement pour se perfectionner, mais pour se casser. Je parle de la vérité du théâtre. L'autre...

« Au théâtre, on a la possibilité de montrer quand une phrase sonne faux. Quand le corps raconte autre chose que les mots, quand un geste n'est pas en harmonie. Par exemple, quelqu'un dit : « Vous partez définitivement ? » L'autre veut en effet partir définitivement mais n'ose pas l'avouer et répond : « Non, pour quelque temps... » tandis que son geste trahit son désir réel... Le sous-texte, chez Schnitzler, est d'une importance énorme. Il ne s'agit pas seulement d'hypocrisie mondaine. Le milieu est moins snob que dans *Terre étrangère*, par exemple.

« L'Autriche de la pièce, un empire austro-hongrois en pleine décadence, est un tout autre pays que celle d'aujourd'hui, d'ailleurs multiple. Il y a l'Autriche américaine de Peter Handke, mais d'autres aussi, encore balkaniques, très juives, qui font penser à la Hongrie, avec les petites gares jaunes. Il y a l'Autriche des casernes et des banlieues... Celle de Schnitzler est plus européenne, dans le sens occidental. Il y a autant d'Autriche que d'auteurs autrichiens.

« Schnitzler n'est pas un violent, dans la mesure où on associe généralement la violence à des comportements moins nuancés que ceux de ses personnages. Chez lui, avec une grande perversité, les dommages arrivent à petits pas, et même les meurtres. Un à un il enlève les masques jusqu'à débusquer celui de la mort. Il dit que la fiction est en nous, et pas en dehors de nous. Comme Freud, Schnitzler était un sous-marin de l'âme humaine.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

LOURCINE-GRUBER



Voilà un peu plus de vingt ans, Patrice Chéreau entrait dans la cour des grands avec une farce trépidante de Labiche, *Affaire de la rue de Lourcine*, jouée, grimaçante, marquée « expressionniste ». Et en 1988, à la Schaubühne, Klaus-Michael Grüber, à partir de cette même pièce, adaptée en allemand, racontait le cauchemar de deux bourgeois lâches, bornés — Udo Semel et le gigantesque Peter Simonischek — parfaitement « labichiens ». Après une quinzaine de mois effroyable, ils ne se souviennent plus de rien, c'est à peine s'ils savent encore qui ils sont. Ils ont peut-être réinventé assassiné cette femme dont on a retrouvé le cadavre rue de Lourcine...

Le merveilleux dans cette histoire est que l'on se trouve comme à l'intérieur de la gueule de bois, dans un monde cotonneux où l'on perd la notion du temps, où le moindre bruit transperce la tête. Donc, tout sonne feutré et le plus petit décalage provoque des catastrophes. Les personnages ne s'agitent pas, ils en sont bien incapables. Ils ne s'évadent pas de leur cauchemar, ils y tanguent comme des nageurs dans une mer poisseuse. C'est ce spectacle (en allemand) qui représente la Schaubühne au Festival d'Automne : une heure dix de rire.

C.G.

Tout sur le bruit GRAND MAGASIN DU 3 AU 22 OCTOBRE OPÉRA D'AMATEUR D'APRÈS LES AVENTURES D'HARRY DICKSON

TEP RENSEIGNEMENTS 42 43 12 13

صحنه من الامم

AU FESTIVAL D'AUTOMNE

PETER BROOK ET L'AFRIQUE DU SUD

Au présent de la souffrance et de la vitalité

Pur et heureux hasard, assure Peter Brook, le programme qu'il présente dans son théâtre des Bouffes du Nord, en coproduction avec le Festival d'Automne, a reçu tout naturellement le soutien de la Fondation France-Libertés de Danielle Mitterrand et coïncide avec l'Année des droits de l'homme. Depuis quelque temps — il lui fallait auparavant achever l'aventure du *Mahabharata*, — Peter Brook souhaitait faire découvrir la culture noire de l'Afrique du Sud, « comme dans les pays anglophones, mais totalement inconnue en France ». Pour lui, cette découverte fut un choc.

« Vous parlez d'intense vitalité, de joie de vivre à propos de l'Afrique du Sud. N'est-ce pas un paradoxe ?

— Il faut se méfier du mot joie, car dans son sens banal il véhicule les pires stéréotypes sur la race noire, il désigne une sorte de naïveté, le sourire d'éternels enfants de la nature. Si je l'utilise, c'est à défaut de meilleur mot pour nommer cette extraordinaire capacité de vivre le moment, cette intense vitalité qui est le propre de la culture des townships, où pourtant la situation est intolérable. La vie dépasse tout, et la vie ne peut être une force négative...

— Existe-t-il des survivances de contes africains ou des grands mythes dans cette culture par essence urbaine ?

— Non. Car le conteur est inséparable de la structure de la vie traditionnelle à la campagne. A la différence du reste de l'Afrique, l'Afrique du Sud est un pays totalement urbanisé, moderne. Les Noirs ont créé, à la place de la vie traditionnelle, une culture bien sûr influencée par leurs racines et beaucoup par le jazz — mais d'abord très liée à la rue. Les townships ne sont pas équipés en théâtres, il y a peu d'hôtels, et pour le reste ce sont des maisons dans un *no man's land* d'une immense tristesse. L'équivalent du bazar, du théâtre, est justement la rue, où s'exprime cette joie de vivre que j'évoquais, à la différence des autres cultures urbaines d'Europe ou d'Amérique du Sud, où d'ordinaire on exprime des revendications.

— Je ne connais rien qui s'apparente à la situation sud-africaine. Habituellement, ce qui donne au créateur africain sa dignité, sa profondeur, sa poésie, c'est la tradition. Quand elle disparaît, quand l'individu sort de son contexte traditionnel et entre dans la ville du vingtième siècle, il perd ses racines, et avec elles sa compréhension du monde, sa vitalité.

— La civilisation urbaine semble faire irruption dans votre travail. Dans les *Ils*, vous évoquez un peuple qui passait traditionnellement d'une civilisation à une autre, la Conférence des oiseaux s'inspirait de la tradition persane, le *Mahabharata* de la tradition indienne.

— Les *Ils*, c'était une tragédie sur la mort d'une tradition, un mot, cette fois encore, très difficile à comprendre pour nous Occidentaux. J'ai passé toute ma vie à lutter contre les traditions, car pour nous cela signifie non vivant, arraché à la compréhension de la vie. La tragédie des *Ils* était claire : dans des conditions de vie imposées, la tribu perd peu à peu les liens avec la nature qui donnaient sens à sa vie, et à sa mort. Elle survit, au niveau le plus bas. La Conférence des oiseaux montrait l'autre face, positive, de la survivance d'une tradition. La guerre du *Mahabharata* était la guerre entre un monde pour lequel seul compte la possession et un monde convaincu que la vie n'a de sens que si l'on dépasse ce concept limité du devenir humain. Le *Mahabharata* témoignait encore d'une conception, de valeurs, profondément traditionnelles.

— Bien sûr nous vivons dans ce monde-ci, il est inutile d'en dénoncer uniquement la décadence, car nous devons le vivre au quotidien, résoudre les problèmes moment après moment. Il est indispensable de revenir à l'image de ce que pourrait être une vie plus saine, mais aussi, revenir à la réalité contemporaine.

— Le théâtre n'est ni le journalisme ni la télévision : dans une représentation d'*Oedipe*, on ne peut pas parler de la Russie d'aujourd'hui, alors que dans un journal on peut avoir une page sur *Oedipe* et une autre sur Gorbatchev. Le théâtre dramatise avec la plus grande intensité possible un cas précis, et alors il devient universel. Et pour moi l'Afrique du Sud dramatise, concentre de manière irrésistiblement frappante les situations d'injustice épouvantable, dans le monde entier ; c'est un pays d'une technologie géniale et d'une souffrance atroce, ce fut l'expérience de mon premier voyage, une sorte de paradis, de jardin d'Adam et Eve ; l'on comprend pourquoi Noirs et Blancs lui sont si attachés. Dans ce paradis, il y a le



poison, la cruauté, la misère. Si on veut, on peut ne rien en voir. Mais si on veut, on voit : l'apartheid est une chose immense, car la cruauté est fantastiquement technologique et bien organisée : l'Afrique du Sud n'est pas abusive, car Ubu est une image de la bêtise, de la tyrannie.

— C'est en Afrique du Sud que vous avez découvert le théâtre noir ?

— Non, je l'ai connu bien avant mon premier voyage là-bas. A Londres, il y a une vingtaine d'années, je suis devenu très ami avec Athol Fugard, un homme de très grand talent, auteur, acteur et metteur en scène sud-africain et blanc, profondément concerné par l'apartheid. Il a réussi à braver il y a vingt-cinq ans, pour la première fois, cette interdiction : un Noir et un Blanc ne pouvaient être ensemble ni sur une scène ni dans la salle. Il a d'abord été prudent : il a écrit une pièce qui touchait à des problèmes tabous, l'a fait jouer par des acteurs noirs et blancs, mais dans des lieux privés, sans l'appeler « représentation théâtrale », sans faire payer les places.

— Deux hommes très remarquables l'ont rejoint, pour des raisons purement idéologiques : un administrateur organisateur, Marnie Manim, et un metteur en scène de retour en Afrique du Sud après avoir travaillé en Angleterre et aux Etats-Unis, Barney Simon. Ensemble, ils ont fondé en 1974, à Johannesburg, le Market Theatre, un théâtre mixte, qui a rencontré un tel succès que le gouvernement n'a pas osé le fermer. Ils y ont monté des pièces qui traitaient directement de l'apartheid, et des classiques — Ibsen, Shakespeare. Fugard a attiré à lui deux acteurs noirs de très grande qualité, John Kani et Winston Ntshona, et co-signé des pièces avec eux. Ce sont celles que j'ai vues à Londres : *Swizie Bazzi est mort* fut une première révélation, car on y parlait des pass-books, ces sortes de passeports que tout Noir doit avoir avec lui à chaque instant pour justifier de sa présence et de son travail dans tel ou tel lieu.

— Dans la seconde pièce, *The Island*, l'île qui est le bague où Mandela fut emprisonné, ces mêmes deux acteurs noirs jouaient, sans accessoires, sur une scène totalement dépourvue, en utilisant une technique d'expression corporelle proche de celle travaillée alors dans les théâtres expérimentaux sous l'influence de Grotowski, par réaction contre l'art figuratif. Or ces acteurs, eux, venaient un peu hyperréalistes. Il n'y avait ni rocher à casser ni soleil impitoyable, tout était imaginaire, mais la totalité de leur épiderme était réellement telle que le montre le cinéma documentaire dans cette situation de bague.

— Les pièces de Fugard sont peu connues en France, mais énormément en Angleterre et aux Etats-Unis. Elles sont réalistes, de très haute qualité, très liées à la tradition européenne, c'est-à-dire post-Ibsen. Le théâtre sud-africain fut longtemps pour moi symbolisé par le Market Theatre, par ce mariage entre des auteurs et des metteurs en scène blancs et des acteurs noirs merveilleusement doués.

— J'ai découvert une nouvelle génération à Harlem, il y a cinq ans. Elle venait de Soweto, où un homme très influencé par Stanislavski, Gibson Kente, faisait du théâtre depuis dix ans, sans aucun moyen, dans un style très animé, plein d'humour. Il tournait dans les townships. Un jour, dans un bus, deux de ses acteurs, Mbongeni Ngema et Percy Mtwa, ont imaginé : que se passerait-il si le Sauveur revenait dans notre pays, que dirait-il de la situation ? L'Afrique du Sud noire et blanche est profondément chrétienne, et les Blancs utilisent le protestantisme pour maintenir l'ordre, ils commettent leurs atrocités la Bible à la main...

— Ces deux acteurs pendant un an ont improvisé sur ce thème à la fois émouvant et comique. Ils manquaient d'argent, d'aide professionnelle. Ils sont allés voir Barney Simon au Market Theatre, ont travaillé avec lui, pendant des mois. Ainsi est né *Wozza Albert*, en 1981, au Market Theatre. J'ai vu la suite à Harlem, *Asinamali*, une pièce sur les prisons : six acteurs zoulous, le crâne rasé, jouaient avec une vitesse, une force, une adresse incroyables, comme un seul homme. Jamais j'en avais vu une telle virtuosité, un tel travail d'ensemble. Sans accessoires, par un travail totalement antifiguratif, ces six hommes nous obligeaient à comprendre leur vie. J'ai demandé à Mbongeni de faire partie de la troupe du *Mahabharata*. Il était tenté, mais il avait entamé l'écriture de *Sarafina*. Il en a écrit la musique et le livret, l'a mis en scène avec un groupe de gosses pour lesquels il a construit un lieu où vivre et travailler. Il voulait parler de l'effroyable existence de ces mêmes qui à huit ans ont tout vu, tout subi, par une comédie musicale.

— Vous avez choisi de mettre en scène *Wozza Albert*, cette fable sur le retour du Christ...

— C'est une vision télescopique et panoramique de la vie des townships, une pièce-clef. J'ai senti que, si nous la présentions en anglais, nous en perdions le contenu, et que seule passerait la virtuosité des acteurs. La nécessité de faire une nouvelle version française s'est imposée. Je l'ai demandée, tout comme celle du *Mahabharata*, à Jean-Claude Carrière. Nous sommes partis ensemble pour l'Afrique du Sud. Nous avons discuté avec les trois auteurs, ils nous ont mon-



Il se passe des choses en Afrique du Sud. Ça bouge. Il se trouve que le Festival, avec Peter Brook et le CICT (Centre international de créations théâtrales) et plusieurs parrains, dont Alpha-FNAC, avait depuis longtemps mis en marche un programme consacré à ce pays si loin de nous, à la fois si moderne et si rétrograde.

La musique est là, avec des stars comme Myrnam Makeba ou Dollar Brand. Mais aussi les représentants d'une tradition familiale villageoise.

Et enfin la France verra *Sarafina*, comédie musicale sur un thème très violent — le massacre des enfants de Soweto, — qui a triomphé à New-York (le Monde daté 3-4 janvier 1988) avant de tourner en Europe. Ce sera aux Bouffes du Nord, où Peter Brook mettra ensuite en scène *Wozza Albert*, dans une adaptation française de Jean-Claude Carrière, avec deux acteurs d'expression française.

Sur la photo ci-contre, Mbongeni Ngema et Percy Mtwa, les créateurs de *Wozza Albert*.

tré les faits, les lieux qu'ils jugeaient nécessaires pour nourrir le travail de Carrière. Et j'ai décidé de monter *Wozza Albert* avec deux acteurs africains d'expression française, Mamadou Dioume et Bakary Sankaré. Leur réalité est différente de celle de l'Afrique du Sud, qu'ils ne connaissent pas. Un acteur transposé, il n'a pas besoin d'avoir vécu exactement ce qu'il décrit, mais il doit posséder les éléments nécessaires pour comprendre. Eux, bien entendu, les possèdent, et en même temps pas tout à fait : ainsi la transposition devient très vivante. Je voulais que *Wozza Albert*, en français, ait une unité. Je suis très attaché, je l'ai souvent écrit, au mot « représenter ». Pour moi, il est la clef du phénomène théâtral, car il veut dire « rendre présent ».

— Inévitablement, il y a un effet de déplacement, voire d'exotisme ?

— Tout à fait. L'exotisme est capital. L'émerveillement, l'étonnement, la surprise, sont au point de départ de l'expérience théâtrale. Mais il ne faut pas en rester au simple stade de l'admiration, de la démonstration : le contenu doit passer, à part égale. Pour cette raison, deux de nos acteurs donneront certaines parties du texte de *Sarafina* en français, pour que le public puisse le vivre directement, et non théoriquement, en lisant le résumé.

— Sans cesse, vous éprouvez le besoin de vous frotter à d'autres cultures. Ces allers et retours relèvent-ils d'une nécessité esthétique ou est-ce la réalité sociale et politique de l'Afrique du Sud qui vous a le plus frappé ?

— Tout ce qui touche à l'Afrique du Sud est politique. Or je suis très méfiant vis-à-vis de ce qu'on appelle le théâtre politique. La réalité politique et sociale est le tremplin, le terrain. Mon intérêt pour cette culture va plus loin : nous sommes, je crois, tous incomplets. Comme le sont l'Indien, l'Africain. Notre culture, avec ses beautés, est une partie très limitée de la gamme humaine. Le monde entier est un puzzle. Chaque culture, chaque individu, en possède un fragment. J'ai un grand respect pour le sens social des townships. Il dépasse de très loin ce que nous entendons par ces mots. Il concerne la sagesse, et le respect pour la sagesse, le sens réel et non théorique du groupe. Bien sûr, chez les Africains existent aussi la corruption, la malhonnêteté, la férocité. Mais il y a un respect — c'était le sujet des *Ils* — pour les relations sociales, familiales et je dirais, spirituelles.

Propos recueillis par ODILE QUIROT.

TRENTÉ-TROIS ŒUVRES NOUVELLES

La création

féliciter dans sa loge et je lui ai demandé : A qui désirez-vous que je commande une œuvre à votre intention ? Au même instant, Pierre Boulez est entré dans la loge. Maurizio n'a eu qu'à tendre la main dans sa direction.

Quel festival, y compris Royan à la grande époque, a eu les moyens de commander une telle œuvre d'œuvres pour une seule édition ? La richesse fait des jaloux, c'est normal ; en temps de récession, elle interdit le gaspillage. Mais seuls les vrais « accros », ceux qui n'auront raté aucun concert, pourront dire au soir du 16 décembre si la Rue de Rivoli s'est trompée ou non. Un ou deux chefs-d'œuvre feraient évidemment bien dans le décor.

Riche, en vérité, le département musique du Festival d'automne ? De quelle richesse parle-t-on ? Le montant des commandes passées pour cet ensemble de créations s'élève à 1,6 million de francs. C'est énorme par rapport aux sommes dont dispose chaque année le ministère pour faire naître des partitions : 2,5 millions cette année (3,5 en 1990) sur les 5,4 millions du budget de la création musicale. La direction de la musique a d'ailleurs dû répartir sur deux ans sa contribution (au total, 800 000 F, qui s'ajoutent à la subvention annuelle habituelle de 300 000 F), se trouvant à ce jour quelque peu exsangue pour passer commande cette année hors Festival d'automne. Mais une addition de 1,6 million n'apparaît plus si considérable quand on songe que le budget de l'IRCAM se situe entre 42 et 45 millions (dont 13,8 millions pour le seul Ensemble Intercontemporain), soit une somme qui excède très largement le coût de toutes les actions de l'Etat pour la musique, qu'il s'agisse des festivals (5,4 millions), des orchestres ou ensembles autres que l'EIC (6,75 millions), des disques. Un budget de commandes de 1,6 millions pour des heures et des heures de musique vivante, de musique existante, prête ensuite à voyager aux quatre coins du monde par la grâce de leurs interprètes, c'est en vérité ridicule dès qu'on le compare à des secteurs autrement plus riches que la musique contemporaine, l'opéra par exemple.

Notez que le député de Paris Jacques Toubon, reprenant une question posée à l'Assemblée par Jean-Paul Fuchs, maire de Colmar, le 27 avril dernier, adressait le 11 septembre une lettre écrite au ministre de la Culture et de la Communication à propos de la « disparition » de 20 millions. Ces 20 millions de centimes-là étaient en principe destinés à renforcer les établissements lyriques de province ; c'est en tout cas ce qu'avaient voté les députés après discussion du budget de la culture pour 1989. Or cette dotation n'est jamais parvenue aux institutions intéressées. N'aurait-elle pas été engloutie par le concert d'inauguration de l'Opéra-Bastille, dont M. Toubon chiffre le coût à 20 millions exactement ? Cette arithmétique est sans doute un peu simple. Il y a eu, il y a eu à la Bastille d'autres gouffres que le concert d'ouverture.

Et puis, 180 000 francs pour la commande d'une partition d'orchestre d'environ trente minutes, est-ce

XENAKIS A LA TACHE



Xenakis, le plus prolifique peut-être de nos compositeurs, n'accepte en général de commandes que de l'étranger. Il lui est arrivé, voici très longtemps, d'en accepter de Radio-France, mais les projets, abandonnés ou trop mal payés, ont avorté. Désormais, le successeur de Varèse accepte d'autant moins de commandes françaises qu'il a revu ses tarifs à la hausse, n'acceptant plus de composer que pour 100 000 à 150 000 F, ceci « à la tête du client ».

Récemment guéri d'une maladie cardiopulmonaire qui l'a laissé inactif pendant sept mois, Xenakis se retrouve aujourd'hui devant un carnet de commandes de diva : Londres, Francfort, Stockholm, les orchestres de Bordeaux, de Lyon, de Montpellier, sans compter un centre culturel suédois et quelques guitaristes du monde entier, attendant qu'il compose pour eux pièces symphoniques, sales, œuvres pour orchestres de chambre (pour le London Sinfonietta), un second quatuor (les Arditi jouent déjà le premier) : soit dix commandes à honorer dans les deux ans... Quand Xenakis dit que l'argent ne l'intéresse pas, on le croit. Comme lorsqu'il déclare pouvoir sans peine écrire pour des effectifs imposés : « La variété des commandes que je reçois ne m'empêche pas de réfléchir sur le fond. La pensée théorique est mon plancher des vaches. J'y plaque des préoccupations ponctuelles.

« J'ai tellement composé que, l'âge aidant, je crois que je m'arrêterais si les interprètes ne me pressaient d'écrire. Ma musique ne fait plus scandale, je ne suis pas très convaincu de son succès, mon seul bien est ma solitude, comme au temps où j'écrivais sur la Crise de la musique érielle et que je mettais tout le monde contre moi. Je ne crois qu'à la confiance, à l'enthousiasme des interprètes. Pour eux, je continue à composer. »

A. R.

On comment un festival fête la Révolution. Et comment va la vie des compositeurs d'aujourd'hui, au travers des témoignages d'un débutant, et d'un pape.

PAS une note de musique n'a encore résonné. Les premières répétitions viennent à peine de commencer, les premières partitions d'arriver rue de Rivoli, au siège du Festival d'automne. Du programme musical de cette année révolutionnaire – l'idée de Révolution traduite par une floraison sans précédent d'œuvres en création – on ne connaît encore qu'une liste impressionnante de noms : trente-trois titres inédits et un nombre encore plus imposant d'auteurs (outre les créations, il y a aussi les premières auditions) ; une cohorte de mécènes ; une multitude de coproducteurs... Mais, déjà, la polémique est entamée sur le pourquoi, le comment, le bien-fondé de l'idée. Trente-trois œuvres commandées, vingt-trois concerts de nouveautés, c'est bien, mais ce n'est pas assez quand on compare au nombre des élus celui des exclus. Programme franco-français... tribune offerte encore une fois aux mêmes, aux pontifes, aux profiteurs, à ceux que l'on connaît par cœur... La controverse va bon train dans le dernier numéro de la revue *Diapason*.

Michel Guy et Joséphine Markovitz, son adjointe pour la musique, l'ont peut-être un peu cherché en proposant à Boulez le soin d'ouvrir et de fermer le programme (non sans figurer d'ailleurs à mi-course, avec Messiaen et Stravinsky !). Ils savaient que l'effet IRCAM-EIC donne toujours aux allergiques les mêmes boutons et qu'il ne saurait être conjuré par la commande passée à... Marcel Landowski : note d'humour qui n'a pas fait taire la contestation.

La faiblesse du menu musical 89 – on pourrait aussi bien dire : sa force – n'est un mystère pour personne, et surtout pas pour ses instigateurs. Fidélité aux compositeurs qu'on a toujours ici accueillis, aimés, soutenus (Ligeti mais aussi Eloy) ; Xenakis, Nono mais aussi Aperghis ; et Steve Reich, et Ornette Coleman). Confiance gardée aux ex-petits jeunes aujourd'hui montés en grade (Dusapin, Manoury). Coups de cœur, tout de même, pour Bussotti que la

France a oublié, pour Michael Jarrell, l'Américano-Suisse qui monte, comme pour Anthony Braxton, Roger Woodward, créateur en 1987 du *Concerto pour piano* de Xenakis, cette fois dans le rôle de compositeur. Et un pari sur deux très jeunes musiciens qui ne sont pas précisément dans la ligne boulézienne : Eric Tanguy, vingt et un ans, élève du Roumain Horatiu Radulescu (école « spectrale » élargie) et de l'Anglais James Dillon (la complexité comme principe fondateur) ; Frank Krawczyk, vingt ans, admirateur de Louis Couperin, Schumann et Debussy, élève en électroacoustique dans la classe lyonnaise de Philippe Manoury, remarqué par Claude Helffer qui jouera son *Kammerkonzert*, encore un vrai-faux concerto pour piano (lire ci-dessous l'article d'Alain Lampech).

« Notre devoir n'est pas d'être équitable, nous déclarait Michel Guy. Il est de faire ce qui nous paraît important et urgent dans la limite de nos goûts, forcément contestables. Qu'on n'aille pas chercher dans notre programme un bilan sur l'état actuel de la création : nous aussi, nous nous trompons, et nous ne représentons qu'une toute petite partie de la vie culturelle hexagonale. Les choses se sont faites d'elles-mêmes, d'une certaine façon, grâce aux contacts que nous entretenons avec les interprètes. Par exemple, j'ai assisté au récital Pollini à Pleyel. Je suis allé le

Un livre et des perles

Le programme musical du festival sera singulièrement éclairé par la lecture d'un bel et bon ouvrage coédité par la revue suisse *Contrechamps*, préfacé par son rédacteur en chef, Philippe Albero, et composé d'interviews de certains des compositeurs joués cette année, les autres ayant accepté de répondre par écrit à un questionnaire. On y vérifie avec une certaine stupeur la constation préliminaire d'Albero : « Les différentes démarches ne sont plus guère définies, ni par rapport au présent ni par rapport au passé : le temps des déclarations d'intentions est révolu. » On y lit aussi des choses joyeuses :

— Philippe Manoury : « En règle générale, mes goûts s'usent plus vite que mes crayons. »

— Jean-Claude Eloy : « En vingt-cinq ans d'activités, je n'ai constaté, autour de l'institution française, que crises politiques, ambitions dominatrices, désir de pouvoir, malveillances, manœuvres et contre-manœuvres de couloirs... »

— Anthony Braxton : « Mon problème n'a jamais été de savoir quelle approche était nécessaire à la composition, mais plutôt de savoir comment j'allais pouvoir emprunter 10 dollars pour déjeuner. »

— Luciano Berio (à la manière zen) : « Tout le monde connaît le bruit de deux mains frappées, mais quel est celui d'une seule ? »

A. R.

* Musiques en création, 200 pages, 60 F.

Délaisé par l'avant-garde au profit de formes musicales moins ostentatoires, le concerto refait surface : on en créera cinq, cet automne, à Paris.

EST-CE Claude Debussy qui a signé l'arrêt de mort du concerto en se demandant dans *Monsieur Croche* antidiabétique si ceux de Mozart étaient plus ennuyeux que ceux de Beethoven ? Mais dès la fin du dix-neuvième siècle, le genre perd de son lustre et un virtuose aussi fêté et puriste que Camille Saint-Saëns se fera sortir lors de la création du *Concerto d'Alexis de Castillon*. Pas parce que la musique en était mauvaise (elle n'est ni plus ni moins intéressante que celle de bien d'autres œuvres concertantes applaudies pendant un siècle), mais le public était lassé des numéros d'histrions. La figure du virtuose qui se sert de la musique devenait la cible favorite des esprits éclairés. A leur façon Schumann et Brahms redonnèrent le blason du genre. Le premier en repoussant le plus loin possible le pianisme. Le second en repoussant avec la symphonie concertante dans son *Concerto en si bémol*.

Des concertos, il s'en écrira pourtant d'autres au cours du vingtième siècle : Busoni, Ravel, Prokofiev, Bartok, Stravinsky, même Schoenberg et Berg sacrifieront au genre. Mais, année après année, la forme concertante tombe en désuétude (on n'en connaît guère qui, écrits après ceux-là, se soient maintenus au répertoire). Le coup de grâce vient avec les sériels. Le concerto a vécu, avec sa dualité combattive, sa propension à placer le soliste sous le feu des projecteurs, à lui offrir sur un plateau la possibilité de voler à l'œuvre (donc au compositeur) ses applaudissements. Et puis, il n'y a plus guère de compositeur-pianiste : Rachmaninov et Busoni furent sans doute les derniers musi-

Le concerto

ciens chez qui le pianiste égalait, voire dominait, le compositeur. Retour aux formes pures, au quatuor à cordes, à la sonate. Retour à une certaine forme d'orthodoxie classique et beethovenienne. Et donc à l'invention de nouvelles formes dictées par un projet musical, par la spéculation intellectuelle. Place au timbre et à une virtuosité transcendante les possibilités de l'instrument-roi déchu, ou plutôt faisant table rase de la virtuosité traditionnelle : le piano a des marteaux, faisons-les entendre ; poussés au-delà de ses limites physiques, il donne d'intéressantes possibilités timbriques et harmoniques, explorons-les ; le legato est un leurre, ne nous laissons pas piéger ; et si ce n'est pas suffisant, abîmons-le, « préparons-le » pour le rendre méconnaissable.

Refuser l'expression, la projection du moi, l'individualité devient le maître mot. Curieusement, des compositeurs comme Olivier Messiaen ou Henri Dutilleul ne sacrifieront pas au genre du concerto pour piano. Messiaen, qui avait à sa portée une pianiste-inspiratrice, n'a jamais utilisé le piano dans la forme concertante stricte, même si le piano est le soliste privilégié des *Oiseaux exotiques*, des *Sept Haïkai*, du *Réveil des oiseaux*, voire de la *Turangalila Symphonie* ; et Dutilleul, qui a inauguré (ou presque) sa carrière de compositeur en écrivant une sonate pour piano, attendra 1960 pour se lancer dans un concerto pour violoncelle qu'il nommera *Tout un monde kiptain*. Mais de concerto pour piano, point. Et pourtant ces deux compositeurs, l'un héritier de Debussy, l'autre de Ravel et Bartok, n'ont jamais été soumis au dogme sériel, n'ont jamais voulu rejeter *a priori* les anciennes formes.

Il y a aussi les francs-tireurs de la modernité, Maurice Ohana, André Boucourechliev, Gérard Masson, Dan, l'école polonaise, et Stravinsky, bien sûr, qui,

1007
NONO
F. P. M. E. T. O.

1000
STOCKHAUSEN
MONTAG AUS LICHT

LA FONDATION
LOUIS VUITTON
ET LE FESTIVAL
D'AUTOMNE A
PARIS

1000
BERIO-BOULEZ
DEUX COMMANDES

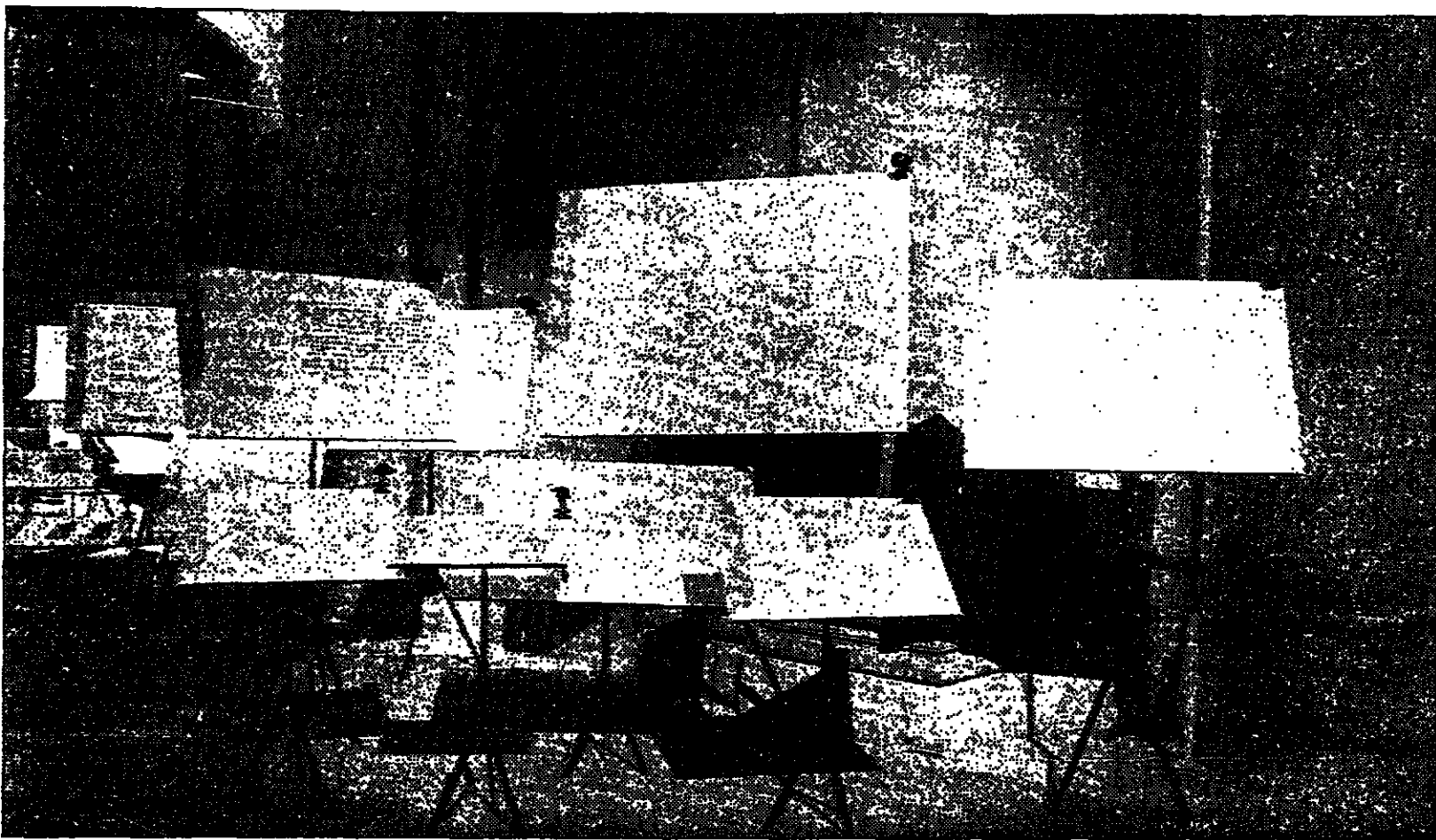
LOUIS VUITTON

Fondation Louis Vuitton pour l'Opéra et la Musique
30, rue la Boétie 75008 Paris Tél. 45 63 09 00

AU FESTIVAL D'AUTOMNE

EN VINGT-TROIS CONCERTS

aux commandes



Des pages et des pages de partitions...

vraiment le Péron ? Rien à côté des à-valoir obtenus par des romanciers de renom, qui se chiffrent en millions de francs lourds. Encore ce tarif n'est-il pas pratiqué en France (pour Stockhausen excepté), le Festival d'automne payant au maximum 100 000 F, pour une œuvre d'un compositeur de grande renommée. Le barème, situé dans une fourchette de 2 à 10 selon la notoriété de l'artiste, prend en compte la difficulté d'écriture de la partition, l'importance de l'effectif instrumental. Et pas le minutage, ce qui est bien dans le style Grand Siècle du Festival. Le barème de commandes du ministère, le seul qui — service public oblige — ne prenne pas en compte la notoriété de l'artiste, est quant à lui fixé selon des critères sévères, et égaux : genre, difficulté, effectif, durée, 80 000 F pour un opéra, 50 000 pour un concerto... On mesure là encore les limites (forcées) de l'initiative publique en matière de création. Limites qu'avait tenté d'élargir Maurice Fleuret, doublant en 1981 les crédits de la commission des commandes, et veillant déjà — un système de vote à bulletin secret a été institué — à ce que les esquisses et les dossiers soient jugés par les douze commissaires (1) avec un maximum d'objectivité plutôt qu'en considération des réseaux

d'influence et en prévision des renvois d'ascenseur. Le système de vote à bulletin secret a eu ainsi récemment pour effet de faire refuser par la commission des commandes une petite œuvre de Stockhausen et une partition de Claude Lefebvre. Précédent extraordinaire quand on sait que ce dernier dirige le Festival de musique contemporaine de Metz, qu'il a donc le pouvoir de faire jouer ses collègues.

Une commission, des dossiers, des compositeurs jaugés sur des partitions qu'ils n'ont pas achevées ou même pas commencées ? Le Festival d'automne a choisi de ne pas chipoter et, sur le principe du tout ou rien, a demandé au ministère une contribution globale, passant par la région Ile-de-France selon la procédure des commandes déconcentrées. Contribution que les mécènes sont venus ensuite, au coup par coup, compléter. Régime de faveur, en tout point, puisque

(1) La commission réunie en février dernier comprenait les compositeurs André Boucourechliev, Claude Ballif, Bernard Cravenne, Alain Guarin, Jean-Yves Bosser, Christian Clozier, Edith Canat de Chizy, Francis Miroglio, Nicolas Bacri et le « diffuseur » Laurent Spielmann. Le compositeur Hugues Dufour et le « diffuseur » Henri Mayer étaient excusés.

les quelque cinquante compositeurs qui reçoivent chaque année des commandes de l'Etat sont eux-mêmes, bien que moins payés, des favoris : il existe en France des compositeurs aux talents confirmés qui crèvent de faim. Et trois seulement qui gagnent confortablement leur vie avec leur musique : Xenakis, Dutilleul, Messiaen.

ANNE REY.

KRAWCZYK : PREMIER ROUND



Frank Krawczyk a vingt ans. Et s'il ne se considère pas comme un débutant, c'est qu'il a déjà composé de petites choses pour ses condisciples du lycée Racine, et quinze minutes de *Luminances* pour douze instruments à l'intention des élèves du Conservatoire de Paris, qui ne les ont jamais exécutées.

A sa manière, c'est un vétéran. Lui qui composait « de petites sonates schubertiennes » à neuf ans n'a jamais cessé de noircir du papier rayé depuis et ne saurait, dit-il, « compter les œuvres qu'il a déjà remises. Trente environ. Des partitions plutôt mégalo, pour orchestres anormalement nombreux. Je joue de pas mal d'instruments, poursuit-il, pourtant les cuivres me restent encore étrangers : je sais que je ne domine pas bien l'écriture pour une grande formation. Pour le Kammerkonzert, Manoury m'a aidé de ses conseils ». Claude Helffer, lui, a remarqué le jeune pianiste en 1986, à Fleine, dans Boulez et Beethoven. Lui aussi l'a fait travailler. En échange, Krawczyk lui a dédié une sonate pour piano... Bref, quand le Festival d'automne s'est mis en quête de très jeunes compositeurs pour leur passer commande, Helffer et Manoury ont parlé du même.

« Quand le Festival m'a proposé 20 000 francs pour treize à quatorze minutes de musique, j'ai trouvé cela convenable. Charges déduites, il me reste 18 800 F. Je n'avais aucune notion de ce que coûte une œuvre. Je n'ai pas encore tout à fait intégré l'idée que la musique puisse avoir une valeur marchande. Quelles que soient les conditions, de toute façon je composerai. J'espère aussi entrer dans la classe de direction d'orchestre de Gilbert Amy à Lyon. Ecrite des analyses de l'œuvre de Schumann et de Debussy en rapport avec le romantisme allemand et le symbolisme. Mettre en musique les Illuminations de Rimbaud en m'inspirant conjointement du Songe d'une nuit d'été, de Shakespeare. Oui, je lis beaucoup... »

A. R.

sans ambiguïté

trente-cinq ans après son *Concerto pour piano et instruments à vent* (une œuvre néoclassique), renoue avec le genre concertant et compose des *Mouvements pour piano et orchestre*, bien dans la veine sérielle. Mais il ne les appelle pas concerto, et leur forme en cinq mouvements reliés par des intermèdes orchestraux, sinon véritablement symphoniques, et une écriture qui imbrique le piano dans l'orchestre davantage qu'elle ne l'expose (même si la virtuosité de la partie de piano y est réelle) interdisent que l'on place cette œuvre dans la lignée du concerto.

RETOUR AU COMBAT

Et Xenakis ? Lui qui expose tant la virtuosité de ses interprètes, qui la cultive à plaisir, tout en la situant dans une perspective rigoureusement mathématique et architecturale ? Son *Synaphai*, créé par Georges Pludermacher au Festival de Royan, en 1969, restitue au piano une place prépondérante au sein d'un orchestre éclaté (quatre groupes de cordes, vents divisés) et au virtuose, qui le tient, son rôle « démoniaque » : le soliste plaçant sa gigantesque partition (une portée par doigt) sur le pupitre du piano est déjà un spectacle en soi, spectacle qui renoue avec les effets de manches des grands virtuoses, qui fait ressembler le soliste aux gravures humoristiques montrant Liszt chevauchant son piano, lançant des cascades d'arpèges à la figure de ses auditeurs. Mais à sa façon Xenakis est un grand romantique qui prise fort la *Quatrième symphonie* de Brahms. Presque une exception parmi les compositeurs de sa génération. Il a d'ailleurs fini par écrire un vrai concerto, *Kegrops*, pour le pianiste Roger Woodward qui l'a créé à New-York en 1986, avec l'Orchestre de Paris, sous la direction de Zubin Mehta, avant de le reprendre en novembre 1987 au Festival d'automne, avec le même chef et l'Orchestre

de Paris. Un vrai concerto : Xenakis y oppose le piano à l'orchestre en un combat athlétique, lui laisse la parole dans de nombreuses et courtes cadences qui, pour être sauvages, n'en sont pas moins mélodiques.

Questionné sur le *Concerto pour piano*, de Ligeti — un titre sans ambiguïté, — Florent Boffard (vingt-cinq ans, pianiste depuis un an de l'Ensemble InterContemporain et qui va donner la première audition française de la version intégrale, le 23 octobre) remarque que « Ligeti y renoue avec les superpositions rythmiques, la polytonalité, l'utilisation du mode pentatonique caractéristiques de l'œuvre de Bartók, et avec une virtuosité pure, au service d'une spéculation intellectuelle qui ne donne au soliste l'occasion de s'émanciper qu'en une ou deux pages. Il ne comprend néanmoins pas de cadences proprement dites, encore moins de lutte entre le piano et l'orchestre. Ce dernier ponctue, prolonge, précède, s'insinue dans la partie de piano qui est à la fois couleur et individu. Enlevez un ou deux éléments de la partition et tout disparaît. Ces phénomènes de superposition sortent tout droit des Études pour piano. »

N'aurait-on plus peur de la mélodie dans les cercles avant-gardistes ? N'aurait-on plus peur de la forme archaïque et rétrograde du concerto ? A examiner la programmation du Festival d'automne, il semble bien que non. Car ce ne sont pas moins de cinq concertos (qu'ils s'appellent ainsi ou pas) qui vont être créés là : celui de Ligeti, le *Kammerkonzert*, de Frank Krawczyk, la *Ville d'en haut*, d'Olivier Messiaen (soliste : Yvonne Loriod), A *String Around Autumn*, pour alto et orchestre, de Toru Takemitsu (soliste : Nobuko Imai), et les *Antiphonies*, de Pierre Boulez, dédiées à Maurizio Pollini.

ALAIN LOMPECH.

MÉCÉNAT CULTUREL

En Haute-Vienne des entreprises s'engagent

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS • CAISSE D'ÉPARGNE ÉCUREUIL • CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE • CHAUSSEES WESTON • COGEMA • CRÉDIT AGRICOLE • CRÉDIT MUTUEL • FABRIQUE IMPRIMER • GLACES BÂTIMENT MIROVER • E. LECLERC • SOCAE COPRÉCO • CONSEIL GÉNÉRAL

SALON INTERNATIONAL DU DESSIN D'HUMOUR DE ST-JUST-LE-MARTEL
23 SEPTEMBRE/1^{er} OCTOBRE

FESTIVAL INTERNATIONAL DES FRANCOPHONES
29 SEPTEMBRE/1^{er} OCTOBRE

MUSEE DEPARTEMENTAL D'ART CONTEMPORAIN DE ROCHECHOUART



UN FRANÇAIS,

Pollet, l'homme des faubourgs

Le Festival d'automne, avec celui d'Avignon, participe à la restauration du patrimoine cinématographique : une tâche aussi indispensable que la conservation des manuscrits anciens. Le cinéma n'est pas une partie négligeable de la civilisation.

Le festival présente cette année au Théâtre de Chaillot *l'Étudiant de Prague*, de Hanns Heinz Ewers, et porte également à son programme le *Décadence*, de Krzysztof Kieslowski, une série de dix téléfilms illustrant — et perversifiant — les dix commandements. On avait déjà découvert à Cannes *Tu ne tueras pas*. L'ensemble projeté à Venise a été l'événement de la Mostra (le Monde du 16 septembre).

Six inédits « de la dernière heure » font la surprise, deux marginaux sont à l'honneur. Le Français Jean-Daniel Pollet (huit films) et John Cassavetes, le New-Yorkais, un cinéaste des plus librement imaginatifs, et aussi un comédien étrangement séduisant.

Jean-Daniel Pollet se raconte à travers son acteur-fétiche Claude Melki, John Cassavetes à travers sa famille, sa tribu, son clan.

JEAN-DANIEL POLLET est né à Paris, le 20 juin 1936. A vingt-trois ans, il était célèbre. A cause d'un court-métrage, *Pourvu qu'on ait l'ivresse*, qui, au moment où la « nouvelle vague » faisait une révolution dans le cinéma français, avait reçu au Festival de Venise (1958) le premier prix du court-métrage à scénario. *Pourvu qu'on ait l'ivresse* ou les bals de banlieue en fin de semaine. A l'époque c'était tout un monde...

Jean-Daniel Pollet fait son service militaire au Service cinématographique des armées (SCA). Et comme les militaires vont au bal, il regarde ce qui s'y passe. Il a envie de filmer. « Je voulais me prouver qu'il était possible de raconter en vingt minutes une histoire avec les qualités de photo et de mise en scène d'une séquence de long-métrage bien faite, mais sans le lourd appareil de production qui s'y attache généralement et qui, trop souvent, paralyse la verve créatrice du cinéma » (*Arts*, n° 701, 17 décembre 1958). Quand on vous disait « nouvelle vague »...

En dix-sept semaines, chaque dimanche, Jean-Daniel Pollet tourne dans deux dancings, à Joinville et à Robinson. Mais, comme il veut éviter « le ton reportage », il invente, avec des personnages choisis sur place, une histoire sans paroles. Ce film en noir et blanc s'en passe facilement.

Car le regard porté par Pollet sur le petit univers où l'on danse est suffisamment original pour qu'on soit



Claude Melki, le « Buster Keaton » de Jean-Daniel Pollet.

fasciné par des images d'où surgit un curieux bonhomme à la mine longue, triste, qui se passe un coup de peigne soigné on remonte furtivement son nœud de cravate avant d'aller inviter les filles. Elles disent toujours non. Ainsi Claude Melki, que, dans l'enthousiasme, on comparera à Buster Keaton, entre-t-il dans l'univers cinématographique de Jean-Daniel Pollet.

Claude Melki, un tailleur du quartier du Sentier qui, justement, allait, le samedi et le dimanche, danser dans une guinguette de Nogent, « Chez Max ».

Pollet a inventé Melki, à moins que ce ne soit le contraire. Car les seuls films populaires du réalisateur sont ceux qu'ils ont tournés ensemble, complices. En 1959, après le succès foudroyant de *Pourvu qu'on ait l'ivresse*, on mise sur Pollet comme on va miser sur Jean-Luc Godard. Mais son premier long-métrage, *La ligne de mire* (1958-1960), réalisé avec de grandes difficultés, reste inédit et cela lui fait la réputation d'un cinéaste « difficile », qui a couru à l'échec, peut-être bien par prétention. Tout va très vite, à cette époque : la consécration et le refus. Pollet reste le solitaire de la « nouvelle vague ». Il lui faudra quatre ans (1963-1967) pour mener à bien *Méditerranée*, moyen-métrage en plans fixes où passent des visions de jardins, de portiques, de masques funéraires, de corridas, tout cela d'une grande beauté comme le commentaire de Philippe Sollers.

Mais, en 1965, Pollet participe à *Paris vu par*, entreprise collective de cinéastes « nouvelle vague »

ou apparentés (avec lui, Jean Rouch, Jean Douchet, Eric Rohmer, Jean-Luc Godard et Claude Chabrol). Il écrit et filme le sketch *Rue Saint-Denis* et voilà Melki, aussi velléitaire qu'au bal, dans une chambre de prostituée. Va-t-il se décider à consommer ? L'humour noir de Pollet, sa tendresse à l'égard du personnage déphasé, font mouche.

Mais le cinéma, c'est bien difficile et *Une balle au cœur* (1965), tragédie sous le soleil de Sicile et de Grèce, ne redonne pas le blason de Pollet. Il a pris pour interprètes Sami Frey et la chanteuse Françoise Hardy, « idole des jeunes » que son public n'a pas envie d'aller chercher là. Retour, trois ans plus tard, après des infortunes diverses, à la saga Melki : *L'amour c'est gai, l'amour c'est triste*, comédie burlesque dialoguée par Remo Forlani.

LE TANGO DES SENTIMENTS

Melki, c'est Léon, un tailleur pour hommes du quartier Strasbourg-Saint-Denis. Gentil, timide, affligé d'une sœur (Bernadette Lafont) cartomancienne à domicile (entendez prostituée pour le compte d'un drôle de « fiancé », Jean-Pierre Marielle). Léon tombe amoureux d'une jeune Bretonne (Chantal Goya), copine de sa sœur, venue habiter chez eux. Rien ne se passe comme on pourrait le croire, tantôt c'est gai, tantôt c'est triste, car Claude Melki — c'est son talent, sa destinée — n'est pas vraiment un personnage drôle, même si l'eau du robinet s'arrête toujours de couler quand il tend son verre pour le remplir. Léon-Melki a la tête pleine de rêves, il est faible, brimé, en perpétuel décalage avec la réalité. Il ne comprend rien de ce qui se passe autour de lui et les autres ne le comprennent pas. Mais les spectateurs le remarquent, l'adoptent, on dirait.

Jean-Daniel Pollet donne sa revanche à Léon, devenu gargon de bains-douches-sauna dans le quartier de Strasbourg-Saint-Denis, avec *l'Acrobate* (1975). Léon est toujours timide, toujours tourné en dérision par son entourage. Il aime, sans espoir, Fumée (Laurence Bru), une tapineuse du coin. Un jour, en accompagnant Lili (Marion Game), la cousine de Fumée, dans une compétition de danse, il découvre le tango (qui revenait à la mode). De quoi transformer une vie. Maladroit et en butte à la mauvaise volonté des objets, Léon s'efforce, se transfigure sur la piste des concours de danse, avec Fumée pour partenaire, après avoir appris le tango. C'est Fred Astaire emportant Ginger Rogers dans des figures langoureuses, un acrobate, un funambule qui va, enfin, accéder à l'amour. Les ruptures de ton font le charme de ce film poétique, mélancolique, où l'univers quotidien décevant de Léon s'estompé dans l'univers tout en glissades et en envolées de jupes multicolores des championnats de tangos.

Apothéose de Claude Melki et de Jean-Daniel Pollet, *l'Acrobate* reçoit le Prix de la critique en 1976 au Festival international du film d'humour de Chamrousse. Une chance qui ne profite ni à l'un ni à l'autre. Pollet retourne à ses étranges moyens-métrages « impressionnistes », tel *l'Ordre* (la condition de l'éprouvé grec sorti par le gouvernement d'une île où ils vivaient en communauté pour être soignés, mais enfermés, dans un hôpital), qu'il avait tourné juste avant. Melki devient un comédien au chômage, dont certains se souviennent, parfois.

Les rétrospectives sont faites pour remonter le temps.

JACQUES SICLIER.

Puis un beau jour on a dit tout d'un coup. A l'œuvre, la présente pour la République. Un homme est alors égal de tout autre. Que l'un soit maigre et que l'autre soit gras. Et c'est qui était épuisé de l'un. Ne fut jamais aussi rempli de espoir. Mais ce qui était comble de mangaille. Etait plein d'espoir autant que ceux-là. Et je disais ça cloché quelque part. Et j'étais plein de doute et plein de trouble. Parce que ça cloché lorsque la pluie d'or tout à coup s'écoula vers le haut. B. Brecht.

THEATRE DE GENEVILLIERS
TELEPHONEZ
N O U S
47 93 26 30

Sixième Saison
Octobre 89
Mai 90

CHOREGRAPHES INVITES
Oscar DUBOC
Mikha GRETCHKO
André THÉRON
Anne-Marie PASCOLI
Daniel LARREU
Bernard GLANDER
Naguy MARIN
Sébastien BOCHON
Catherine BIVERRES
Nervé DIASNAS
Dominique PETIT
Rodine HERRIG
Jean-Michel AGUS
Charles GRENGE
Laura de MERCY/Brume PIZON
Jean-Claude GALLOTTA

ABONNEZ-VOUS

THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE
9 rue Geoffroy-Léonard
75004 Paris
TEL. 47 24 44 22

PARIS 1989
LA MAIRIE DE PARIS
présente le
27^e FESTIVAL INTERNATIONAL DE DANSE DE PARIS
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
DU 19 AU 24 SEPTEMBRE 1989

New York City Ballet

Fondateurs : GEORGE BALANCHINE et LINCOLN KIRSTEIN
Directeurs Artistiques : PETER MARTINS et JEROME ROBBINS
PROGRAMMES DIFFÉRENTS

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES : 15, av. Montaigne - 75008 PARIS
Location : Théâtre - Agences - FNAC
par téléphone : (1) 47 20 36 37

FESTIVAL D'AL
DEUX INDÉPENDANTS
Cass

inspiration pe

naissance d'un Printemps 10

La Ferme du Bois

صحنه من الامم

AU FESTIVAL D'AUTOMNE

UN NEW-YORKAIS : DEUX INDÉPENDANTS

Cassavetes, le don de liberté

JOHN CASSAVETES : il s'est montré tel que je l'attendais et l'espérais, petit, très intense, chaleureux, énergique, souriant, plein de charme. C'était à Los Angeles en 1977 et je le rencontrais pour la première fois. Le seul élément qui me semblait clocher était justement Los Angeles, cette métropole tellement fautive de l'industrie cinématographique, pour lui qui était resté avant tout un artisan, un New-Yorkais.

Un New-Yorkais typique des années 50/60, tel qu'on l'avait aimé dans ses films ou ceux de Shirley Clarke, Robert Frank, etc. New-Yorkais, et fils d'immigrés grecs, encore très grec dans son corps, ses gestes, ses sourcils bruns, sa façon de les hausser en esquissant un sourire, sa façon de rire très fort... John Cassavetes était new-yorkais dans l'âme, comme le pianiste-détective Johnny Staccato dans la série (diffusée dans l'émission « Cinéma-Cinéma » en 1987). C'était un amoureux de jazz, d'ailleurs et de métissage, ainsi qu'on le voit dès ses premiers films, *Shadows* et *Too Late Blues* (la Ballade des sans-espoir), amateur de vertes nocturnes entre amis comme il ne peut en exister qu'à New-York ou dans les capitales européennes, mais jamais à Los Angeles — les trois héros de *Husbands* devaient aller jusqu'à Londres pour vivre une fois encore ce genre de folle nuit entre hommes.

New-Yorkais enfin, John Cassavetes, parce que nerveux, rapide, efficace, toujours « on the move » et non « laid back », (tranquille et calme à la manière des Californiens). C'est pourquoi il avait émigré : afin de se consacrer à son travail. New-York offrait trop de tentations.

Mais rien n'était perdu, il avait emporté dans ses bagages son inspiration, ses influences, son background. Ici, à Los Angeles, isolé dans cette communauté de « film people », il pouvait écrire, monter jour et nuit, entouré de quelques fidèles — Gena Rowlands sa femme, Al Ruben, Sam Shaw, tout à tour producteurs et cameramen, parfois acteurs comme tous les membres de la famille, et des acteurs-frères : Peter Falk, Ben Gazzara, Seymour Cassel, Tim Curry, Val Avery...



Cassavetes, un cinéaste de force et d'excès.

Il avait besoin de la famille au sens plus large de clan. Et au sens plus restrictif de filiation, de réseau entre gens qui ont les mêmes amours, les mêmes intérêts, une façon identique de voir la vie et de la vivre. Il avait recruté autour de lui son microcosme, une mini-troupe en marge de la machine hollywoodienne.

Il revivait d'ailleurs à New-York pour *Gloria*, qui, à première vue, n'est peut-être pas ce qu'il a fait de mieux. Mais c'est un témoignage intime, avec une manière très personnelle de montrer sa ville. John Cassavetes a filmé la violence, les rues, la foule, sur le même ton libre que les scènes de tendresse entre Gloria et le petit garçon... New-York, si souvent utilisée prend ici un air nouveau, presque provincial.

rents d'amour), tout le monde le connaissait, l'aimait. C'était vraiment son dernier film, car *Big Trouble* (1984), inédit en France, demeure avant tout le produit d'une commande.

Il est mort en février et nous manque déjà. D'autant que son influence, parfois revendiquée, reste limitée. Et personne n'a réussi à l'égaler. Très peu de cinéastes possèdent le même don de liberté dans le choix des thèmes et la façon de les traiter, dans le rythme qui s'étire et se casse, dans la teneur des sentiments. Cette sincérité de l'auteur et des personnages, on la retrouve rarement aujourd'hui et surtout pas dans le cinéma américain.

Deux « marginaux », de plus français, semblent être les seuls héritiers de Cassavetes, les seuls à avoir compris et assimilé son influence : Jean-François Stevenin et Patrick Grandperret. De même que Cassavetes, ils sont acteurs, fonceurs, parlant beaucoup et fort, d'une grande générosité dans leur façon de bouger, dans leurs rapports avec les autres, avec les acteurs et la caméra. Eux aussi sont parvenus à restituer le contact intime, presque peau à peau, avec les personnages. Eux aussi les suivent, prêts à leur laisser vivre des histoires, des émotions pas forcément écrites, planifiées, ou des scènes sinon véritablement improvisées, du moins pas précisément décrites.

Cassavetes — de même que Stevenin et Grandperret — aime les visages des acteurs, le grain de leur peau, leurs rides, leurs défauts et décalages, se montre capable, à chaque instant, de filmer en longs plans-séquences, ne craint pas les rires, les larmes, les crises de nerfs. En un mot, ses images ne sont pas aseptisées. Il ne craint pas non plus de décrire les à-côtés du quotidien et de la normalité — la folie (*Une femme sous influence*), le doute, le désespoir, la solitude (*Faces, Opening Night*), la dérive (*Minnie et Moskowitz*), *Mourir d'un bookmaker chinois* et toute autre sensation d'entre-deux-eaux.

Mais il savait aussi, John Cassavetes, passer de la tristesse au bonheur, et à l'amour, et au rire...

LAURENCE GAVRON.

(Laurence Gavron est, avec Denis Lenoir, l'auteur d'un livre, John Cassavetes, aux éditions Rivages-Cinéma.)

DANIEL LARRIEU COTÉ DANSE

Inspiration peinture

C'est principalement le festival qui, avec obstination, a fait connaître la danse américaine. Douglas Dunn et Trisha Brown font partie de ses poulains et sont là cette année. Et aussi un Français, Daniel Larrieu, qui crée un spectacle à deux volets : les *Marchands* et les *Bâtisseurs*.

« Les *Marchands*, explique Daniel Larrieu, est un trio que j'ai imaginé à partir d'un tableau de la Renaissance, le Décan de la Balance — mes pièces partant souvent d'œuvres picturales. On y voit un personnage central, une femme, symbole de la tempérance. Puis un homme très déchiré, qui représente la terre, la nature. Et un pays, qui est en relation avec l'extérieur, avec le social, l'apparence.

« Si j'ai seulement trois interprètes, ce n'est pas par contrainte financière. C'est un choix. Les « petites formes » permettent de se trouver plus proche des interprètes, facilitent les échanges. Avec dix danseurs, on perd vite le contact. Il est vrai aussi qu'à trois le spectacle tourne plus facilement. Je ne

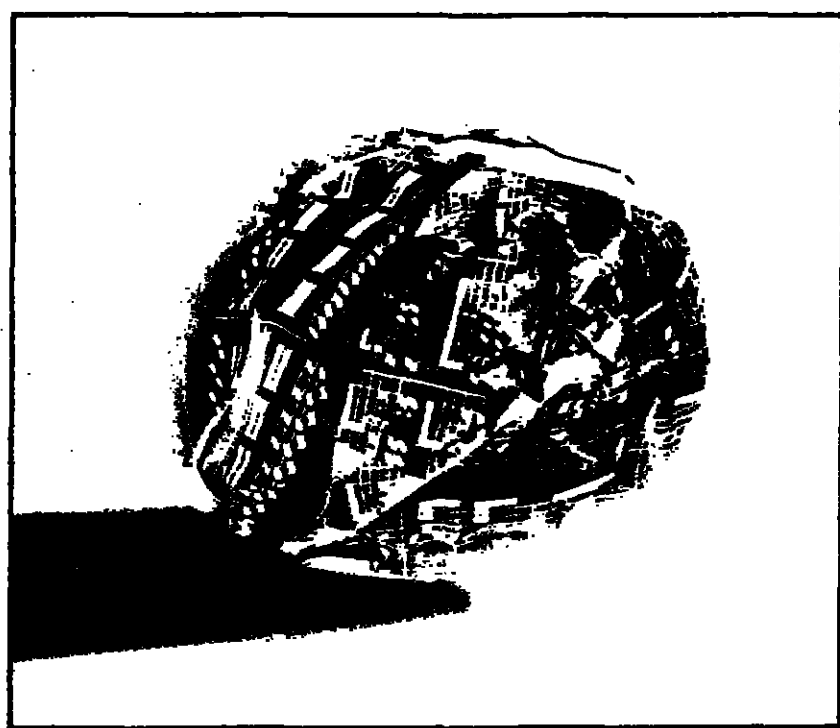
pense pas nier ce genre de considération financières.

« J'avais envie de composer un programme avec deux pièces, car il me semble que tout est dit en vingt minutes. Mais pour la Biennale de Lyon, en 1990, je prépare un troisième volet.

« Les *Bâtisseurs* où nous sommes quatre est également inspiré de la peinture : de l'œuvre d'un peintre japonais contemporain (il est mort en 1984) très obsessionnel, influencé par les Italiens de la Renaissance, auxquels il emprunte beaucoup. Dans ses tableaux, il y a en général un personnage et beaucoup d'absences...

« Tom Willems, le compositeur habituel de William Forsythe, a écrit la musique de cette pièce. Quand on a des moyens, on peut travailler avec des gens de qualité, et j'espère que tout — décors, musiques, éclairages, costumes — sera au top niveau. »

S. de N.



LA FONDATION TOTAL POUR LA MUSIQUE
ET LE FESTIVAL D'AUTOMNE 1989
Cycle de créations

La commémoration du bicentenaire de la Révolution Française a fait peu de place aux commandes d'œuvres artistiques nouvelles. La Fondation Total pour la Musique a souhaité honorer l'acte de naissance d'une société renouvelée, par un geste qui souligne que l'avenir de notre culture est toujours, dans sa continuité et ses ruptures, en gestation.

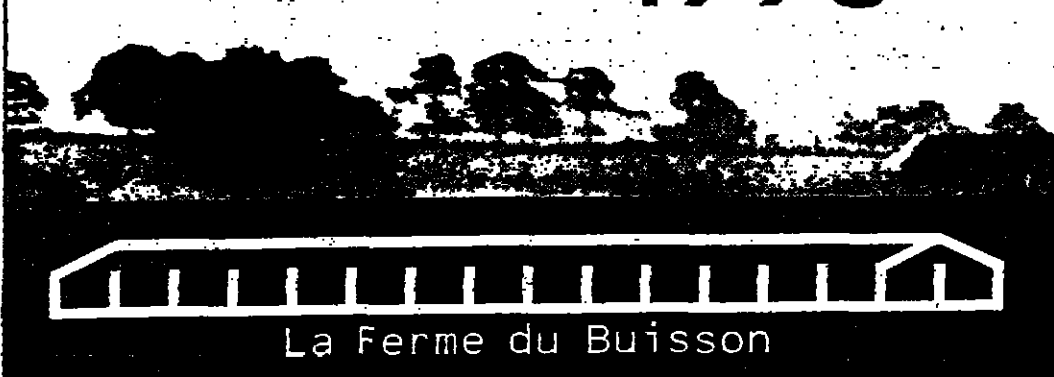
Partageant cette approche avec le Festival d'Automne à Paris, la Fondation Total pour la Musique a décidé de s'associer à lui dans un important programme de commandes et de créations d'œuvres nouvelles, de quelques-uns des plus marquants parmi les compositeurs d'aujourd'hui : Pierre Boulez (*Explosante-Fixe*) Jean-Claude Eloy (*Rosa, Mira... chants de libération pour deux voix solistes de femmes*), Helmut Lachenmann (*Quatuor à cordes*), Philippe Manoury, et Marco Stroppa.

La Fondation donne ainsi une ampleur plus grande, mais aussi plus de visibilité à une politique déjà éprouvée en faveur de la musique contemporaine.

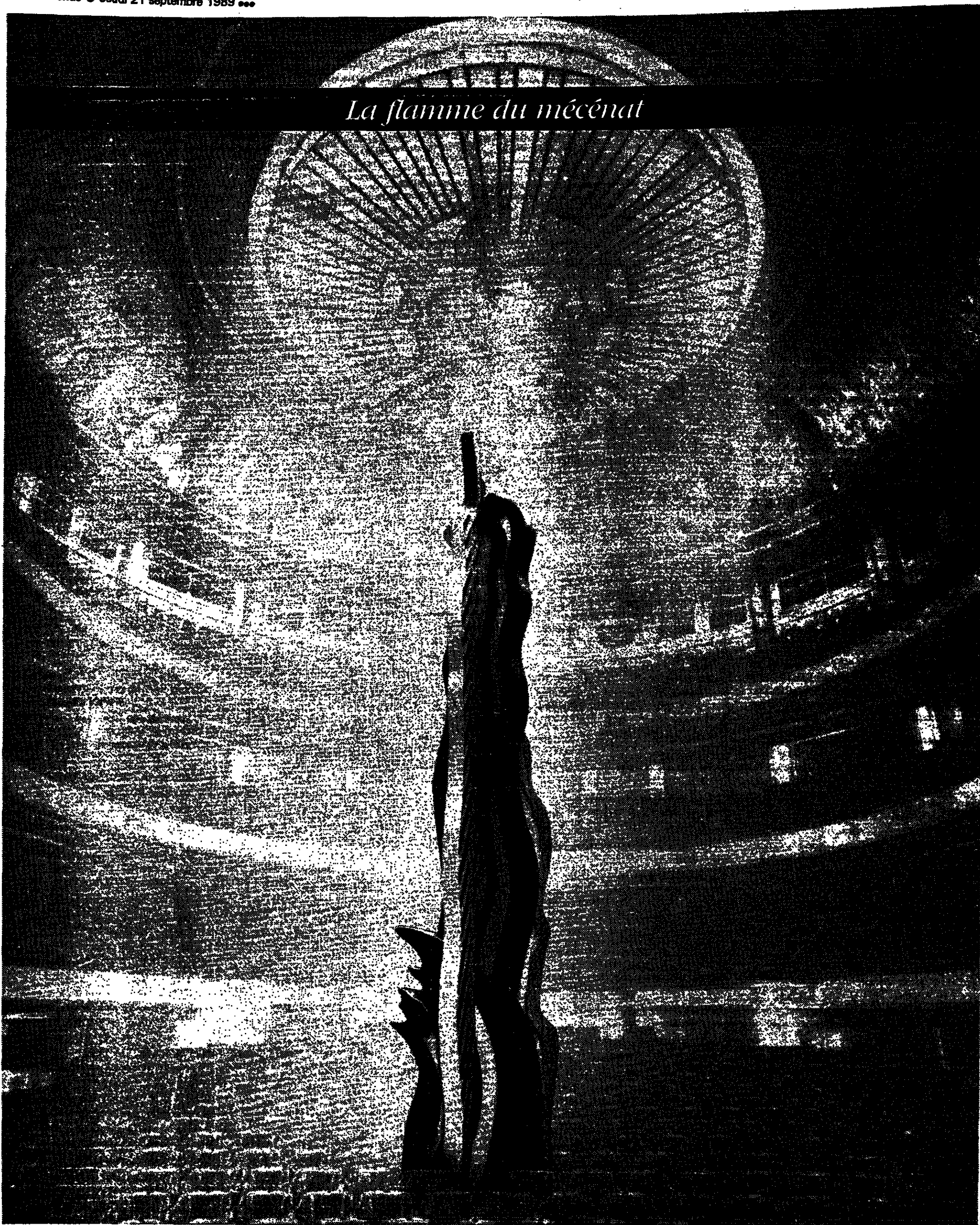
FONDATION
TOTAL
POUR LA MUSIQUE

Centre d'Art et de Culture de Maine-La Vallée. Direction Fabien Jamelle.
Allée de La Ferme. 77186 Noisiel. Téléphone 60 05 64 87 / 60 06 20 00

-Naissance d'un théâtre Printemps 1990



La Ferme du Buisson



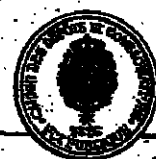
La flamme du mécénat

La Caisse des dépôts et consignations a pour mission première de protéger et gérer les fonds privés qui lui sont confiés. Institution financière au service de l'intérêt général, elle est aussi la banque du logement social et du développement local. Dans le prolongement de ses activités, la Caisse des dépôts et consignations a développé une longue tradition de mécénat, dans les domaines humanitaire, social et médical, et plus récemment culturel et artistique.

Ainsi, depuis 1983, la Caisse des dépôts et consignations apporte chaque année son concours financier aux productions du Théâtre des Champs Élysées dont elle a également financé la rénovation.

L'aide aux jeunes artistes et le soutien à la pédagogie musicale et théâtrale constituent deux autres volets majeurs de ses actions de mécénat culturel.

Les commandes d'œuvres d'art, le concours apporté au Festival d'Automne, au Festival d'Avignon, au Centre Acanthes, à la Fondation Dubuffet, à l'École des comédiens de Nanterre sont les symboles d'une passion partagée pour la création contemporaine.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Abonnement 90

Brevette gratuite

100

demande

42 69 94 27

EK

IREAD

1500 من الال

ARTS

CÉZANNE ET SES BAIGNEURS A BALE

Voluptés diaphanes

Sa vie durant, Cézanne a dessiné et peint baigneuses et baigneurs. Fantômes érotiques, souvenirs du romantisme et désir de classicisme se disputent le premier rôle.

C'ÉTAIT inévitable : un jour devait venir où la légende de Cézanne peintre sans sujets, peintre de la « peinture pure », comme on disait dans les années 50, s'effondrerait. Il y avait eu déjà un historien américain pour suggérer que les pommes des natures mortes n'étaient pas de simples sphères écarlates. Il y a eu ensuite, à Orsay, la révélation du premier Cézanne, épris de Delacroix et de Courbet. Il y a, cet automne, l'exposition bâloise « Les Baigneurs de Cézanne », une exposition claire, accrochée sans fantaisies de décorateurs sur des murs blancs et dans l'ordre chronologique, une exposition dont le catalogue ne théorise ni ne glose à perte de pages.

Il pourrait gloser cependant, puisque, sous couvert d'analyse thématique et iconographique, l'exposition impose en douceur son interprétation de Cézanne, achevant de démontrer ce qui était suggéré à Orsay, l'an dernier. Il s'agit d'affirmer que l'art de Cézanne relève bien plus du romantisme, avec ce que ce romantisme tardif et outré suppose d'excès, d'aveux autobiographiques et de métaphores, que de l'impressionnisme.

Qu'en somme les pommes et les vus de la Sainte-Victoire ne sont pas tout Cézanne, tant s'en faut, et que à le réduire à un paysage provençal et une descente, l'histoire travestit le peintre d'Aix.

Que voit-on à Bâle ? Cent cinquante œuvres, toiles, aquarelles, lithographies et dessins, tous uniformément consacrés au même motif, des corps nus, féminins et masculins, disposés dans un paysage, presque à chaque fois le même, un étang, une prairie, des arbres pour contenir la composition entre leurs troncs. Cézanne se soucie aussi peu de varier le décor que de représenter un lieu précis, campagne de Pontoise ou de l'Estaque. Il suffit que la construction du paysage épouse la disposition des figures, en frise, en ronde ou en triangle. Un immuable printemps verdit les feuillages, un éternel soleil rosit les lointains. Peu importent l'heure et l'endroit.

THÈME ÉROTIQUE ENTRE DEUX POLES

Et peu importe même l'année de l'exécution, fin des années 1860 ou début des années 1900, puisque l'inspiration et le style obéissent à des règles constantes. A l'idée reçue d'une œuvre à découper en périodes, l'exposition, quoique disposée selon la chronologie, substitue celle d'une peinture balançant sans cesse entre deux pôles, entre épure et surcharge, allusion et expression forcée. La cohérence des séries est assurée par le thème érotique.

Ces baigneuses, en effet, songent peu aux joies de la natation, elles ne sont baigneuses que parce qu'il n'est plus permis, après Manet, de peindre des nymphes surprises, des bergères d'Arcadie et des Diane au bain. Cézanne a commencé par elles, cependant,



Baigneur assis au bord de l'eau.

copiant Rubens et la *Bethsabée* de Rembrandt. Il a commencé par rêver des tentations de saint Antoine et des *Après-midi à Naples* où des femmes s'enlacent. Il a peint le *Viol*, toile puissante et lourde, et des bacchantes intitulées *La Lutte d'amour*. Ces œuvres ont été naturellement jugées inacceptables. Un fils de bonne famille catholique aixois, exhiber de telles horreurs au Salon !

Aussi Cézanne a-t-il renoncé — point tout à fait, car il eut des « rechutes » — à ses tableaux scabreux. Mais il n'a pas renoncé au nu. En dépit des impressionnistes, il a persévéré. Pas plus que Manet et Degas, il n'a consenti au sacrifice de la figure, trop épris des Vénitiens et des Flamands pour ignorer que le paysage, fût-il moderne, demeure un genre mineur. Il a persévéré en reprenant sans lassitude des compositions peu nombreuses, des attitudes identiques, la femme allongée sur le ventre, celle debout qui lève un bras, celle qui marche dans l'eau, l'homme aux bras croisés, celui, vu de dos, qui semble sauter pour atteindre une branche où un linge est suspendu. Plus d'étreintes sous des taillis qui ne cachent rien. L'érotisme est sublimé.

Il passe dans la peinture même, dans le corps de la peinture. On l'a dit : du peintre du *Viol* à celui des *Grandes Baigneuses*, les changements de style sont moins décisifs qu'il n'y paraît d'abord. Le chromatisme seul évolue, allant de la dominante brune à la

bleu-mauve. Pour le reste, Cézanne demeure celui qui alterne empathement et légèreté, celui qui va de l'expression la plus dense, maconnée de touches obliques, scandée de verts aigres et de jaunes citrins, à l'art le plus diaphane, le plus aérien. D'un côté, la tradition du Tintoret vivifiée par le romantisme, de l'autre, un rêve d'encres chinoises et de dissolution des formes et des tons. Entre les deux, le souvenir de Delacroix, dont Cézanne imite le dessin, et celui, moins attendu, de Daumier.

Dans une seule série, il n'est pas rare que Cézanne se résolve à passer par tous les états de son style. En 1900 encore, il glisse de l'épaisseur à l'esquisse, du plus incarné au presque impalpable, sans se décider à choisir, comme si l'essentiel du plaisir était dans la variation et les rapports qu'elle tisse entre les toiles. On est loin du Cézanne théoricien du cube et du cylindre tant de fois célébré. Et bien près de Fragonard, un Fragonard aquarelliste à l'habileté miraculeuse.

S'il était permis cependant de choisir dans cette diversité, on préférerait les visions les plus troubles, celles où les couleurs se mêlent et où il ne reste des corps que quelques boucles, muscles ou chevelures, on ne sait. Cézanne lui-même vantait les mérites de l'allusif. On ne peut trouver à son art meilleur qualificatif.

PHILIPPE DAGEN.

★ Kunstmuseum, Bâle, jusqu'au 10 décembre.

SÉLECTION PARIS

La calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du Jeudi (dans vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-Spectacles.

Alfred Courmes

Vingt-cinq peintures, dont six des années 20 et 30, et quelques dessins d'un artiste insoumis, dont les images provocantes ne manquent pas de sel.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris. 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 22 octobre.

Daniel Dezeuze

Sans être une rétrospective, l'exposition, qui vient de Villeneuve d'Ascq, réunit un important ensemble d'œuvres réalisées entre 1965 et 1989. Où Daniel Dezeuze, un ancien de Support/Surface, se montre toujours préoccupé par des problèmes d'espace, de perception des choses, de densité et de vide.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer, Paris. 8^e. Tél : 45-63-90-65. Tous les jours sauf mardi de 11 h à 18 h. Jusqu'au 29 octobre. 10 F.

Histoires de musée

D'Albéra à Vilmonth en passant par Boltanski, Combas, Lavier et Sarkis, vingt-deux artistes proposent, à tous les étages du musée, des œuvres qu'ils ont conçues en regard des collections, des salles, du bâtiment. C'est l'occasion de revisiter l'institution de l'avenue du Président-Wilson en passe de retrouver son architecture d'origine, de revoir les collections, qui ont été réaccrochées, et la Danse de Matisse désormais présentée au mieux.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris. 16^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 20 novembre. 15 F.

La Photographie subjective

Ni fonctionnelles ni utilitaires, exemptes de réalisme et de toute implication politique ou commerciale, deux cent vingt photos célèbres l'image fixe comme un art autonome, et démontrent

son aptitude à l'abstraction. Ces photos, extraites de la collection d'Otto Steinert, étaient dans les expositions organisées en Allemagne dans les années 50.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris. 16^e. Tél : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 6 novembre. 25 F (compréhension l'ensemble des expositions).

GALERIE

Serge Feret

On avait un peu oublié cet artiste d'origine russe qui fut très lié à Apollinaire. C'est donc une bonne idée de présenter un choix de ses œuvres, en particulier de la période cubiste. Une bonne idée aussi de saisir cette occasion pour évoquer la revue *Les Soirées de Paris*, que dirigeait le poète.

Galerie Michèle Heyraud, 79, rue Cadanço, Paris. 8^e. Tél : 45-67-62-56. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 21 octobre.

RÉGIONS

Als

« Reverdy a cent ans »

Pour fêter le centenaire de la naissance du poète, quarante-six livres ont été réunis, des livres rares illustrés par Picasso, Braque, Gris...

Musée-Bibliothèque Pierre-André-Benoit, montée des Lauriers, Reichelsheim, 38107. Tél : 06-86-86-88. De 11 h à 19 h, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 31 décembre.

Angers

Maléval

Paillettes et pastels de 1973 à 1980. On les pourrions comiques qui ont peuplé les jours et les nuits d'un peintre mal dans sa peau au point de se donner la mort.

Nouveau Théâtre d'Angers, 12, place Louis-Imbach, 49100. Tél : 41-88-90-08. De 11 h à 19 h. Fermé le dimanche. Jusqu'au 12 octobre. 40

Abonnement

Brochure gratuite sur demande 42 60 94 27

EK ENSEMBLE INTERCONTINENTAL

IREAM

Des problèmes à l'ORAL ?

AMERICAN CENTER'S

AMERICAN LANGUAGE PROGRAM

REVE GAUCHE ? REVE DROITE ?

42 rue de l'Oratoire 75003 Paris tél : 42 53 15 52

49 rue Pierre Chiron 75003 Paris tél : 42 52 26 49

COURS

- TRIMESTRIELS
- INTENSIFS
- T.O.E.F.L.
- FORMATION CONTINUE

INSCRIPTIONS MAINTENANT

GALERIE STOPIN

6, rue Jean Danaux - 91260 JUVISY-sur-ORGE - Tél : 69 24 65 65

J.-C. CHERTIER

15 septembre - 12 octobre

GRAND PALAIS

avenue Winston-Churchill

FIGURATION CRITIQUE 89

de 11 heures à 19 heures jusqu'au 25 septembre

Galerie Beaubourg

Dokoupil

c/o

Arianne & Pierre Nahon

3 RUE PIERRE AU LARD - PARIS - 42 71 20 50

DROUOT MONTAIGNE

15, avenue Montaigne Paris 75008

binoche et godes commissaires-priseurs associés 5, rue La Botte - Paris 75008 - Tél : 42-65-79-50 - 47-42-78-01

135 PEINTRES ET SCULPTEURS

ABIDINE, ADAMI, AGID, AMBLARD, ASSE, BARBANCON, BAZAINE, BEN-MESSAOUD, BERÇOT, BIALA, BIR, BITRAN, BIZEAU, BOHOT, BOILEAU, BOLIN, BONARGENT, BONHOMME, BONNET, BRULLER-VERCORS, BRUSTLEIN, BUFFET, BUGEAUD, BURAGLIO, BURY, CABALLERO, CARGALEIRO, CASADESUS, CELCÉ, CÉSAR, CHAMBAS, CHAMIZO, CHAPLET, CHARLIN, CHASSE-POT, CLÉMENT, CLÉRTÉ, COSENTINO, COTTE, DANIEL, DEBRÉ, DOLLÉ-LACOUR, DONATI, DORNY, DUCHEIN, DUFOUR, DUMESNIL, DUPOUR, EHANNO, EPELLE, ESTEVE, FANTI, FERAUD, FOLON, GAUDET, GENÉ, GEORGES, GHERMAN, GUY-MINUT, GILLET, GODIN, HARTUNG, HAYTER, HELLMAN, HERTH, HONORÉ, HUMAIR, JEAN-CLOS, KALLOS, KARAVOVSIS, KUJNO, KOENIG, LAPIQUE, LATOUR-D'AUVERGNE, LESIEUR, LE YAOUANG, LOISELET, LOUTTRE, MABELLO, MARFAING, MARY, MATHERAN, MECHTILT, MESSAGIER, METZING-PÉYRE, MICHAUX, MITROFANOFF, NESSLER, NEYROD, NOCODÉMOU, OTTENSEN, OUZANI, PEREZ, PIGNON, PINCEMIN, PIZA POIRÉE, PONSARD, PROSI, QOTBE, REZVANI, DE RICOU, RIVAL, ROYER, SAUL, SCLURPF, SÉGERAL, SÉLIG, SINGER, SLACK, DE SORIA, STEINER, TABUCHI, TAL-COAT, TANGUY, TAPIES, TEFFO, THOMSON, TUDELA, TUTUNDJIAN, UBAC, VASARELY, B. van VELDE, G. van VELDE, VELICKOVIC, VERDET, VIALLAT, VIECO, VIERA DA SILVA, VILATO, VILLON, VIOLLET, VIVIER, WOGENSKI, ZA-WOU-KI.

Mardi 26 septembre 1989 à 20 h 30

Vente du 40^e anniversaire du M.R.A.P.

Œuvres modernes et contemporaines

EXPOSITION PUBLIQUE

Lundi 25 septembre de 13 h à 22 h

Mardi 26 septembre de 11 h à 16 h

ASSOCIATION NATIONALE D'ÉDUCATION POPULAIRE

ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE DOTÉE

DU STATUT CONSULTATIF AUPRÈS DE L'ONU

89, RUE OBERKAMPF - 75543 PARIS CEDEX 11 - Tél. (1) 49-06-88-00

La rentrée

De la photographie pour marquer le cent-cinquantième de la naissance d'un nouvel art, de l'archéologie puisque l'année a été officiellement décrétée celle de cette discipline, de l'ethnologie en hommage à Lévi-Strauss, de l'architecture et une grande rétrospective David pour clore glorieusement les manifestations du Bicentenaire, du dessin de maîtres, de l'art moderne et contemporain... La rentrée des musées s'avère plus éclectique que jamais.

L'invention d'un art

Développant, entre autres, la relation de la photographie avec les beaux-arts, l'exposition se propose de reconstituer partiellement six manifestations phares qui ont marqué l'histoire de la photographie au vingtième siècle. Elle nous promet aussi un vaste panorama de la création aujourd'hui, des installations commandées à des créateurs plasticiens comme Matton, Sloglund ou Witkin, et même un « cabinet noir » d'images érotiques. C'est la première fois que le 5^e étage du Centre Pompidou est consacré à l'image fixe.

★ Musée national d'art moderne, Centre Georges-Pompidou. Du 12 octobre au 1^{er} janvier.

L'invention d'un regard

Quoique entretenant des rapports de compétition avec la peinture et le dessin, la photographie constitue dès son origine un langage absolument neuf qui change les façons de voir. Articulé par sections, du cadrage aux déformations optiques et aux techniques complexes, le panorama, centré sur le dix-neuvième siècle, composé d'œuvres françaises et étrangères, invente l'apport formel du nouveau médium.

★ Musée d'Orsay. Du 4 octobre au 31 décembre.

Histoire de voir

De Bayard à Helmut Newton, un parcours chronologique, en trois étapes, qui accorde la primauté au regard du photographe, à sa vision, retrace l'évolution de l'histoire. Du calotype aux pictorialistes et à l'avènement du photojournalisme, les 180 images de cette exposition donneront lieu à trois volumes de la collection Photo-Poche.

★ Centre national de la photographie, Palais de Tokyo. Du 3 octobre au 31 décembre.

Jacques Louis David

Ardent révolutionnaire avant de devenir le premier peintre de Napoléon, David, c'est le moins qu'on puisse dire, avait le sens de l'époque. Il l'a assez prouvé dans ses grandes peintures d'histoire, qui ne pouvaient, faute de salles assez vastes, être toutes réunies en un même endroit. Aussi la grande rétrospective a-t-elle lieu à la fois au Louvre et au château de Versailles, qui se répartissent les 84 tableaux et les 165 dessins qui la composent.

★ Musée du Louvre et château de Versailles. Du 27 octobre au 12 février.

Le beau idéal

On les avatars d'un concept occidental illustrés par 90 dessins de Michel-Ange à Géricault, et de



Bram van Velde.

Raphaël et Ingres. Un colloque doit accompagner l'exposition. Il y sera beaucoup question de l'archéologue allemand Winckelmann qui, à la fin du XVIII^e siècle, fit du retour à l'antique un mot d'ordre.

★ Musée du Louvre, pavillon de Flore. Du 20 octobre au 31 décembre.

Arabesques et jardins de paradis

Une exposition d'art islamique, la première organisée dans l'enceinte du Louvre. Elle tournera autour de l'image de la nature et réunira des miniatures, des reliures, des textiles, des céramiques, etc., du huitième au dix-huitième siècle, extraits des collections publiques françaises.

★ Musée du Louvre, salle des expositions temporaires du hall Napoléon. Du 20 octobre au 15 janvier.

Archéologie de la France

Une grosse exposition que l'on préparait depuis cinq ans. Elle occupera la totalité des galeries nationales du Grand Palais, où 3000 objets choisis parmi des millions de vestiges trouvés dans la terre ou dans l'eau depuis les années 50 nous rappelleront notre histoire, du paléolithique aux temps modernes.

★ Galeries nationales du Grand Palais, du 30 septembre au 31 décembre.

Les Amériques de Claude Lévi-Strauss

Un hommage au fondateur en France de l'anthropologie sociale, à l'homme des Indiens d'Amazonie et des aborigènes d'Australie, dont les cultures seront évoquées dans l'exposition. Celle-ci comportera des objets rapportés par Lévi-Strauss de ses expéditions, ou choisis par lui.

★ Musée de l'Homme, 1^{er} étage. Du 10 octobre au 24 avril.

Les architectes de la liberté

La Révolution, pas plus que la suppression de l'Académie d'architecture n'a empêché la création architecturale, l'élaboration d'édifices publics et même privés, les concours, les projets, les utopies. Boullée, Brongniart, de Wailly, Ledoux, célèbres avant 1789, avaient préparé le terrain à de nouveaux venus : Gisors, Percier, Fontaine, Vignon...

★ Ecole nationale supérieure des beaux-arts. Du 4 octobre au 7 janvier.

des musées parisiens

Bram Van Velde

C'est l'un des grands peintres du siècle, mais on ne le sait pas forcément. Lui-même, modeste et solitaire, ne le savait sans doute pas, qui, indifférent aux phénomènes de mode, s'impliquait dans ses œuvres, mais par un besoin d'expression à l'état pur. 80 tableaux retraceront son itinéraire depuis les peintures figuratives de l'entre-deux-guerres jusqu'aux grandes compositions abstraites puissantes et disloquées.

★ Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5^e étage. Du 12 octobre au 1^{er} janvier.

Magnelli : thèmes et variations

En 1988, après Florence, la ville natale du peintre, Avignon célébrait au Palais des papes, le centenaire Magnelli, un « classique du XX^e siècle » auquel le Centre Pompidou a décidé de consacrer un important catalogue. C'est à l'occasion de sa publication, et pour les « fêtes d'automne » de la mairie du cinquième arrondissement, qu'a lieu l'exposition de la chapelle de la Sorbonne.

★ Chapelle de la Sorbonne. Du 21 septembre au 29 octobre.

« Je suis le cahier » : Les carnets de Picasso

Picasso s'identifiait à ses dessins au point d'écrire sur la couverture d'un de ses multiples carnets de croquis et d'études : « Je suis le cahier ». D'où le titre de l'exposition, qui, après quatre ans de promenade à travers le monde, termine son parcours à Paris. Elle présente 40 carnets prêtés par les héritiers de l'artiste, qui ne s'en était jamais séparé. Toutes les époques sont représentées, et l'on peut y voir des feuilles concernant les *Saltimbanques*, la *Crucifixion* ou le *Déjeuner sur l'herbe*. Formidable pour comprendre le processus de création.

★ Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli. Du 27 septembre au 31 décembre.



David : Le citoyen français.

Le FIAC 1989

L'édition 89 de la Foire internationale d'art contemporain, la FIAC, va-t-elle bouleverser l'ordre des valeurs établies en faisant grimper la cote de certains artistes ? Ou bien va-t-elle tranquillement offrir à ses visiteurs – ils étaient bien 120 000 l'année dernière – de quoi décorer en beauté le dessus de leur canapé ? Allez donc le savoir au vu d'un programme qui réserve toujours des surprises ! Cette année peut-être plus encore que les années précédentes, puisque 36 des 165 galeries attendues sous la verrière du Grand Palais participent à la Foire pour la première fois. Beaucoup d'entre elles sont allemandes, le comité d'organisation de la manifestation ayant décidé (pour être européen) qu'après une année du Danemark et une année de l'Espagne il ferait une année de la République fédérale d'Allemagne en invitant 23 galeries d'outre-Rhin.

★ FIAC, Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Du 7 au 15 octobre. Vernissage le 6 octobre, de 20 heures à 23 heures, au profit de la Fondation France Libertés (100 francs).

L'Europe des grands maîtres (1870-1970)

Signés Matisse, Boccioni, Mondrian, Kandinsky, Magritte, Bacon, Hartung, Jora, Mathieu ou Beuys... des œuvres choisies dans la période de jeunesse de cent trente artistes des douze pays de la Communauté européenne. Un accrochage de choses un peu rares sur lesquelles on a parfois du mal à mettre un nom.

★ Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann. Du 21 septembre au 12 novembre.

Saint-Germain-des-Prés 1945-1950

On essaiera d'y évoquer, sans trop conforter le mythe, le vent de liberté qui soufflait alors sur la capitale, le bouillonnement et la circulation des idées d'intellectuels et d'artistes naviguant entre le Café de Flore, Le Deux-Magots, Le Tabou, Le Vieux-Colombier et La Rose rouge, l'explosion du jazz et de la chanson. En trois ou quatre cents œuvres, tableaux, sculptures, livres, manuscrits, photographies, documents, coupures de presse.

★ Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau. Du 5 octobre au 7 janvier.

Kupka

On est loin, aujourd'hui encore, de bien connaître les fins fonds de l'œuvre de Kupka, ce pionnier de la peinture abstraite, dont l'aventure artistique est indissociable du climat symboliste et médiumnique dans lequel, à Prague et à Vienne, elle a débuté. Ce qu'on a souvent oublié à Paris, où le peintre est arrivé en 1895, et où, plus tard, ses recherches de rythmes musicaux ont été plus volontiers analysées à la lumière de l'orphisme de Delaunay que de sources lointaines.

★ Musée d'art moderne de la ville de Paris. Du 22 novembre au 25 février.

L'Europe des créateurs

Un Salon-exposition d'un type nouveau, imaginé pour fêter le Bicentenaire par une manifestation qui va de l'avant. Près de vingt pays, des régions, une cinquantaine de villes doivent y participer, en présentant dans la grande nef du Grand Palais des œuvres, des projets inspirés par le thème de l'utopie. Utopies d'urbanistes, d'architectes, de designers, de décorateurs, de peintres, de sculpteurs, de musiciens... Amusant, peut-être.

★ Grand Palais. Du 24 novembre au 10 décembre.

SÉLECTION RÉGIONS (suite)

Belfort

Helmut Middendorf

A côté de ses grands tableaux sombres et chargés, Helmut Middendorf, jeune expressionniste berlinois, fait quantité de dessins et d'aquarelles, qui les préparent. Ce sont ces œuvres sur papier qui sont exposées.

Musée d'art et d'histoire, château, 90000. Septembre : tous les jours de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Octobre : de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures, fermé le mardi. Novembre : de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, fermé le mardi. Du 23 septembre au 19 novembre.

Colmar

Hartung

Une exposition consacrée aux années de jeunesse du

peintre, à sa découverte, au début des années 20, des maîtres du passé tels Rembrandt, Hals et Goya, qu'il interprète librement dans le même temps qu'il entreprend ses premières recherches abstraites.

Musée d'Unterlinden, 1, place d'Unterlinden, 68000. Tél. : 83-42-88-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 octobre.

Grenoble

Helmut Federle

Quelques grandes compositions fondées sur la droite, les horizontales, les verticales et les plans peints en jaune et gris d'un Suisse de quarante-cinq ans, très fortement marqué par les découvertes des pionniers de l'abstraction. Un « néo-géo » ?

Musée des beaux-arts, place de Verdun, 38000. Tél. : 78-

54-09-82. Jusqu'au 20 novembre.

Ploëzal-Pontfarcy

Henri Larrère

Le beau château de La Roche-Jagu accueille une rétrospective du sculpteur Henri Larrère, artiste originaire du Trégor, très inspiré par le littoral breton, sans épaves et ses casiers, dans ses constructions de bois et de métal maintenues en équilibre instable.

Château de La Roche-Jagu, 22260. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Nancy

La vie en France autour de 1789

Tout ce qui a été peint pendant la Révolution est loin d'en être la conséquence. Ce

qui a été peint pendant la Révolution ne relève pas forcément du grand genre et ne témoigne pas forcément de profonds bouleversements. A preuve l'exposition nancéenne, qui réunit quantité d'œuvres de petits maîtres, pastorales et scènes intimistes.

Musée des beaux-arts, 3, place Stanislas, 54004. Tél. : 83-57-83-01. De 10 h 30 à 18 heures. Fermé le lundi matin et le mardi. Jusqu'au 20 novembre.

Nantes

Soulages

Quarante ans de peinture forte, sombre, de plus en plus monumentale, de plus en plus noire. Cette rétrospective, qui a déjà été présentée à Kassel et à Valence, coïncide avec l'ouverture des salles d'art contemporain du Musée des beaux-arts de Nantes, désor-

mais un des plus beaux qui soient.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Andréas Schultze

Le FRAC des Pays de la Loire a fait venir à Nantes et à Clisson les étranges tableaux d'un jeune artiste allemand qui joue sur l'ambiguïté d'objets inutilisés, boules, cubes, pierres. Ce nostalgique de l'activité figurative de la peinture leur assure une très forte présence dans l'espace de grands formats.

Direction régionale des affaires culturelles, angle rue Nichebourg - rue Stanislas-Baudry, Nantes. Tél. : 40-49-32-55. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Fermé le samedi et le dimanche. Jusqu'au 15 octo-

bre. FRAC des Pays de la Loire, Guyane Leont, Grégoire, Clisson. Tél. : 40-03-32-60. De 14 heures à 18 heures. Fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 15 octobre.

Nice

Gilletta

Sur un tricycle spécialement conçu par Dion Bouton, cet opérateur local, contemporain de Nègre, enregistre la mutation du paysage du bord de mer et tient la chronique des grands et petits événements. Pour son plaisir personnel, il réalise aussi d'étonnantes natures mortes qui le rapproche de Weston et de Caponigro. Cette rétrospective Gilletta est un des temps forts du « Septembre de la photo » niçois.

Septembre de la photo, Mission du patrimoine, 66, promenade des Angeli, 06000. Jusqu'au 30 septembre.

Strasbourg

Les bâtisseurs de cathédrales

Comment ont été construites les cathédrales ? L'exposition, la première jamais consacrée au sujet, le fait comprendre. Qui réunit des enluminures montrant les chantiers, des traités techniques, des outils de maçons et de tailleurs de pierre, des reliquaires en forme d'église. Et un ensemble exceptionnel de très grands dessins d'architecture du treizième au quinzième siècle.

Ancienne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 88-32-48-88. De 11 heures à 18 heures, le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 28 novembre.

Villeneuve-d'Ascq

Profil d'une collection

Le Musée d'art moderne de Villeneuve-d'Ascq expose ses collections, dont on ne sait pas tout, en partie pour des raisons de place. De la donation Masuril, à laquelle le musée doit son existence, on peut y voir, par exemple, un ensemble inédit de quinze gravures sur bois de Derain. Les acquisitions récentes d'œuvres contemporaines y sont aussi largement présentées.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-46. Jusqu'au 19 novembre.

La sélection Arts a été établie par : Geneviève Brescasse, Philippe Dagen, Frédéric Edelmann, Patrick Rogiers et Emmanuel de Roux.

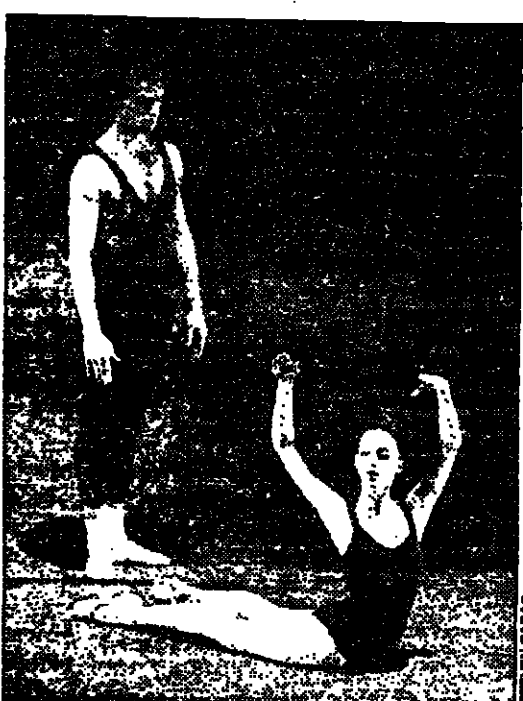
THÉÂTRE-DANSE

LA RENTRÉE CHORÉGRAPHIQUE

New-York - Amsterdam - Paris

SPECTACLES
NOUVEAUX

Quatre noms dominent le début de cette saison, et ce sont par bonheur quatre parmi les plus grands chorégraphes de l'époque : Balanchine, Robbins, Kylian et Forsythe.



« Moves » et « The Concert », deux chorégraphies de Jérôme Robbins pour le New-York City Ballet.



L'ÉVÉNEMENT de cette rentrée chorégraphique, c'est la venue du New-York City Ballet, qui n'avait pas posé ses valises sur le sol parisien depuis six ans. La visite de l'illustre troupe est si coûteuse qu'elle engloutit à elle seule tout le budget du Festival international de danse de Paris : il n'y aura rien d'autre à son programme cette année.

La curiosité est grande de savoir comment le NYCB survit à la mort de son fondateur et maître George Balanchine, survenue en 1983. « Mr. B. » n'en avait pas fait seulement une des premières troupes du monde, et peut-être la plus excitante : il avait forgé en elle l'instrument hypersophistique de son idéal artistique. Ses ballets continuent de former la base du répertoire : sur les onze présentés à Paris, six sont signés de lui, quatre de Jerome Robbins et un de Peter Martins, ces deux derniers étant aujourd'hui codirecteurs. Sept représentations au Théâtre des Champs-Élysées, du 19 au 24 septembre.

Autre vedette de la rentrée, le Tchèque Jiri Kylian, un des meilleurs chorégraphes du moment. Présent sur deux fronts : au Théâtre de la Ville, avec sa troupe, le Nederlands Dans Theater (deux programmes, du 29 septembre au 7 octobre), et au palais Garnier, où il montera pour le corps de ballet maison deux œuvres, sa célèbre *Sinfonietta* et sa toute dernière création, *Tanzschul* (du 20 au 29 octobre). Si la réouverture du Palais Garnier, devenu Palais de la danse, le 20 octobre, est prétexte à gala habillé et à tarif spécial, le lendemain aura lieu une journée « portes ouvertes » où toutes les manifestations (leçons, films, soirées Kylian) seront gratuites.

Après un programme Diaghilev sans surprises mais de qualité (*Petrouchka*, *Le Spectre de la rose*, *L'Après-midi d'un faune* et *Noces*), Garnier nous propose une alléchante soirée Robbins « sous réserves ». Sous réserves de quoi ? Qu'on puisse s'entendre avec le très exigeant Robbins, notamment sur le nombre de répétitions. Si ça marche, on verra une merveille entre les merveilles, *Dances at a Gathering*, entre *Moves* et *Glass Pieces* (26 novembre au 9 décembre).

Le Festival d'automne nous ramène la grande Trisha Brown avec *Son of Gone With a Wind*, *Glacial Decay*,

Newark et son tout récent *Astral Convertible* (Théâtre de la Ville, 24 au 29 octobre). Puis affiche pour la première fois un des jeunes loups de la danse contemporaine, Daniel Larrieu, avec *les Marchands* et *les Bâtisseurs* (Théâtre de la Bastille, du 2 au 10 novembre).

Pour la danse contemporaine française ou étrangère, escalas obligés au Théâtre de la Ville, bien sûr, où la saison est particulièrement brillante. On y retrouvera les grands fidèles de la maison - Pina Bausch, Mats Ek, Jean-Claude Gallotta - mais on y fera peut-être aussi des découvertes, comme Christine Bastin ou les Espagnols Danat Danza. Ouverture avec des spectacles à la frontière de la danse et du théâtre, les Canadiens Carbone 14 (20 au 23 septembre) et les Belges Needcompany (26 et 27 septembre).

Toujours au rayon contemporain, il ne faut pas manquer une des réussites de l'année, *Insurrection* d'Odile Duboc : mieux inspirée par le Bicentenaire que sa consœur Maguy Marin, Duboc donne là une œuvre vive, dense et légère, reprise pour trois soirs seulement à la Maison des arts de Créteil (13, 14 et 15 octobre).

Stéphane Lissner, directeur du Châtelet, meurt d'impatience et ne peut pas attendre le contrat qui le lie pour trois ans, à partir de la rentrée 1990, à William Forsythe et à son Ballet de Francfort : il les invite dès cet automne, qui s'en plaindra ? Forsythe, le chorégraphe qu'on s'arrache dans le monde entier, nous apporte son stupéfiant *Impressing the Czar* (c'est dans ce spectacle que figure Bongo Bongo Nageela, sabbat de Lolitas en folie dont on vous avait parlé l'an dernier). Puis, dans un second programme, *Die Befragung des Robert Scott*, le très étrange *Enemy in the Figure* (le Monde du 31 mai) et *Pretty Ungly*, charmante réussite d'une danseuse de la troupe, Amanda Miller (du 6 au 17 décembre).

Où en est le ballet russe, à l'heure de la perestroïka ? Touche-t-elle le très conservateur Bolchoï ? On le saura au Théâtre des Champs-Élysées, où le Ballet du Bolchoï apporte des extraits de *Giselle*, de *Spartacus*, de *Raymonda*, ainsi que *Paquita* et *Diver-*

tissements (14 au 21 décembre). Et comme il est très à la mode, aujourd'hui, de montrer les écoles de danse, on verra aussi celle du Bolchoï, du 23 au 31 décembre. On dit que c'est plutôt sur le Ballet-Théâtre de Leningrad que souffle un vent de modernisme : il viendra pour la première fois à Paris (au Théâtre des Champs-Élysées, du 2 au 7 janvier), avec *le Duel* et *Figaro* de son maître Boris Eifman.

Quant à notre superstar nationale, la belle Sylvie Guillem, ses admirateurs devront traverser le Channel pour la voir danser : elle est affichée au Covent Garden de Londres, avec le Royal Ballet, le 29 septembre dans *la Bayadère* et le 5 novembre dans *le Lac des cygnes*...

SYLVIE DE NUSSAC.

Claire de terre

de Daniel Barenboim, mise en scène de Guy Rétoré, avec Gisèle Casadesu, André Tainsy, François Bette, Jean-Lucot, Jean-Claude Friesang, Lolo Houdré, et Solange Damsel.

Par l'auteur d'*Arromanches*, par un maître des teintes grises, douces et tristes comme celles de Norman, dont il est natif, la chronique chaleureuse, au fil des saisons et des ans, de trois générations, gens de la ville et de la campagne. On retrouve dans la distribution les deux comédiennes qui firent le succès d'*Arromanches*, Andrée Tainsy et Françoise Bette.

Théâtre de l'Est Parisien, 159, av. Gambetta, 20. À partir du 26 septembre. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 heures. 75 F et 130 F.

Le Gardien

de Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufré, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

L'une des pièces maîtresses de Pinter, teintée d'absurde, de menace et d'humour. Un clochard misérable et agressif se fait recueillir par une sorte de bon samaritain ; il a un frère, encore plus fou que lui. Roger Bliu créa le rôle, à Paris, en 1961. Jacques Dufré, hier clochard filoux dans *Je ne suis pas Rappaport* de Herb Gardner, relève le gant et reste fidèle au Théâtre de l'Europe, et à Georges Wilson, pour notre plus grand plaisir.

Œuvre, 55, rue de Cligny, 9. À partir du 26 septembre. Les mardi et mercredi à 20 h 45, le dimanche à 15 heures. Tél. : 49-74-47-98. De 25 F à 150 F.

L'Homosexualité ou la difficulté de s'exprimer

de Copi, mise en scène de Laurent Ogli, avec Jean-Marc Brisser, Philippe Bouchère, Patrice de Oliveira, Noël Vargo et Eric Lerebelle.

Vive Copi ! On n'avait plus entendu son rire lucide depuis si longtemps, semble-t-il. Le voici de retour avec une comédie ficelée entre steppes de la Sibirie et de la Chine et peuplée d'androgynes. L'International Visual Theatre poursuit sa recherche sur le geste, le silence, une certaine marginalité sans misère. Un spectacle qui devrait être tonique, et passionnant.

International Visual Theatre, tour du Village, 94000 Vincennes. À partir du 26 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 43-65-63-63. Durée : 2 heures. 60 F et 80 F.

Juveniles

d'après Witkiewicz, mise en scène adaptation de Jean-Pierre Jacquot, avec Sabine Lande, Bernadette Rigas, Agnès Roberts, Arak Bazak, Gary Bonczak, Frédéric Ranno, Sébastien Warden et Thomas Krups.

Witkiewicz écrit *Juveniles* à l'âge de huit ans. C'est une série de petites scènes absurdes et ironiques, le monde défilant d'un enfant génial. Créé au printemps dernier à Varsovie, coproduit avec le Théâtre Nowy et interprété par une troupe franco-polonaise, ce spectacle étonnant, profondément attachant mérite le détour jusqu'à Ivry.

Théâtre d'Ivry, 1, rue Simon-Denis, 94000 Ivry. À partir du 26 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 49-74-47-98. De 25 F à 150 F.

VOTRE TABLE CE SOIR

■ Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. E. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

JOHN JAMESON 10, rue des Capucines, 2 ^e 40-15-00-30/40-15-08-08 T.L.J.		Au 1 ^{er} ét., le premier restaurant français de Paris, d'été, spécial de saumon fumé et poissons d'été, menu dégust. à 95 F net. Au rez-de-cha., KITT O'SHEAS : « Le vrai pub irlandais », ambiance à la soirée. Le plus gr. choix de whiskies du monde. Juin, 2 h du mat.	
RELAIS BELLIAM 37, rue François 1 ^{er} , 8 ^e 47-23-54-42 F. saun. dîn.		Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYAN. Soirée exotiques. FILET A L'ESTRAGON. Gâteau du jour.	
LE RELAIS PÉQUIGNON 6, place de la République, 11 ^e 47-00-44-10 Basse-cuisine		T.L.J. jusqu'à 1 heure du matin. Huîtres et fruits de mer toute l'année.	
CLOSERIE SARLADAISE Tu les jours 94, bd Diderot, 12 ^e Tél. : 43-46-58-07		SPECIALITÉS DU PÉRIGORD Déjeuners d'affaires-Dinners-Salons pour groupes	
LE PRESBOURG 1, av. de la Grande-Armée, 16 ^e 45-00-24-77 Ts les jrs		Accueil NON-STOP jusqu'à 1 h du matin. Une table gastro, avec vue sur l'Arc de Triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plats du terroir, fruits de mer. Poissons fins. Langoustes et homards du vivier. Terr. Dég. à 96 F + carte.	
LE GOURMAND CANDIDE 6, pl. Maréchal-Juin, 17 ^e 43-80-01-41 (pl. Persée)		Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 15 personnes. Tous les jours sauf samedi midi et dimanche.	

RIVE GAUCHE RESTAURANT THOUILLER 79, rue Saint-Dominique, 7 ^e	47-05-49-75	Spécialité de confit de canard et de canard au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUS LES JOURS, Y COMPRIS LE DIMANCHE.
---	-------------	---

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTE L'ANNÉE
POISSONS DU MARCHÉ
Plats traditionnels - Vins à découvrir.
Décor : « Brasserie de Luxe »
TERRASSE au pied de l'Opéra-Bastille.
T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24

CONGRÈS MAILLOT

Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée
HUITRES, COQUILLAGES toute l'année
POISSONS, VIANDES à l'os grillées
45-74-17-24 - Ouvert T.L.J.

26 SEPTEMBRE 29 OCTOBRE

LES PARISIENS

DE PASCAL RAMBERT

Jean Paul Rappoport, roi des comédiens, se tient sur un trône de paille, défendant son pouvoir.

LIBÉRATION

Baud, l'émancipé, intelligent, émouvant et très drôle.

LE MONDE

Un spectacle d'été et d'automne.

7 A PARIS

THEATRE D'AUBERVILLIERS • 48.34.67.67 • FNAC

DU 29 SEPT. AU 2 OCT. 20 H 45
DIM. 1^{er} OCT. 15 H 00

JIRI KYLIAN

NEDERLANDS DANS THEATER

1^{er} PROGRAMME
JANACEK - WEBERN
DEBUSSY - MOZART

LOC. 42.74.22.77
2, PL. DU CHATELET PARIS 4^e

THÉÂTRE-DANSE

La Mort de Danton

de Georg Büchner, mise en scène de Klaus Michael Grüber, avec André Marcon, Thierry Frémont, Myriam Boyer, Maurice Garrel et Dominique Reynaud. L'événement très attendu de cette rentrée théâtrale. On l'a retrouvé le metteur en scène du *Récit de la servante Zerkine*, Grüber, avec cette fois l'une des pièces rarement jouées en France de Büchner (voir notre supplément Festival d'automne). Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 28 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée

dimanche à 16 h 30. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 2 h 30. De 90 F à 120 F.

Les Parisiens

de Pascal Rambert, mise en scène de l'auteur, avec Geoffrey Carey, Jean-Paul Roussillon, Philippe Faure, Dominique Frot, Narned Kaveh, Jean-Louis Lora et Claire Nobout. Voir photo légendée. Théâtre d'Aubervilliers Groupe TSE, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. A partir du 28 septembre. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-94-67-67. De 90 F à 120 F.

SÉLECTION PARIS

L'Avare

de Molière, mise en scène de Pierre Franck, avec Michel Bouquet, Juliette Carré, Catherine Bonnamy, Jean Arnold et Sébastien Fliche. Hier malade imaginaire, aujourd'hui Harpagon : Michel Bouquet n'en finit pas d'habiter, pour notre plus grand plaisir, les passions des grands caractères peints par Molière. En avare amoureux de sa cassette mais peut-être plus encore de la jennesse, il jongle avec les tentes subtiles du drame et de la comédie, s'efforce à placer des gestes de rien, des regards de biais qui laissent prévoir une maladie. Il nous conduit, dans une mise en scène resserrée, tout droit au bord du gouffre.

Atelier, 1, place Charles-Dollé, 18°. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-08-49-34. Durée : 2 h 05. De 20 F à 200 F.

L'Avare

de Molière, mise en scène de Jean-Paul Roussillon, avec Michel Etcheverry, Michel Aumont, François Sadler, Alain Pralon, Dominique Rozan et Véronique Vella.

La mise en scène de Jean-Paul Roussillon, sociétaire honoraire qui ne craint pas les chemins buissonniers hors les murs - il a joué Tilly, Yasmine Reza, Robert Pinget et Thomas Bernhard - aura vingt ans cette année : un record de longévité, digne du répertoire défendu par la Comédie-Française.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1°. Les 22 et 23 septembre, 20 h 30 ; le 24, 14 heures (et les 27, 30 sept., 2, 8, 11, 15, 16, 19, 25 et 29 octobre). Tél. : 40-16-00-16. Durée : 2 h 45. De 40 F à 180 F.

Buffo

d'Howard Butler, mise en scène de l'auteur, avec l'auteur.

Un plaisir rare, à part : l'univers de Buffo, le petit personnage au cœur rouge sur la main, et parfois au nez écarlate créé par Howard Butler est si tendre, si cruel... Musicien, acrobate, danseur, l'auteur de *Quand j'avais cinq ans, je m'ai tué* est de retour avec ses gestes maladroits et son cœur d'enfant. S'il est un rendez-vous de l'authenticité, c'est bien celui-là.

Renaud, 5, rue des Vignes, 16°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-82-64-44. Durée : 1 h 10. De 80 F à 120 F.

La Célestine

de Fernando de Rojas, mise en scène d'Antoine Vitez, avec Lambert Wilson, Valérie Drévieux, Roger Némont, Jeanne Moreau, Christian Fauron, Jean-Yves Dubois, Elizabeth Catzura.

Catherine Fournier, Marilou Mayotte et Jean-Luc Bourdier. Sur les escaliers terribles - entre cioux et enfers - dessinés par Iannis Kokkos pour la Cour d'honneur du Palais des papes à Avignon, où le spectacle fut créé, Jeanne Moreau invente une Célestine gaillarde, encore pleine d'une sève que les ans n'ont pas tarie, hors de tous les poncifs de ce personnage mythique du drame espagnol. C'est le récit proliférant d'un monde sans pitié où le désir sème de toutes parts, mais me. Ses héros sont une entremetteuse, des truands, des prostituées, un noble père, que trompe sa fille par amour fou pour un Roméo aux appétits désordonnés. Antoine Vitez, d'Avignon à Paris, a réduit la durée de son spectacle de cinq à trois heures.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 8°. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 14 h 30. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 3 h 30. De 57 F à 180 F.

L'Extrême

de Jean Larrège, mise en scène de Jacques Rouy, avec Claude Piéplu, Evelyn Dandry et Roger Sauter.

Il y a eu le conflit homérique entre Ferdinand et de Funès dans la Cuisine au beurre qui n'est pas un film inoubliable. Il y a la rivalité entre Claude Piéplu et Roger Souza à propos de petits fours à la crème ou au beurre. Quel qu'il soit, Claude Piéplu est un grand personnage.

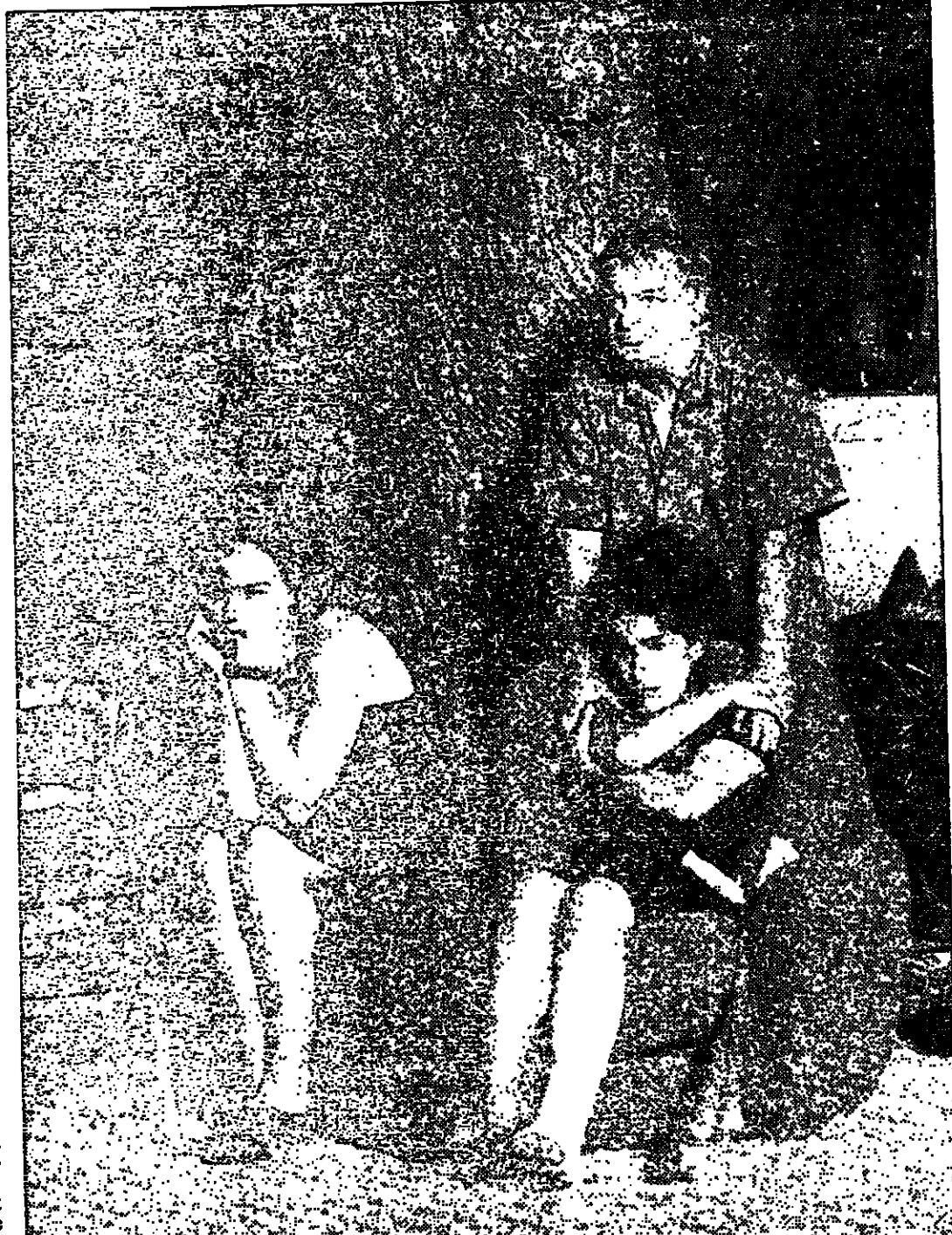
Tristan-Bernard, 64, rue du Rocher, 8°. Du lundi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 heures. Tél. : 46-22-06-40. Durée : 1 h 45. De 30 F à 160 F.

La Folle Journée ou le Mariage de Figaro

de Beaumarchais, mise en scène d'Antoine Vitez, avec Catherine Samie, Geneviève Saville, Alain Pralon, Dominique Rozan, Catherine Salviat, Richard Fontana, Claude Mathis et Jean-François Rémi.

La première mise en scène d'Antoine Vitez à la Comédie-Française depuis sa nomination comme administrateur général. Dans le décor d'un parc, en automne, un imbroglio galant à l'humour grandissant de la Révolution. Une folle journée qu'Antoine Vitez a voulu tout à la fois comédie pais, insouciance et « grave satire de la politique et des mœurs ». L'un de la création, en mars dernier, l'harmonie n'était pas entière. Parions que la reprise aura permis de ravaler ça et là.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1°. Les 21 et 24 septembre, 20 h 30 (et les 27, 30 sept., 1°, 3, 4, 7, 9, 11, 12, 14, 17, 25 et 28 octobre). Tél. : 40-16-00-16. Durée : 2 heures. De 40 F à 180 F.



Dans la nuit d'Avignon, on voit les visages illuminés de Jean-Paul Roussillon. Il revient à Aubervilliers, avec *Les Parisiens* de Pascal Rambert, pour une version raccourcie des *Parisiens*.

Susan Carlson, Lucinda Crockett, Jacques Dolan, Jean Delvalade, Sylvie Jobert, Jean-François Dimecraspin, Philippe Duquesne, Maurice Lamy et Alain Margoni.

Reprise du triomphe qui a terminé la saison à Chaillot. Du grand Deschamps, l'humour au bord du vide. Entre cuisine et restaurant, en attendant le client, c'est le calme qui précède la fureur. Imperturbables, ils jouent du piano ou de l'accordéon, la vent, épicent, se croisent avec pertes et fracas et c'est irrésistible.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadère, 18°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-27-51-15. Durée : 2 h 00. De 60 F à 120 F.

La Machine à vapeur

de Jean Cocteau, mise en scène de Jean-Marie Bessy, avec Jean-Marie Bessy, Corinne La Fontaine, Alain Foylon, Olivier Brunes et Jean-Louis Lora.

Comptons sur Jean-Marie Bessy, la Bête de la Belle, dont le nom est indissociable de celui de Jean Cocteau, pour faire resnaître l'enchantement de cette curieuse Olympe où l'homme rivalise avec le surréalisme, l'argotique avec le littéraire, Sophocle avec l'anachronisme.

Espace Pierre-Cardin, 1-3, av. Gabriel, 3°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-25-70-32. Durée : 2 h 30. De 120 F à 250 F.

Les Modèles Amis

de Hugh Whitmore, mise en scène de Jeanne Moreau-Evans, avec Edwige Fenech, Guy Tréjan et Henri Virlogeux.

La norme, l'humanité et l'homoclaste : trois personnages a priori peu faits pour s'entendre, mais cette amitié triangulaire réelle entre le directeur d'un musée de

Cambridge, une religieuse bénédictine et Bernard Shaw dura des années. Ils se sont écrit, beaucoup. Le trio qui aujourd'hui relève le gant à lui aussi le feu sacré. Comédie des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8°. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-20-08-24. Durée : 2 heures. De 90 F à 250 F.

Michel et le Don des larmes

de Michel, mise en scène de Stéphane Bresson, avec Stéphane Bresson, Catherine Hiegel, Gérard Grosjean, Yves Cass et Roland Bertin.

La Révolution française, encore et toujours, mais cette fois vue par l'un des hommes les plus passionnés et les plus lucides du dix-neuvième siècle : Michel, écrivain, archiviste et professeur qui vécit la Révolution comme une passion, qu'il endura : par deux fois, il fut suspendu, pour raisons politiques, de sa chaire au Collège de France, en 1848, et en 1851. Pour traverser ce monde de visionnaire, Simone Benmussa s'est entourée d'acteurs formidables.

Théâtre national de l'Odéon (scène inf.), 1, place Paul-Claudel, 8°. Du mardi au samedi à 18 h 30. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 1 h 20. De 42 F à 62 F.

Moi, Feuerbach

de Tankred Dorst, mise en scène de Stéphane Bresson, avec Robert Hirsch, Alain Fromager et Pauline Frenet.

Solitude, folie et toute-puissance de l'imagination : l'écrivain allemand Tankred Dorst (*Toller*) excelle dans l'évocation d'un univers théâtral et d'un comédien au chômage qui, n'ayant personne à incarner, croit n'être plus personne... Gageons que Robert Hirsch excellera lui aussi dans son rôle d'hypnotiseur au bord de la psychiatrie, d'homme vieillissant

et idéaliste, luttant pied à pied contre ses ombres. La Bruyère, 5, rue La Bruyère, 9°. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-75-99. Durée : 1 h 50. De 90 F à 180 F.

La Poste

d'Albert Camus, mise en scène et adaptation de Francis Huster, avec Francis Huster.

Il met en scène, il adapte et il joue, seul en scène, Oran, les milliers de rats dans la rue, les prophéties et la lutte mornie d'une ville portes fermées, racontée par un homme qui refuse de se résigner au mal, le Docteur Rieux du roman publié par Albert Camus en 1947. Chronique d'un fléau, de l'exil et de la séparation par l'un de nos comédiens les plus populaires, Francis Huster, qui campait la saison passée un Lorenzaccio pris au piège d'une autre peste, la luxure et le pouvoir.

Porte-Saint-Martin, 16, bd Saint-Martin, 10°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. Durée : 1 h 40. De 90 F à 200 F.

Piège de la Libération

de Roland Fichet, mise en scène de Roland Fichet, avec André Collé, Annie Lemaire, Yves Ferry, Gérard Loria, Michel Chénouet, Elvire Gilette et Justine Seltz.

Un auteur à découvrir, il n'a pas connu la seconde guerre mondiale mais brasse le souvenir et la mémoire, les vieilles haines entre résistants et collabos, tandis qu'il la guerre tout court a succédé la guerre économique et le repli sur les « valeurs » nationales.

Cartoucherie-Théâtre de l'Aquarium, route de la Pyramide, 12°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-74-74-74.

90-61. Durée : 2 heures. De 90 F à 90 F.

Port-Royal

d'Henry de Montherlant, mise en scène de Raymond Géraud, avec Simone Veltre, Claudine Ancelet, George Bruck, Françoise Cadet, Lucie Corti, Jean Desailly, André Didiot, Patrick Dupont, Brigitte El Bar et Yves Ferréol.

Avec Montherlant, on est tranquille. On sait qu'on va entendre de nobles propos, des débats essentiels. On connaît ses positions plutôt vigoureuses sur la morale du sacrifice. Alors, si on y va, c'est qu'on a choisi d'entendre ces nobles propos, de réfléchir sur ces débats essentiels.

Mademoiselle, 19, rue de Serres, 9°. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 42-66-07-08. Durée : 2 heures. De 95 F à 240 F.

Sade-Concert d'enfants

d'Enzo Comman, mise en scène de Philippe Adrien, avec Niels Anstrup, Laurence Blumstein, Nathalie Caron, Jean Destrucq, Monique Flory, Jean-Marie Galey et Claude Morlin.

La dernière pièce, parue aux éditions de Mimi, d'un des jeunes auteurs français les plus joués et controversés d'aujourd'hui, Enzo Comman, fasciné, après bien d'autres, par la biographie du divin marquis. Une passion qu'il partage avec le directeur de l'Atelier de recherche et de réalisation théâtrale, Philippe Adrien, qui a monté, il y a une dizaine d'années *Œil de la tête* - *Effet Sade*. Une surprise, dans la distribution : Niels Anstrup, tout juste échappé de la *Mouette* par Konchalovsky.

Cartoucherie-Théâtre de la Temples, route de Champ-de-Mars, 12°. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-28-36-36. Durée : 4 heures. De 40 F à 90 F.

Le Souper

de Jean-Claude Bravilla, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Claude Rich, Claude Brasseur, Serge Kovalovitch et Laurent Bay.

Un face-à-face très attendu - Claude Rich et Claude Brasseur, qui, décidément, après son *George Dandin*, mis en scène par Roger Planchon, prend goût aux planches. Un auteur plaisamment talentueux, tout comme le metteur en scène et le décorateur : ce *Souper*, entre Talleyrand et Fouché, la nuit du 6 juillet 1815, trois semaines après Waterloo, promet de ne pas être morose.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14°. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. Durée : 1 h 40. De 90 F à 230 F.

Tempe

de Richard Harris, mise en scène de Philippe Ogouz, avec Anne Deleuze, Anne Jolivet, Elizabeth Margoul, Mado Huerin, Charlotte Murry, Marthe Maudouin, Virginie Ogouz, Gilles Sagat, Annie Sagat et Colette Telesch.

Neuf femmes en liberté se racontent, au rythme cadencé d'un cours de claquettes. Parmi elles, un homme, un peu perdu. Un auteur anglais à découvrir : *Tempe* est la première pièce de Richard Harris jouée en France ; elle a obtenu à Londres le Standard Award de la meilleure comédie en 1984.

Fontaine, 10, rue Fontaine, 9°. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée, samedi et dimanche à 16 h 30. Tél. : 48-74-74-40. Durée : 2 h 15. De 125 F à 200 F.

Une saison au Congo

d'Aimé Césaire, mise en scène de Mohamed Ulusoy, avec Valérie Bouquier, Catherine Cassire, Thierry Desroses, Sylviane Esposito, Michel Hermouet, Michel Morvan, Elie Pansant et Jacky Supert.

Révoltes, coups d'État, intrigues des politiciens, manœuvres des grandes puissances : en une fresque épique et tonique, jallisse ment par jallissement, le poète antillais Aimé Césaire donne chair à « l'Afrique au temps du vertige des indépendances reconquises », et vis à Patrick Lammusa, un des dirigeants les plus actifs du Mouvement nationaliste congolais, arrêté le 17 janvier 1961.

Mohamed Ulusoy et son Théâtre de la Liberté ont créé ce drame sans maniérisme au festival de Fort-de-France, en Martinique. Il ouvre la saison du Théâtre de la Colline (voir notre photo légendée).

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maitre-Brun, 20°. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-82-43-60. Durée : 2 h 45. 160 F et 130 F.

DANSE

Mercredi 20

Carbone 14

Le Doroir.

Un grand tableau noir, une grande verrière et douze visages. A partir d'une photo d'enfance retrouvée, et du souvenir d'un vrai doroir, le groupe québécois Carbone 14 agence un puzzle d'histoires et d'images, un spectacle à la frontière du théâtre et de la danse. On entend, entre autres, des textes de Heiner Müller, Shakespeare, Rilke.

Théâtre de la Ville, 20 h 45 (sauf au 23). Tél. : 42-74-22-77. De 65 F à 145 F.

Mardi 26

Needcompany

Ca va.

Encore un spectacle entre théâtre et danse, qui convoque Tchekhov, Pinter, Canetti, Lawrence, Shepard, Bach et Verdi. Pour s'interroger sur le fanatisme, le suicide d'une petite fille ; sur l'indifférence, l'incommunicabilité, la distance. Et la banalité de tout cela.

Théâtre de la Ville, 20 h 45. Tél. : 42-74-22-77. De 65 F à 145 F.

New York City

Bohème

Diversité n° 16. The Welter Project. Symphonie en trois mouvements. Glass pièces. Antiques épigraphes. Muses. The concert. The four temperaments. Totalité pas de deux. Apollo. Symphony in C.

La question tarande les aficionados : comment le NYCB survit-il à la mort de George Balanchine, son inventeur et maître ? Le navire garde-t-il le cap sous la direction des capitaines Jérôme Robbins et Peter Martins, ou donne-t-il de la gîte ? Des rumeurs laissent entendre que l'illustre troupe n'est plus ce qu'elle était. A Paris d'en juger ! De toute façon, les programmes sont superbes.

Théâtre des Champs-Élysées, 20, 22, 23 et 24, 20 h 30 ; le 21, 19 h 45 ; le 24, 14 h 30. Tél. : 42-66-89-78. De 70 F à 300 F. Les 21 à 19 h 45, 22 et 23 à 20 h 30, 24 à 14 h 30 et 20 h 30.

La sélection

à été établie par : Colette Godard et Orlène Quirou. Danse : Sylvie de Nussac.

CONCERT DE SOUS-BOIS

ous à Faval

Le festival de la Ville de Marseille... (Text continues with details about the festival, including dates, locations, and featured artists. The text is partially obscured by a large, stylized graphic on the right side of the page.)

Le festival de la Ville de Marseille...

7

JEAN-PAUL BOUTIER
ARNOU CHAMP
CHRISTOPHE GONZALEZ
SYLVIE RALLU
ORLY TENDI
MONTE MARTE
JOE LOVANO
MIL WILSON
MASSIE GONZALEZ
GREGG MARAIS
PACO DE LUCA

MUSIQUES

CONCERT DE SOUTIEN, MÉCÉNAT, SUBVENTIONS NOUVELLES Tous à Favart, Favart pour tous

Sous l'autorité de ses nouveaux dirigeants, la salle Favart s'apprête à sortir du giron de l'Opéra de Paris et veut retrouver sa vocation première : la création et l'accueil de productions lyriques, musicales et chorégraphiques plus légères et plus innovantes. A condition de trouver de l'argent.

J'AI deux nouvelles à vous annoncer, une bonne, une mauvaise. Je commence par la bonne ? La voici : la salle Favart devrait rouvrir ses portes au public mélomane au début du mois de février 1990 sous l'autorité de son jeune directeur, Thierry Fouquet, qui se bat depuis deux ans pour sauver le théâtre d'un toujours possible nouveau naufrage, lui qui en a déjà tant connus. Nommé par François Léotard, il a été confirmé dans ses fonctions par les nouveaux dirigeants des scènes musicales parisiennes, le ministère de la culture, la direction de la musique et M. Pierre Bergé, qui, pour ne pas être au top - la Bastille est beaucoup plus difficile à prendre aujourd'hui qu'hier, - n'en préside pas moins l'ATOP, prestigieuse Association des théâtres de l'Opéra de Paris.

La mauvaise nouvelle maintenant : l'Etat, tout occupé à remettre à flot son navire lyrique amiral, n'a que peu de moyens à consacrer au théâtre de 1 300 places qui connut pourtant de belles heures : faut-il réécire que furent créés à Favart *Carmen* et *les Pêcheurs de perles*, de Bizet, *Pelléas et Mélisande*, de Claude Debussy, *l'Heure espagnole*, de Ravel, *Werther*, de Massenet, ou abritées les œuvres nouvelles de Puccini, Leoncavallo, de Falla ? Cette faiblesse de moyens se traduit aujourd'hui par l'annonce d'une subvention de 17 millions de francs pour 1990 - sous réserve d'arbitrage ultime et du vote du Parlement - quand le gouvernement précédent avait parlé de 25 millions. Mais l'Etat a-t-il vraiment ces jours-ci, en matière d'opéra, une parole ? Bref, cette somme permettra de maintenir la salle Favart en ordre de marche.

Une marche difficile, si l'on pense qu'ici, il y a peu, travaillaient plus de cent salariés permanents et que l'on en compte aujourd'hui quarante-cinq ; cinq à l'administration : le directeur, déjà nommé, Jean-Luc Maeso, secrétaire général, et trois assistants ; quarante à la technique et à l'entretien. Si bien qu'il faudra trouver très vite de l'argent hors des subsides de l'Etat. Une tâche qui n'effraie pas Thierry Fouquet, polytechnicien de formation, qui choisit de faire son stage d'entreprise à l'Opéra de Paris avant de devenir administrateur de la danse à Garnier puis responsable de la programmation de Garnier et de Favart.

Thierry Fouquet et Jean-Luc Maeso ont pensé d'abord au public. Un restaurant sera installé dans l'ancien foyer des locations, les sanitaires ont été rénovés et la place Boieldieu pourrait devenir piétonne très bientôt. Pour assurer une meilleure rotation des spectacles et offrir quelques fauteuils d'orchestre supplémentaires, la fosse d'orchestre est désormais modulable et installée sur des vérins hydrauliques très maniables. Le plafond de la salle devrait faire l'objet de prochains travaux pour améliorer l'acoustique. Enfin, ce jeudi 21 septembre, un beau concert réunira June Anderson, Alida Ferrarini, Michèle Lagrange, Hélène Perraguin, Rockwell Blake, Mati Palm et Jean-Philippe Lafont, venus à titre gracieux témoigner leur confiance dans le renouveau de Favart ; l'Orchestre de l'Opéra de Paris sera dirigé par Patrick Fournillier. Prix des places en forme de soutien : de 300 F à 1 500 F. Méfions-nous, disons-le tout net : cela est cher mais manifestera votre attachement à l'existence d'un Opéra de taille humaine, presque amical, à Paris.

Le désengagement de l'Etat se traduit bien souvent par un resserrement des liens avec les collectivités locales. Thierry Fouquet s'est donc lancé dans des discussions dont rien n'a transpiré avec le conseil régional d'Ile-de-France. Celui-ci, apprend-on par ailleurs, ne serait pas fâché de pouvoir abriter les répétitions de son orchestre à Favart à un moment où l'Etat et la région paraissent vouloir lui donner un nouveau lustre. La mairie de Paris ne serait pas insensible à la situation actuelle du théâtre.



Thierry Fouquet pourra-t-il rendre son lustre à Favart ?

De son côté, Jean-Luc Maeso, qui fit plusieurs années durant les belles heures de l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris - on lui doit en particulier la reprise d'*Atys* à Favart et son triomphe à New-York en mai dernier, - a décidé de mettre à profit sa grande connaissance des milieux argentés de la capitale pour organiser un tour de table de mécènes qui participeraient à la gestion de la salle Favart. Plusieurs devraient confirmer bientôt leur engagement, comme les deux plus prestigieux voisins du théâtre, les AGF et le Crédit du Nord, ainsi que TDK, la Fondation France Télécom et quelques sociétés amies comme les parfums Givenchy.

Au total, le duo qui a pris, sans filet, la responsabilité de l'ancien Opéra-Comique espère rassembler avant la fin de l'année 35 millions de francs pour un budget total de 50 millions de francs. Il sera temps alors d'adopter de nouveaux statuts pour Favart, qui sera séparée de l'ATOP le 1^{er} janvier prochain. Association ou société d'économie mixte, société anonyme ou société à responsabilité limitée, la décision est à l'étude. Un seul critère présidera au choix : la souplesse et le moyen de rendre à Favart son rôle dans la production et l'accueil de productions lyriques, de concert, de ballets et de récitals, en totale complémentarité avec les autres salles parisiennes et plus particulièrement la salle modulable de l'Opéra-Bastille. Enfin, Favart continuera d'abriter l'école de chant de l'Opéra, dirigée par Michel Sénéchal.

Il est encore trop tôt pour annoncer la saison « inaugurale ». Cependant, voici quelques indiscretions : reprise de *l'Heure espagnole*, de Ravel, dans la mise

en scène de Jean-Louis Martinoty, qui pourrait monter aussi *les Tréteaux de Maître Pierre*, opéra en un acte de Manuel de Falla ; accueil de deux Opéras amis, Prague et Tallin, et poursuite de la collaboration avec le Festival d'Automne, avec lequel Favart pourrait coproduire des spectacles plutôt que de se contenter de les abriter. On devrait connaître le détail de la saison au début du mois de novembre.

OLIVIER SCHMITT.

* Salle Favart. Concert exceptionnel le 21 septembre à 21 heures. De 300 F à 1 500 F. Tél. : 42-66-59-79. Places en vente le soir même au théâtre. Antenne 2 a décidé d'enregistrer le concert, qui sera diffusé ultérieurement.

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Bach
Fantasie et fugue BWV 542
Mozart
Fantasie KV 608
Frank
3^e Choral en la mineur
Guillou
Hypérion
Liszt
Fantasie et fugue sur le nom de Bach
De Grigny
Récit de clavecin en taille
Jean Guillou (orgue).

teuse pour les uns, inadaptable pour d'autres, elle aura de toute façon rendu une bonne dizaine d'années. Le répertoire sélectionné par Jean Guillou laisse entendre l'idée que cet orgue peut s'accommoder de tous les répertoires, qu'il est à la fois un orgue d'Allemagne du nord (pour Bach), un instrument français (pour Grigny) et un grand orgue romantique (pour Franck et Liszt). Une sorte de caméléon, donc. Rendez-vous le 22 septembre pour juger sur pièces.

Le 22. Eglise Saint-Eustache. 20 h 45. De 70 F à 120 F.

SÉLECTION PARIS

Jeudi 21
Poulenc
Dialogues des carmélites
Brigitte Lebon,
Françoise Pollet,
Christine Ludwig,
Edwige Bourdy,
Nadine Denois,
Nathalie Stutzmann,
Marie-Claude Lanot,
Pierre Thau,
Léonard Pazzino,
Georges Gauthier,
Gilles Rameau,
Orchestre national de France,
Michel Plasson (direction).

bul et, quand tant d'autres chefs de renommée internationale prétendent que la musique et les solistes français vident les salles, lui avait concocté deux programmes qui voyaient Dutilleul côtoyer Méhul, Magnard, Ravel et Berlioz.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-53-55-73. De 70 F à 180 F.

Samedi 23
Schumann
Arabesque
Papillons
David Bénédictine
Catherine Collard (piano).
Arabesque, Papillons, David Bénédictine, de Robert Schumann. Autant dire les riches heures de Catherine Collard.

Maison de Radio France, 17 heures. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

Lundi 25
Mozart
Haendel
Durante
Bellini

Orchestre de l'Ensemble Orchestral de Paris
W.A. Mozart ; G. Rossini
1^{er} Octobre 16 h

INAUGURATION
ORGUE A
SAINT-EUSTACHE
JEAN-PAUL IMBERT
Haendel, Franck, Bach, Reubke, Guillou
Jeudi 28 septembre 1989 - 20h30
Places : 250 F - 1^{er} Tarif réduit : 70 F
Location : 3 FNAC - AGENCIES - EGLISES SAINT-EUSTACHE

LE BALLET DU BOLCHOI
COMMUNIQUÉ
L'excellente compagnie des patineurs olympiques Russes qui se présente actuellement à Paris sous la dénomination de
« Bolchoï sur glace »
n'a aucun rapport avec le célèbre « Ballet du Bolchoï ».

châtelet

THEATRE MUSICAL DE PARIS

Orchestre d'Etat de Moscou
Direction Musicale : G. Rojdestvenski
Violon : I. Oistrakh
N. Rimski-Korsakov ; P.I. Tchaïkovski ;
D. Chostakovitch
26 Septembre 21 h

Orchestre National de France
Direction Musicale : J. Tate
Piano : Ph. Entremont
G. Fauré ; M. Ravel ; L. van Beethoven
27 Septembre 21 h

English Chamber Orchestra
Direction Musicale : Sir C. Davis
Piano : E. Leonskaja
W.A. Mozart
28 Septembre 21 h

Solistes de l'Ensemble Orchestral de Paris
W.A. Mozart ; G. Rossini
1^{er} Octobre 16 h

FONDATION
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
POUR LA MUSIQUE

MAIRIE DE PARIS

RTL

l'auditorium

THEATRE MUSICAL DE PARIS

Concerts à 19 h

Daniela Dessi soprano
Robert Kertelson piano
26 Septembre

Trevor Pinnock clavecin
F. Couperin ; J.P. Rameau
28 Septembre

Michel Portal Unit
30 Septembre

Astor Piazzolla
6 Octobre

MAIRIE DE PARIS

Location aux théâtres et FNAC

Jazz 6^e Festival de Jazz de Mame-la-Vallée

28 SEPTEMBRE • 8 OCTOBRE

MICHEL PORTAL MINO CINELU GILBERTO GIL ALADAR PEGE ART FARMER LOUIS SCLAVIS JEAN-MICHEL PILC TRIO MACHADO YOUVAL MICENMACHER ENZO CORMANN	JEAN-MARC PADOVANI ARCHIE SHEPP CHRIS MC GREGOR SYLVAIN KASSAP OKAY TEMIZ MICHEL MARRE JOE LOVANO MAL WALDRON NASS EL GHIWANE GERARD MARAIS PACO DE LUCIA, etc...
--	---

Accès: Autoroute A4 - RER Ligne A
Rens: C.A.C. 50 06 23 00 - Loc: 3 FNAC - VIRGIN MEGASTORE

Acclamé à Venise.

Rouge Venise

VIVALDI - GOLDONI - TIPOLO

MAIRIE DE PARIS

MUSIQUES

Rossini
Bizet
Duparc
Massenet
Schumann
Schubert
Brahms
Stravinsky

Airs d'opéra,
mélodies et lieder.
Chris Martin (ténor),
Henriette Lussan (piano).

Transferts du Théâtre de l'Athénée à la Salle Gaveau, les Lundis musicaux gardent leur prestige mais vont bénéficier d'une acoustique moins sèche (la meilleure à Paris) et d'une salle plus vaste. Le ténor Chris Martin ouvre le tir : signifiant, expression passionnée, il a tout. Mais quel curieux programme !

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 48-53-05-07. De 120 F à 300 F.

Mardi 26

Schumann

Kinderball op. 130

Bizet

Jour d'enfants

Ravel

Ma mère l'oye

Philippe Corré,
Edouard Exerjean

(piano à quatre mains).

Symphoniques, inspirés, vifs comme l'éclair, Philippe Corré et Edouard Exerjean jouent le répertoire à quatre mains avec malice et autorité. Et leur programme est idéal : un Schumann inconnu, un Bizet à redécouvrir, un Ravel dont on ne se lasse pas.

Musée d'Orsay, 12 h 30.

Accès avec le billet d'entrée du musée.

Rimski-Korsakov

La Grande Pique russe,

ouverture op. 36

Tchaïkovski

Concerto pour violon

et orchestre op. 35

Chostakovitch

10^e Symphonie op. 93

Igor Oistrakh (violin),

Orchestre d'Etat de Moscou,

Gennadij Rozdestvenski (direction).

Le Châtelet ouvre en fanfare sa saison 1989-1990 avec la Grande Pique russe de Rimski-Korsakov et le Concerto pour violon et orchestre de Tchaïkovski. Au violon : Igor Oistrakh, un violoniste qui n'a peut-être pas le talent de son père, mais qui peut en remonter à plus d'un de ses confrères. En apothéose finale, la Dixième symphonie de Chostakovitch sera dirigée par Gennadij Rozdestvenski. Aussi funèbre et dramatique que la Huitième, cette symphonie qui dure une cinquantaine de minutes fut créée en 1933, à Leningrad, par Evgeny Mravinsky. C'est un des chefs-d'œuvre de la musique symphonique du vingtième siècle (on se souvient d'une excellente prestation de l'Orchestre national dirigé par Leonard Slatkine, il y a quatre ans, qui avait été saluée par une standing ovation, preuve que l'œuvre frappe juste).

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 21 heures. Tél. : 40-22-22-40. De 50 F à 270 F.

RÉGIONS

Ambronay

Sach

Intégrale des

Concertos brandebourgeois

Andreas Städel (clavessin),

Fabio Biondi,

Adrian Charnier (violon),

Friedemann Krumpholtz (traverse),

Pedro Menéndez (flûte),

Alfredo Bernardini (basse),

Paulo Falcão (harpe),

Maurizio Martini (violoncelle),

Hopkinson XX,

Jordi Savall (direction).

C'est tout de même une bien

curieuse idée que de donner

en un concert l'intégrale des

Concertos brandebourgeois.

Passé le second, les audi-

teurs risquent de ne plus

trop savoir où ils en sont.

Ces œuvres ont beau être

généales, elles perdent tout

de même à être enfilées

comme des perles.

Le lendemain, au même endroit, mais à 16 h 30, Jordi Savall et Andreas Städel donnent en revanche un excellent programme qui alterne œuvres dialoguées et solistes. Un modèle de programme... et deux artistes comme on les aime : ni pédant ni froids virtuoses.

Le 23. Abbaye, 20 heures.

Tél. : 74-36-08-70. De 50 F à 230 F.

Brest

Mozart

Ouverture des Noces

de Figaro,

Concerto pour piano

et orchestre n° 22

Schumann

Symphonie n° 3 Rhénane

Anne Quilès (piano),

Orchestre de Bretagne,

Claude Schützler (direction).

Fondé à l'initiative du

Conseil régional, l'Orchestre

de Bretagne donne son

concert d'inauguration sous

la direction de Claude

Schützler qui en sera le

directeur artistique.

Le 20, à 20 h 30, Quercy, De

35 F à 85 F.

La Côte-St-André

Berlioz

Requiem

John Aler (ténor),

Orchestre national de Lyon,

Orchestre de l'Opéra de Lyon,

Emmanuel Krivine (direction),

Chœurs régionaux,

Chœurs de l'Orchestre national

de Lyon,

Pro Musica Chorus

de Londres,

Bernard Têtu (direction).

Après neuf années d'une

existence parfois cahotique,

le Festival Berlioz prend sa

visite de croisière. Excellents

programmes mêlant l'indé-

pendit aux tubes, inter-

prêtes de haut niveau : une

programmation de qualité

internationale. Le Requiem

est l'une des œuvres de Ber-

lioz qui n'a jamais quitté

l'affiche, et même si

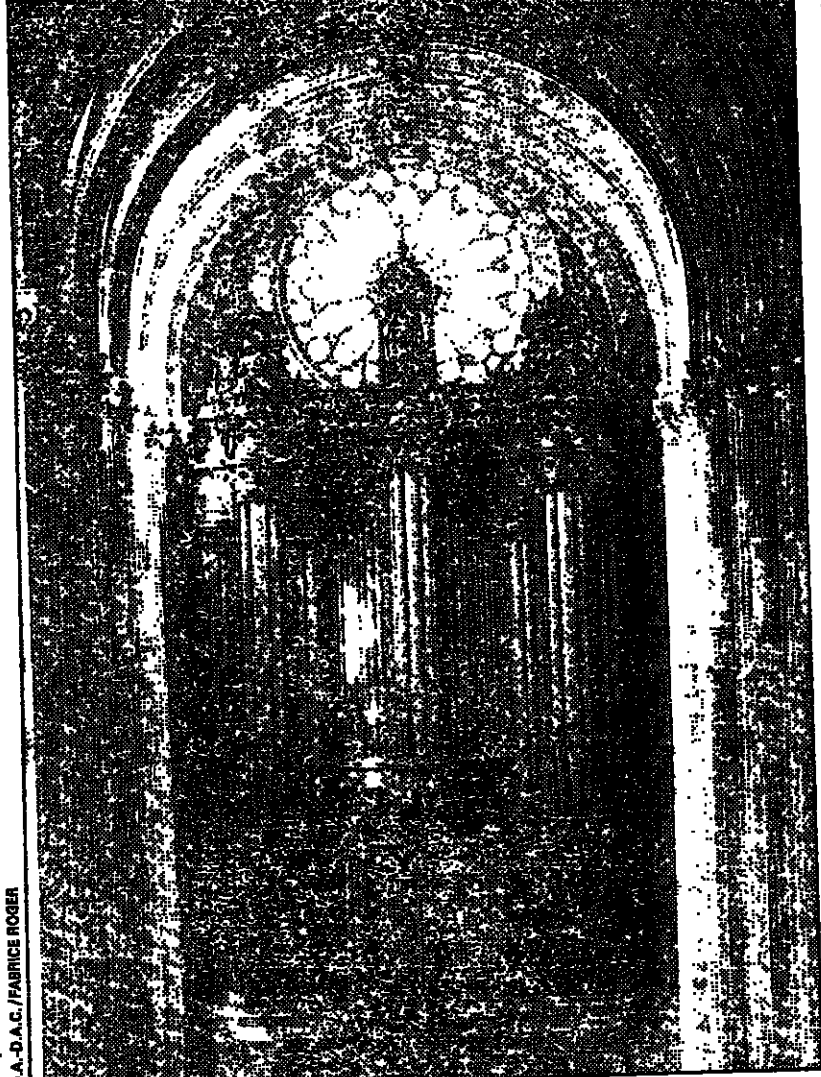
aujourd'hui elles n'effraient

plus les auditeurs, elle sur-

prend toujours par ses excès,

son orchestration et sa mise

en scène sonore. Placée



La restauration de l'orgue de l'église Saint-Eustache aura pris de temps, beaucoup de temps. Côté de l'argent, beaucoup d'argent. Le 21 septembre, Jean Guillot retrouvera sa console. Les amateurs jégeront...

entre les mains d'Emmanuel Krivine, elle est en sécurité.

Le 22. Les Halles, 21 heures.

Tél. : 78-60-35-40. 80 F.

Le 24. Halle Tony Garnier de

Lyon, 17 heures. 110, 140 F.

Lyon

Berlioz

Lello, extraits

Tristia, extraits

Romeo et Juliette, extraits

Mémoires irlandaises, extraits

L'Enfance du Christ, extraits

Béatrice et Bénédict, extraits

Maria Boyer (mezzo-soprano),

Michel Denonfoux,

Michel Pastor (ténor),

Françoise Bissara,

Wolfgang Leys (piano),

Loïc Molit (orgue),

Chœur de chambre

de l'Orchestre national de

Lyon.

Pour faire connaissance

avec quelques-unes des

œuvres les moins célèbres de

Berlioz, certes enregistrées

mais si peu souvent données

en concert (à part *Romeo et*

Juliette).

Le 23. Salle Molit, 17 h 30.

Tél. : 78-60-35-40. De 50 F à

80 F.

Saint-Jean-de-Luz

Berlioz

Harold en Italie

Beethoven

Triple Concerto pour piano,

violon, violoncelle et orches-

tre

Ravel

Concerto en sol pour piano et

orchestre

Pierre Dukan (violin),

Gérard Casassé (alto),

Etienne Pichard (violoncelle),

François-René Duchabie

(piano),

Orchestre national Bordeaux

Aquitaine,

Alain Lombard (direction).

Un programme de concertos ? Pourquoi pas. Mais tout de même, le *Triple* de Beethoven coïncide entre *Harold en Italie* et le *Concerto en sol*, quelle curieuse idée !

Le 22. Théâtre du Jai Alai,

21 heures. Tél. : 59-28-03-16.

De 135 F à 180 F.

Toulouse

Beethoven

2^e Concerto pour piano

et orchestre op. 73

et l'Empereur

7^e Symphonie op. 92

Jean-Bernard Pommier

(piano),

Orchestre national

du Capitole de Toulouse,

Michael Stern (direction).

A dix-sept ans, Jean-

Bernard Pommier enregistrait

l'Empereur pour le

Club français du disque. Il

venait tout juste de rempor-

ter un premier prix au

concours de Jeunes

musicales à Berlin et d'être

remarqué par Emil Gilels au

Concours Tchaïkovski de

Moscou. Il a fait beaucoup

de chemin depuis, a joué

avec les plus grands chefs.

Ce soir, il fait équipe avec

Michael Stern, le jeune fils

d'Isaac qui fut si souvent

son partenaire en musique

de chambre. Un bel exem-

ple de fidélité musicale.

Le 20. Halle aux grains,

21 heures. Tél. : 61-25-32-00.

De 60 F à 130 F.

Beethoven

2^e Concerto pour piano

et orchestre op. 73

Alicia De Larrocha (piano),

Orchestre national

du Capitole de Toulouse,

Michael Stern (direction).

Alicia de Larrocha poursuit

sa carrière sans bruit, im-

posant depuis trente ans un jeu

de piano sensible, coloré (un

style qui revient en force,

après avoir été regardé avec

condescendance par toute

une génération). Son Beetho-

ven n'a rien d'une froide

épure, il est vivant, joyeux,

combatif.

Le 22. Halle aux grains,

21 heures. Tél. : 61-25-32-00.

De 60 F à 130 F.

Haydn

Sonate pour piano n° 60

Schubert

Sonate pour piano D 657

Beethoven-Liszt

Transcription pour piano

de la 7^e Symphonie

de la 7^e Symphonie

Jean-Claude Pennerier

(piano).

Haydn, Schubert,

Beethoven-Liszt : une idée

de piano-musique tellement

loin du délire des doigts

romantiques. Et un pro-

gramme fait pour Jean-

Claude Pennerier, un pianiste

qui va son chemin,

indifférent aux modes. Il ira

loin et dépassera beaucoup

de ses petits camarades.

Le 28. Cloître des Jacobins,

21 heures. Tél. : 61-25-32-00.

De 60 F à 100 F.

Versailles

Boccherini

Soler

Ensemble Roccoco,

Jean-Patrick Brosse

(clavessin).

De Boccherini, on a long-

temps connu que le célèbre

Ménestrel immortalisé par

Caravelli et Franck Pourcel,

et des concertos pour violon-

celle massacrés par des

arrangements douteux, et

du Padre Soler, que le virtu-

oseur Fandango pour clavicé-

stin. Le renouveau du baro-

que a ramené à la vie un

ensemble d'œuvres de musi-

que de chambre, des sonates

pour clavicéstin aux sav

THEATRE

ALLEMAGNE, PORTUGAL, FRANCE.
CREATIONS ET PREMIERES PRESENTATIONS A PARIS

THEATRE DES AMANDIERS
20 Septembre - 29 Octobre
KLAUS MICHAEL GRUBER
GEORG BUCHNER
LA MORT DE DANTON

OPERA COMIQUE
4 Octobre - 8 Octobre
KLAUS MICHAEL GRUBER
EUGENE LABICHE
DIE AFFARE RUE DE LOURCINE

THEATRE RENAUD-BARRAULT
A partir du 10 Octobre
LUC BONDY
ARTHUR SCHNITZLER
LE CHEMIN SOLITAIRE

THEATRE DE LA BASTILLE
10 Octobre - 29 Octobre
VALERE NOVARINA
VOUS QUI HABITEZ LE TEMPS

OPERA COMIQUE
15 Octobre - 14 Octobre
HANS JURGEN SYBERBERG
HEINRICH VON KLEIST
DIE MARQUISE VON O

THEATRE DE GENNEVILLIERS
17 Novembre - 17 Décembre
BERNARD SOBEL
LOUIS-FRANÇOIS ARCHAMBAULT
DIT DORVIGNY
LES TU ET TOI OU LA PARFAITE EGALITE

THEATRE DE LA BASTILLE
22 Novembre - 3 Décembre
LUIS MIGUEL CINTRA
FERNANDO PESSOA
LA MORT DU PRINCE

THEATRE GERARD PHILIPPE
29 Novembre - 17 Décembre
FRANÇOIS TANGUY
FRAGMENTS FORAINS

CENTRE GEORGES POMPIDOU
4 Décembre - 9 Décembre
PIERRE GUYOTAT
WANTED FEMALE

CENTRE GEORGES POMPIDOU
11 Décembre - 17 Décembre
MASSIMO SCHUSTER
ANTHONY BURGESS
LE BLEU - BLANC - ROUGE ET LE NOIR

THEATRE DE LA BASTILLE
14 Décembre - 23 Décembre
WLADISLAW ZNORKO
L'ATTRAPEUR DE RATS

MUSIQUE

CYCLE DE CREATIONS
A L'OCCASION DE LA CELEBRATION
DU BICENTENAIRE DE LA REVOLUTION FRANCAISE
33 CREATIONS MONDIALES ET
PREMIERES AUDITIONS 23 CONCERTS

THEATRE DU CHATELET
7 Octobre
PIERRE BOULEZ

OPERA COMIQUE
18 Octobre
ANTHONY BRAXTON
ORNETTE COLEMAN
CONLON NANCARROW

OPERA COMIQUE
20 Octobre
LUIGI NONO
HELMUT LACHENMANN
GEORGES APERGHIS
PASCAL DUSAPIN
IANNIS XENAKIS

OPERA COMIQUE
23 Octobre
MICHAEL GIELEN
JAMES DILLON
GYORGY LIGETI
FOYER DU CHATELET
25, 26, 27 Octobre
GYORGY LIGETI
SALLE DU CONSERVATOIRE
24, 25, 27, 28 Octobre
JEAN-CLAUDE ELOY
SALLE DU CONSERVATOIRE
6 Novembre
TORU TAKEMITSU
LEO BROUWER
ROGER WOODWARD
CLAUDE DEBUSSY
SALLE DU CONSERVATOIRE
7 Novembre
FRANK KRAWCZYK
ERIC TANGUY
PIERRE STRAUCH
JACQUES DEMIERRE
FRANCISCO GUERRERO

SALLE PLEYEL
17 Novembre
IGOR STRAVINSKY
OLIVIER MESSIAEN
PIERRE BOULEZ

THEATRE DU CHATELET
20 Novembre
STEVE REICH
CENTRE GEORGES POMPIDOU
22, 23 Novembre
MICHAEL JARRELL
MARCO STROPPA
PHILIPPE MANOURY

SALLE PLEYEL
29, 30 Novembre
CLAUDE DEBUSSY
TORU TAKEMITSU
BELA BARTOK

OPERA COMIQUE
4 Décembre
MAURICIO KAGEL

OPERA COMIQUE
11 Décembre
SYLVANO BUSSOTTI

THEATRE DU CHATELET
12 Décembre
MARCEL LANDOWSKI

THEATRE DU CHATELET
18 Décembre
BRUNO MADERNA
LUCIANO BERIO
PIERRE BOULEZ

MUSIQUES ET THEATRE D'AFRIQUE DU SUD

THEATRE DES BOUFFES DU NORD
16 Octobre - 21 Octobre
MUSIQUES ET DANSES
TRADITIONNELLES
XHOSA - VENDA - TSONGA

28 Octobre - 18 Novembre
SARAFINA!
SPECTACLE MUSICAL DE
MBONGENI NGEMA

28 Novembre - 31 Décembre
WOZA ALBERT!
PERCY MTWA MBONGENI NGEMA - BARNEY SIMON
PETER BROOK

RENSEIGNEMENTS
42 96 96 94

LOCATION DANS LES THEATRES PAR CORRESPONDANCE AU FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS 156 RUE DE RIVOLI 75001 PARIS

Le Festival d'Automne à Paris est subventionné par le Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands Travaux et du Bâtiment; le Ministère des Affaires Étrangères, Association Française d'Action Artistique; la Ville de Paris.
Avec le soutien de: Goethe Institut, Sénat de Berlin, British Council, Ministère de la Culture Autrichien, Secrétariat d'État à la Culture Portugais, National Endowment for the Arts, New York State Council on the Arts, Mission du Bicentenaire de la Révolution Française.
Avec le concours de: Caisse des Dépôts et Consignations, Fondation Total pour la Musique, Fondation Yvonne pour l'Opéra et la Musique, Fondation Mercedes-Benz, Association d'Entreprises pour le Bicentenaire, Midland Bank, Banque Worms, Banque Indosuez, Air France, Yves Saint Laurent.



DANSE

THEATRE MOGADOR
22 Septembre - 31 Décembre
TANGO ARGENTINO
CLAUDIO SEGOVIA HECTOR OREZZOLI

CENTRE GEORGES POMPIDOU
9 Octobre - 15 Octobre
DOUGLAS DUNN
AND DANCERS

THEATRE DE LA VILLE
24 Octobre - 29 Octobre
TRISHA BROWN
DANCE COMPANY

THEATRE DE LA BASTILLE
2 Novembre - 10 Novembre
DANIEL LARRIEU

CINEMA

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT
25 Octobre
DER STUDENT VON PRAG
FILM MUET 1913
HANNES HEINZ EWERS - STELLAN RYE

CINEMAS A PARIS
29 Novembre - 12 Décembre
JOHN CASSAVETES
HOMMAGE
KRZYSZTOF KIESLOWSKI
LE DECALOGUE ET INEDITS

JEAN-DANIEL POLLET
RETROSPECTIVE 8 FILMS
TOSHIRO MIFUNE
HOMMAGE
CARLOS PRATES CORREA
HOMMAGE

EXPOSITIONS

MAISON DE BALZAC
9 Novembre - 4 Février 1990
ALECHINSKY
TRAITE DES EXCITANTS MODERNES

MUSEE DES ARTS DECORATIFS
22 Novembre - 28 Janvier 1990
ZANINE
L'ARCHITECTE ET LA FORET

صلى الله عليه وسلم